

5. Si une entreprise ou association d'entreprises ne fournit pas les renseignements requis dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ou les fournit de façon incomplète, l'Autorité de surveillance AELE les demande par voie de décision. Cette décision précise les renseignements demandés, fixe un délai approprié dans lequel les renseignements doivent être fournis et indique les sanctions prévues à l'article 15, paragraphe 1, alinéa b), et à l'article 16, paragraphe 1, alinéa c), ainsi que le recours ouvert devant la Cour AELE contre la décision conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

6. L'Autorité de surveillance AELE adresse simultanément copie de sa décision à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Article 12

Enquêtes par secteurs économiques

1. Si dans un secteur économique l'évolution des échanges entre Etats de l'AELE, les fluctuations de prix, la rigidité des prix ou d'autres circonstances font présumer que, dans le secteur économique considéré, la concurrence est restreinte ou faussée sur le territoire couvert par l'Accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE peut décider, conformément aux dispositions du protocole 23 de l'Accord EEE, de procéder à une enquête générale et, dans le cadre de cette dernière, demander aux entreprises de ce secteur économique les renseignements nécessaires à l'application des principes figurant aux articles 53 et 54 de l'Accord EEE et à l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut notamment demander à toutes les entreprises et groupes d'entreprises du secteur considéré de lui communiquer tous accords, décisions et pratiques concertées dispensés de la notification en vertu de l'article 4, paragraphe 2 du présent chapitre, et de l'article 1, paragraphe 2, du chapitre XVI.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE procède aux enquêtes prévues au paragraphe 2 ci-dessus, elle demande également aux entreprises et aux groupes d'entreprises, dont la dimension donne à présumer qu'ils occupent une position dominante sur le territoire couvert par l'Accord EEE ou dans une partie substantielle de celui-ci, la déclaration des éléments relatifs à la structure des entreprises et à leur comportement, nécessaires pour apprécier leur situation au regard des dispositions de l'article 54 de l'Accord EEE.

4. Les dispositions de l'article 10, paragraphes 3 à 6, et les articles 11, 13 et 14 sont applicables par analogie.

Article 13

Vérifications par les autorités des Etats de l'AELE

1. Sur demande de l'Autorité de surveillance AELE, les autorités compétentes des Etats de l'AELE procèdent aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE juge indiquées au titre de l'article 14, paragraphe 1, ou qu'elle a ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 14, paragraphe 3. Les agents des autorités compétentes des Etats de l'AELE chargés de procéder aux vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'Etat AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de la vérification.

2. Les agents de l'Autorité de surveillance AELE peuvent, sur sa demande ou sur celle de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, prêter assistance aux agents de cette autorité dans l'accomplissement de leurs tâches.

Article 14

Pouvoirs de l'Autorité de surveillance AELE en matière de vérification

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant dans le protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à toutes les vérifications nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises sur le territoire d'un Etat de l'AELE. A cet effet, les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE sont investis des pouvoirs ci-après:

- a) contrôler les livres et autres documents professionnels;
- b) prendre copie ou extrait des livres et documents professionnels;
- c) demander sur place des explications orales;
- d) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises.

2. Les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE pour des vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique l'objet et le but de la vérification, ainsi que la sanction prévue à l'article 15, paragraphe 1, alinéa c), au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon

incomplète. L'Autorité de surveillance AELE avise, en temps utile avant la vérification, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée de la mission de vérification et de l'identité des agents mandatés. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la Commission des CE qui prennent part à la vérification conformément à l'article 8, paragraphe 4, du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de la vérification, fixe la date à laquelle elle commence, et indique les sanctions prévues à l'article 15, paragraphe 1, alinéa c), et à l'article 16, paragraphe 1, alinéa d), ainsi que le recours ouvert devant la Cour AELE contre la décision conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

4. L'Autorité de surveillance AELE prend les décisions visées au paragraphe 3 après avoir entendu l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée.

5. Les agents de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée peuvent, sur la demande de cette autorité ou sur celle de l'Autorité de surveillance AELE, prêter assistance aux agents de l'Autorité de surveillance AELE dans l'accomplissement de leurs tâches.

6. Lorsqu'une entreprise s'oppose à une vérification ordonnée en vertu du présent article, l'Etat de l'AELE intéressé prête aux agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE l'assistance nécessaire pour leur permettre d'exécuter leur mission de vérification.

7. A cette fin, les Etats de l'AELE prennent, après consultation de l'Autorité de surveillance AELE, les mesures nécessaires dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

Article 15

Amendes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes d'un montant de cent à cinq mille écus lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles donnent des indications inexactes ou dénaturées à l'occasion d'une demande présentée en application de l'article 2 ou d'une notification en application de l'article 4 du présent chapitre ou de l'article 1 du chapitre XVI; ou

b) elles fournissent un renseignement inexact en réponse à une demande faite en application de l'article 11, paragraphes 3 ou 5, ou de l'article 12, ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai fixé dans une décision prise en vertu de l'article 11, paragraphe 5; ou

c) elles présentent de façon incomplète, lors des vérifications effectuées au titre de l'article 13 ou de l'article 14, les livres ou autres documents professionnels requis, ou ne se soumettent pas aux vérifications ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 14, paragraphe 3.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes de mille écus au moins et d'un million d'écus au plus, ce dernier montant pouvant être porté à dix pour cent du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice social précédent par chacune des entreprises

ayant participé à l'infraction, lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles commettent une infraction aux dispositions de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE; ou

b) elles contreviennent à une charge imposée en vertu de l'article 8, paragraphe 1.

Pour déterminer le montant de l'amende, il y a lieu de prendre en considération, outre la gravité de l'infraction, la durée de celle-ci.

3. Les dispositions de l'article 10, paragraphes 3 à 6, sont applicables.

4. Les décisions prises en vertu des paragraphes 1 et 2 n'ont pas un caractère pénal.

5. Les amendes prévues au paragraphe 2, alinéa a), ne peuvent pas être infligées pour des agissements:

a) postérieurs à la notification à l'Autorité de surveillance AELE et antérieurs à la décision par laquelle elle accorde ou refuse l'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, pour autant qu'ils restent dans les limites de l'activité décrite dans la notification,

b) antérieurs à la notification des accords, décisions et pratiques concertées existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE, pourvu que cette notification ait été faite dans les délais prévus à l'article 1, paragraphe 1, et à l'article 3, paragraphe 2, du chapitre XVI.

6. Les dispositions du paragraphe 5 ne sont pas applicables, dès lors que l'Autorité de surveillance AELE a fait savoir aux entreprises intéressées qu'après examen provisoire elle estime que les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE sont remplies et qu'une

application de l'article 53, paragraphe 3, n'est pas justifiée.

Article 16

Astreintes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes à raison de cinquante à mille écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

a) à mettre fin à une infraction aux dispositions de l'article 53 ou de l'article 54 de l'Accord EEE conformément à une décision prise en application de l'article 3 du présent chapitre,

b) à mettre fin à toute action interdite en vertu de l'article 8, paragraphe 3,

c) à fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 11, paragraphe 5,

d) à se soumettre à une vérification qu'elle a ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 14, paragraphe 3.

2. Lorsque les entreprises ou associations ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte avait été infligée, l'Autorité de surveillance AELE peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de la décision initiale.

3. Les dispositions de l'article 10, paragraphes 3 à 6, sont applicables.

Article 17

Contrôle de la Cour AELE

La Cour AELE, conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, statue avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 35 du présent accord sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles l'Autorité de surveillance AELE fixe une amende ou une astreinte; elle peut supprimer, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée.

Article 18

ECU

Pour l'application des articles 15 à 17, on entend par "écu", l'écu tel que défini par les autorités compétentes de la CE.

Article 19

Audition des intéressés et des tiers

1. Avant de prendre les décisions prévues aux articles 2, 3, 6, 7, 8, 15 et 16 du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE donne aux entreprises et associations d'entreprises intéressées l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus par l'Autorité de surveillance AELE.

2. Dans la mesure où l'Autorité de surveillance AELE ou les autorités compétentes des Etats de l'AELE l'estiment nécessaire, elles peuvent aussi entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE se propose de délivrer une attestation négative en vertu de l'article 2 ou de rendre une décision d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, elle publie l'essentiel du contenu de la demande ou de la notification en cause en invitant les tiers intéressés à lui faire connaître leurs observations dans le délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à un mois. La publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 20

Secret professionnel

1. Sans préjudice de l'article 9, paragraphe 3, du protocole 23, les informations recueillies en application des articles 11, 12, 13 et 14 du présent chapitre ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

2. Sans préjudice des dispositions des articles 19 et 21, l'Autorité de surveillance AELE et les autorités compétentes des Etats de l'AELE ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent protocole ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel. Cette obligation s'applique également aux représentants de la Commission des CE et des Etats membres des CE qui participent au comité consultatif conformément à l'article 10, paragraphe 4, et à l'audition conformément à l'article 8, paragraphe 2, du chapitre IV.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'opposent pas à la publication de renseignements généraux ou d'études ne

comportant pas d'indications individuelles sur les entreprises ou associations d'entreprises.

Article 21

Publication des décisions

1. L'Autorité de surveillance AELE publie les décisions qu'elle prend en application des articles 2, 3, 6 et 8 du présent chapitre et de l'article 3 du chapitre XVI.

2. La publication mentionne les parties intéressées et l'essentiel de la décision; elle doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 22

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut saisir les Etats de l'AELE, pour consultation au sein du Comité permanent conformément à l'article 2 de l'accord relatif à un Comité permanent des Etats de l'AELE, de propositions visant à exempter, conformément à l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées de l'interdiction figurant à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE.

**CHAPITRE III FORME, TENEUR ET AUTRES MODALITES DES
DEMANDES ET NOTIFICATIONS**

Article premier

**Personnes habilitées à présenter des demandes et
notifications**

1. Est habilitée à présenter une demande en application de l'article 2 du chapitre II ou une notification en application de l'article 4 du chapitre II et de l'article 1 du chapitre XVI toute entreprise participant à des accords, décisions ou pratiques visés à l'article 53 ou à l'article 54 de l'Accord EEE. Si la demande ou la notification n'est présentée que par certaines entreprises participantes, celles-ci en informent les autres entreprises.
2. Lorsque des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales signent les demandes et notifications prévues aux articles 2, 3, paragraphe 1 et 2, alinéa b), et 4 du chapitre II, et l'article 1 du chapitre XVI, ils doivent prouver par un écrit leur pouvoir de représentation.
3. En cas de demande ou de notification collective, il est recommandé de désigner un mandataire commun.

Article 2

Dépôt des demandes et des notifications

1. Les demandes et notifications doivent être déposées auprès de l'Autorité de surveillance AELE en neuf exemplaires.
2. Les documents annexés sont fournis en original ou en copie. La copie doit être certifiée conforme à l'original.

3. Les demandes et les notifications sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté. Les documents sont déposés dans leur langue originale. Si cette langue originale n'est pas l'une des langues officielles, il est joint une traduction dans l'une de ces langues.

Article 3

Date d'effet des demandes et notifications

La demande ou la notification prend effet au moment où elle est reçue par l'Autorité de surveillance AELE sans préjudice de l'article 11 du protocole 23 de l'Accord EEE. Toutefois, lorsque la demande ou la notification est envoyée par lettre recommandée, elle prend effet à la date indiquée par le cachet de la poste du lieu d'expédition.

Article 4

Teneur des demandes et notifications

1. Les demandes prévues à l'article 2 du chapitre II concernant l'applicabilité de l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE, et les notifications prévues à l'article 4 du chapitre II ou à l'article 1, paragraphe 2, du chapitre XVI, doivent être présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 1, ou par la Commission des CE.

2. Les demandes et notifications doivent contenir les renseignements demandés dans ces formulaires.

3. Plusieurs entreprises participantes peuvent présenter la demande ou la notification à l'aide d'un seul formulaire.

4. Les demandes prévues à l'article 2 du chapitre II concernant l'applicabilité de l'article 54 de l'Accord EEE doivent comporter un exposé complet des faits indiquant, notamment, la pratique dont il s'agit et la position occupée par la ou les entreprises sur le territoire couvert par l'Accord EEE ou dans une partie substantielle de celui-ci pour les produits ou les services en cause. Les formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 1, ou par la Commission des CE peuvent être utilisés à cette fin.

Article 5

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE des propositions de formulaires et de notes complémentaires.

CHAPITRE IV AUDITIONS PREVUES A L'ARTICLE 19 PARAGRAPHES 1 et 2 DU CHAPITRE II

Article premier

Avant de consulter le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes, l'Autorité de surveillance AELE procède à une audition en application de l'article 19, paragraphe 1, du chapitre II.

Article 2

1. L'Autorité de surveillance AELE communique par écrit aux entreprises et associations d'entreprises les griefs retenus contre elles. La communication est adressée à chacune d'elles ou au mandataire commun qu'elles ont désigné.

2. Toutefois, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à la communication par voie de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, si les circonstances de l'affaire le justifient, notamment le défaut de mandataire commun lorsque les entreprises sont nombreuses. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Une amende ou une astreinte ne peut être infligée à une entreprise ou à une association d'entreprises que si la communication des griefs a été effectuée dans la forme prévue au paragraphe 1.

4. En communiquant les griefs l'Autorité de surveillance AELE fixe le délai dans lequel les entreprises et associations d'entreprises ont la faculté de lui faire connaître leur point de vue.

Article 3

1. Les entreprises et associations d'entreprises expriment par écrit et dans le délai imparti leur point de vue sur les griefs retenus contre elles.

2. Elles peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense dans leurs observations écrites.

3. Pour établir les faits invoqués elles peuvent joindre en tant que de besoin des documents. Elles peuvent également proposer que l'Autorité de surveillance AELE entende des personnes qui sont susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Article 4

Dans ses décisions, l'Autorité de surveillance AELE ne retient contre les entreprises et associations d'entreprises destinataires que des griefs au sujet desquels ces dernières ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue.

Article 5

Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues en application de l'article 19, paragraphe 2, du chapitre II, l'Autorité de surveillance AELE leur donne l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit dans le délai qu'elle fixe.

Article 6

Lorsque l'Autorité de surveillance AELE, saisie d'une demande en application de l'article 3, paragraphe 2, du chapitre II, considère que les éléments qu'elle a recueillis ne justifient pas d'y donner une suite favorable, elle en indique les motifs aux demandeurs et leur impartit un délai pour présenter par écrit leurs observations éventuelles.

Article 7

1. L'Autorité de surveillance AELE donne aux personnes qui l'ont demandé dans leurs observations écrites l'occasion de développer verbalement leur point de vue si celles-ci ont justifié d'un intérêt suffisant à cet effet ou si l'Autorité de surveillance AELE se propose de leur infliger une amende ou une astreinte.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut également donner à toute personne l'occasion d'exprimer oralement son point de vue.

Article 8

1. L'Autorité de surveillance AELE convoque les personnes à entendre pour la date qu'elle fixe.

2. Elle transmet sans délai copie de la convocation aux autorités compétentes des Etats de l'AELE qui peuvent désigner un fonctionnaire pour participer à l'audition. De même, l'Autorité de surveillance de l'AELE invite la Commission des CE à se faire représenter à l'audition. Cette invitation s'étend également étendue aux Etats membres de la CE.

Article 9

1. Il est procédé aux auditions par les personnes que l'Autorité de surveillance AELE mandate à cet effet.

2. Les personnes convoquées comparaissent elles-mêmes, soit en la personne de leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises et associations d'entreprises peuvent également être représentées par un mandataire dûment habilité et choisi dans leur personnel permanent.

Les personnes que l'Autorité de surveillance AELE entend peuvent être assistées par des avocats ou des conseils admis à plaider devant la Cour AELE ou par d'autres personnes qualifiées.

3. L'audition n'est pas publique. Les personnes sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de

l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

4. Les déclarations essentielles de chaque personne entendue sont consignées dans un procès-verbal qui est approuvé par elle après lecture.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, paragraphe 2, les communications et convocations émanant de l'Autorité de surveillance AELE sont envoyées à leurs destinataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou leur sont remises contre reçu.

Article 11

1. Pour fixer les délais prévus aux articles 2, 5 et 6, l'Autorité de surveillance AELE prend en considération le temps nécessaire à l'établissement des observations ainsi que l'urgence de l'affaire. Le délai ne peut être inférieur à deux semaines; il peut être prorogé.

2. Les délais courent le lendemain du jour de la réception ou de la remise des communications.

3. Avant l'expiration du délai fixé, les observations écrites doivent parvenir à l'Autorité de surveillance de l'AELE ou être expédiées par lettre recommandée. Toutefois, lorsque ce délai prend fin un dimanche ou un jour férié, son expiration est reportée à la fin du jour ouvrable suivant. Pour le calcul du report, les jours fériés sont soit ceux repris dans l'appendice 2 du présent protocole lorsqu'est prise en considération la date de la réception des observations écrites, soit ceux fixés par la loi du pays d'expédition lorsqu'est retenue la date d'envoi.

**CHAPITRE V PRESCRIPTION EN MATIERE DE POURSUITES ET
D'EXECUTION DANS LES DOMAINES DU DROIT DES
TRANSPORTS ET DE LA CONCURRENCE TELS QU'ILS
FIGURENT AUX CHAPITRES II A IV ET VI A XIV**

Article premier

Prescription en matière de poursuites

1. Le pouvoir de l'Autorité de surveillance AELE de prononcer des amendes ou sanctions pour infractions aux dispositions du droit des transports ou de la concurrence de l'Accord EEE est soumis à un délai de prescription:

a) de trois ans en ce qui concerne les infractions aux dispositions relatives aux demandes ou notifications des entreprises ou associations d'entreprises, à la recherche de renseignements ou à l'exécution de vérifications;

b) de cinq ans en ce qui concerne les autres infractions.

2. La prescription court à compter du jour où l'infraction a été commise. Toutefois, pour les infractions continuées ou répétées la prescription ne court qu'à compter du jour où l'infraction a pris fin.

Article 2

Interruption de la prescription en matière de poursuites

1. La prescription en matière de poursuites est interrompue par tout acte de l'Autorité de surveillance AELE, de la Commission des CE, à la demande de l'Autorité de surveillance AELE, conformément à l'article 8 du protocole 23 de l'Accord EEE, ou d'un Etat de l'AELE, agissant à la

demande de l'Autorité de surveillance AELE, visant à l'instruction ou à la poursuite de l'infraction. L'interruption de la prescription prend effet le jour où l'acte est notifié à au moins une entreprise ou association d'entreprises ayant participé à l'infraction.

Constituent notamment des actes interrompant la prescription:

- a) les demandes de renseignements écrites de l'Autorité de surveillance AELE ou de l'autorité compétente d'un Etat de l'AELE, agissant à la demande de l'Autorité de surveillance AELE, ainsi que les décisions de l'Autorité de surveillance AELE exigeant les renseignements demandés;
- b) les mandats écrits de vérification délivrés à ses agents par l'Autorité de surveillance AELE ou par l'autorité compétente d'un Etat de l'AELE, agissant à la demande de l'Autorité de surveillance AELE, ainsi que les décisions de l'Autorité de surveillance AELE ordonnant des vérifications;
- c) l'engagement d'une procédure par l'Autorité de surveillance AELE;
- d) la communication des griefs retenus par l'Autorité de surveillance AELE.

2. L'interruption de la prescription vaut à l'égard de toutes les entreprises et associations d'entreprises ayant participé à l'infraction.

3. La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption. Toutefois, la prescription est acquise au plus

tard le jour où un délai égal au double du délai de prescription arrive à expiration, sans que l'Autorité de surveillance AELE ait prononcé une amende ou sanction; ce délai est prorogé de la période pendant laquelle la prescription est suspendue conformément à l'article 3.

Article 3

Suspension de la prescription en matière de poursuites

La prescription en matière de poursuites est suspendue aussi longtemps que la décision de l'Autorité de surveillance AELE fait l'objet d'une procédure pendante devant la Cour AELE conformément aux articles 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord.

Article 4

Prescription en matière d'exécution

1. Le pouvoir de l'Autorité de surveillance AELE d'exécuter les décisions prononçant des amendes, sanctions ou astreintes pour infractions aux dispositions du droit des transports ou de la concurrence de l'Accord EEE est soumis à un délai de prescription de cinq ans.

2. La prescription court à compter du jour où la décision est devenue définitive.

Article 5

Interruption de la prescription en matière d'exécution

La prescription en matière d'exécution est interrompue:

a) par la notification d'une décision modifiant le montant initial de l'amende, de la sanction ou de l'astreinte ou rejetant une demande tendant à obtenir une telle modification;

b) par tout acte de l'Autorité de surveillance AELE ou d'un Etat de l'AELE, à la demande de l'Autorité de surveillance AELE, visant au recouvrement forcé de l'amende, de la sanction ou de l'astreinte.

2. La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption.

Article 6

Suspension de la prescription en matière d'exécution

La prescription en matière d'exécution est suspendue:

a) aussi longtemps qu'une facilité de paiement est accordée;

b) aussi longtemps que l'exécution forcée est suspendue en vertu d'une décision de la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord.

DEUXIEME PARTIE LES TRANSPORTS

CHAPITRE VI APPLICATION DES REGLES DE CONCURRENCE AUX
SECTEURS DE TRANSPORTS PAR CHEMIN DE FER,
PAR ROUTE ET PAR VOIE NAVIGABLE

Etant donné que le texte du règlement (CEE) n° 1017/68 est réparti entre l'annexe XIV de l'Accord EEE (règles matérielles) et le présent chapitre (règles de procédure), le texte, tel qu'adapté, des articles 1 à 5 et des articles 7 à 9 se trouve dans l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68). L'Autorité de surveillance AELE statue sur ces cas conformément aux dispositions de l'article 56 de l'Accord EEE, en particulier ses paragraphes 1 alinéa a), 1 alinéa b) et 3.

Articles 1 à 5

(pas de texte)

Article 6

Accords destinés à réduire les perturbations découlant de la structure du marché des transports

1. Jusqu'à ce que des mesures appropriées à assurer la stabilité d'un marché de transport soient introduites, l'interdiction de l'article 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) peut être déclarée inapplicable aux accords, décisions et pratiques concertées qui sont de nature à réduire les perturbations du marché en cause.

2. Une décision de non-application de l'interdiction de l'article 2 dudit acte, prise conformément à la procédure de l'article 14, ne peut intervenir qu'après que le Comité permanent a constaté, sur la base d'un rapport de l'Autorité de surveillance AELE, un état de crise dans tout ou partie d'un marché de transport.

3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2, la décision de non-application et l'interdiction de l'article 2 dudit acte est subordonnée à la condition que:

a) les accords, décisions ou pratiques concertées n'imposent pas aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour la réduction des perturbations; et

b) qu'ils ne donnent pas à ces entreprises la possibilité d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle du marché de transport en cause.

Articles 7 à 9
(pas de texte)

Article 10

**Procédures sur plainte ou engagées d'office par l'Autorité
de surveillance AELE**

L'Autorité de surveillance AELE engage les procédures en vue de la cessation d'une infraction aux dispositions de l'article 2 ou de l'article 8 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) ainsi que la procédure en vue de l'application de l'article 4, paragraphe 2, de cet acte.

Sont habilités à présenter une plainte:

a) les Etats de l'AELE,

b) les personnes physiques ou morales qui font valoir un intérêt légitime.

Article 11

**Aboutissement des procédures sur plainte ou engagées
d'office par l'Autorité de surveillance AELE**

1. Si l'Autorité de surveillance AELE constate une infraction à l'article 2 ou l'article 8 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68), elle peut obliger par voie de décision les entreprises et associations d'entreprises intéressées à mettre fin à l'infraction constatée.

Sans préjudice des autres dispositions du présent chapitre et dudit acte, l'Autorité de surveillance AELE peut, avant de prendre la décision visée à l'alinéa précédent, adresser aux entreprises et associations d'entreprises intéressées des recommandations visant à faire cesser l'infraction.

2. Le paragraphe 1 est également applicable dans le cas prévu à l'article 4, paragraphe 2, dudit acte.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE arrive à la conclusion, en fonction des éléments dont elle a connaissance, qu'il n'y a pas lieu d'intervenir à l'égard d'un accord, d'une décision ou d'une pratique concertée sur la base de l'article 4, paragraphe 2, ou de l'article 8 dudit acte, elle rend une décision rejetant la plainte comme non fondée, si la procédure a été introduite sur la base d'une plainte.

4. Si l'Autorité de surveillance AELE arrive à la conclusion, au terme d'une procédure engagée sur plainte ou d'office, qu'un accord, une décision ou une pratique concertée remplit les conditions de l'article 2 et de l'article 5 dudit acte, elle rend une décision d'application de l'article 5. La décision indique la date à partir de

laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la décision.

Article 12

Application de l'article 5 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) - Procédure d'opposition.

1. Les entreprises et associations d'entreprises qui désirent se prévaloir des dispositions de l'article 5 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) en faveur des accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 2 du même acte auxquels elles participent, peuvent adresser une demande à l'Autorité de surveillance AELE.

2. Si elle juge la demande recevable, à partir du moment où elle est en possession de tous les éléments du dossier et sous réserve qu'aucune procédure n'ait été engagée à l'encontre de l'accord, de la décision ou de la pratique concertée en application de l'article 10, l'Autorité de surveillance AELE publie, dans les meilleurs délais, dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes le contenu essentiel de la demande en invitant tous les tiers intéressés à faire part de leurs observations à l'Autorité de surveillance AELE dans un délai de 30 jours. La publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE ne fait pas savoir aux entreprises qui lui en ont adressé la demande, dans un délai de 90 jours à dater du jour de la publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, qu'il existe des doutes sérieux quant à l'applicabilité de l'article 5 dudit acte, l'accord, la décision ou la pratique concertée, tels que décrits dans la demande, sont réputés exemptés de l'interdiction pour la période antérieure et pour trois années au maximum à dater du jour de la

publication de la demande dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes.

Si l'Autorité de surveillance AELE constate, après l'expiration du délai de 90 jours, mais avant l'expiration du délai de trois ans, que les conditions d'application de l'article 5 dudit acte ne sont pas réunies, elle rend une décision déclarant l'interdiction de l'article 2 dudit acte applicable. Cette décision peut être rétroactive lorsque les intéressés ont donné des indications inexactes ou lorsqu'ils abusent de l'exemption des dispositions de l'article 2 dudit acte.

4. Si dans ce délai de 90 jours, l'Autorité de surveillance AELE a adressé, aux entreprises qui ont présenté une demande, la communication prévue au paragraphe 3, premier alinéa, elle examine si les conditions de l'article 2 et de l'article 5 dudit acte sont remplies.

Si elle constate que les conditions de l'article 2 et de l'article 5 dudit acte sont remplies, elle rend une décision d'application de l'article 5. La décision indique la date à partir de laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la demande.

Article 13

Durée de validité et révocation des décisions d'application de l'article 5 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68)

1. La décision d'application de l'article 5 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) prise conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 4, ou de l'article 12, paragraphe 4, deuxième alinéa, doit indiquer pour quelle période elle s'applique; cette période n'est en

règle générale pas inférieure à six ans. La décision peut être assortie de conditions et de charges.

2. La décision peut être renouvelée si les conditions d'application de l'article 5 dudit acte continuent d'être remplies.

3. L'Autorité de surveillance AELE peut révoquer ou modifier sa décision ou interdire des actes déterminés aux intéressés:

a) si la situation de fait se modifie à l'égard d'un élément essentiel à la décision,

b) si les intéressés contreviennent à une charge dont la décision a été assortie,

c) si la décision repose sur les indications inexactes ou a été obtenue frauduleusement,

d) si les intéressés abusent de l'exemption des dispositions de l'article 2 dudit acte qui leur a été accordée par la décision.

Dans les cas visés sous b), c) et d), la décision peut être révoquée avec effet rétroactif.

Article 14

Décision d'application de l'article 6

1. Les accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68), en faveur desquels les intéressés désirent se prévaloir des dispositions de l'article 6, doivent être notifiés à l'Autorité de surveillance AELE.

2. La décision de l'Autorité de surveillance AELE en vue de l'application de l'article 6 dudit acte n'a d'effet qu'à

compter de la date de son adoption. Elle doit indiquer pour quelle période elle s'applique. Sa validité ne peut dépasser trois ans à compter de la constatation de l'état de crise par le Comité permanent dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 2.

3. La décision peut être renouvelée par l'Autorité de surveillance AELE, si le Comité permanent constate à nouveau l'état de crise dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 2, et si les autres conditions d'application de l'article 6 continuent d'être remplies.

4. La décision peut être assortie de conditions et de charges.

5. La décision de l'Autorité de surveillance AELE cesse d'être valable au plus tard six mois après la mise en application des mesures visées à l'article 6, paragraphe 1.

6. Les dispositions de l'article 13, paragraphe 3, sont applicables.

Article 15

Compétence

Sous réserve du contrôle de la décision par la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et des dispositions pertinentes du présent accord, l'Autorité de surveillance AELE a compétence exclusive, aux conditions établies à l'article 56 de l'Accord EEE :

- pour imposer des obligations en application de l'article 4, paragraphe 2, de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68);

- pour rendre une décision en application de l'article 5 dudit acte et de l'article 6 du présent chapitre.

Les autorités des Etats de l'AELE restent compétentes pour décider si les conditions de l'article 2 ou de l'article 8 dudit acte sont remplies, aussi longtemps que l'Autorité de surveillance AELE n'a engagé aucune procédure en vue de l'élaboration d'une décision dans l'affaire en cause ou n'a pas adressé la communication prévue à l'article 12, paragraphe 3, premier alinéa.

Article 16

Liaison avec les autorités des Etats de l'AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE mène les procédures prévues dans le présent chapitre en liaison étroite et constante avec les autorités compétentes des Etats de l'AELE qui sont habilitées à formuler toutes observations sur ces procédures.

2. L'Autorité de surveillance AELE transmet sans délai aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des plaintes et des demandes ainsi que des pièces les plus importantes qui lui sont adressées ou qu'elle adresse dans le cadre de ces procédures.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE une copie des notifications, plaintes et informations relatives à l'ouverture de procédures d'office reçues de la Commission des CE conformément aux articles 2 et 10 du protocole 23 de l'Accord EEE.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE une copie des documents

reçus de la Commission des CE conformément à l'article 7 du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Un comité consultatif en matière de concurrence dans l'industrie des transports est consulté préalablement à toute décision consécutive à une procédure visée à l'article 10 ainsi qu'avant toute décision rendue en application de l'article 12, paragraphe 3, deuxième alinéa, et paragraphe 4, deuxième alinéa, et de l'article 14, paragraphes 2 et 3. Le comité consultatif est également consulté avant la proposition à laquelle il est fait référence à l'article 29.

4. Le comité consultatif est composé de fonctionnaires compétents dans le domaine des transports et en matière d'ententes et de positions dominantes. Chaque Etat membre désigne deux fonctionnaires qui le représentent et qui peuvent être remplacés en cas d'empêchement par un autre fonctionnaire.

La Commission des CE et les Etats membres de la CE ont le droit d'être représentés aux réunions du comité consultatif et d'y exprimer leur point de vue. Toutefois, leurs représentants n'ont pas le droit de vote.

5. La consultation a lieu au cours d'une réunion commune sur l'invitation de l'Autorité de surveillance AELE et au plus tôt 14 jours après l'envoi de la convocation. A celle-ci sont annexés un exposé de l'affaire avec indication des pièces les plus importantes et un avant-projet de décision pour chaque cas à examiner.

En vue de la participation prévue au deuxième alinéa du paragraphe 4, la Commission des CE reçoit une invitation pour la séance et les documents pertinents conformément à l'article 6 du protocole 23 de l'Accord EEE.

6. Le comité consultatif peut émettre un avis même si des membres sont absents et n'ont pas été représentés. Le résultat de la consultation fait l'objet d'un compte rendu

écrit qui est joint au projet de décision. Il n'est pas rendu public.

Article 17

Examen par le Comité permanent d'une question de principe, concernant les dispositions de l'Accord EEE relatives aux transports, posée en liaison avec un cas d'espèce .

1. L'Autorité de surveillance AELE ne rend une décision pour laquelle la consultation visée à l'article 16 est obligatoire qu'après l'écoulement d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle le comité consultatif a émis son avis.

2. Avant l'expiration du délai visé au paragraphe 1, tout Etat membre peut demander la convocation du Comité permanent pour examiner avec l'Autorité de surveillance AELE les questions de principe concernant les dispositions de l'Accord EEE relatives aux transports et qu'il estime liées avec le cas particulier destiné à faire l'objet de la décision.

Le Comité permanent se réunit dans un délai de 30 jours à compter de la demande de l'Etat de l'AELE intéressé en vue d'examiner exclusivement ces questions de principe.

L'Autorité de surveillance AELE ne rend sa décision qu'après la session du Comité permanent.

3. Le Comité permanent peut en outre à tout moment, sur demande d'un Etat de l'AELE ou de l'Autorité de surveillance AELE, examiner des questions de caractère général posées par

la mise en oeuvre de la politique de la concurrence dans le domaine des transports.

4. Dans tous les cas où le Comité permanent est appelé à se réunir pour examiner des questions de principe en application du paragraphe 2 ou des questions de caractère général en application du paragraphe 3, l'Autorité de surveillance AELE, dans le cadre du présent chapitre, tient compte des orientations qui se sont dégagées au Comité permanent.

Article 18

Enquêtes par secteurs des transports

1. Si l'évolution des transports, les fluctuations, la rigidité des prix de transport ou d'autres circonstances font présumer que la concurrence dans le domaine des transports est restreinte ou faussée à l'intérieur du territoire couvert par l'Accord EEE dans une zone géographique déterminée ou sur une ou plusieurs relations de trafic ou pour des transports de voyageurs ou de produits appartenant à une ou plusieurs catégories déterminées, l'Autorité de surveillance AELE peut décider de procéder à une enquête générale dans ce secteur et, dans le cadre de cette enquête, demander aux entreprises de transport du secteur considéré les renseignements et la documentation nécessaires à l'application des principes figurant aux articles 2 à 5, 7 et 8 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) et à l'article 6 du présent chapitre.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE procède aux enquêtes prévues au paragraphe 1, elle demande également aux entreprises et aux groupes d'entreprises, dont la dimension donne à présumer qu'ils occupent une position dominante sur le territoire couvert par l'Accord EEE ou dans une partie substantielle de celui-ci, la déclaration des éléments

relatifs à la structure des entreprises et à leur comportement, nécessaires pour apprécier leur situation au regard des dispositions de l'article 8 dudit acte.

3. Les dispositions de l'article 16, paragraphes 2 à 6, et des articles 17, 19, 20 et 21 sont applicables.

Article 19

Demandes de renseignements

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des gouvernements et des autorités compétentes des Etats de l'AELE, ainsi que des entreprises et associations d'entreprises.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE adresse une demande de renseignements à une entreprise ou association d'entreprises, elle adresse simultanément une copie de cette demande à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

3. Dans sa demande, l'Autorité de surveillance AELE indique les bases juridiques et le but de sa demande, ainsi que les sanctions prévues à l'article 22, paragraphe 1, sous b), au cas où un renseignement inexact serait fourni.

4. Sont tenus de fournir les renseignements demandés, les propriétaires des entreprises ou leurs représentants et, dans le cas de personnes morales, de sociétés ou d'associations n'ayant pas la personnalité juridique, les

personnes chargées de les représenter selon la loi ou les statuts.

5. Si une entreprise ou association d'entreprises ne fournit pas les renseignements requis dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ou les fournit de façon incomplète, l'Autorité de surveillance AELE les demande par voie de décision. Cette décision précise les renseignements demandés, fixe un délai approprié dans lequel les renseignements doivent être fournis et indique les sanctions prévues à l'article 22, paragraphe 1, sous b), et à l'article 23, paragraphe 1, sous c), ainsi que le recours ouvert devant la Cour AELE contre la décision conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et des dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

6. L'Autorité de surveillance AELE adresse simultanément copie de sa décision à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Article 20

Vérifications par les autorités des Etats de l'AELE

1. Sur demande de l'Autorité de surveillance AELE, les autorités compétentes des Etats de l'AELE procèdent aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE juge indiquées au titre de l'article 21, paragraphe 1, ou qu'elle a ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 21, paragraphe 3. Les agents des autorités compétentes des Etats de l'AELE chargés de procéder aux vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de la vérification.

2. Les agents de l'Autorité de surveillance AELE peuvent, sur sa demande ou sur celle de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, prêter assistance aux agents de cette autorité dans l'accomplissement de leurs tâches.

Article 21

Pouvoirs de l'Autorité de surveillance AELE en matière de vérification

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à toutes les vérifications nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises sur le territoire d'un Etat de l'AELE. A cet effet, les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE sont investis des pouvoirs ci-après:

- a) contrôler les livres et autres documents professionnels;
- b) prendre copie ou extrait des livres et documents professionnels;
- c) demander sur place des explications orales;
- d) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises.

2. Les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE pour ces vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique l'objet et le but de la vérification, ainsi que la sanction prévue à l'article

22, paragraphe 1, sous c), au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon incomplète.

L'Autorité de surveillance AELE avise, en temps utile avant la vérification, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, de la mission de vérification et de l'identité des agents mandatés. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la Commission des CE qui prennent part à la vérification conformément à l'article 8, paragraphe 4, du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de la vérification, fixe la date à laquelle elle commence, et indique les sanctions prévues à l'article 22, paragraphe 1, sous c), et à l'article 23, paragraphe 1, sous d), ainsi que le recours ouvert devant la Cour AELE contre la décision.

4. L'Autorité de surveillance AELE prend les décisions visées au paragraphe 3 après avoir entendu l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée.

5. Les agents de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée peuvent, sur la demande de cette autorité ou sur celle de l'Autorité de surveillance AELE, prêter assistance aux agents de l'Autorité de surveillance AELE dans l'accomplissement de leurs tâches.

6. Lorsqu'une entreprise s'oppose à une vérification ordonnée en vertu du présent article, l'Etat membre intéressé prête aux agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE l'assistance nécessaire pour leur permettre d'exécuter leur mission de vérification. A cette

fin, les Etats membres prennent, après consultation de l'Autorité de surveillance AELE, les mesures nécessaires dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

Article 22

Amendes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes d'un montant de cent à cinq mille écus lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles donnent des indications inexactes ou dénaturées à l'occasion d'une demande présentée en application de l'article 12 ou d'une notification en application de l'article 14;

b) elles fournissent un renseignement inexact en réponse à une demande faite en application de l'article 18 ou de l'article 19, paragraphe 3 ou 5, ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai fixé dans une décision prise en vertu de l'article 19, paragraphe 5;

c) elles présentent de façon incomplète, lors des vérifications effectuées au titre de l'article 20 ou de l'article 21, les livres ou autres documents professionnels requis, ou ne se soumettent pas aux vérifications ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 21, paragraphe 3.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes de mille écus au moins et d'un million d'écus au plus, ce dernier montant pouvant être porté à dix pour cent du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice social précédent par chacune des entreprises ayant participé à l'infraction, lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles commettent une infraction aux dispositions de l'article 2 ou de l'article 8 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68);

b) elles contreviennent à une charge imposée en vertu de l'article 13, paragraphe 1, ou de l'article 14, paragraphe 4.

Pour déterminer le montant de l'amende, il y a lieu de prendre en considération, outre la gravité de l'infraction, la durée de celle-ci.

3. Les dispositions de l'article 16, paragraphes 3 à 6, et de l'article 17 sont applicables.

4. Les décisions prises en vertu des paragraphes 1 et 2 n'ont pas un caractère pénal.

Article 23

Astreintes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes à raison de cinquante à mille écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

a) à mettre fin à une infraction aux dispositions de l'article 2 ou de l'article 8 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) dont elle a ordonné la cessation en application de l'article 11 ou à se conformer à une obligation imposée en vertu de l'article 4, paragraphe 2 dudit acte;

b) à mettre fin à toute action interdite en vertu de l'article 13, paragraphe 3;

c) à fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 19, paragraphe 5;

d) à se soumettre à une vérification qu'elle a ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 21, paragraphe 3.

2. Lorsque les entreprises ou associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte avait été infligée, l'Autorité de surveillance AELE peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de la décision initiale.

3. Les dispositions de l'article 16, paragraphes 3 à 6, et de l'article 17 sont applicables.

Article 24

Contrôle de la Cour AELE

Conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, la Cour AELE statue avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 35 du présent accord sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles l'Autorité de surveillance AELE fixe une amende ou une astreinte; elle peut supprimer, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée.

Article 25

ECU

Pour l'application des articles 22 à 24, on entend par "écu", l'écu tel que défini par les autorités compétentes de la CE.

Article 26

Audition des intéressés et des tiers

1. Avant de prendre les décisions prévues à l'article 12, paragraphe 3, deuxième alinéa, et paragraphe 4, à l'article 13, paragraphe 3, à l'article 14, paragraphes 2 et 3, et aux articles 22 et 23, l'Autorité de surveillance AELE donne aux entreprises et associations d'entreprises intéressées l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus par l'Autorité de surveillance AELE .

2. Dans la mesure où l'Autorité de surveillance AELE ou les autorités compétentes des Etats de l'AELE l'estiment nécessaire, elles peuvent aussi entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE se propose de rendre une décision d'application de l'article 5 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68) ou de l'article 6 du présent chapitre, elle publie l'essentiel du contenu de l'accord, de la décision ou de la pratique en cause en invitant tous les tiers intéressés à lui faire connaître leurs observations dans le délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à un mois. La publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 27

Secret professionnel

1. Les informations recueillies en application des articles 18, 19, 20 et 21 du présent chapitre ou de l'article 58 de

l'Accord EEE et de son protocole 23 ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

2. Sans préjudice des dispositions des articles 26 et 28, l'Autorité de surveillance AELE et les autorités compétentes des Etats de l'AELE ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent protocole ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel. Cette obligation s'applique également aux représentants de la Commission des CE et des Etats de la CE qui participent aux délibérations du comité consultatif conformément à l'article 16, paragraphe 4, et à l'audition conformément à l'article 8, paragraphe 2, du chapitre VIII.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'opposent pas à la publication de renseignements généraux ou d'études ne comportant pas d'indications individuelles sur les entreprises ou associations d'entreprises.

Article 28

Publication des décisions

1. L'Autorité de surveillance AELE publie les décisions qu'elle prend en application de l'article 11, de l'article 12, paragraphe 3, deuxième alinéa, et paragraphe 4, de l'article 13, paragraphe 3, et de l'article 14, paragraphes 2 et 3.

2. La publication mentionne les parties intéressées et l'essentiel de la décision; elle doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 29

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE des propositions de formulaires relatives aux plaintes visées à l'article 10, aux demandes visées à l'article 12, aux notifications visées à l'article 14, paragraphe 1, ainsi que des propositions de notes complémentaires.

CHAPITRE VII

FORME, TENEUR ET AUTRES MODALITES DES
PLAINTES VISEES A L'ARTICLE 10, DES DEMANDES
VISEES A L'ARTICLE 12 ET DES NOTIFICATIONS
VISEES A L'ARTICLE 14, PARAGRAPHE 1, DU
CHAPITRE VI

Article premier

Plaintes

1. Les plaintes prévues à l'article 10 du chapitre VI doivent être présentées par écrit et rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté; elles peuvent être présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 3, ou par la Commission des CE.

2. Lorsque des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales signent les plaintes, il doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation .

Article 2**Personnes habilitées à présenter des demandes et notifications**

1. Est habilitée à présenter une demande en application de l'article 12 ou une notification en application de l'article 14, paragraphe 1, du chapitre VI toute entreprise participant à des accords, décisions ou pratiques visés à l'article 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 10 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68). Si la demande ou la notification n'est présentée que par certaines entreprises participantes, celles-ci en informent les autres entreprises participantes.
2. Lorsque des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales signent les demandes et notifications prévues à l'article 12 et à l'article 14, paragraphe 1, du chapitre VI, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.
3. En cas de demandes de notifications collectives, il convient de désigner un mandataire commun.

Article 3**Dépôt des demandes et notifications**

1. Les demandes prévues à l'article 12 du chapitre VI doivent être présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 4, ou par la Commission des CE.
2. Les notifications prévues à l'article 14, paragraphe 1, du chapitre VI doivent être présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 5, ou par la Commission des CE.

3. Plusieurs entreprises participantes peuvent présenter la demande ou la notification à l'aide d'un seul formulaire.
4. Les demandes et notifications doivent contenir les renseignements demandés dans les formulaires.
5. Les demandes et notifications, ainsi que leurs annexes, doivent être déposées à l'Autorité de surveillance de l'AELE en neuf exemplaires.
6. Les documents annexés doivent être déposés en original ou en copie. La copie doit être certifiée conforme à l'original.
7. Les demandes et les notifications sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté. Les documents sont déposés dans leur langue originale. Si cette langue originale n'est pas l'une des langues officielles, il est joint une traduction dans l'une de ces langues.

Article 4

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance de l'AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de formulaires et de notes complémentaires.

CHAPITRE VIII

AUDITIONS PREVUES A L'ARTICLE 26, PARAGRAPHE 1, DU CHAPITRE VI

Article premier

Avant de consulter le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports, l'Autorité de surveillance AELE procède à une

audition en application de l'article 26, paragraphe 1, du chapitre VI.

Article 2

1. L'Autorité de surveillance AELE communique par écrit aux entreprises et associations d'entreprises les griefs retenus contre elles. La communication est adressée à chacune d'elles ou au mandataire commun qu'elles ont désigné.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut procéder à la communication par voie de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, si les circonstances de l'affaire le justifient, notamment le défaut de mandataire commun lorsque les entreprises sont nombreuses. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Une amende ou une astreinte ne peut être infligée à une entreprise ou à une association d'entreprises que si la communication des griefs a été effectuée dans la forme prévue au paragraphe 1

4. En communiquant les griefs, l'Autorité de surveillance AELE fixe le délai dans lequel les entreprises et associations d'entreprises ont la faculté de lui faire connaître leur point de vue.

Article 3

1. Les entreprises et associations d'entreprises expriment par écrit et dans le délai imparti leur point de vue sur les griefs retenus contre elles.

2. Elles peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense dans leurs observations écrites.

3. Pour étayer les faits invoqués, elles peuvent joindre en tant que de besoin les documents. Elles peuvent également proposer que l'Autorité de surveillance AELE entende des personnes qui sont susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Article 4

Dans ses décisions, l'Autorité de surveillance AELE ne retient contre les entreprises et associations d'entreprises destinataires que les griefs au sujet desquels ces dernières ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue.

Article 5

Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues en application de l'article 26, paragraphe 2, du chapitre VI, l'Autorité de surveillance AELE leur donne l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit dans le délai qu'elle fixe.

Article 6

Lorsque l'Autorité de surveillance AELE, saisie d'une plainte présentée en application de l'article 10, paragraphe 2, du chapitre VI, considère que les éléments qu'elle a recueillis ne justifient pas d'y donner une suite favorable, elle en indique les motifs aux plaignants et leur impartit un délai pour présenter par écrit leurs observations éventuelles.

Article 7

1. L'Autorité de surveillance AELE donne aux personnes qui l'ont demandé dans leurs observations écrites l'occasion de développer verbalement leur point de vue si celles-ci ont justifié d'un intérêt suffisant à cet effet ou si l'Autorité de surveillance AELE se propose de leur infliger une amende ou une astreinte.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut également donner à toute personne l'occasion d'exprimer oralement son point de vue.

Article 8

1. L'Autorité de surveillance AELE convoque les personnes à entendre pour la date qu'elle fixe.

2. Elle transmet sans délai une copie de la convocation aux autorités compétentes des Etats de l'AELE qui peuvent désigner des fonctionnaires pour participer à l'audition. De même, l'Autorité de surveillance AELE invite la Commission des CE à se faire représenter à cette audition. L'invitation est étendue aux Etats membres de la CE.

Article 9

1. Il est procédé aux auditions par les personnes que l'Autorité de surveillance AELE mandate à cet effet.

2. Les personnes convoquées comparaissent elles-mêmes, soit en la personne de leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises et associations d'entreprises peuvent également être représentées par un mandataire dûment habilité et choisi dans leur personnel permanent.

Les personnes que l'Autorité de surveillance AELE entend peuvent être assistées par des avocats ou des conseillers admis à plaider devant la Cour AELE ou par d'autres personnes qualifiées.

3. L'audition n'est pas publique. Les personnes sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

4. Les déclarations essentielles de chaque personne entendue sont consignées dans un procès-verbal qui est approuvé par elle après lecture.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, paragraphe 2, les communications et convocations émanant de l'Autorité de surveillance AELE sont envoyées à leurs destinataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou leur sont remises contre reçu.

Article 11

1. Pour fixer les délais prévus aux articles 2, 5 et 6, l'Autorité de surveillance AELE prend en considération le temps nécessaire à l'établissement des observations ainsi que l'urgence de l'affaire. Le délai ne peut être inférieur à deux semaines; il peut être prorogé.

2. Les délais courent le lendemain du jour de la réception ou de la remise des communications.

3. Avant l'expiration du délai fixé, les observations écrites doivent parvenir à l'Autorité de surveillance AELE ou être expédiées par lettre recommandée; toutefois, lorsque

ce délai prend fin un dimanche ou un jour férié, son expiration est reportée à la fin du jour ouvrable suivant. Pour le calcul du report, les jours fériés sont soit ceux repris dans l'appendice 2 du présent protocole lorsqu'est prise en considération la date de la réception des observations écrites, soit ceux fixés par la loi du pays d'expédition lorsque la date d'envoi est retenue.

CHAPITRE IX **REGLES DETERMINANT LES MODALITES**
D'APPLICATION DES ARTICLES 53 ET 54 DE
L'ACCORD EEE AUX TRANSPORTS MARITIMES

Etant donné que le texte du règlement (CEE) n° 4056/86 est réparti entre l'annexe XIV de l'Accord EEE (règles matérielles) et le présent chapitre (règles de procédure), le texte, tel qu'adapté, de la section I, articles 1 à 9, se trouve dans l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86). L'Autorité de surveillance AELE statue sur ces cas conformément aux dispositions de l'article 56 de l'Accord EEE, en particulier ses paragraphes 1 alinéa a), 1 alinéa b) et 3.

SECTION I

Articles 1-9
(pas de texte)

SECTION II

REGLES DE PROCEDURE

Article 10

**Procédures sur plainte ou engagées d'office par l'Autorité
de surveillance AELE**

L'Autorité de surveillance AELE engage les procédures en vue de la cessation d'une infraction aux dispositions des articles 53, paragraphe 1, ou 54 de l'Accord EEE, ainsi que la procédure en vue de l'application de l'article 7 de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86), sur plainte ou d'office.

Sont habilités à présenter une plainte:

- a) les Etats de l'AELE;
- b) les personnes physiques ou morales qui font valoir un intérêt légitime.

Article 11

**Aboutissement des procédures sur plainte ou engagées
d'office par l'Autorité de surveillance AELE**

1. Si l'Autorité de surveillance AELE constate une infraction à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE, elle peut obliger par voie de décision les entreprises et associations d'entreprises intéressées à mettre fin à l'infraction constatée.

Sans préjudice des autres dispositions du présent chapitre ou de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86), l'Autorité de surveillance AELE peut, avant de prendre la

décision visée à l'alinéa précédent, adresser aux entreprises et associations d'entreprises intéressées des recommandations visant à faire cesser l'infraction.

2. Le paragraphe 1 est également applicable dans le cas prévu à l'article 7 dudit acte.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE arrive à la conclusion, en fonction des éléments dont elle a connaissance, qu'il n'y a pas lieu d'intervenir à l'égard d'un accord, d'une décision ou d'une pratique sur la base de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE, ou de l'article 7 dudit acte, elle rend une décision rejetant la plainte comme non fondée, si la procédure a été introduite sur la base d'une plainte.

4. Si l'Autorité de surveillance AELE arrive à la conclusion, au terme d'une procédure engagée sur plainte ou d'office, qu'un accord, une décision ou une pratique concertée remplit les conditions de l'article 53, paragraphes 1 et 3, elle rend une décision d'application de l'article 53, paragraphe 3. La décision indique la date à partir de laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la décision.

Article 12

Application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE - procédure d'opposition

1. Les entreprises et associations d'entreprises qui désirent se prévaloir des dispositions de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE en faveur des accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 53, paragraphe 1, auxquels elles participent, adressent, sans préjudice de l'article 11 du protocole 23 de l'Accord EEE, une demande à l'Autorité de surveillance AELE.

2. Si elle juge la demande recevable, à partir du moment où elle est en possession de tous les éléments du dossier et sous réserve qu'aucune procédure n'ait été engagée à l'encontre de l'accord, de la décision ou de la pratique concertée en application de l'article 10, l'Autorité de surveillance AELE publie dans les meilleurs délais, dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, le contenu essentiel de la demande en invitant tous les tiers intéressés et les Etats de l'AELE à faire part de leurs observations à l'Autorité de surveillance AELE dans un délai de trente jours. La publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE ne fait pas savoir aux entreprises qui lui en ont adressé la demande, dans un délai de 90 jours à dater du jour de la publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, qu'il existe des doutes sérieux quant à l'applicabilité de l'article 53, paragraphe 3, l'accord, la décision ou la pratique concertée, tels que décrits dans la demande, sont réputés exemptés de l'interdiction pour la période antérieure et pour six années au maximum à dater du jour de la publication de la demande dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes.

Si l'Autorité de surveillance AELE constate, après l'expiration du délai de 90 jours, mais avant l'expiration du délai de six ans, que les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3, ne sont pas réunies, elle rend une décision déclarant l'interdiction prévue à l'article 53, paragraphe 1, applicable. Cette décision peut être rétroactive lorsque les intéressés ont donné des indications inexactes ou lorsqu'ils abusent de l'exemption des dispositions de l'article 53, paragraphe 1.

4. L'Autorité de surveillance AELE peut adresser aux entreprises qui ont présenté la demande la communication

prévue au paragraphe 3, premier alinéa, et doit y procéder si un Etat de l'AELE le demande dans un délai de 45 jours à compter de la transmission à cet Etat de l'AELE, en application de l'article 15, paragraphe 2, de la demande de ces entreprises. La demande de l'Etat de l'AELE doit être justifiée par des considérations fondées sur les règles de concurrence de l'Accord EEE.

Si elle constate que les conditions de l'article 53, paragraphes 1 et 3, sont remplies, l'Autorité de surveillance AELE rend une décision d'application de l'article 53, paragraphe 3. La décision indique la date à partir de laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la demande.

Article 13

Durée de validité et révocation des décisions d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE

1. La décision d'application de l'article 53, paragraphe 3, prise conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 4, ou de l'article 12, paragraphe 4, deuxième alinéa, doit indiquer pour quelle période elle s'applique; cette période n'est en règle générale pas inférieure à six ans. La décision peut être assortie de conditions et de charges.
2. La décision peut être renouvelée si les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3, continuent d'être remplies.
3. L'Autorité de surveillance AELE peut révoquer ou modifier sa décision ou interdire des actes déterminés aux intéressés:
 - a) si la situation de fait se modifie à l'égard d'un élément essentiel à la décision;

- b) si les intéressés contreviennent à une charge dont la décision a été assortie;
- c) si la décision repose sur des indications inexacts ou a été obtenue frauduleusement;
- d) si les intéressés abusent de l'exemption des dispositions de l'article 53, paragraphe 1, qui leur a été accordée par la décision.

Dans les cas visés aux points b), c) ou d), la décision peut être révoquée avec effet rétroactif.

Article 14

Compétence

Sous réserve du contrôle de la décision par la Cour AELE, conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, l'Autorité de surveillance AELE a compétence exclusive, aux conditions énoncées à l'article 56 de l'Accord EEE :

- pour imposer des obligations en application l'article 7 de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86);
- de rendre une décision en application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE.

Les autorités des Etats de l'AELE restent compétentes pour décider si les conditions de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 sont remplies aussi longtemps que l'Autorité de surveillance AELE n'a engagé aucune procédure en vue de l'élaboration d'une décision dans l'affaire en cause ou n'a pas adressé la communication prévue à l'article 12, paragraphe 3, premier alinéa.

Article 15

Liaison avec les autorités des Etats de l'AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE mène les procédures prévues dans le présent chapitre en liaison étroite et constante avec les autorités compétentes des Etats de l'AELE qui sont habilitées à formuler toutes observations sur ces procédures.

2. L'Autorité de surveillance AELE transmet sans délai aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des plaintes et des demandes ainsi que des pièces les plus importantes qui lui sont adressées ou qu'elle adresse dans le cadre de ces procédures.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des notifications, plaintes et informations relatives à l'ouverture de procédures d'office reçues de la Commission des CE conformément aux articles 2 et 10 du protocole 23 de l'Accord EEE.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des pièces reçues de la Commission des CE conformément à l'article 7 du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Un comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports maritimes est consulté préalablement à toute décision consécutive à une procédure visée à l'article 10 ainsi qu'avant toute décision rendue en application de l'article 12 paragraphe 3, deuxième alinéa, ou de l'article 12, paragraphe 4, deuxième alinéa. Le comité consultatif est également consulté avant la proposition à laquelle il est fait référence à l'article 26.

4. Le comité consultatif est composé de fonctionnaires compétents dans le domaine des transports maritimes et en matière d'ententes et de positions dominantes. Chaque Etat de l'AELE désigne deux fonctionnaires qui le représentent et qui peuvent être remplacés en cas d'empêchement par un autre fonctionnaire.

La Commission des CE et les Etats membres de la CE ont le droit d'être représentés aux réunions du comité consultatif et d'y exprimer leur point de vue. Toutefois, leurs représentant n'ont pas le droit de vote.

5. La consultation a lieu au cours d'une réunion commune sur l'invitation de l'Autorité de surveillance AELE et au plus tôt quatorze jours après l'envoi de la convocation. A celle-ci sont annexés un exposé de l'affaire avec indication des pièces les plus importantes et un avant-projet de décision pour chaque cas à examiner.

En vue de la participation prévue au deuxième alinéa du paragraphe 4, la Commission des CE reçoit une invitation pour la séance et les documents pertinents conformément à l'article 6 du protocole 23 de l'Accord EEE.

6. Le comité consultatif peut émettre un avis même si des membres sont absents et n'ont pas été représentés. Le résultat de la consultation fait l'objet d'un compte rendu écrit qui est joint au projet de décision. Ce compte rendu n'est pas rendu public.

Article 16

Demande de renseignements

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des gouvernements et des autorités compétentes des Etats de l'AELE, ainsi que des entreprises et associations d'entreprises.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE adresse une demande de renseignements à une entreprise ou association d'entreprises, elle adresse simultanément une copie de cette demande à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

3. Dans sa demande, l'Autorité de surveillance AELE indique les bases juridiques et le but de sa demande ainsi que les sanctions prévues à l'article 19, paragraphe 1, point b), au cas où un renseignement inexact serait fourni.

4. Sont tenus de fournir les renseignements demandés, les propriétaires des entreprises ou leurs représentants et, dans le cas de personnes morales, de sociétés ou d'associations n'ayant pas la personnalité juridique, les personnes chargées de les représenter selon la loi ou les statuts.

5. Si une entreprise ou association d'entreprises ne fournit pas les renseignements requis dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ou les fournit de façon incomplète, l'Autorité de surveillance AELE les demande par voie de décision. Cette décision précise les renseignements demandés, fixe un délai approprié dans lequel les

renseignements doivent être fournis et indique les sanctions prévues à l'article 19, paragraphe 1, point b), et à l'article 20, paragraphe 1, point c), ainsi que le recours contre la décision ouvert devant la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

6. L'Autorité de surveillance AELE adresse simultanément copie de sa décision à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Article 17

Vérifications par les autorités des Etats de l'AELE

1. Sur demande de l'Autorité de surveillance AELE, les autorités compétentes des Etats de l'AELE procèdent aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE juge indiquées au titre de l'article 18, paragraphe 1, ou qu'elle a ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 18, paragraphe 3. Les agents des autorités compétentes des Etats de l'AELE chargés de procéder aux vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de la vérification.

2. Les agents de l'Autorité de surveillance AELE peuvent, sur sa demande ou sur celle de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, prêter assistance aux agents de cette autorité dans l'accomplissement de leurs tâches.

Article 18

Pouvoirs de l'Autorité de surveillance AELE en matière de vérification

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à toutes les vérifications nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises sur le territoire d'un Etat de l'AELE.

A cet effet, les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE sont investis des pouvoirs ci-après:

- a) contrôler les livres et autres documents professionnels;
- b) prendre copie ou extrait des livres et documents professionnels;
- c) demander sur place des explications orales;
- d) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises.

2. Les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE pour ces vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique l'objet et le but de la vérification, ainsi que la sanction prévue à l'article 19, paragraphe 1, point c), au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon incomplète. L'Autorité de surveillance AELE avise, en temps utile avant la vérification, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, de la mission de vérification et de l'identité des agents mandatés. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la

Commission des CE qui prennent part à la vérification conformément à l'article 8, paragraphe 4, du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de la vérification, fixe la date à laquelle elle commence, et indique les sanctions prévues à l'article 19, paragraphe 1, point c) et à l'article 20, paragraphe 1, point d), ainsi que le recours contre la décision ouvert devant la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

4. L'Autorité de surveillance AELE prend les décisions visées au paragraphe 3 après avoir entendu l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée.

5. Les agents de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée peuvent, sur la demande de cette autorité ou sur celle de l'Autorité de surveillance AELE, prêter assistance aux agents de l'Autorité de surveillance AELE dans l'accomplissement de leurs tâches.

6. Lorsqu'une entreprise s'oppose à une vérification ordonnée en vertu du présent article, l'Etat de l'AELE intéressé prête aux agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE l'assistance nécessaire pour leur permettre d'exécuter leur mission de vérification. A cette fin, les Etats de l'AELE prennent, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord EEE et après consultation de l'Autorité de surveillance AELE, les mesures nécessaires.

Article 19

Amendes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes d'un montant de cent à cinq mille écus lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles donnent des indications inexactes ou dénaturées lors d'une communication faite conformément à l'article 5, paragraphe 5, de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86) ou d'une demande présentée en application de l'article 12 du présent chapitre; ou

b) elles fournissent un renseignement inexact en réponse à une demande faite en application de l'article 16, paragraphes 3 ou 5, ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai fixé dans une décision prise en vertu de l'article 16, paragraphe 5;

c) elles présentent de façon incomplète, lors des vérifications effectuées au titre de l'article 17 ou de l'article 18, les livres ou autres documents professionnels requis, ou ne se soumettent pas aux vérifications ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 18 paragraphe 3.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes de mille écus au moins et d'un million d'écus au plus, ce dernier montant pouvant être porté à 10% du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice social précédent par chacune des entreprises ayant participé à l'infraction lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles commettent une infraction aux dispositions de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord

EEE, ou ne donnent pas suite à une obligation imposée en application de l'article 7 dudit acte;

b) elles contreviennent à une charge imposée en vertu de l'article 5 dudit acte ou de l'article 13, paragraphe 1.

Pour déterminer le montant de l'amende, il y a lieu de prendre en considération, outre la gravité de l'infraction, la durée de celle-ci.

3. Les dispositions de l'article 15, paragraphes 3 et 4, sont applicables.

4. Les décisions prises en vertu des paragraphes 1 et 2 n'ont pas un caractère pénal.

Les amendes prévues au paragraphe 2 point a) ne peuvent pas être infligées pour des agissements postérieurs à la notification à l'Autorité de surveillance AELE et antérieurs à la décision par laquelle elle accorde ou refuse l'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, pour autant qu'ils restent dans les limites de l'activité décrite dans la notification.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable dès lors que l'Autorité de surveillance AELE a fait savoir aux entreprises intéressées qu'après examen provisoire elle estime que les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE sont remplies et qu'une application de l'article 53, paragraphe 3, n'est pas justifiée.

Article 20

Astreintes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes à raison de cinquante à mille

écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

a) à mettre fin à une infraction aux dispositions de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE dont elle a ordonné la cessation en application de l'article 11 ou à se conformer à une obligation imposée en vertu de l'article 7 de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86);

b) à mettre fin à toute action interdite en vertu de l'article 13, paragraphe 3;

c) à fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 16, paragraphe 5;

d) à se soumettre à une vérification qu'elle a ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 18, paragraphe 3.

2. Lorsque les entreprises ou associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte avait été infligée, l'Autorité de surveillance AELE peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de la décision initiale.

3. Les dispositions de l'article 15, paragraphes 3 et 4, sont applicables.

Article 21

Contrôle de la Cour AELE

La Cour AELE statue, conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions

pertinentes du présent accord, avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 35 du présent accord, sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles l'Autorité de surveillance AELE fixe une amende ou une astreinte; elle peut supprimer, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée.

Article 22

ECU

Pour l'application des articles 19 à 21, on entend par "écu", l'écu tel que défini par les autorités compétentes de la CE.

Article 23

Audition des intéressés et des tiers

1. Avant de prendre les décisions prévues à l'article 11, à l'article 12, paragraphe 3, deuxième alinéa, et paragraphe 4, à l'article 13, paragraphe 3, et aux articles 19 et 20, l'Autorité de surveillance AELE donne aux entreprises et associations d'entreprises intéressées l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus par l'Autorité de surveillance AELE.

2. Dans la mesure où l'Autorité de surveillance AELE ou les autorités compétentes des Etats de l'AELE l'estiment nécessaire, elles peuvent aussi entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE se propose de rendre une décision d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, elle publie l'essentiel du contenu de l'accord, de la décision ou de la pratique en cause en invitant tous les tiers intéressés à lui faire connaître leurs observations dans le délai qu'elle fixe et

qui ne peut être inférieur à un mois. La publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués .

Article 24

Secret professionnel

1. Sans préjudice de l'article 9 du protocole 23, les informations recueillies en application des articles 17 et 18 du présent chapitre ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23, ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

2. Sans préjudice des dispositions des articles 23 et 25, l'Autorité de surveillance AELE et les autorités compétentes des Etats de l'AELE ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent protocole ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel. Cette obligation s'applique également aux représentants de la Commission des CE et des Etats membres de la CE qui participent au comité consultatif conformément à l'article 15, paragraphe 4, et à l'audition conformément à l'article 12, paragraphe 2, du chapitre X.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'opposent pas à la publication de renseignements généraux ou d'études ne comportant pas d'indications individuelles sur les entreprises ou associations d'entreprises.

Article 25

Publication des décisions

1. L'Autorité de surveillance AELE publie les décisions qu'elle prend en application de l'article 11, de l'article 12, paragraphe 3, deuxième alinéa, et paragraphe 4, et de l'article 13, paragraphe 3.

2. La publication mentionne les parties intéressées et l'essentiel de la décision; elle doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 26

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de formulaires relatifs aux plaintes visées à l'article 10 et aux demandes visées à l'article 12, ainsi que des propositions de notes complémentaires.

CHAPITRE X **OBLIGATION DE COMMUNICATIONS, FORME, TENEUR**
ET AUTRES MODALITES DES PLAINTES ET DEMANDES,
ET AUDITIONS VISEES AU CHAPITRE IX

SECTION I

NOTIFICATIONS, PLAINTES ET DEMANDES

Article premier

Notifications

1. Les sentences arbitrales et recommandations de conciliateurs acceptées par les parties sont notifiées à l'Autorité de surveillance AELE lorsqu'elles portent sur le règlement de litiges relatifs aux pratiques des conférences visées aux articles 4 et 5, points 2 et 3, de l'acte auquel il est fait référence au point 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4056/86).
2. L'obligation de notification est applicable à toute partie au litige réglé par sentence arbitrale ou recommandation.
3. Les notifications sont communiquées sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou sont remises contre accusé de réception. Elles sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté.

Les documents annexés sont des originaux ou des copies. La copie doit être certifiée conforme à l'original. Les documents sont déposés dans leur langue originale. Si la langue originale n'est pas l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté, une traduction dans l'une de ces langues est jointe au document.

4. Lorsque des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales signent ces notifications, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.

Article 2

Plaintes

1. Les plaintes prévues à l'article 10 du chapitre IX sont présentées par écrit et rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté, leur forme, leur teneur et les autres modalités étant laissées à l'appréciation des plaignants.

2. Les plaintes peuvent être présentées:

a) par les Etats de l'AELE;

b) par des personnes physiques ou morales faisant valoir un intérêt légitime.

3. Lorsque ce sont les représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales qui signent les plaintes, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.

Article 3

Personnes habilitées à présenter des demandes

1. Est habilitée à présenter une demande en application de l'article 12 du chapitre IX, toute entreprise participant à des accords, décisions ou pratiques visés à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE. Si la demande n'est pas présentée par toutes les entreprises participantes, celles qui la présentent en informent les autres.

2. Lorsque ce sont des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales qui signent les demandes prévues à l'article 12 du chapitre IX, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.

3. En cas de demande collective, un mandataire commun est désigné.

Article 4

Dépôt des demandes

1. Les demandes prévues à l'article 12 du chapitre IX sont présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE ou par la Commission des CE.

2. Plusieurs entreprises participantes peuvent présenter une demande sur un seul formulaire.

3. Les demandes doivent contenir les renseignements demandés dans le formulaire.

4. Les demandes, ainsi que leurs annexes, sont présentées à l'Autorité de surveillance AELE en neuf exemplaires.

5. Les documents joints sont des originaux ou des copies. La copie doit être certifiée conforme à l'original.

6. Les demandes sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté. Les documents joints sont déposés dans leur langue originale. Si la langue originale n'est pas l'une des langues officielles

d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté, une traduction dans l'une de ces langues est jointe au document.

7. La demande prend effet au moment ou elle est reçue par l'Autorité de surveillance AELE sans porter préjudice à l'article 11 du protocole 23 de l'Accord EEE. Toutefois, lorsque la demande est envoyée par lettre recommandée, elle prend effet à la date indiquée par le cachet de la poste du lieu d'expédition.

8. Si une demande présentée au titre de l'article 12 du chapitre IX n'entre pas dans le champ d'application de ce dernier, l'Autorité de surveillance AELE informe l'intéressé dans les meilleurs délais de son intention d'examiner la demande en vertu des dispositions d'un autre acte mentionné dans l'annexe XIV de l'Accord EEE applicable dans le cas d'espèce, la date d'effet de la demande restant celle découlant du paragraphe 7. L'Autorité de surveillance AELE en indique les motifs au demandeur et lui impartit un délai pour présenter par écrit ses observations éventuelles avant de procéder à l'examen de la demande sur la base des dispositions de l'autre acte.

SECTION II

AUDITIONS

Article 5

Avant de consulter le comité en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports maritimes, l'Autorité de surveillance AELE procède à une audition en application de l'article 23, paragraphe 1, du chapitre IX.

Article 6

1. L'Autorité de surveillance AELE communique par écrit aux entreprises et associations d'entreprises les griefs retenus contre elles. La communication est adressée à chacune d'elles ou au mandataire commun qu'elles ont désigné.

2. Toutefois, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à la communication par voie de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, si les circonstances de l'affaire le justifient, notamment lorsque la communication doit être faite à un certain nombre d'entreprises qui n'ont pas désigné de mandataire commun. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Une amende ou une astreinte ne peut être infligée à une entreprise ou à une association d'entreprises que si la communication des griefs a été effectuée dans la forme prévue au paragraphe 1.

4. En communiquant les griefs, l'Autorité de surveillance AELE fixe le délai dans lequel les entreprises et associations d'entreprises ont la faculté de lui faire connaître leur point de vue.

Article 7

1. Les entreprises et associations d'entreprises expriment par écrit, dans le délai imparti, leur point de vue sur les griefs retenus contre elles.

2. Dans leurs observations écrites, elles peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense.

3. Pour établir les faits invoqués, elles peuvent joindre des documents en tant que de besoin. Elles peuvent également proposer que l'Autorité de surveillance AELE entende des personnes susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Article 8

Dans sa décision, l'Autorité de surveillance AELE ne retient contre les entreprises et associations d'entreprises destinataires que les griefs au sujet desquels ces dernières ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue.

Article 9

Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues en application de l'article 23, paragraphe 2, du chapitre IX, l'Autorité de surveillance AELE leur donne l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit dans le délai qu'elle fixe.

Article 10

Lorsque l'Autorité de surveillance AELE, saisie d'une plainte présentée en application de l'article 10 du chapitre IX, considère que les éléments qu'elle a recueillis ne justifient pas qu'une suite favorable soit donnée à la plainte, elle informe les plaignants de ses motifs et leur impartit un délai pour présenter par écrit leurs observations éventuelles.

Article 11

1. L'Autorité de surveillance AELE donne aux personnes qui l'ont demandé dans leurs observations écrites l'occasion d'exposer verbalement leur point de vue, si celles-ci justifient d'un intérêt suffisant à cet effet ou si

l'Autorité de surveillance AELE se propose de leur infliger une amende ou une astreinte.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut également donner à toute autre personne l'occasion d'exprimer oralement son point de vue.

Article 12

1. L'Autorité de surveillance AELE convoque les personnes à entendre pour la date qu'elle fixe.

2. Elle transmet sans délai une copie de la convocation aux autorités compétentes des Etats de l'AELE, qui peuvent désigner un fonctionnaire pour participer à l'audition. De même, l'Autorité de surveillance AELE invite la Commission des CE à se faire représenter à l'audition. Cette invitation s'étend également aux Etats membres de la CE.

Article 13

1. Les auditions sont conduites par les personnes que l'Autorité de surveillance AELE mandate à cet effet.

2. Les personnes convoquées comparaissent elles-mêmes ou sont représentées par leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises et associations d'entreprises peuvent également être représentées par un mandataire dûment habilité, choisi dans leur personnel permanent

Les personnes que l'Autorité de surveillance AELE entend peuvent être assistées par des avocats ou des conseils admis à plaider devant la Cour AELE ou par d'autres personnes qualifiées.

3. L'audition n'est pas publique. Les personnes sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

4. L'essentiel des déclarations de chaque personne entendue est consigné dans un procès-verbal qui est approuvé par elle après lecture.

Article 14

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 2, les communications et convocations émanant de l'Autorité de surveillance AELE sont envoyées à leurs destinataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou leur sont remises contre reçu.

Article 15

1. Pour fixer les délais prévus à l'article 4, paragraphe 8, et aux articles 6, 9 et 10, l'Autorité de surveillance AELE prend en considération le temps nécessaire à l'établissement des observations ainsi que l'urgence de l'affaire. Le délai ne peut être inférieur à deux semaines; il peut être prorogé.

2. Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la réception ou de la remise des communications.

3. Les observations écrites doivent parvenir à l'Autorité de surveillance AELE ou être expédiées par lettre recommandée avant l'expiration du délai fixé; toutefois, lorsque ce délai prend fin un dimanche ou un jour férié, son expiration est reportée à la fin du jour ouvrable suivant. Pour le calcul du report, les jours fériés sont soit ceux qui figurent dans l'appendice 2 du présent protocole lorsque la date prise en considération est celle de la réception des observations écrites, soit ceux qui sont fixés dans la loi

du pays d'expédition lorsque la date prise en considération est la date d'envoi .

Article 16

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de formulaires et de notes complémentaires.

CHAPITRE XI MODALITES D'APPLICATION DES REGLES DE CONCURRENCE APPLICABLES AUX ENTREPRISES DE TRANSPORTS AERIENS

Article premier

Champ d'application

1. Le présent chapitre détermine les modalités d'application des articles 53 et 54 de l'Accord EEE aux services de transports aériens.
2. Le présent règlement vise uniquement les transports aériens internationaux entre aéroports situés sur le territoire couvert par l'Accord EEE.

Article 2

Exception de certains accords techniques

1. L'interdiction énoncée à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE ne s'applique pas aux accords, décisions et pratiques concertées énumérés à l'appendice 7 du présent protocole, dans la mesure où leur seul objet ou effet est d'apporter des améliorations ou d'instaurer une coopération

sur le plan technique. Cette liste n'est pas exhaustive.

2. Au besoin, l'Autorité de surveillance AELE soumet aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de modification de la liste figurant à l'appendice 7.

Article 3

Procédures engagées sur plainte ou à l'initiative de l'Autorité de surveillance AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE, agissant sur plainte ou de sa propre initiative, engage des procédures en vue de faire cesser toute infraction à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE.

Sont habilités à déposer plainte:

a) les Etats de l'AELE;

b) les personnes physiques ou morales qui font valoir un intérêt légitime.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut attester, à la demande des entreprises ou associations d'entreprises concernées, qu'il n'y a pas lieu pour elle, au vu des éléments dont elle dispose, d'intervenir au sujet d'un accord, d'une décision ou d'une pratique concertée sur la base de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE.

Article 4

Aboutissement des procédures engagées sur plainte ou à l'initiative de l'Autorité de surveillance AELE

1. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE constate une infraction à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE, elle peut, par voie de décision, exiger des entreprises ou associations d'entreprises concernées qu'elles mettent fin à cette infraction.

Sans préjudice des autres dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut adresser aux entreprises ou associations d'entreprises concernées des recommandations visant à faire cesser l'infraction avant de prendre une décision selon l'alinéa précédent.

2. Si l'Autorité de surveillance AELE, agissant sur plainte, arrive, au vu des éléments de preuve dont elle dispose, à la conclusion qu'il n'y a pas lieu d'intervenir au sujet d'un accord, d'une décision ou d'une pratique concertée sur la base de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE, elle prend une décision rejetant la plainte comme non fondée.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE, agissant sur plainte ou de sa propre initiative, arrive à la conclusion qu'un accord, une décision ou une pratique concertée réunit les conditions à la fois du paragraphe 1 et du paragraphe 3 de l'article 53 de l'Accord EEE, elle prend une décision en application du paragraphe 3 de cet article. La décision indique la date à partir de laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la décision.

Article 4a

Mesures provisoires à l'encontre des pratiques
anticoncurrentielles

1. Sans préjudice de l'application de l'article 4, paragraphe 1, lorsque l'Autorité de surveillance AELE a des preuves évidentes que certaines pratiques sont contraires aux articles 53 ou 54 de l'Accord EEE et ont pour objet ou pour effet de compromettre directement l'existence d'un service aérien, et lorsque le recours aux procédures normales pourrait ne pas suffire pour protéger le service aérien ou la compagnie aérienne concernés, elle peut, par voie de décision, adopter des mesures provisoires pour garantir que ces pratiques ne sont pas mises en oeuvre ou cessent d'être mises en oeuvre, et donner toute instruction nécessaire pour empêcher ces pratiques jusqu'à ce qu'une décision soit adoptée en vertu de l'article 4, paragraphe 1.

2. Une décision prise en vertu du paragraphe 1 est applicable pour une période maximale de six mois. L'article 8, paragraphe 5, ne s'applique pas.

L'Autorité de surveillance AELE peut reconduire sa décision initiale, avec ou sans modification, pour une période maximale de trois mois. Dans ce cas, l'article 8, paragraphe 5, s'applique.

Article 5

Application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE:
Procédure d'opposition

1. Les entreprises et associations d'entreprises qui désirent se prévaloir de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE au sujet d'accords, de décisions et de pratiques concertées visés au paragraphe 1 dudit article auxquels elles participent adressent à l'Autorité de surveillance AELE une demande à cet effet.

2. Si elle juge la demande recevable et est en possession de tous les éléments de preuve disponibles et qu'aucune mesure n'a été prise au titre de l'article 3 à l'encontre de l'accord, de la décision ou de la pratique concertée en question, l'Autorité de surveillance AELE publie, dans les meilleurs délais, un résumé de la demande dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes et invite toutes les tierces parties intéressées et les Etats de l'AELE à lui faire part de leurs observations dans un délai de trente jours. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. A moins que l'Autorité de surveillance AELE ne notifie aux demandeurs, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, qu'il existe des doutes sérieux quant à l'applicabilité de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, l'accord, la décision ou la pratique concertée sont, pour autant qu'ils soient conformes à la description qui en est donnée dans la demande, réputés exemptés de l'interdiction pour la période déjà écoulée et pour six ans au maximum à compter de la date de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes.

Si, après expiration du délai de quatre-vingt-dix jours mais avant expiration de la période de six ans, l'Autorité de surveillance AELE constate que les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE ne sont pas réunies, elle prend une décision déclarant applicable l'interdiction visée au paragraphe 1 dudit article. Cette décision peut être rétroactive lorsque les parties concernées ont fourni des indications inexactes ou lorsqu'elles abusent de la dérogation à l'article 53, paragraphe 1, ou ont enfreint l'article 54.

4. L'Autorité de surveillance AELE peut adresser aux demandeurs une notification prévue au paragraphe 3, premier alinéa; elle est tenue de le faire si, dans un délai de quarante-cinq jours suivant la transmission de la demande à l'Etat de l'AELE en application de l'article 8, paragraphe 2, un Etat de l'AELE le requiert. Cette requête doit être justifiée par des considérations fondées sur les règles de concurrence de l'Accord EEE.

Si elle constate que les conditions de l'article 53, paragraphes 1 et 3, de l'Accord EEE sont réunies, l'Autorité de surveillance AELE prend une décision en application de l'article 53, paragraphe 3. La décision indique la date à partir de laquelle elle prend effet. Cette date peut être antérieure à celle de la demande.

Article 6

Durée de validité et révocation des décisions d'application de l'article 53, paragraphe 3

1. Toute décision d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE prise conformément aux articles 4 ou 5 du présent chapitre doit indiquer sa période de validité; en règle générale, cette période n'est pas inférieure à six ans. La décision peut être assortie de conditions et d'obligations.

2. La décision peut être renouvelée si les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE continuent d'être réunies.

3. L'Autorité de surveillance AELE peut rapporter ou modifier sa décision ou interdire certains actes déterminés des intéressés:

a) lorsque la situation de fait s'est modifiée en ce qui concerne un élément essentiel à la décision; ou

- b) lorsque les intéressés contreviennent à une obligation dont la décision a été assortie; ou
- c) lorsque la décision repose sur des indications inexactes ou a été obtenue frauduleusement;
- d) lorsque les intéressés abusent de la dérogation à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE qui leur a été accordée par la décision.

Dans les cas relevant des points b), c) ou d), la décision peut être rapportée avec effet rétroactif.

Article 7

Compétence

Sous réserve du contrôle éventuel de la Cour AELE, l'Autorité de surveillance AELE, conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, a compétence exclusive pour adopter des décisions en application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE aux conditions énoncées à l'article 56 de l'Accord EEE.

Les autorités des Etats de l'AELE restent compétentes pour déterminer si une affaire relève de l'article 53, paragraphe 1, ou de l'article 54 de l'Accord EEE aussi longtemps que l'Autorité de surveillance AELE n'a pas engagé de procédure en vue de prendre une décision dans l'affaire en cause ou n'a pas adressé la notification prévue à l'article 5, paragraphe 3, premier alinéa, du présent chapitre.

Article 8

Liaison avec les autorités des Etats de l'AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE mène les procédures prévues dans le présent chapitre en liaison étroite et constante avec les autorités compétentes des Etats de l'AELE; celles-ci sont habilitées à formuler des observations sur ces procédures.

2. L'Autorité de surveillance AELE transmet sans délai aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des plaintes et des demandes ainsi que des pièces les plus importantes qui lui sont adressées ou qu'elle communique dans le cadre de ces procédures.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des notifications, plaintes et informations relatives à des procédures d'office reçues de la Commission des CE conformément aux articles 2 et 10 du protocole 23 de l'Accord EEE.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des pièces reçues de la Commission des CE conformément à l'article 7 du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Un comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports aériens est consulté avant toute décision consécutive à une procédure visée à l'article 3 ou avant toute décision en application de l'article 5, paragraphe 3, second alinéa, de l'article 5, paragraphe 4, second alinéa, ou de l'article 6. Il est également consulté préalablement à la proposition à laquelle il est fait référence à l'article 19.

4. Le comité consultatif est composé de fonctionnaires compétents dans le domaine des transports aériens et en matière d'ententes et de positions dominantes. Chaque Etat de l'AELE désigne deux fonctionnaires qui le représentent et qui peuvent chacun être remplacés, en cas d'empêchement, par un autre fonctionnaire.

La Commission des CE et les Etats membres de la CE ont le droit d'être représentés aux réunions du comité consultatif et d'y exprimer leur point de vue. Toutefois, leurs représentants n'ont pas le droit de vote.

5. La consultation a lieu au cours d'une réunion commune sur l'invitation de l'Autorité de surveillance AELE et au plus tôt quatorze jours après l'envoi de la convocation. A celle-ci seront annexés un exposé de l'affaire avec indication des pièces les plus importantes et un avant-projet de décision pour chaque cas à examiner.

En vue de la participation prévue au deuxième alinéa du paragraphe 4, la Commission des CE reçoit une invitation pour la séance et les documents pertinents conformément à l'article 6 du protocole 23 de l'Accord EEE.

6. Le comité consultatif peut émettre un avis, même si des membres sont absents et ne se sont pas fait remplacer. Le résultat de la consultation fait l'objet d'un compte rendu écrit qui est joint au projet de décision. Il n'est pas rendu public.

Article 9

Demande de renseignements

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant dans le protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des gouvernements et des autorités compétentes des Etats de l'AELE, ainsi que des entreprises et associations d'entreprises.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE adresse une demande de renseignement à une entreprise ou association d'entreprises, elle en fait parvenir simultanément une copie à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

3. Dans sa demande, l'Autorité de surveillance AELE indique la base juridique et le but de sa demande, ainsi que les sanctions prévues à l'article 12, paragraphe 1, point b) au cas où un renseignement inexact serait fourni.

4. Sont tenus de fournir les renseignements demandés les propriétaires des entreprises ou leurs représentants et, dans le cas de personnes morales ou de sociétés ou associations n'ayant pas la personnalité juridique, leur fondé de pouvoir légal ou statutaire.

5. Lorsqu'une entreprise ou une association d'entreprises ne fournit pas les renseignements requis dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ou les fournit de façon incomplète, l'Autorité de surveillance AELE les demande par voie de décision. Cette décision précise les renseignements

demandés, fixe un délai approprié dans lequel ils doivent être fournis et indique les sanctions prévues à l'article 12, paragraphe 1, point b), et à l'article 13, paragraphe 1, point c), ainsi que le recours ouvert contre la décision devant la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

6. L'Autorité de surveillance AELE adresse simultanément copie de sa décision à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Article 10

Enquêtes des autorités des Etats de l'AELE

1. A la demande de l'Autorité de surveillance AELE, les autorités compétentes des Etats de l'AELE procèdent aux enquêtes que l'Autorité de surveillance AELE juge nécessaires au titre de l'article 11, paragraphe 1, ou qu'elle a ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 11, paragraphe 3. Les agents des autorités compétentes des Etats de l'AELE chargés de les mener exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel l'enquête doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de l'enquête.

2. Des agents de l'Autorité de surveillance AELE peuvent, à sa demande ou à celle de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel l'enquête doit être effectuée, prêter assistance aux agents de l'autorité compétente dans l'accomplissement de leurs tâches.

Article 11

Pouvoirs d'enquête de l'Autorité de surveillance AELE

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 55 et 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 23 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à toutes les vérifications nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises. A cet effet, les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE sont investis des pouvoirs indiqués ci-après:

- a) contrôler les livres et autres documents professionnels;
- b) prendre des copies ou des extraits des livres et documents professionnels;
- c) demander sur place des explications orales;
- d) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transports utilisés par les entreprises ou associations d'entreprises.

2. Les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique l'objet et le but de l'enquête ainsi que les sanctions prévues à l'article 12, paragraphe 1, point c), au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon incomplète. L'Autorité de surveillance AELE avise, en temps utile avant l'enquête, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel l'enquête doit être effectuée de la mission et de l'identité des agents mandatés. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la Commission des CE qui prennent part à l'enquête conformément à l'article 8, paragraphe 4, du protocole 23 de l'Accord EEE.

3. Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux enquêtes que l'Autorité de surveillance AELE a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de l'enquête, fixe la date à laquelle celle-ci doit commencer et indique les sanctions prévues à l'article 12, paragraphe 1, point c), et à l'article 13, paragraphe 1, point d), ainsi que le droit de faire appel de la décision devant la Cour AELE.

4 L'Autorité de surveillance AELE prend les décisions visées au paragraphe 3 après avoir consulté l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel l'enquête doit être effectuée.

5. Les agents de l'autorité de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel l'enquête doit être effectuée peuvent, à la demande de cette autorité ou à celle de l'Autorité de surveillance AELE, prêter assistance aux agents de l'Autorité de surveillance AELE dans l'accomplissement de leurs tâches.

6. Lorsqu'une entreprise s'oppose à une enquête ordonnée en vertu du présent article, l'Etat de l'AELE concerné prête aux agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE l'assistance nécessaire pour leur permettre de mener l'enquête. A cette fin, les Etats de l'AELE prennent les mesures nécessaires, après consultation de l'Autorité de surveillance AELE, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

Article 12

Amendes

1 L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises ou associations d'entreprises des amendes d'un montant de cent à cinq mille écus lorsque, de propos délibéré ou par négligence, elles:

a) donnent des indications inexactes ou fallacieuses à l'occasion d'une demande présentée au titre de l'article 3, paragraphe 2, ou de l'article 5; ou

b) fournissent un renseignement inexact en réponse à une demande faite en application de l'article 9, paragraphes 3, ou 5, ou ne fournissent pas le renseignement dans le délai fixé par voie de décision arrêtée en vertu de l'article 9, paragraphe 5; ou

c) présentent de façon incomplète, lors des enquêtes effectuées au titre des articles 10 ou 11, les livres ou autres documents professionnels requis, ou refusent de se soumettre à une enquête ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 11, paragraphe 3.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises ou associations d'entreprises des amendes de mille écus à un million d'écus, ce dernier montant pouvant être majoré sans qu'il puisse pour autant dépasser 10% du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice précédent par les entreprises ayant participé à l'infraction, lorsque, de propos délibéré ou par négligence, elles:

a) contreviennent à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE;

b) manquent à l'une ou l'autre des obligations imposées en vertu de l'article 6, paragraphe 1, du présent chapitre.

Pour la détermination du montant de l'amende, il est tenu compte de la gravité et de la durée de l'infraction.

3. L'article 8 s'applique.

4. Les décisions prises en vertu des paragraphes 1 et 3 n'ont pas de caractère pénal.

5. Les amendes prévues au paragraphe 2, point a), ne peuvent pas être infligées pour des actes postérieurs à la notification à l'Autorité de surveillance AELE et antérieurs à la décision de celle-ci prise en application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, pour autant que ces actes restent dans les limites de l'activité décrite dans la notification.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas lorsque l'Autorité de surveillance AELE a fait savoir aux entreprises ou associations d'entreprises concernées que, après examen provisoire, elle estime que l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE est applicable et que l'application de l'article 53, paragraphe 3, n'est pas justifiée.

Article 13

Astreintes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux entreprises ou associations d'entreprises des astreintes à raison de cinquante à mille écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

a) à mettre fin à une infraction à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE dont la cessation a été ordonnée et vertu de l'article 4 du présent chapitre;

b) à mettre fin à toute action interdite en vertu de l'article 6, paragraphe 3;

c) à fournir de manière complète et exacte les renseignements demandés par voie de décision prise en application de l'article 9, paragraphe 5;

d) à se soumettre à une enquête qui a été ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 11, paragraphe 3;

e) à se conformer à toute mesure imposée par décision prise en application de l'article 4a.

2. Lorsque les entreprises ou associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte avait été infligée, l'Autorité de surveillance AELE peut fixer le montant total de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de la décision initiale.

3. L'article 8 s'applique.

Article 14

Contrôle de la Cour AELE

La Cour de l'AELE statue, conformément à l'article 108, paragraphe. 2 de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 35 du présent accord sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles l'Autorité de surveillance AELE a fixé une amende ou une astreinte; elle peut annuler, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée.

Article 15

ECU

Pour l'application des articles 12 à 14, on entend par "écu", l'écu tel que défini par les autorités compétentes de la CE.

Article 16

Audition des intéressés et de tierces personnes

1. Avant de refuser de délivrer l'attestation visée à l'article 3, paragraphe 2, ou de prendre les décisions prévues à l'article 4, à l'article 5, paragraphe 3, second alinéa, et paragraphe 4, à l'article 6, paragraphe 3, et aux articles 12 et 13, l'Autorité de surveillance AELE donne aux entreprises ou associations d'entreprises concernées l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus par l'Autorité de surveillance AELE.

2. Si l'Autorité de surveillance AELE ou les autorités compétentes des Etats de l'AELE l'estiment nécessaire, elles peuvent aussi entendre d'autres personnes physiques ou morales. Lorsque celles-ci demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande lorsqu'elles justifient d'un intérêt suffisant.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE se propose de prendre une décision en application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, elle publie dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes, sous forme abrégée, l'accord, la décision ou la pratique concertée en cause et invite toutes les tierces parties intéressées à lui faire part de leurs observations dans le délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à un mois. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 17

Secret professionnel

1. Sans préjudice de l'article 9 du protocole 23, les informations recueillies en application des articles 9, 10 et 11 du présent chapitre ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 ne peuvent être utilisées qu'aux fins

des demandes ou enquêtes correspondantes.

2. Sans préjudice des articles 16 et 18, l'Autorité de surveillance AELE et les autorités compétentes des Etats de l'AELE ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent protocole ou de l'article 58 de l'Accord EEE et de son protocole 23 et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel. Cette obligation s'applique également aux représentants de la Commission des CE et des Etats membres de la CE qui participent au comité consultatif conformément à l'article 8, paragraphe 4, et à l'audition conformément à l'article 11, paragraphe 2, du chapitre XII.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'opposent pas à la publication de renseignements généraux ou d'études qui ne comportent pas d'indications sur des entreprises ou associations d'entreprises déterminées.

Article 18

Publication des décisions

1. L'Autorité de surveillance AELE publie les décisions qu'elle adopte en application de l'article 3, paragraphe 2, de l'article 4, de l'article 5, paragraphe 3, second alinéa, et paragraphe 4, et de l'article 6, paragraphe 3.

2. La publication mentionne les parties intéressées et l'essentiel de la décision; elle tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 19

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de formulaires relatifs aux plaintes visées à l'article 3 et aux demandes visées à l'article 3, paragraphe 2, et à l'article 5, et des propositions de notes complémentaires.

**CHAPITRE XII FORME, TENEUR ET AUTRES MODALITES DES
PLAINTES ET DES DEMANDES, ET DES AUDITIONS
WISEES AU CHAPITRE XI FIXANT LA PROCEDURE
D'APPLICATION DES REGLES DE CONCURRENCE AUX
ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS
AERIENS**

SECTION I

PLAINTES ET DEMANDES

Article premier

Plaintes

1. Les plaintes prévues à l'article 3, paragraphe 1, du Chapitre XI sont présentées par écrit et rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté, leur forme, leur teneur et les autres modalités étant laissées à l'appréciation des plaignants.
2. Les plaintes peuvent être présentées:
 - a) par les Etats de l'AELE;

b) par des personnes physiques ou morales faisant valoir un intérêt légitime.

3. Lorsque ce sont les représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales qui signent les plaintes, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.

Article 2

Personnes habilitées à présenter des demandes

1. Est habilitée à présenter une demande en application de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 5 du chapitre XI, toute entreprise participant à des accords, décisions ou pratiques visés à l'article 53, paragraphe 1, ou à l'article 54 de l'Accord EEE. Si la demande n'est pas présentée par toutes les entreprises participantes, celles qui la présentent en informent les autres.

2. Lorsque ce sont des représentants d'entreprises, d'associations d'entreprises ou de personnes physiques ou morales qui signent les demandes prévues à l'article 3, paragraphe 2, et à l'article 5 du chapitre XI, ils doivent prouver par un écrit leurs pouvoirs de représentation.

3 En cas de demande collective, un mandataire commun est désigné.

Article 3

Dépôt des demandes

1. Les demandes prévues à l'article 3, paragraphe 2, et à l'article 5 du chapitre XI sont présentées au moyen des formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 8, ou par la Commission des CE.

2. Plusieurs entreprises participantes peuvent présenter une demande sur un seul formulaire.

3 Les demandes doivent contenir les renseignements demandés dans le formulaire.

4. Les demandes, ainsi que leurs annexes, sont présentées à l'Autorité de surveillance AELE en neuf exemplaires.

5. Les documents joints sont des originaux ou des copies. La copie doit être certifiée conforme à l'original.

6. Les demandes sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté. Les documents joints sont déposés dans leur langue originale. Si la langue originale n'est pas l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté, une traduction dans l'une de ces langues est jointe au document.

7. La demande prend effet au moment où elle est reçue par l'Autorité de surveillance AELE, sans préjudice de l'article 11 du protocole 23 de l'Accord EEE. Toutefois, lorsque la demande est envoyée par lettre recommandée, elle prend effet à la date indiquée par le cachet de la poste du lieu d'expédition.

8. Si une demande présentée au titre de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 5 du Chapitre XI sort du champ d'application de ce dernier, l'Autorité de surveillance AELE informe le demandeur de son intention d'examiner la demande en fonction des dispositions d'un autre acte auquel il est fait référence dans l'annexe XIV de l'Accord EEE applicable

au cas d'espèce. La date de soumission de la demande reste néanmoins celle découlant du paragraphe 7. L'Autorité de surveillance AELE en indique les motifs au demandeur et lui impartit un délai pour présenter par écrit ses observations éventuelles avant de procéder à l'examen de la demande sur la base des dispositions de cet autre acte.

SECTION II

AUDITIONS

Article 4

Avant de consulter le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports aériens, l'Autorité de surveillance AELE procède à une audition en application de l'article 16, paragraphe 1, du chapitre XI.

Article 5

1. L'Autorité de surveillance AELE communique par écrit aux entreprises et associations d'entreprises les griefs retenus contre elles. La communication est adressée à chacune d'elles ou au mandataire commun qu'elles ont désigné.

2. Toutefois, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à la communication par voie de publication dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes si les circonstances de l'affaire le justifient, notamment lorsque la communication doit être faite à un certain nombre d'entreprises qui n'ont pas désigné de mandataire commun. La publication tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

3. Une amende ou une astreinte ne peut être infligée à une entreprise ou à une association d'entreprises que si la

communication des griefs a été effectuée dans la forme prévue au paragraphe 1.

4. En communiquant les griefs, l'Autorité de surveillance AELE fixe le délai dans lequel les entreprises et associations d'entreprises ont la faculté de lui faire connaître leur point de vue.

Article 6

1. Les entreprises et associations d'entreprises expriment par écrit, dans le délai imparti, leur point de vue sur les griefs retenus contre elles.

2. Dans leurs observations écrites, elles peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense.

3. Pour établir les faits invoqués, elles peuvent joindre des documents en tant que de besoin. Elles peuvent également proposer que l'Autorité de surveillance AELE entende des personnes susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Article 7

Dans sa décision, l'Autorité de surveillance AELE ne retient contre les entreprises et associations d'entreprises destinataires que les griefs au sujet desquels ces dernières ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue.

Article 8

Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues en application de l'article 16, paragraphe 2, du chapitre XI, l'Autorité de surveillance AELE leur donne l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit dans le délai qu'elle fixe.

Article 9

Lorsque l'Autorité de surveillance AELE, saisie d'une plainte présentée en application de l'article 3, paragraphe 1, du chapitre XI considère que les éléments qu'elle a recueillis ne justifient pas qu'une suite favorable soit donnée à la plainte, elle informe les plaignants de ses motifs et leur impartit un délai pour présenter par écrit leurs observations éventuelles.

Article 10

1. L'Autorité de surveillance AELE donne aux personnes qui l'ont demandé dans leurs observations écrites l'occasion d'exposer verbalement leur point de vue, si celles-ci justifient d'un intérêt suffisant à cet effet ou si l'Autorité de surveillance AELE se propose de leur infliger une amende ou une astreinte.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut également donner à toute autre personne l'occasion d'exprimer oralement son point de vue.

Article 11

1. L'Autorité de surveillance AELE convoque les personnes à entendre pour la date qu'elle fixe.

2. Elle transmet sans délai une copie de la convocation aux autorités compétentes des Etats de l'AELE, qui peuvent désigner un fonctionnaire pour participer à l'audition. De même, l'Autorité de surveillance AELE invite la Commission des CE à se faire représenter lors de l'audition. Cette invitation s'étend également aux Etats de la CE.

Article 12

1. Les auditions sont conduites par les personnes que l'Autorité de surveillance AELE mandate à cet effet.
2. Les personnes convoquées comparaissent elles-mêmes ou sont représentées par leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises et associations d'entreprises peuvent également être représentées par un mandataire dûment habilité, choisi dans leur personnel permanent.

Les personnes que l'Autorité de surveillance AELE entend peuvent être assistées par des avocats ou conseils admis à plaider devant la Cour AELE, ou par d'autres personnes qualifiées.

3. L'audition n'est pas publique. Les personnes sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.
4. L'essentiel des déclarations de chaque personne entendue est consigné dans un procès-verbal qui est approuvé par elle après lecture.

Article 13

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, paragraphe 2, les communications et convocations émanant de l'Autorité de surveillance AELE sont envoyées à leurs destinataires par lettre recommandée avec accusé de réception ou leur sont remises contre reçu.

Article 14

1. Pour fixer les délais prévus à l'article 3, paragraphe 8, et aux articles 5, 8 et 9, l'Autorité de surveillance AELE prend en considération le temps nécessaire à l'établissement des observations ainsi que l'urgence de l'affaire. Le délai ne peut être inférieur à deux semaines; il peut être prorogé.

2. Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la réception ou de la remise des communications.

3. Les observations écrites doivent parvenir à l'Autorité de surveillance AELE ou être expédiées par lettre recommandée avant l'expiration du délai fixé; toutefois, lorsque ce délai prend fin un dimanche ou un jour férié, son expiration est reportée à la fin du jour ouvrable suivant. Pour le calcul du report, les jours fériés sont soit ceux qui figurent à l'appendice 2 du présent protocole lorsque la date prise en considération est celle de la réception des observations écrites, soit ceux qui sont fixés dans la loi du pays d'expédition lorsque la date prise en considération est la date d'envoi.

Article 15

Dispositions particulières

L'Autorité de surveillance AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord, des propositions de formulaires et de notes complémentaires.

TROISIEME PARTIE CONTROLE DES CONCENTRATIONS**CHAPITRE XIII REGLES RELATIVES AU CONTROLE DES
CONCENTRATIONS ENTRE ENTREPRISES**

Etant donné que le texte du règlement (CEE) n° 4064/89 est réparti entre l'annexe XIV de l'Accord EEE (règles matérielles) et le présent chapitre (règles de procédure), le texte, tel qu'adapté, des articles 1 à 5 se trouve dans l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89). L'Autorité de surveillance AELE statue sur ces cas conformément aux dispositions de l'article 57 de l'Accord EEE, en particulier son paragraphe 2 alinéa b).

Articles 1 à 5
(pas de texte)

Article 6

Examen de la notification et engagement de la procédure

1. L'Autorité de surveillance AELE, conformément aux dispositions de l'article 57, paragraphes 1 et 2 alinéa b) de l'Accord EEE, procède à l'examen de la notification dès sa réception.

a) Si elle aboutit à la conclusion que l'opération de concentration notifiée ne relève pas de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), elle le constate par voie de décision.

b) Si elle constate que l'opération de concentration notifiée, bien que relevant dudit acte, ne soulève pas de

doutes sérieux quant à sa compatibilité avec le fonctionnement de l'Accord EEE, elle décide de ne pas s'y opposer et la déclare compatible avec le fonctionnement de l'Accord EEE.

c) Si, par contre, elle constate que l'opération de concentration notifiée relève dudit acte et soulève des doutes sérieux quant à sa compatibilité avec le fonctionnement de l'Accord EEE, elle décide d'engager la procédure.

2. L'Autorité de surveillance AELE informe sans délai de sa décision les entreprises concernées ainsi que les autorités compétentes des Etats de l'AELE.

Article 7

Suspension de l'opération de concentration

1. Aux fins de l'application du paragraphe 2 du présent article, une concentration telle que définie à l'article 1 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) ne peut être réalisée ni avant d'être notifiée ni pendant un délai de quatre semaines suivant sa notification.

2. Lorsque, après examen provisoire de la notification dans le délai fixé au paragraphe 1, l'Autorité de surveillance AELE l'estime nécessaire afin d'assurer pleinement l'effet utile de toute décision prise ultérieurement au titre de l'article 8, paragraphes 3 et 4, elle peut décider de sa propre initiative de proroger le sursis à la réalisation de la concentration, en totalité ou en partie, jusqu'à l'adoption d'une décision finale, ou de prendre d'autres mesures intérimaires à cet effet.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne font pas obstacle à la réalisation d'une offre publique d'achat ou d'échange qui a été notifiée à l'Autorité de surveillance AELE conformément

à l'article 4, paragraphe 1, dudit acte, pour autant que l'acquéreur n'exerce pas les droits de vote attachés aux participations concernées ou ne les exerce qu'en vue de sauvegarder la pleine valeur de son investissement et sur la base d'une dérogation octroyée par l'Autorité de surveillance AELE conformément au paragraphe 4.

4. L'Autorité de surveillance AELE peut, sur demande, octroyer une dérogation aux obligations prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 en vue d'éviter un préjudice grave à une ou plusieurs entreprises concernées par une opération de concentration ou à une tierce partie. La dérogation peut être assortie de conditions et charges destinées à assurer des conditions de concurrence effective. Elle peut être demandée et accordée à tout moment, que ce soit avant la notification ou après la transaction.

5. La validité de toute transaction qui serait réalisée en ne respectant pas les paragraphes 1 et 2 dépend de la décision prise en application de l'article 6, paragraphe 1, point b), ou de l'article 8, paragraphes 2 ou 3, ou de la présomption établie à l'article 10, paragraphe 6.

Toutefois, le présent article n'a aucun effet sur la validité des transactions sur des titres, y compris ceux convertibles en d'autres titres, qui sont admis à être négociés sur un marché réglementé et surveillé par des autorités reconnues par les pouvoirs publics, de fonctionnement régulier et directement ou indirectement accessible au public, sauf si les acheteurs et les vendeurs savent ou devraient savoir que la transaction est réalisée en ne respectant pas les paragraphes 1 ou 2.

Article 8

Pouvoirs de décision de l'Autorité de surveillance AELE

1. Chaque procédure engagée en application de l'article 6, paragraphe 1, point c), est clôturée par voie de décision conformément aux paragraphes 2 à 5 du présent article, sans préjudice de l'article 9.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE constate qu'une opération de concentration notifiée, le cas échéant après modifications apportées par les entreprises concernées, répond au critère défini à l'article 2, paragraphe 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), elle prend une décision déclarant la concentration compatible avec le fonctionnement de l'Accord EEE.

Elle peut assortir sa décision de conditions et charges destinées à assurer que les entreprises concernées respectent les engagements qu'elles ont pris à l'égard de l'Autorité de surveillance AELE en vue de modifier le projet initial de concentration. La décision déclarant la concentration compatible couvre également les restrictions directement liées et nécessaires à la réalisation de la concentration.

3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE constate qu'une opération de concentration répond au critère défini à l'article 2, paragraphe 3 dudit acte, elle prend une décision déclarant la concentration incompatible avec le fonctionnement de l'Accord EEE.

4. Si une opération de concentration a déjà été réalisée, l'Autorité de surveillance AELE peut ordonner, dans une décision au titre du paragraphe 3 ou dans une décision distincte, la séparation des entreprises ou des actifs

regroupés ou la cessation du contrôle commun ou toute autre action appropriée pour rétablir une concurrence effective.

5. L'Autorité de surveillance AELE peut révoquer la décision qu'elle a prise au titre du paragraphe 2:

a) si la déclaration de compatibilité repose sur des indications inexactes dont une des entreprises concernées est responsable, ou si elle a été obtenue frauduleusement; ou

b) si les entreprises concernées contreviennent à une charge dont est assortie sa décision.

6. Dans les cas visés au paragraphe 5, l'Autorité de surveillance AELE peut prendre une décision au titre du paragraphe 3, sans être tenue par le délai visé à l'article 10, paragraphe 3.

Article 9

Renvoi aux autorités compétentes des Etats de l'AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision qu'elle notifie sans délai aux entreprises concernées et dont elle informe les autorités compétentes des autres Etats de l'AELE, renvoyer aux autorités compétentes de l'Etat de l'AELE concerné un cas de concentration notifiée, dans les conditions suivantes.

2. Dans le délai de trois semaines à compter de la réception de la copie de la notification, un Etat de l'AELE peut communiquer à l'Autorité de surveillance AELE, qui en informe les entreprises concernées, qu'une opération de concentration menace de créer ou de renforcer une position dominante ayant comme conséquence qu'une concurrence effective serait entravée de manière significative dans un marché à l'intérieur de cet Etat, qui présente toutes les caractéristiques d'un marché distinct, qu'il s'agisse ou non

d'une partie substantielle du territoire des Etats de l'AELE.

3. Si l'Autorité de surveillance AELE considère que, compte tenu du marché des produits ou services en cause et du marché géographique de référence au sens du paragraphe 7, un tel marché distinct et une telle menace existent:

a) soit elle traite elle-même le cas en vue de préserver ou de rétablir une concurrence effective sur le marché concerné,

b) soit elle renvoie le cas aux autorités compétentes de l'Etat de l'AELE concerné en vue de l'application de la législation nationale sur la concurrence dudit Etat.

Si, au contraire, l'Autorité de surveillance AELE considère qu'un tel marché distinct ou une telle menace n'existent pas, elle prend à cet effet une décision qu'elle adresse à l'Etat de l'AELE concerné.

4. Les décisions de renvoi ou de refus de renvoi prises conformément au paragraphe 3 interviennent:

a) soit, en règle générale, dans le délai de six semaines prévu à l'article 10 paragraphe 1 deuxième alinéa, lorsque l'Autorité de surveillance AELE n'a pas engagé la procédure conformément à l'article 6, paragraphe 1, point b);

b) soit dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de l'opération concernée, lorsque l'Autorité de surveillance AELE a engagé la procédure conformément à l'article 6 paragraphe 1 point c), sans entreprendre les démarches préparatoires à l'adoption des mesures nécessaires

au titre de l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa et paragraphes 3 ou 4 pour préserver ou rétablir une concurrence effective sur le marché concerné.

5. Si, dans le délai de trois mois visé au paragraphe 4 point b), l'Autorité de surveillance AELE, en dépit d'un rappel de l'Etat de l'AELE concerné, n'a ni pris les décisions de renvoi ou de refus de renvoi prévues au paragraphe 3 ni entrepris les démarches préparatoires visées au paragraphe 4 point b), elle est réputée avoir décidé de renvoyer le cas à l'Etat de l'AELE concerné, conformément au paragraphe 3 point b).

6. La publication des rapports ou l'annonce des conclusions de l'examen de l'opération concernée par les autorités compétentes de l'Etat de l'AELE concerné intervient au plus tard quatre mois après le renvoi par l'Autorité de surveillance AELE.

7. Le marché géographique de référence est constitué par un territoire sur lequel les entreprises concernées interviennent dans l'offre et la demande de biens et de services, sur lequel les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes et qui peut être distingué des territoires voisins, en particulier en raison des conditions de concurrence sensiblement différentes de celles prévalant sur ces territoires. Dans cette appréciation, il convient notamment de tenir compte de la nature et des caractéristiques des produits ou services concernés, de l'existence de barrières à l'entrée, de préférences des consommateurs, ainsi que de l'existence, entre le territoire concerné et les territoires voisins, de différences considérables de parts de marché des entreprises ou de différences de prix substantielles.

8. Pour l'application du présent article, l'Etat de l'AELE concerné ne peut prendre que les mesures strictement nécessaires pour préserver ou rétablir une concurrence effective sur le marché concerné.

9. Conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord EEE, tout Etat de l'AELE peut former un recours devant la Cour de l'AELE selon l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE en tenant compte des dispositions pertinentes de cet accord, et demander en particulier l'application de l'article 41 du présent accord, aux fins de l'application de sa législation nationale en matière de concurrence.

10. Le présent article fait l'objet d'un réexamen, au plus tard avant la fin de l'année 1993.

Article 10

Délais d'engagement de la procédure et des décisions

1. Les décisions visées à l'article 6, paragraphe 1, doivent intervenir dans un délai maximal d'un mois. Ce délai court à partir du lendemain du jour de la réception de la notification ou, si les renseignements à fournir lors de la notification sont incomplets, à partir du lendemain du jour de la réception des renseignements complets.

Ce délai est porté à six semaines si l'Autorité de surveillance AELE est saisie d'une demande d'un Etat de l'AELE conformément à l'article 9, paragraphe 2.

2. Les décisions prises en application de l'article 8, paragraphe 2, concernant des opérations de concentration notifiées, doivent intervenir dès qu'il apparaît que les doutes sérieux visés à l'article 6, paragraphe 1 point c), sont levés, notamment en raison de modifications apportées par les entreprises concernées, et au plus tard dans le délai fixé au paragraphe 3.

3. Sans préjudice de l'article 8, paragraphe 6, les décisions prises en application de l'article 8, paragraphe 3, concernant des opérations de concentration notifiées, doivent intervenir dans un délai maximal de quatre mois à compter de la date de l'engagement de la procédure.

4. Le délai fixé au paragraphe 3 est exceptionnellement suspendu lorsque l'Autorité de surveillance AELE, en raison de circonstances dont une des entreprises participant à la concentration est responsable, a été contrainte de demander un renseignement par voie de décision en application de l'article 11 ou d'ordonner une vérification par voie de décision en application de l'article 13.

5. Lorsque la Cour AELE rend un arrêt qui annule en tout ou en partie une décision de l'Autorité de surveillance AELE en vertu du présent chapitre, les délais qui sont fixés dans le présent chapitre s'appliquent à nouveau à compter de la date du prononcé de l'arrêt.

6. Si l'Autorité de surveillance AELE n'a pas pris de décision au titre de l'article 6, paragraphe 1 points b) ou c), ou au titre de l'article 8, paragraphe 2 ou 3, dans les délais respectivement déterminés aux paragraphes 1 et 3 du présent article, l'opération de concentration est réputée déclarée compatible avec le fonctionnement de l'Accord EEE, sans préjudice de l'article 9.

Article 11

Demande de renseignements

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 57 ou 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant dans le protocole 24 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ainsi que par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des gouvernements, des autorités compétentes des Etats de l'AELE, des personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, point b), de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), ainsi que des entreprises et associations d'entreprises.

2. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE adresse une demande de renseignements à une personne, à une entreprise ou à une association d'entreprises, elle adresse simultanément une copie de cette demande à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le domicile de la personne ou le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.
3. Dans sa demande, l'Autorité de surveillance AELE indique les bases juridiques et le but de sa demande, ainsi que les sanctions prévues à l'article 14, paragraphe 1, point c) au cas où un renseignement inexact serait fourni.
4. Sont tenus de fournir les renseignements demandés, dans le cas des entreprises, leurs propriétaires ou leurs représentants et, dans le cas de personnes morales, de sociétés ou d'associations n'ayant pas la personnalité juridique, les personnes chargées de les représenter selon la loi ou les statuts.
5. Si une personne, une entreprise ou une association d'entreprises ne fournit pas les renseignements demandés dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ou les fournit de façon incomplète, l'Autorité de surveillance AELE les demande par voie de décision. La décision précise les renseignements demandés, fixe un délai approprié dans lequel les renseignements doivent être fournis et indique les sanctions prévues à l'article 14, paragraphe 1, point c) et à l'article 15, paragraphe 1, point a), ainsi que le recours ouvert contre la décision devant la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2 de l'Accord EEE, et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.
6. L'Autorité de surveillance AELE adresse simultanément copie de sa décision à l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel se trouve le domicile de la personne ou le siège de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Article 12

Vérifications par les autorités des Etats de l'AELE

1. Sur demande de l'Autorité de surveillance AELE, les autorités compétentes des Etats de l'AELE procèdent aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE juge indiquées au titre de l'article 13, paragraphe 1, ou qu'elle a ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 13, paragraphe 3. Les agents des autorités compétentes des Etats de l'AELE chargés de procéder aux vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de la vérification.

2. Les agents de l'Autorité de surveillance AELE peuvent, sur sa demande ou sur celle de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée, prêter assistance aux agents de cette autorité dans l'accomplissement de leurs tâches.

Article 13

Pouvoirs de l'Autorité de surveillance AELE en matière de vérification

1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par les articles 57 ou 58 de l'Accord EEE, par les dispositions figurant au protocole 24 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ou par les dispositions du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE peut procéder à toutes vérifications nécessaires auprès des entreprises ou associations d'entreprises. A cet effet, les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE sont investis des pouvoirs énumérés ci-après:

- a) contrôler les livres et autres documents professionnels;
- b) prendre ou exiger copie ou extrait des livres et documents professionnels;
- c) demander sur place des explications orales;
- d) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transports des entreprises.

2. Les agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE pour ces vérifications exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique l'objet et le but de la vérification, ainsi que la sanction prévue à l'article 14, paragraphe 1, point d), au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon incomplète. L'Autorité de surveillance AELE avise, par écrit, en temps utile avant la vérification, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée de la mission de vérification et de l'identité des agents mandatés. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la Commission des CE qui prennent part aux vérifications conformément à l'article 8, paragraphe 5, du protocole 24 de l'Accord EEE.

3. Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux vérifications que l'Autorité de surveillance AELE a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de la vérification, fixe la date à laquelle elle commence et indique les sanctions prévues à l'article 14, paragraphe 1, point d) et à l'article 15, paragraphe 1, point b), ainsi que le recours ouvert contre la décision devant la Cour AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 36.

4. L'Autorité de surveillance AELE avise par écrit, en temps utile, l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée de son intention de prendre une décision en vertu du paragraphe 3. Elle prend sa décision après avoir entendu cette autorité.

5. Les agents de l'autorité compétente de l'Etat de l'AELE sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée peuvent, sur la demande de cette autorité ou sur celle de l'Autorité de surveillance AELE, prêter assistance aux agents de l'Autorité de surveillance AELE dans l'accomplissement de leurs tâches.

6. Lorsqu'une entreprise ou une association d'entreprises s'oppose à une vérification ordonnée en vertu du présent article, l'Etat de l'AELE intéressé prête aux agents mandatés par l'Autorité de surveillance AELE l'assistance nécessaire pour leur permettre d'exécuter leur mission de vérification. A cette fin, les Etats de l'AELE prennent, après consultation de l'Autorité de surveillance AELE, les mesures nécessaires dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

Article 14

Amendes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux personnes visées à l'article 3 paragraphe 1, point b) de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), aux entreprises ou aux associations d'entreprises des amendes d'un montant de 1000 à 50 000 écus lorsque, de propos délibéré ou par négligence:

a) elles omettent de notifier une opération de concentration conformément à l'article 4 dudit acte;

b) elles donnent des indications inexactes ou dénaturées à l'occasion d'une notification présentée en application de l'article 4 dudit acte;

c) elles fournissent un renseignement inexact en réponse à une demande faite en application de l'article 11 ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai fixé par une décision prise en vertu de l'article 11;

d) elles présentent de façon incomplète, lors des vérifications effectuées au titre de l'article 12 ou de l'article 13, les livres ou autres documents professionnels ou sociaux requis, ou ne se soumettent pas aux vérifications ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 13.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux personnes ou entreprises des amendes jusqu'à concurrence de 10% du chiffre d'affaires total réalisé par les entreprises concernées, au sens de l'article 5 dudit acte, lorsque de propos délibéré ou par négligence:

a) elles contreviennent à une charge imposée par décision prise en vertu de l'article 7, paragraphe 4, ou de l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa;

b) elles réalisent une opération de concentration en ne respectant pas l'article 7, paragraphe 1 ou une décision prise en application de l'article 7, paragraphe 2;

c) elles réalisent une opération de concentration déclarée incompatible avec le fonctionnement de l'Accord EEE par décision prise en application de l'article 8, paragraphe 3 ou ne prennent pas les mesures ordonnées par décision prise en application de l'article 8, paragraphe 4.

3. Pour déterminer le montant de l'amende, il y a lieu de prendre en considération la nature et la gravité de l'infraction.

4. Les décisions prises en vertu des paragraphes 1 et 2 n'ont pas un caractère pénal.

Article 15

Astreintes

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, point b) de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), aux entreprises et aux associations d'entreprises intéressées des astreintes d'un montant maximal de 25.000 écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre à:

a) fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 11;

b) se soumettre à une vérification qu'elle a ordonnée par voie de décision prise en application de l'article 13.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut, par voie de décision, infliger aux personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, point b) dudit acte, ou aux entreprises, des astreintes d'un montant maximal de 100.000 écus par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

a) à exécuter une charge imposée par décision prise en application de l'article 7, paragraphe 4 ou de l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa; ou

b) à appliquer les mesures ordonnées par une décision prise en application de l'article 8, paragraphe 4.

3. Lorsque les personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, point b) dudit acte, les entreprises ou les associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte avait été infligée, l'Autorité de surveillance AELE peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de la décision initiale.

Article 16

Contrôle de la Cour AELE

La Cour AELE statue conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 35 du présent accord, sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles l'Autorité de surveillance AELE fixe une amende ou une astreinte; elle peut supprimer, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée.

Article 17

Secret professionnel

1. Sans préjudice de l'article 9 du protocole 24 de l'Accord EEE, les informations recueillies en application des articles 57 et 58 de l'Accord EEE et des articles 11, 12, 13 et 18 du présent chapitre ne peuvent être utilisées que dans le but poursuivi par la demande de renseignements, le contrôle ou l'audition.

2. Sans préjudice de l'article 4, paragraphe 3 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) et des articles 18 et 20 du présent chapitre, l'Autorité de surveillance AELE et les autorités compétentes des Etats de l'AELE ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en

application du protocole 24 de l'Accord EEE, de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (Règlement (CEE) n° 4064/89) et du présent chapitre et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'opposent pas à la publication de renseignements généraux ou d'études ne comportant pas d'indications individuelles sur les entreprises ou associations d'entreprises.

Article 18

Auditions des intéressés et des tiers

1. Avant de prendre les décisions prévues à l'article 7 paragraphes 2 et 4, à l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa et paragraphes 3, 4 et 5, ainsi qu'aux articles 14 et 15, l'Autorité de surveillance AELE donne aux personnes, entreprises et associations d'entreprises intéressées l'occasion de faire connaître, à tous les stades de la procédure jusqu'à la consultation du comité consultatif, leur point de vue au sujet des objections retenues à leur encontre.

2. Par dérogation au paragraphe 1, les décisions de prorogation de sursis et de dérogation au sursis, visées à l'article 7, paragraphes 2 et 4, peuvent être prises, à titre provisoire, sans donner aux personnes, entreprises et associations d'entreprises intéressées l'occasion de faire connaître leur point de vue au préalable, à condition que l'Autorité de surveillance AELE leur en fournisse l'occasion le plus rapidement possible après avoir pris sa décision.

3. L'Autorité de surveillance AELE ne fonde ses décisions que sur les objections au sujet desquelles les intéressés ont pu faire valoir leurs observations. Les droits de la défense des intéressés sont pleinement assurés dans le déroulement de la procédure. L'accès au dossier est ouvert

au moins aux parties directement intéressées tout en respectant l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

4. Dans la mesure où l'Autorité de surveillance AELE ou les autorités compétentes des Etats de l'AELE l'estiment nécessaire, elles peuvent aussi entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant, et notamment des membres des organes d'administration ou de direction des entreprises concernées ou des représentants reconnus des travailleurs de ces entreprises, demandent à être entendues, il est fait droit à leur demande.

Article 19

Liaison avec les autorités des Etats de l'AELE

1. L'Autorité de surveillance AELE transmet dans un délai de trois jours ouvrables aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des notifications, ainsi que, dans les meilleurs délais, les pièces les plus importantes qui lui sont adressées ou qui sont émises par elle en application de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) et en application du présent chapitre.

2. L'Autorité de surveillance AELE mène les procédures visées dans ledit acte et dans le présent chapitre en liaison étroite et constante avec les autorités compétentes des Etats de l'AELE qui sont habilitées à formuler toutes observations sur ces procédures. Aux fins de l'application de l'article 9, elle recueille les communications des autorités compétentes des Etats de l'AELE visées au paragraphe 2 dudit article et leur donne l'occasion de faire connaître leur point de vue à tous les stades de la procédure jusqu'à l'adoption d'une décision au titre du paragraphe 3 dudit article, en leur ouvrant à cet effet l'accès à son dossier.

L'Autorité de surveillance AELE transmet aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des notifications et pièces reçues de la part de la Commission des CE conformément aux articles 3 et 10 du protocole 24 de l'Accord EEE.

L'Autorité de surveillance AELE transmet sans délai aux autorités compétentes des Etats de l'AELE copie des documents reçus de la part de la Commission des CE conformément à l'article 8 du protocole 24 de l'Accord EEE.

3. Un comité consultatif en matière de concentration entre entreprises est consulté préalablement à toute décision, en application de l'article 8, paragraphes 2 à 5, ainsi que des articles 14 et 15, ou avant de soumettre une proposition conformément à l'article 23.

4. Le comité consultatif est composé de représentants des autorités des Etats de l'AELE. Chaque Etat de l'AELE désigne un ou deux représentants qui peuvent être remplacés en cas d'empêchement par un autre représentant. L'un au moins de ces représentants doit être compétent en matière d'ententes et de positions dominantes.

5. La consultation a lieu au cours d'une réunion commune sur invitation de l'Autorité de surveillance AELE qui en assume la présidence. A cette invitation sont annexés un exposé de l'affaire avec indication des pièces les plus importantes et un avant-projet de décision pour chaque cas à examiner. La réunion a lieu au plus tôt quatorze jours après l'envoi de la convocation. L'Autorité de surveillance AELE peut exceptionnellement abréger ce délai de manière appropriée en vue d'éviter un préjudice grave à une ou plusieurs entreprises concernées par une opération de concentration .

6. Le comité consultatif émet son avis sur le projet de décision de l'Autorité de surveillance AELE, le cas échéant en procédant à un vote. Le comité consultatif peut émettre un avis, même si des membres sont absents et n'ont pas été représentés. Cet avis est consigné par écrit et sera joint au projet de décision. L'Autorité de surveillance AELE tient le plus grand compte de l'avis émis par le comité. Elle informe le comité de la façon dont elle a tenu compte de cet avis.

7. Le comité consultatif peut recommander la publication de l'avis. L'Autorité de surveillance AELE peut procéder à cette publication. La décision de publication tient dûment compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués, ainsi que de l'intérêt des entreprises concernées à ce qu'une publication ait lieu.

Article 20

Publication des décisions

1. L'Autorité de surveillance AELE publie dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes les décisions qu'elle arrête en application de l'article 8, paragraphes 2 à 5.

2. La publication mentionne les parties intéressées et l'essentiel de la décision; elle doit tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Article 21

Compétence

1. Sous réserve du contrôle de la Cour de l'AELE conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord, l'Autorité de surveillance AELE, aux conditions stipulées à l'article 58 de l'Accord EEE, a compétence exclusive pour arrêter les décisions prévues par l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement n° 4064/89).

2. Les Etats de l'AELE n'appliquent pas leur législation nationale sur la concurrence aux opérations de concentration de dimension du territoire de l'AELE au sens de l'article 1 dudit acte.

Le premier alinéa ne préjuge pas du pouvoir des Etats de l'AELE de procéder aux enquêtes nécessaires à l'application de l'article 9, paragraphe 2 et de prendre, après renvoi, conformément à l'article 9, paragraphe 3, premier alinéa, point b), ou paragraphe 5, les mesures strictement nécessaires en application de l'article 9, paragraphe 8.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, les Etats de l'AELE peuvent prendre les mesures appropriées pour assurer la protection d'intérêts légitimes autres que ceux qui sont pris en considération par ledit acte et le présent chapitre et compatibles avec les principes généraux et les autres dispositions prévues directement ou indirectement par l'Accord EEE.

Sont considérés comme intérêts légitimes au sens du premier alinéa, la sécurité publique, la pluralité des médias et les règles prudentielles.

Tout autre intérêt public doit être communiqué par l'Etat de l'AELE concerné à l'Autorité de surveillance AELE et reconnu par celle-ci après examen de sa compatibilité avec les

principes généraux et les autres dispositions prévues directement ou indirectement par l'Accord EEE avant que les mesures visées ci-dessus puissent être prises. L'Autorité de surveillance AELE notifie sa décision à l'Etat de l'AELE concerné dans le délai d'un mois à dater de ladite communication.

Article 22

Application de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) et du présent chapitre

1. L'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) et du présent chapitre sont seuls applicables aux opérations de concentration telles que définies à l'article 3 dudit acte.
2. Les chapitres II, VI, IX et XI ainsi que les actes auxquels il est fait référence aux points 10 et 11 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 1017/68 et (CEE) n° 4056/86) ne sont pas applicables aux concentrations telles que définies à l'article 3 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (Règlement (CEE) n° 4064/89).
3. Si l'Autorité de surveillance AELE constate, à la demande d'un Etat de l'AELE, qu'une opération de concentration, telle que définie à l'article 3 dudit acte sans dimension AELE au sens de l'article 1 dudit acte, crée ou renforce une position dominante ayant comme conséquence qu'une concurrence effective serait entravée de manière significative sur le territoire de l'Etat de l'AELE concerné, elle peut, dans la mesure où cette concentration affecte le commerce entre Etats de l'AELE, prendre les décisions prévues à l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa, et paragraphes 3 et 4.

4. L'article 2 paragraphe 1 points a) et b) ainsi que les articles 5 dudit acte et 6, 8 et 10 à 20 du présent chapitre sont d'application. Le délai d'engagement de la procédure déterminé à l'article 10, paragraphe 1, prend cours à la date de la réception de la demande de l'Etat de l'AELE. Celle-ci doit intervenir au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle l'opération de concentration a été communiquée à l'Etat de l'AELE ou réalisée. Ce délai commence à courir à compter de la survenance du premier de ces événements.

5. L'Autorité de surveillance AELE ne prend, en application du paragraphe 3, que les mesures strictement nécessaires pour préserver ou rétablir une concurrence effective sur le territoire de l'Etat de l'AELE à la demande duquel elle est intervenue.

6. Les paragraphes 3, 4 et 5 restent d'application jusqu'à la révision des seuils visés à l'article 1, paragraphe 2, dudit acte.

Article 23

Dispositions d'application

L'Autorité de surveillance AELE peut soumettre aux gouvernements des Etats de l'AELE, conformément aux dispositions de l'article 49 du présent accord des propositions de formulaires à utiliser pour les notifications au sens de l'article 4 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), et de notes complémentaires.

Article 24

Relations avec les pays non signataires de l'Accord EEE

1. Les Etats de l'AELE informent l'Autorité de surveillance AELE des difficultés d'ordre général que rencontrent leurs entreprises dans leurs opérations de concentration définies à l'article 3 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) dans un pays qui n'est pas partie à l'Accord EEE.
2. L'Autorité de surveillance AELE établit, pour la première fois un an au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord EEE et ensuite périodiquement, un rapport examinant le traitement réservé aux entreprises de l'AELE, au sens des paragraphes 3 et 4, en ce qui concerne les opérations de concentration dans les pays qui ne sont pas partie à l'Accord EEE. L'Autorité de surveillance AELE transmet ces rapports au Comité permanent, le cas échéant assortis de recommandations.
3. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE constate, soit sur la base des rapports mentionnés au paragraphe 2, soit sur la base d'autres informations, qu'un pays qui n'est pas partie à l'Accord EEE n'accorde pas aux entreprises de l'AELE un traitement comparable à celui qu'offre l'AELE aux entreprises de ce pays tiers, elle peut soumettre des propositions en vue d'obtenir des possibilités de traitement comparables pour les entreprises de l'AELE.
4. Les mesures prises au titre du présent article seront conformes aux obligations qui incombent aux Etats de l'AELE, en vertu d'accords internationaux, tant bilatéraux que multilatéraux.

Article 25

Entrée en vigueur

(Voir article 10 du chapitre XVI)

**CHAPITRE XIV REGLES DETAILLES RELATIVES AUX NOTIFICATIONS,
AUX DELAIS ET AUX AUDITIONS DANS LE DOMAINE
DU CONTROLE DES CONCENTRATIONS ENRE
ENTREPRISES**

SECTION I

NOTIFICATIONS

Article premier

Personnes habilitées à présenter des notifications

1. L'obligation de notification incombe aux personnes ou entreprises déterminées à l'article 4, paragraphe 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89).
2. Lorsque la notification est signée par des représentants de personnes ou d'entreprises, ces représentants doivent prouver par un écrit leur pouvoir de représentation.
3. En cas de notification conjointe, celle-ci devrait être faite par un représentant commun investi du pouvoir de transmettre et de recevoir des documents au nom de toutes les parties notifiantes.

Article 2

Dépôt des notifications

1. Les notifications doivent être présentées de la manière prescrite par les formulaires établis d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, figurant à l'appendice 9, ou par la Commission des CE. En cas de notifications conjointes, il y a lieu de n'utiliser qu'un seul formulaire.

2. Les notifications et leurs annexes sont à communiquer en neuf exemplaires à l'Autorité de surveillance AELE à l'adresse indiquée dans le formulaire mis à disposition par les gouvernements des Etats de l'AELE d'un commun accord.

3. Les documents joints à la notification sont des originaux ou des copies des originaux. S'il s'agit de copies, les parties notifiantes doivent certifier qu'elles sont conformes et complètes.

4. Les notifications sont rédigées dans l'une des langues officielles d'un Etat de l'AELE ou de la Communauté. Si des entreprises choisissent de rédiger leur notification à l'Autorité de surveillance AELE en une langue qui n'est pas une langue officielle d'un Etat soumis à la juridiction de cette Autorité, ni une langue de travail de ladite Autorité, elles devront fournir toute la documentation accompagnée d'une traduction dans l'une des langues officielles ou dans une langue de travail de ladite autorité. La langue choisie pour la traduction sera celle dans laquelle l'Autorité de surveillance AELE s'adressera à l'entreprise. Les annexes sont communiquées dans leur langue originale. Si la langue originale n'est pas l'une des langues officielles à laquelle il est fait référence ci-dessus, une traduction dans la langue de procédure est jointe au document.

Article 3

Indications à communiquer

1. Les notifications doivent contenir les indications demandées par le formulaire établi d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, ou la Commission des CE. Ces indications doivent être exactes et complètes.
2. Des modifications essentielles des éléments indiqués dans la notification dont les parties notifiantes ont connaissance ou devraient avoir connaissance doivent être communiquées à l'Autorité de surveillance AELE volontairement et sans délai.
3. Des indications inexactes ou dénaturées équivalent à des indications incomplètes.

Article 4

Prise d'effet des notifications

1. Sans préjudice du paragraphe 2, et de l'article 11 du protocole 24 de l'Accord EEE, les notifications prennent effet au moment où elles sont reçues par l'Autorité de surveillance AELE.
2. Si l'Autorité de surveillance AELE constate que les indications figurant dans la notification sont incomplètes, sur un point important, elle en informe sans délai par écrit les parties notifiantes ou le représentant commun et fixe un délai approprié pour qu'il puisse les compléter, sans préjudice du paragraphe 3. Dans ce cas, la notification prend effet dès la réception des indications complètes par l'Autorité de surveillance AELE.
3. L'Autorité de surveillance AELE peut dispenser de l'obligation de communiquer toute indication particulière requise par le formulaire établi d'un commun accord par les

gouvernements des Etats de l'AELE, ou par la Commission des CE, qui ne lui apparaît pas nécessaire pour l'examen du cas.

4. L'Autorité de surveillance AELE délivre sans délai aux parties notifiantes ou au représentant commun un accusé de réception de la notification ainsi que de toute réponse à une lettre adressée par l'Autorité de surveillance AELE en vertu du paragraphe 2.

Article 5

Substitution de notification

1. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE constate que l'opération notifiée ne constitue pas une opération de concentration au sens de l'article 3 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89), elle informe par écrit les parties notifiantes ou le représentant commun. Dans ce cas, si les parties notifiantes le demandent par écrit, l'Autorité de surveillance AELE traite la notification, selon les circonstances et sans préjudice du paragraphe 2, comme demande au sens de l'article 2 ou comme notification au sens de l'article 4 du chapitre II, comme demande au sens de l'article 12 du chapitre VI, comme demande au sens de l'article 12 du chapitre IX ou comme demande au sens de l'article 3, paragraphe 2 ou de l'article 5 du chapitre XI.

2. Dans les cas visés au paragraphe 1 deuxième phrase, l'Autorité de surveillance AELE peut exiger que les indications figurant dans la notification soient complétées, dans un délai approprié fixé par elle, dans la mesure nécessaire pour apprécier l'opération sur la base des chapitres susmentionnés. La demande ou la notification est considérée comme régulière au sens de ces chapitres dès la date de la notification originale, lorsque les indications complémentaires parviennent à l'Autorité de surveillance AELE dans le délai fixé.

SECTION II

DELAIS D'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE ET
D'ADOPTION DES DECISIONS

Article 6

Début du délai

1. Les délais visés à l'article 10, paragraphe 1 du chapitre XII commencent à courir le jour suivant celui de la prise d'effet de la notification au sens de l'article 4 paragraphes 1 et 2 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89).

2. Le délai visé à l'article 10, paragraphe 3 du chapitre XIII commence à courir le jour suivant celui de l'engagement de la procédure.

3. Si le premier jour d'un délai n'est pas un jour ouvrable au sens de l'article 19, le délai commence à courir le jour ouvrable suivant.

Article 7

Fin du délai

1. Le délai visé à l'article 10, paragraphe 1, premier alinéa du chapitre XIII prend fin à l'expiration du jour du mois suivant le mois de départ du délai portant le même chiffre que le jour de départ. Si ce jour fait défaut dans le mois en question, le délai prend fin à l'expiration du dernier jour du mois.

2. Le délai visé à l'article 10, paragraphe 1, deuxième

alinéa du chapitre XIII prend fin à l'expiration du jour de la sixième semaine suivant celle du départ du délai portant le même chiffre que le jour de départ.

3. Le délai visé à l'article 10, paragraphe 3 du chapitre XIII prend fin à l'expiration du jour du quatrième mois suivant le mois de départ du délai portant le même chiffre que le jour de départ. Si ce jour fait défaut dans le mois en question, le délai prend fin à l'expiration du dernier jour du mois.

4. Si le dernier jour du délai n'est pas un jour ouvrable au sens de l'article 19 point a), le délai prend fin à l'expiration du jour ouvrable suivant.

5. Les paragraphes 1 à 4 s'appliquent dans les conditions déterminées par les dispositions de l'article 8.

Article 8

Addition des jours fériés

Si des jours fériés légaux ou d'autres jours fériés de l'Autorité de surveillance AELE au sens de l'article 19 tombent dans les délais visés à l'article 10, paragraphe 1 et à l'article 10, paragraphe 3 du chapitre XIII, les délais en question sont prorogés d'un nombre correspondant de jours.

Article 9

Suspension du délai

1. Le délai visé à l'article 10, paragraphe 3, du chapitre XIII est suspendu lorsque l'Autorité de surveillance AELE, en application de l'article 11, paragraphe 5, ou de l'article 13, paragraphe 3, dudit règlement, est contrainte d'adopter une décision en raison du fait :

a) qu'un renseignement, que l'Autorité de surveillance AELE a demandé en vertu de l'article 11, paragraphe 2 du chapitre XIII à une des entreprises concernées par la concentration, n'est pas fourni ou n'est pas fourni complètement dans le délai imparti par l'Autorité de surveillance AELE ;

b) que l'une des entreprises concernées par la concentration a refusé de se soumettre à une vérification jugée nécessaire par l'Autorité de surveillance AELE en vertu de l'article 13, paragraphe 1 du chapitre XIII ou refuse d'y collaborer conformément à ces dispositions ;

c) que les parties notifiantes ont omis de communiquer à l'Autorité de surveillance AELE des modifications essentielles des éléments indiqués dans la notification.

2. Le délai visé à l'article 10 paragraphe 3 du chapitre XIII est suspendu :

a) dans les cas visés au paragraphe 1, point a) pendant la période s'écoulant entre l'expiration du délai fixé dans la demande de renseignements et la réception des renseignements complets et exacts demandés par voie de décision ;

b) dans les cas visés au paragraphe 1, point b) pendant la période s'écoulant entre la tentative manquée de vérification et la fin de la vérification ordonnée par voie de décision ;

c) dans les cas visés au paragraphe 1, point c) pendant la période s'écoulant entre la survenance des modifications des

éléments mentionnés et la réception des renseignements complets et exacts demandés par voie de décision ou la fin de la vérification ordonnée par voie de décision.

3. La suspension du délai commence le jour suivant celui de la survenance de la cause de la suspension. La suspension se termine à l'expiration du jour de la disparition de la cause de la suspension. Si ce jour ou le jour suivant n'est pas un jour ouvrable au sens de l'article 19 la suspension se termine à l'expiration du jour ouvrable suivant.

Article 10

Respect du délai

Les délais visés à l'article 10, paragraphe 1 et paragraphe 3 du chapitre XIII sont respectés, lorsque l'Autorité de surveillance AELE a pris sa décision avant l'expiration du délai. La notification du texte intégral de la décision aux entreprises concernées doit avoir lieu sans délai.

SECTION III

AUDITION DES INTERESSES ET DES TIERS

Article 11

Décisions concernant la suspension d'opérations de concentration

1. Si l'Autorité de surveillance AELE envisage de prendre une décision en vertu de l'article 7, paragraphe 2 du chapitre XIII ou une décision en vertu de l'article 7, paragraphe 4 dudit chapitre qui fait grief aux intéressés, elle leur communique par écrit, conformément à l'article 18,

paragraphe 1 dudit chapitre, les objections qu'elle retient à leur encontre et leur fixe un délai pour lui faire connaître leur point de vue.

2. Si, en application de l'article 18, paragraphe 2, du chapitre XIII, l'Autorité de surveillance AELE a pris une des décisions visées au paragraphe 1 à titre provisoire, sans mettre préalablement les intéressés en mesure de lui faire connaître leur point de vue, elle leur communique sans délai et en tout cas avant la fin de la suspension en cours, le texte complet de la décision provisoire et leur fixe un délai pour présenter leurs observations.

Après que les intéressés ont fait connaître leur point de vue, l'Autorité de surveillance AELE arrête une décision définitive, par laquelle elle révoque, modifie ou confirme sa décision provisoire. Si les intéressés n'ont pas fait connaître leur point de vue dans le délai qui leur a été imparti, la décision provisoire de l'Autorité de surveillance AELE devient définitive à l'expiration de ce délai.

3. Les intéressés expriment leur point de vue par écrit ou oralement. Ils peuvent confirmer leurs observations orales par écrit.

Article 12

Décisions au fond

1. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE envisage de prendre une décision en vertu de l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa, ou paragraphes 3, 4 ou 5, ou en vertu des articles 14 ou 15 du chapitre XIII, elle procède, avant de consulter le comité consultatif en matière de concentrations, à une audition des intéressés conformément à l'article 18 dudit chapitre.

2. L'Autorité de surveillance AELE communique par écrit aux intéressés les objections retenues à leur encontre. La

communication est adressée au notifiant ou au représentant commun. En communiquant ses objections, l'Autorité de surveillance AELE fixe le délai dans lequel les entreprises intéressées ont la faculté de lui faire connaître leur point de vue.

3. Après avoir communiqué ses objections aux intéressés, l'Autorité de surveillance AELE leur donne, sur leur demande, l'occasion de consulter le dossier afin de préparer leurs observations. Des pièces sont exclues de la consultation du dossier dans la mesure où elles contiennent soit des secrets d'affaires d'autres intéressés ou de tiers, soit d'autres indications confidentielles, y compris des informations commerciales sensibles dont la divulgation aurait un effet défavorable significatif pour celui qui les a transmises. ou dans la mesure où il s'agit de documents internes à l'administration.

4. Les intéressés expriment par écrit, dans le délai imparti, leur point de vue sur les objections retenues à leur encontre par l'Autorité de surveillance AELE. Dans leurs observations écrites, ils peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense et joindre tous les documents utiles pour établir les faits invoqués. Ils peuvent également proposer que l'Autorité de surveillance AELE entende des personnes susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Article 13

Auditions

1. L'Autorité de surveillance AELE donne aux intéressés, qui l'ont demandé dans leurs observations écrites, l'occasion d'exposer verbalement leur point de vue, s'ils justifient d'un intérêt suffisant à cet effet ou si l'Autorité de surveillance AELE se propose de leur infliger une amende ou

une astreinte. Elle peut également leur donner l'occasion dans d'autres cas de présenter verbalement leur point de vue.

2. L'Autorité de surveillance AELE convoque les personnes à entendre pour la date qu'elle fixe.

3. Elle transmet sans délai une copie de la convocation aux autorités compétentes des Etats de l'AELE, qui peuvent désigner un fonctionnaire pour participer à l'audition.

Article 14

Tenue des auditions

1. Les auditions sont conduites par les personnes que l'Autorité de surveillance AELE mandate à cet effet.

2. Les personnes convoquées comparaissent elles-mêmes ou sont représentées par leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises ou associations d'entreprises peuvent être représentées par un mandataire dûment habilité, choisi dans leur personnel permanent.

3. Les personnes que l'Autorité de surveillance AELE entend peuvent être assistées par des avocats ou conseils autorisés à plaider devant la Cour AELE ou par d'autres personnes qualifiées.

4. L'audition n'est pas publique. Les personnes sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

5. Les déclarations de chaque personne entendue sont enregistrées.

Article 15

Audition des tiers

1. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant, et notamment des membres des organes d'administration ou de direction des entreprises concernées ou des représentants reconnus des travailleurs de ces entreprises demandent à être entendus, conformément à l'article 18, paragraphe 4, deuxième phrase du chapitre XIII, l'Autorité de surveillance AELE les informe par écrit de la nature et de l'objet de l'affaire et leur fixe un délai pour leur faire connaître son point de vue.
2. Les tiers désignés au paragraphe 1 expriment leur point de vue, dans le délai fixé, par écrit ou oralement. Ils peuvent confirmer leurs observations orales par écrit.
3. L'Autorité de surveillance AELE peut également donner dans d'autres cas à des tiers l'occasion d'exprimer leur point de vue.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16

Communication de pièces

1. Les communications et convocations émanant de l'Autorité de surveillance AELE sont adressées à leur destinataire par l'une des voies suivantes :
 - a) remise par porteur contre reçu ;

- b) lettre recommandée avec accusé de réception ;
- c) télécopie avec demande d'accusé de réception ;
- d) telex.

2. Sans préjudice de l'article 18, paragraphe 1, le paragraphe 1 précédent s'applique également aux communications de pièces faites par les intéressés ou les tiers à l'Autorité de surveillance AELE.

3. En cas d'envoi par télex ou télécopie, la pièce est présumée être parvenue à son destinataire le jour de son expédition.

Article 17

Fixation des délais

1. Pour fixer les délais prévus à l'article 4, paragraphe 2, à l'article 5, paragraphe 2, à l'article 11, paragraphes 1 et 2, à l'article 12, paragraphe 2 et à l'article 15, paragraphe 1, l'Autorité de surveillance AELE prend en considération le temps nécessaire à l'établissement des observations ainsi que l'urgence de l'affaire. Elle prend également en considération les jours fériés légaux dans le pays où la communication de l'Autorité de surveillance AELE doit être reçue.

2. Les délais ne tiennent pas compte du jour auquel la communication de l'Autorité de surveillance AELE est parvenue à son destinataire.

Article 18

Réception de pièces par l'Autorité de surveillance AELE

1. Sans préjudice de l'article 4, paragraphe 1, les notifications doivent parvenir ou être expédiées par lettre recommandée à l'Autorité de surveillance AELE à l'adresse indiquée dans le formulaire établi d'un commun accord par les gouvernements des Etats de l'AELE, avant l'expiration du délai légal prévu à l'article 4, paragraphe 1 de l'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89). Les indications additionnelles demandées en vue de compléter les notifications visées à l'article 4, paragraphe 2 ou à l'article 5, paragraphe 2 dudit acte doivent parvenir ou être expédiées par lettre recommandée à l'Autorité de surveillance AELE à l'adresse mentionnée avant l'expiration du délai fixé dans chaque cas d'espèce. Les observations écrites sur les communications de l'Autorité de surveillance AELE visées à l'article 11, paragraphes 1 et 2, à l'article 12, paragraphe 2 et à l'article 15, paragraphe 1 doivent parvenir à l'Autorité de surveillance AELE à l'adresse mentionnée avant l'expiration du délai fixé dans chaque cas d'espèce.

2. Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour où des pièces doivent être reçues et que ce jour n'est pas un jour ouvrable au sens de l'article 19, le délai expire à la fin du jour ouvrable suivant ainsi défini.

3. Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour où des pièces doivent être envoyées et que ce jour est dans le pays d'expédition un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai expire à la fin du jour ouvrable suivant ainsi défini.

Article 19

Définition des jours ouvrables

Les jours ouvrables au sens de l'article 6, paragraphe 3, de l'article 7, paragraphe 4, de l'article 9, paragraphe 3 ainsi que de l'article 18, paragraphe 2 sont tous les jours autres que les samedis, dimanches, jours fériés légaux figurant à l'appendice 10 du présent protocole et autres jours fériés déterminés par l'Autorité de surveillance AELE et publiés dans la section EEE du Journal officiel des Communautés européennes avant le début de chaque année.

CHAPITRE XV REGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES DANS LES
DOMAINES DU CHARBON ET DE L'ACIER

SECTION I REGLES GENERALES CONCERNANT LES ACCORDS ET
CONCENTRATIONS

Article 1

1. Les autorisations prévues à l'article 1, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE peuvent être accordées à des conditions déterminées et pour une période limitée. Dans ces cas, l'Autorité de surveillance AELE renouvelle l'autorisation une ou plusieurs fois si elle constate qu'au moment du renouvellement les conditions prévues aux alinéas a) à c) de l'article 1, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE continuent d'être remplies.

2. L'Autorité de surveillance AELE révoque l'autorisation ou en modifie les termes si elle reconnaît que, par l'effet d'un changement dans les circonstances prévues ci-dessus, ou que les conséquences effectives de cet accord ou de son application sont contraires aux conditions requises pour son application.

3. Les décisions comportant octroi, renouvellement, modification, refus ou révocation d'autorisations, ainsi que leurs motifs doivent être publiés sans que les limitations édictées par l'article 3, deuxième paragraphe, soient applicables en pareil cas.

4. L'Autorité de surveillance AELE peut obtenir, conformément aux dispositions de l'article 3, toute information nécessaire à l'application de l'article 1, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE et du présent

article, soit par demande spéciale adressée aux intéressés, soit par une décision définissant la nature des accords, décisions et pratiques qui ont à lui être communiqués.

5. L'Autorité de surveillance AELE a compétence exclusive, sous réserve des recours devant la Cour AELE, conformément à l'article 108 paragraphe 2 de l'Accord EEE et aux dispositions pertinentes du présent accord et, dans les conditions prévues à l'article 55 de l'Accord EEE ainsi que dans les protocoles 22 et 25 de cet accord, pour se prononcer sur la conformité avec l'article 1 du protocole 25 de l'Accord EEE desdits accords ou décisions.

6. L'Autorité de surveillance AELE peut prononcer contre les entreprises qui auraient conclu un accord nul de plein droit, selon l'article 1, paragraphe 3, du protocole 25 de l'Accord EEE, appliqué ou tenté d'appliquer par voie d'arbitrage, dédit, boycott, ou tout autre moyen, un accord ou une décision nuls de plein droit ou un accord dont l'approbation a été refusée ou révoquée, ou qui obtiendraient le bénéfice d'une autorisation au moyen d'informations sciemment fausses ou déformées, ou qui se livreraient à des pratiques contraires aux dispositions de l'article 1, paragraphe 1, du protocole 25 de l'Accord EEE, des amendes et des astreintes au maximum égales au double du chiffre d'affaires réalisé sur les produits ayant fait l'objet de l'accord, de la décision ou de la pratique contraire aux dispositions de l'article 1, paragraphe 1, du protocole 25 de l'Accord EEE, sans préjudice, si cet objet est de restreindre la production, le développement technique ou les investissements, d'un relèvement du maximum ainsi déterminé à concurrence de 10 % du chiffre d'affaires annuel des entreprises en cause, en ce qui concerne l'amende, et de 20 % du chiffre d'affaire journalier en ce qui concerne les astreintes.

Article 2

1. Dans son appréciation quant à savoir si les conditions prévues à l'article 2, paragraphe 2, du protocole 25 de

l'Accord EEE sont remplies, et conformément au principe de non-discrimination, l'Autorité de surveillance AELE tient compte de l'importance des entreprises de même nature existant dans le territoire couvert par l'Accord EEE, dans la mesure qu'elle estime justifiée pour éviter ou corriger les désavantages résultant d'une inégalité dans les conditions de concurrence.

2. L'Autorité de surveillance AELE peut subordonner l'autorisation à toutes conditions qu'elle estime appropriées aux fins de l'article 2, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE.

3. Avant de se prononcer sur une opération affectant des entreprises dont l'une au moins échappe à l'application de l'article 3 du protocole 25 de l'Accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE recueille les observations des gouvernement intéressés.

4. Sans préjudice de l'application de l'article 3 à l'égard des entreprises relevant de sa juridiction, l'Autorité de surveillance AELE peut obtenir des personnes physiques ou morales ayant acquis ou regroupé, ou devant acquérir ou regrouper les droits ou actifs en cause, toutes informations nécessaires à l'application de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE et du présent article sur les opérations susceptibles de produire l'effet visé au paragraphe 1 de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE.

5. Si une concentration vient à être réalisée, dont l'Autorité de surveillance AELE reconnaît qu'elle a été effectuée en infraction aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE et satisfait néanmoins aux conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE, elle subordonne l'approbation de cette concentration au versement, par les personnes ayant acquis ou regroupé les droits ou actifs en cause, de l'amende prévue au paragraphe 12, lettre b), sans que le montant puisse être inférieur à la moitié du maximum prévu à ladite lettre b) dans les cas où il apparaît

clairement que l'autorisation devait être demandée. A défaut de ce versement, l'Autorité de surveillance AELE applique les mesures prévues ci-après en ce qui concerne les concentrations reconnues illicites.

6. Si une concentration vient à être réalisée, dont l'Autorité de surveillance AELE reconnaît que ne peut satisfaire aux conditions générales ou particulières auxquelles une autorisation au titre du paragraphe 2 de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE serait subordonnée, elle constate par décision motivée le caractère illicite de cette concentration et, après avoir mis les intéressés en mesure de présenter leurs observations, ordonne la séparation des entreprises ou des actifs indûment réunis ou la cessation du contrôle commun, et toute autre action qu'elle estime appropriée pour rétablir l'exploitation indépendante des entreprises ou des actifs en cause et restaurer des conditions normales de concurrence. Toute personne directement intéressée peut former contre ces décisions un recours dans les conditions prévues aux articles 108, paragraphe 2, litt. b) de l'Accord EEE et 18 du présent accord. La Cour AELE, conformément à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE et en tenant compte des dispositions pertinentes du présent accord, a pleine compétence pour apprécier si l'opération réalisée a le caractère d'une concentration au sens du paragraphe 1 de l'article 2 du protocole 25 de l'Accord EEE ainsi qu'au sens des actes sur le charbon et l'acier tels qu'ils figurent dans l'annexe XIV de l'Accord EEE. Ce recours est suspensif, il ne peut être formé qu'une fois ordonnées les mesures ci-dessus prévues, sauf accord donné par l'Autorité de surveillance AELE à l'introduction d'un recours distinct contre la décision déclarant l'opération illicite.

7. L'Autorité de surveillance AELE peut à tout moment, et sauf application éventuelle des dispositions de l'article 41 du présent accord, prendre ou provoquer les mesures conservatoires qu'elle estime nécessaires pour sauvegarder

les intérêts des entreprises concurrentes et des tiers, et à prévenir toute action susceptible de faire obstacle à l'exécution de ses décisions. Sauf décision contraire de la Cour AELE, les recours ne suspendent pas l'application des mesures conservatoires ainsi arrêtées.

8. L'Autorité de surveillance AELE accorde aux intéressés, pour exécuter ses décisions, un délai raisonnable au-delà duquel elle peut imposer des astreintes journalières à concurrence de un pour mille de la valeur des droits ou actifs en cause.

9. En outre, à défaut par les intéressés de remplir leurs obligations, l'Autorité de surveillance AELE prend elle-même des mesures d'exécution.

10. L'Autorité de surveillance AELE est, en outre, habilitée à adresser aux Etats de l'AELE intéressés les recommandations nécessaires pour obtenir, dans le cadre des législations nationales, l'exécution des mesures prévues aux alinéas précédents.

11. Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'Autorité de surveillance AELE tient compte des droits tiers acquis de bonne foi.

12. L'Autorité de surveillance AELE peut imposer des amendes à concurrence de :

a) 3 % de la valeurs des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraies aux obligations prévues par le paragraphe 4;

b) 10 % de la valeurs des actifs acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraites

aux obligations prévues par l'article 2, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE; ce maximum étant relevé, au-delà du douzième mois qui suit la réalisation de l'opération, d'un vingt-quatrième par mois supplémentaire écoulé jusqu'à la constatation de l'infraction par l'Autorité de surveillance AELE;

c) 10 % de la valeurs des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui auraient obtenu ou tenté d'obtenir le bénéfice des dispositions prévues à l'article 2, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE au moyen d'informations fausses ou déformées;

d) 15 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, aux entreprises relevant de sa juridiction qui auraient participé ou se seraient prêtées à la réalisation d'opérations contraires aux dispositions de l'article 2, paragraphe 2, du protocole 25 de l'Accord EEE.

13. Un recours est ouvert devant la Cour AELE, dans les conditions de l'article 36 du présent accord, au profit des personnes qui sont l'objet des sanctions prévues au paragraphe 12.

Article 3

1. L'Autorité de surveillance AELE peut recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut faire procéder aux vérifications nécessaires.

2. Sans préjudice de l'article 9 du protocole 23 de l'Accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE est tenue de ne pas divulguer les informations obtenues en application des articles 55 et 58 de l'Accord EEE, de son protocole 25 et des dispositions du présent chapitre et qui, par leur

nature, sont couvertes par le secret professionnel et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leurs prix de revient. Cette obligation s'applique également aux représentants de la Commission des CE ainsi qu'à ceux des Etats membres des CE qui prennent part au Comité consultatif selon l'article 10, paragraphe 4 et à l'audition selon l'article 8, paragraphe 2 du chapitre IV.

Sous cette réserve, elle doit publier les données qui sont susceptibles d'être utiles aux gouvernements ou à tous autres intéressés.

3. L'Autorité de surveillance AELE peut prononcer à l'encontre des entreprises qui se soustrairaient aux obligations résultant pour elles des décisions prises en application des dispositions du présent article ou qui fourniraient sciemment des informations fausses, des amendes, dont le montant maximum sera de 1 % du chiffre d'affaires annuel, et des astreintes dont le montant maximum sera de 5 % du chiffre d'affaires journalier moyen par jour de retard.

4. Toute violation par l'Autorité de surveillance AELE du secret professionnel ayant causé un dommage à une entreprise pourra faire l'objet d'une action en indemnité devant la Cour AELE, dans les conditions prévues à l'article 108, paragraphe 2, de l'Accord EEE en tenant compte des dispositions pertinentes du présent accord, en particulier l'article 39.

Article 4

L'Autorité de surveillance AELE, avant de prendre une des sanctions pécuniaires ou de fixer les astreintes prévues au présent chapitre, doit mettre l'intéressé en mesure de présenter ses observations.

Article 5

Le chiffre d'affaires servant de base au calcul des amendes et des astreintes applicables aux entreprises en vertu du présent chapitre est le chiffre d'affaires afférent aux produits auxquels il est fait référence au protocole 14 de l'Accord EEE.

SECTION II**OBLIGATION DE FOURNIR LES INFORMATIONS**
(ARTICLE 2, PARAGRAPHE 4, DE LA SECTION I)

PREMIERE PARTIE

Déclarations obligatoires

Article premier

Sont soumises aux obligations d'information prévues par cette section toutes personnes physiques ou morales autres que celles qui exercent à l'intérieur du territoire couvert par l'Accord EEE une activité de production ou de distribution dans le domaine du charbon ou de l'acier, à l'exception de la vente aux consommateurs domestiques ou à l'artisanat, quand elles effectuent les opérations visées aux articles ci-après.

Article 2

Les personnes visées à l'article premier sont tenues de déclarer à l'Autorité de surveillance AELE l'acquisition de droits dans une entreprise au sens de l'article 3 du protocole 25 de l'Accord EEE, ainsi que l'acquisition du pouvoir d'exercer, en leur propre nom ou au nom de tiers, des droits dans cette entreprise, pour autant qu'elles obtiennent la possibilité d'exercer, dans les délibérations des actionnaires ou autres associés de cette entreprise, plus de 10% de l'ensemble des droits de vote, et que la valeur totale de leurs droits dépasse 100.000 écus. Dans le

calcul entrent les droits ou pouvoirs d'exercer les droits d'autrui, détenus par les intéressés antérieurement à l'opération en cause.

Article 3

L'article premier s'applique également à l'acquisition de droits dans une entreprise qui exerce le contrôle sur une entreprise au sens de l'article 3 du protocole 25 de l'Accord EEE.

Article 4

1. Sont dispensés de l'obligation de déclaration relative aux opérations visées aux articles 2 et 3, les banques ou leurs mandataires, dans la mesure où l'exercice du droit de vote est attaché:

- aux actions appartenant aux clients de ces banques ou d'autres banques; ou
- aux actions nominatives dont la banque fait valoir les droits en qualité de fidéicommissaire de ses clients.

2. L'alinéa 1 n'affecte pas:

- l'obligation des banques de fournir des informations sur ces opérations au titre de l'article 7;
- l'obligation des clients de déclarer ces opérations conformément aux articles 2 et 3 ou de fournir des informations au titre de l'article 7.

Article 5

L'Autorité de surveillance AELE peut, par autorisation spéciale et sous certaines conditions, exempter de l'obligation de déclaration obligatoire concernant les opérations mentionnées aux articles 2 et 3, les agents de

change régulièrement agréés lorsque ceux-ci n'exercent pas les droits de vote attachés aux titres qu'ils détiennent.

Article 6

La déclaration obligatoire, prévue aux articles 2 et 3, doit être faite dans le délai de quatre semaines qui suivent la date à laquelle la personne a eu connaissance de l'opération en cause.

DEUXIEME PARTIE

Demands spéciales de renseignements

Article 7

1. L'Autorité de surveillance AELE peut, sur demande spéciale, obtenir des personnes visées à l'article 1 tous renseignements nécessaires à l'application de l'article 2 de la section I et concernant:

1) l'acquisition de droits de propriété ou de jouissance d'immeubles, d'installations industrielles ou de concessions d'une entreprise si, avant l'acquisition, ces immeubles, installations ou concessions ont servi à l'exploitation de cette entreprise;

2) l'acquisition, dans une entreprise, de droits donnant le pouvoir de participer au vote dans les délibérations des actionnaires ou autres associés de cette entreprise;

3) l'acquisition de droits permettant de faire valoir en leur nom propre ou au nom de tiers les droits visés au chiffre 2, appartenant à des tiers;

- 4) l'acquisition du pouvoir de décider, en vertu d'un contrat, de la comptabilisation ou de l'affectation des bénéfices d'une entreprise;
- 5) l'acquisition du pouvoir de participer, seul ou conjointement avec d'autres, soit comme propriétaire, usufruitier, gérant ou membre des organes de direction, à la gestion d'une entreprise;
- 6) la nomination comme membre du conseil d'administration d'une entreprise.

2. Les personnes assujetties à l'obligation d'information doivent également déclarer à l'Autorité de surveillance AELE, sur sa demande, le nom et l'adresse du véritable ayant droit lorsqu'elles sont habilitées

- à faire valoir les droits visés au paragraphe 1 en qualité de fidéicommissaire d'un tiers,

- à faire valoir, en nom propre ou au nom de tiers, les droits visés au paragraphe 1 appartenant à des tiers.

SECTION III PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE POURSUITES ET
D'EXECUTION DE PEINES CONFORMEMENT AU
PROTOCOLE 25 DE L'ACCORD EEE ET AU PRESENT
CHAPITRE

Article premier

Prescription en matière de poursuites

1. Le pouvoir de l'Autorité de surveillance AELE de prononcer des amendes pour infractions aux dispositions des articles 53 et 54 de l'Accord EEE et de son protocole 25 ou

aux dispositions contenues dans le présent chapitre est soumis à un délai de prescription:

a) de trois ans en ce qui concerne les infractions aux dispositions relatives aux demandes ou déclarations des parties intéressées; à la recherche de renseignements ou à l'exécution de vérification;

b) de cinq ans en ce qui concerne les autres infractions.

2. La prescription court à compter du jour où l'infraction a été commise. Toutefois, pour les infractions continues ou répétées, la prescription ne court qu'à compter du jour où l'infraction a pris fin.

Article 2

Interruption de la prescription en matière de poursuites

1. La prescription en matière de poursuites est interrompue par tout acte de l'Autorité de surveillance AELE visant à l'instruction ou à la poursuite de l'infraction. L'interruption de la prescription prend effet le jour où l'acte est notifié à au moins une partie ayant participé à l'infraction.

Constituent notamment des actes interrompant la prescription:

a) les demandes de renseignements écrites de l'Autorité de surveillance AELE ainsi que les décisions de l'Autorité de surveillance AELE exigeant les renseignements demandés;

b) les mandats écrits de vérification délivrés à ses agents par l'Autorité de surveillance AELE ainsi que les décisions de l'Autorité de surveillance AELE ordonnant les vérifications;

c) l'engagement d'une procédure par l'Autorité de surveillance AELE;

d) l'envoi, par l'Autorité de surveillance AELE, d'une lettre mettant la partie intéressée en mesure de présenter ses observations, conformément à l'article 4 de la section I.

2. L'interruption de la prescription vaut à l'égard de toutes les parties ayant participé à l'infraction.

3. La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption. Toutefois, la prescription est acquise au plus tard le jour ou un délai égal au double du délai de prescription arrive à expiration, sans que l'Autorité de surveillance AELE ait infligé une amende: ce délai est prorogé de la période pendant laquelle la prescription est suspendue conformément à l'article 3

Article 3

Suspension de la prescription en matière de poursuites

La prescription en matière de poursuites est suspendue aussi longtemps que la décision de l'Autorité de surveillance AELE fait l'objet d'une procédure pendante devant la Cour AELE.

Article 4

Prescription en matière d'exécution

1. Le pouvoir de l'Autorité de surveillance AELE d'exécuter les décisions infligeant des amendes ou astreintes pour infractions aux dispositions de l'Accord EEE ou aux dispositions prises en vue de son application est soumis à un délai de prescription de cinq ans.
2. La prescription court à compter du jour où la décision est devenue définitive.

Article 5

Interruption de la prescription en matière d'exécution

1. La prescription en matière d'exécution est interrompue:
 - a) par notification d'une décision modifiant le montant initial de l'amende ou de l'astreinte ou rejetant une demande tendant à obtenir une telle modification;
 - b) par tout acte de l'Autorité de surveillance AELE ou d'un Etat de l'AELE, agissant à la demande de l'Autorité de surveillance AELE, visant au recouvrement forcé de l'amende ou de l'astreinte.
2. La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption.

Article 6

Suspension de la prescription en matière d'exécution

La prescription en matière d'exécution est suspendue:

- a) aussi longtemps qu'aucune facilité de paiement est accordée; ou
- b) aussi longtemps que l'exécution forcée est suspendue en vertu d'une décision de la Cour AELE.

SECTION IV POUVOIRS DES AGENTS ET MANDATAIRES DE
L'AUTORITE DE SURVEILLANCE AELE CHARGES
D'EXECUTER LES VERIFICATIONS PREVUES DANS LE
PROTOCOLE 25 DE L'ACCORD EEE ET DANS LE
PRESENT CHAPITRE

Article premier

1. Les agents et mandataires de l'Autorité de surveillance AELE chargés d'exécuter à l'égard des entreprises les vérifications prévues dans le protocole 25 et dans l'annexe XIV de l'Accord EEE ainsi que dans les dispositions du présent chapitre, en particulier l'article 3, paragraphe 1, de la section I, sont investis des pouvoirs ci-après:

- a) effectuer les contrôles des livres et autres documents professionnels et financiers nécessaires à l'accomplissement du but de la vérification, en ce compris toute documentation automatisée, quel que soit le lieu où ces livres et documents sont déposés;
- b) prendre copie, photocopie ou extrait des livres et documents professionnels et financiers, ainsi que de toute forme de données stockées par des moyens automatisés;

c) demander sur place des explications orales;

d) accéder a tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises et éventuellement des tiers auprès de qui les livres et documents professionnels et financiers ont été déposés afin d'exercer, au moment du choix des livres et documents à soumettre au contrôle, le droit de regard sur le caractère approprié et complet de ce choix.

2. Les entreprises sont tenues d'assister les agents et mandataires de l'Autorité de surveillance AELE dans l'exécution de leurs tâches.

Article 2

Les agents et mandataires de l'Autorité de surveillance AELE chargés des vérification exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit indiquant le but de la vérification. L'Autorité de surveillance AELE accorde également une autorisation aux représentants de la Commission des CE qui prendront part à l'enquête en accord avec l'article 8, paragraphe 4, du protocole 23 de l'Accord EEE.

Article 3

Sous peine des amendes et astreintes prévues à l'article 3, paragraphe 3, de la section I, les entreprises sont tenues de remplir les obligations de l'article 1 de la présente section, sans qu'une décision individuelle soit nécessaire.

CINQUIEME PARTIE REGLES TRANSITOIRES

CHAPITRE XVI REGLES TRANSITOIRES

SECTION I REGLES APPLICABLES AUX CHAPITRE II A XII ET
AU CHAPITRE XV

Article 1

Notification des accords, décisions et pratiques

1. Les accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE, existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE et en faveur desquels les intéressés désirent se prévaloir des dispositions de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, doivent être notifiés à l'Autorité de surveillance AELE, conformément à l'article 56 de l'Accord EEE, aux règles visées aux articles 1, 2 et 3 du protocole 21 et au protocole 23 de l'Accord EEE, ainsi qu'aux chapitres III, VI, VII, IX, X, XI, XII et XV, dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

2. Le paragraphe 1 n'est pas applicable si ces accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE appartiennent aux catégories visées à l'article 4, paragraphe 2, du chapitre II; ils peuvent être notifiés à l'Autorité de surveillance AELE conformément à l'article 56 de l'Accord EEE, au protocole 23 et aux règles visées aux articles 1, 2 et 3 du protocole 21 de l'Accord EEE, ainsi qu'aux chapitres III, VI, VII, IX, X, XI, XII et XV.

Article 2

**Décisions prévues à l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord
EEE**

1. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE rend une décision d'application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Accord EEE, elle indique la date à partir de laquelle sa décision prend effet. Cette date peut être antérieure au jour de la notification.
2. La seconde phrase du paragraphe 1 n'est pas applicable aux accords, décisions et pratiques concertées relevant de l'article 4, paragraphe 2, du chapitre II et de l'article 1, paragraphe 2, du présent chapitre; elle ne s'applique également pas aux accords, décisions et pratiques concertées relevant de l'article 1, paragraphe 1, qui ont été notifiés dans le délai prévu à l'article 1, paragraphe 1.

Article 3

**Dispositions particulières pour les accords, décisions et
pratiques concertées**

1. Si des accords, décisions et pratiques concertées, visés à l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE, existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE et notifiés dans les délais visés à l'article 1, paragraphe 1, du présent chapitre ne remplissent pas les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3 de l'Accord EEE, et que les entreprises ou associations d'entreprises intéressées y mettent fin ou les modifient de telle sorte qu'ils ne tombent plus sous l'interdiction édictée par l'article 53, paragraphe 1 de l'Accord EEE, ou qu'ils remplissent les conditions d'application de l'article 53, paragraphe 3 de l'Accord EEE, l'interdiction édictée par l'article 53, paragraphe 1 de l'Accord EEE ne s'applique que pour la période fixée par l'Autorité de surveillance AELE. Une décision de l'Autorité de surveillance AELE en application de la phrase précédente ne peut être opposée aux

entreprises et associations d'entreprises qui n'ont pas donné leur accord exprès à la notification.

2. Le paragraphe 1 est applicable aux accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 4, paragraphe 2, du chapitre II et existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE s'ils ont été notifiés dans un délai de six mois à compter de ladite date.

Article 4

Les demandes et notifications déposées à la Commission des CE avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE sont considérées comme régulières au regard des dispositions de cet accord qui concernent les demandes et notifications.

L'Autorité de surveillance AELE, en vertu de l'article 56 de l'Accord EEE et de l'article 10 du protocole 23 de l'Accord EEE, peut demander qu'un formulaire dûment rempli, tel que prescrit pour la mise en oeuvre de l'Accord EEE, lui soit remis dans le délai qu'elle fixe. Dans ce cas, les demandes et notifications ne sont considérées comme régulières que si les formulaires sont remis dans le délai fixé et conformément aux dispositions de l'Accord EEE ainsi qu'aux chapitres II, III, V, VII, X, XII et XV du présent protocole.

Article 5

Amendes

Les amendes prévues en cas d'infraction aux dispositions de l'article 53, paragraphe 1, de l'Accord EEE ne peuvent être infligées pour des agissements antérieurs à la notification des accords, décisions et pratiques entrant dans le champ d'application des articles 1 et 2 du présent chapitre et qui ont été notifiés dans les délais prévus par ces articles.

Article 6

Les Etats de l'AELE veillent à ce que les mesures, visant à prêter aux fonctionnaires de l'Autorité de surveillance AELE et de la Commission des CE l'assistance nécessaire pour leur permettre de procéder aux vérifications prévues en application de l'accord, soient prises dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord EEE.

Article 7

En ce qui concerne les accords, décisions et pratiques concertées existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE et qui relèvent de l'article 53, paragraphe 1 de l'Accord EEE, l'interdiction prévue audit paragraphe n'est pas applicable si ces accords, décisions et pratiques concertées sont modifiés dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE de manière à remplir les conditions d'application des exemptions par catégories prévues à l'annexe XIV de l'Accord EEE.

Article 8

En ce qui concerne les accords, décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE et qui relèvent de l'article 53, paragraphe 1 de l'Accord EEE, l'interdiction prévue audit paragraphe n'est pas applicable, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE, si ces accords, décisions et pratiques concertées sont modifiés dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE, de telle sorte qu'ils ne tombent plus sous le coup de l'interdiction prévue audit article 53, paragraphe 1.

Article 9

Les accords, décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées qui bénéficient d'une exemption individuelle accordée au titre de l'article 85, paragraphe 3 du traité instituant la Communauté économique européenne, avant l'entrée en vigueur de l'Accord EEE, continuent d'être exemptés des dispositions de l'Accord EEE jusqu'à leur date d'expiration telle que prévue dans les décisions accordant ces exemptions ou jusqu'à ce que la Commission des CE en décide autrement, si cette décision est plus antérieure.

SECTION II REGLES APPLICABLES AUX CHAPITRES XIII ET XIV

Article 10

L'acte auquel il est fait référence au point 1 de l'annexe XIV de l'Accord EEE (règlement (CEE) n° 4064/89) ainsi que le chapitre XIII ne s'appliquent pas à des opérations de concentration qui ont fait l'objet d'un accord ou d'une publication, ou qui ont été réalisées par voie d'acquisition, au sens de l'article 4 paragraphe 1 dudit acte, avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord EEE, et il ne s'applique en tout cas pas à des opérations qui ont fait l'objet d'une procédure engagée par une autorité d'un Etat de l'AELE compétente en matière de concurrence avant la date précitée.

APPENDICES

(...)

APPENDICE 7

LISTE DE CERTAINS ARRANGEMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AUX
ENTREPRISES DE TRANSPORTS AERIENS

- a) L'introduction ou l'application uniforme de normes techniques obligatoires ou recommandées pour les aéronefs, les pièces d'aéronefs, le matériel et l'équipement d'aéronefs, lorsque de telles normes sont fixées par une organisation généralement reconnue à l'échelle internationale ou par un fabricant d'aéronefs ou de matériel;
- b) l'introduction ou l'application uniforme de normes techniques pour les installations fixes servant aux aéronefs, lorsque de telles normes sont fixées par une organisation généralement reconnue à l'échelle internationale;
- c) l'échange, l'exploitation en crédit-bail, la mise en commun, ou l'entretien d'aéronefs, de pièces d'aéronefs, de matériel ou d'installations fixes à des fins d'exploitation de services aériens et l'achat en commun de pièces d'aéronefs, pour autant que de tels arrangements sont conclus sur une base non discriminatoire;
- d) l'introduction, l'exploitation et l'entretien de réseaux techniques de communications, pour autant que de tels arrangements sont conclus sur une base non discriminatoire;
- e) l'échange, la mise en commun ou la formation de personnel à des fins techniques ou opérationnelles;
- f) l'organisation et l'exécution de transports supplétifs de voyageurs, de courrier et de bagages en cas de panne ou de retard d'un aéronef, soit sous charte-

partie, soit par la fourniture d'un aéronef de remplacement en application de dispositions contractuelles;

- g) l'organisation et l'exécution de services de transports aériens successifs ou complémentaires ainsi que la fixation et l'application de prix et conditions globaux pour ces services;
- h) le groupage d'envois isolés;
- i) l'établissement ou l'application de règles uniformes concernant la structure et les conditions d'application des tarifs de transport, pour autant qu'elles ne fixent pas directement ou indirectement les prix et conditions de transport;
- j) les dispositions concernant la vente, l'endossement et l'acceptation des billets entre compagnies aériennes ("interlining") ainsi que les méthodes de remboursement ou de calcul au prorata et les systèmes comptables mis au point à de telles fins;
- k) la compensation et l'apurement des comptes entre les compagnies aériennes au moyen d'une chambre de compensation, avec tous les services annexes ou nécessaires à cet effet; la compensation et l'apurement des comptes entre les compagnies aériennes et leurs agents agréés au moyen d'un plan ou d'un système d'apurement centralisé et automatisé, avec tous les services annexes ou nécessaires à cet effet.

(...)

PROCOLE 5

SUR LE STATUT DE LA COUR AELE

Article 1

La Cour AELE, instituée par l'article 27 du présent accord, est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions de l'accord précité et du présent statut.

PARTIE I

STATUT DES JUGES

Article 2

Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, prêter serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Article 3

Dès que les juges ont prêté serment, la Cour, conformément à l'article 30 de l'accord, tire au sort les juges de la Cour dont le mandat doit expirer au terme des trois premières années de fonction.

Les juges ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative.

Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par les gouvernements des Etats de l'AELE agissant d'un commun accord, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non.

Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

En cas de doute, la Cour décide.

Article 5

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de juge prennent fin individuellement par démission.

En cas de démission d'un juge, la lettre de démission est adressée au président de la Cour pour être transmise aux gouvernements des Etats de l'AELE. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Sauf les cas où l'article 6 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Article 6

Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si, au jugement unanime des

juges en séance plénière, ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge. L'intéressé ne participe pas à ces délibérations.

Le greffier notifie la décision de la Cour aux gouvernements des Etats de l'AELE.

Article 7

Les juges dont les fonctions prennent fin avant l'expiration de leur mandat sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir.

PARTIE II

ORGANISATION

Article 8

La Cour décide à la majorité des juges présents au délibéré et dans les conditions déterminées par le règlement de procédure.

Article 9

La Cour nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

Article 10

Le greffier prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Article 11

La Cour organise la suppléance du greffier pour le cas d'empêchement de celui-ci.

Article 12

Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président.

Article 13

Les juges et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour.

Article 14

La Cour demeure en fonctions d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, compte tenu des nécessités du service.

Article 15

Les juges ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre.

Si, pour une raison spéciale, un juge estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en est fait part au président de la Cour. Au cas où le président estime qu'un juge ne doit pas, pour une raison

spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé.

En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue.

Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence, au sein de la Cour, d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour.

Article 16

Le régime linguistique de la Cour est déterminé par son règlement de procédure.

PARTIE III

PROCEDURE

Article 17

Les Etats de l'AELE, l'Autorité de surveillance AELE, la Communauté et la Commission des CE sont représentés devant la Cour par un agent nommé pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un conseil ou d'un avocat inscrit à un barreau de l'une des Parties contractantes à l'Accord EEE.

Les autres parties doivent être représentées par un avocat inscrit à un barreau de l'une des Parties contractantes à l'Accord EEE.

Les agents, conseils et avocats comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice

indépendant de leurs fonctions, dans les conditions déterminées par le règlement de procédure.

La Cour jouit, à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant elle, des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions déterminées par le règlement de procédure de la Cour.

Article 18

La procédure devant la Cour comporte deux phases: l'une écrite et l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication aux parties des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes.

Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure de la Cour.

La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur, l'audition par la Cour des agents, de conseils et avocats, ainsi que, s'il y a lieu, l'audition des témoins et experts.

Article 19

La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du signataire, l'indication de la partie contre laquelle la requête est formée, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de l'acte dont l'annulation est demandée ou de toute autre pièce pertinente. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

Article 20

Le greffier, dès qu'une affaire est introduite devant la Cour, en avise les Etats de l'AELE, l'Autorité de surveillance AELE, la Communauté et la Commission des CE. Dans un délai de deux mois, les Etats de l'AELE, l'Autorité de surveillance AELE, la Communauté et la Commission des CE ont le droit de déposer devant la Cour des mémoires et des observations écrites.

Article 21

La Cour peut demander aux parties de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirable. En cas de refus, elle prend acte.

La Cour peut également demander aux Etats de l'AELE qui ne sont pas parties au procès tous renseignements qu'elle estime nécessaires aux fins du procès.

Article 22

A tout moment, la Cour peut confier une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

Article 23

Des témoins peuvent être entendus conformément au règlement de procédure de la Cour.

Article 24

Les témoins et experts peuvent être entendus sous la foi du serment conformément au règlement de procédure de la Cour ou suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

Article 25

La Cour peut ordonner qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire de son domicile.

Cette ordonnance est adressée aux fins d'exécution à l'autorité judiciaire compétente dans les conditions fixées par le règlement de procédure de la Cour. Les pièces résultant de l'exécution de la commission rogatoire sont renvoyés à la Cour dans les mêmes conditions.

La Cour assume les frais, sous réserve de les mettre, le cas échéant, à la charge des parties.

Article 26

Chaque Etat de l'AELE regarde tout témoin défaillant ou toute violation des serments des témoins et des experts comme le délit correspondant commis devant un tribunal statuant en matière civile. Sur dénonciation de la Cour, il poursuit les auteurs de ce délit devant la juridiction nationale compétente.

Article 27

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour, d'office ou sur demande des parties, pour des motifs graves.

Article 28

Au cours des débats, la Cour peut interroger les experts, les témoins, ainsi que les parties elles-mêmes. Toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant.

Article 29

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

Article 30

Le rôle des audiences est arrêté par le président.

Article 31

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Article 32

Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent les noms des juges qui ont délibéré.

Article 33

Les arrêts sont signés par le président et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

Article 34

La Cour statue sur les dépens.

Article 35

Le président de la Cour peut statuer, selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent accord et qui sera fixée par le règlement de procédure, sur conclusions tendant soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 40 du présent accord, soit à l'application de mesures provisoires en vertu de l'article 41 du présent accord, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 110, paragraphe 4 de l'Accord EEE.

En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement de procédure.

L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour statuant au principal.

Article 36

Les Etats de l'AELE, l'Autorité de surveillance AELE, la Communauté et la Commission des CE peuvent intervenir aux litiges soumis à la Cour

Le même droit appartient à toute personne justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour, à l'exclusion des litiges entre Etats de l'AELE, ou entre Etats de l'AELE, d'une part, et l'Autorité de surveillance AELE, d'autre part.

Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions de l'une des parties.

Article 37

Lorsque la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

Article 38

Les Etats de l'AELE et toutes autres personnes physiques ou morales peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce opposition contre les arrêts rendus sans qu'ils aient été appelés, si ces arrêts préjudicient à leurs droits.

Article 39

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie justifiant d'un intérêt à cette fin ou de l'Autorité de surveillance AELE.

Article 40

La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision.

La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Article 41

Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure de la Cour.

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Article 42

Les actions contre l'Autorité de surveillance AELE en matière de responsabilité non contractuelle se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'Autorité de surveillance AELE. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant, ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

PARTIE IV

DISPOSITIONS GENERALES

Article 43

Le règlement de procédure de la Cour contient, outre les dispositions prévues par le présent statut, toutes autres dispositions nécessaires en vue de l'appliquer et de le compléter, en tant que de besoin.

Article 44

Sur proposition de la Cour, ou après l'avoir entendue, les gouvernements des Etats de l'AELE peuvent amender ce statut d'un commun accord.

PROTOCOLE 6

SUR LA CAPACITE JURIDIQUE, LES PRIVILEGES ET IMMUNITES
DE L'AUTORITE DE SURVEILLANCE AELE

PARTIE I

L'Autorité de surveillance AELE

Article 1

L'Autorité de surveillance AELE a la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et de disposer de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que d'ester en justice.

Article 2

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Autorité de surveillance AELE bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf:

- (a) dans la mesure où elle y renonce expressément dans un cas particulier;
- (b) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport appartenant à l'Autorité de

surveillance AELE ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation dans lequel un tel moyen de transport est impliqué;

(c) en cas de saisie, ordonnée par décision des autorités administratives ou judiciaires, sur les salaires et émoluments, y compris les pensions, dus par l'Autorité de surveillance AELE à un membre, un fonctionnaire ou autre agent, ou à un ancien membre, fonctionnaire ou autre agent;

(d) en cas de demande reconventionnelle directement liée à une action en justice intentée par l'Autorité de surveillance AELE.

2. Les biens de l'Autorité de surveillance AELE, quel que soit le lieu où ils se trouvent, sont exempts:

(a) de toute forme de réquisition, confiscation ou expropriation;

(b) de toute forme de séquestre, de contrainte administrative ou de mesures préalables à un jugement sauf dans les cas prévus au paragraphe précédent.

Article 3

Les archives de l'Autorité de surveillance AELE et tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables quel que soit le lieu où ils se trouvent.

Article 4

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, l'Autorité de surveillance AELE peut:

(a) détenir tous fonds ou devises et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

(b) transférer librement ses fonds ou devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque, et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu du paragraphe 1 du présent article, l'Autorité de surveillance AELE tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par tout Etat partie au présent protocole dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses intérêts.

Article 5

1. L'Autorité de surveillance AELE, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés:

(a) de tout impôt direct; toutefois, l'Autorité de surveillance AELE ne demandera pas l'exonération des impôts, taxes ou redevances qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;

(b) de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation, à l'égard des articles directement importés ou exportés par l'Autorité de surveillance AELE et destinés à son usage officiel. Les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auront été introduits, sauf à des conditions agréées par le gouvernement de cet Etat.

(c) de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

2. Lorsque des achats ou services d'un montant important, nécessaires aux activités officielles de l'Autorité de surveillance AELE, sont effectués ou utilisés par celle-ci, et que leur prix comprend des taxes ou droits, l'Etat partie au présent protocole, qui a perçu ces taxes ou droits, prend les dispositions appropriées en vue de l'exonération de ces taxes ou droits ou de leur remboursement, lorsque ces derniers peuvent être identifiés.

Article 6

1. L'Autorité de surveillance AELE bénéficie sur le territoire de chaque Etat partie au présent protocole, pour ses communications officielles, d'un traitement non moins favorable que celui accordé par le gouvernement de cet Etat aux autres organisations internationales comparables, en matière de priorités, tarifs et taxes pour les postes et télécommunications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

2. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Autorité de surveillance AELE ne pourront être censurées.

3. L'Autorité de surveillance AELE a le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

PARTIE II

Membres, fonctionnaires et autres agents
de l'Autorité de surveillance AELE

Article 7

1. Les membres, les fonctionnaires et autres agents de l'Autorité de surveillance AELE jouissent des privilèges et immunités suivants:

(a) immunité de juridiction, même après qu'ils ont cessé d'être au service de l'Autorité de surveillance AELE, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leur fonction. Cette immunité ne joue pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un membre, un fonctionnaire ou autre agent ou de dommage causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

(b) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

(c) exemption de toute obligation relative au service national, y compris le service militaire;

(d) exemption, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer, des dispositions limitant l'immigration et régissant l'immatriculation des étrangers;

(e) mêmes facilités de rapatriement pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer que celles

accordées normalement, en période de crise internationale, aux membres du personnel des organisations internationales;

(f) même traitement en matière de réglementation monétaire ou relative au contrôle des changes que celui généralement accordé aux membres du personnel des organisations internationales;

(g) exonération de tout impôt national sur les traitements et émoluments versés par l'Autorité de surveillance AELE, à l'exclusion des pensions et autres prestations analogues versées par l'Autorité de surveillance AELE. Les Etats parties au présent protocole se réservent le droit de prendre en compte lesdits traitements et émoluments pour le calcul du montant des impôts à percevoir sur les revenus émanant d'autres sources.

2. L'Autorité de surveillance AELE déterminera les catégories des fonctionnaires et autres agents auxquels s'applique le paragraphe 1 et en donnera communication aux Etats de l'AELE. Les noms des fonctionnaires et autres agents compris dans ces catégories seront régulièrement communiqués aux Etats de l'AELE.

Article 8

Outre les privilèges et immunités accordés à l'article 7 (1), les membres de l'Autorité de surveillance AELE bénéficient:

(a) de l'immunité d'arrestation et de détention, sauf en cas de flagrant délit;

(b) de l'immunité de juridiction et d'exécution civiles et administratives accordées aux agents diplomatiques, sauf en

cas de dommage causé par un véhicule leur appartenant ou conduit par eux;

(c) de l'immunité totale de juridiction pénale, sauf dans le cas d'une infraction aux règles de la circulation mettant en cause un véhicule leur appartenant ou conduit par eux, sous réserve des dispositions de l'alinéa (a).

(d) le même traitement de contrôle douanier de leurs bagages personnels que celui accordé aux agents diplomatiques.

PARTIE III

Membres des organes consultatifs et experts

Article 9

1. Les membres des organes consultatifs qui assistent l'Autorité de surveillance AELE, lorsqu'ils exercent des fonctions pour l'Autorité de surveillance AELE ou accomplissent des missions pour celle-ci, jouissent des privilèges et immunités :

(a) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un membre d'un organe consultatif ou de dommage causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

(b) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

(c) exemption de toute mesure limitant l'immigration et de toute formalité d'immatriculation des étrangers;

(d) même traitement en ce qui concerne les réglementations monétaires ou celles concernant les opérations de change, que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux experts en mission, lorsqu'ils exercent des fonctions pour l'Autorité de surveillance AELE, ainsi qu'aux représentants de la Commission des CE et des Etats membres des CE qui participent aux travaux des organes consultatifs mentionnés au paragraphe 1.

PARTIE IV

Dispositions générales

Article 10

1. L'Autorité de surveillance doit lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans porter préjudice à ses intérêts.

2. Les privilèges et immunités sont accordés aux membres, fonctionnaires et autres agents dans l'intérêt de l'Autorité de surveillance AELE et non pour leur bénéficiaire personnel. L'Autorité de surveillance AELE peut et doit lever l'immunité accordée à un membre, fonctionnaire ou autre agent dans tout cas où, à son avis, cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans porter préjudice à ses intérêts.

Article 11

Aucun Etat partie au présent protocole n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés à l'article 7 (1), (c), (d) et (e) à ses propres ressortissants ni aux résidents à titre permanent.

Article 12

Les dispositions du présent protocole ne peuvent mettre en cause le droit que possède chaque Etat partie au présent protocole de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 13

Si un Etat partie au présent protocole estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent protocole, des consultations auront lieu entre cet Etat et l'Autorité de surveillance AELE en vue de déterminer si un tel abus s'est produit, et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Un Etat qui considère qu'une personne a abusé d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent protocole peut exiger d'elle qu'elle quitte son territoire.

PROTOCOLE 7

SUR LA CAPACITE JURIDIQUE, LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE
LA COUR AELE

PARTIE I

La Cour AELE

Article 1

La Cour AELE a la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et de disposer des biens mobiliers et immobiliers, ainsi que d'ester en justice.

Article 2

1. Dans le cadre de ses activités officielles, la Cour bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf:

(a) dans la mesure où elle y renonce expressément dans un cas particulier;

(b) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport appartenant à la Cour ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation dans lequel un tel moyen de transport est impliqué;

(c) en cas de saisie, ordonnée par décision des autorités administratives ou judiciaires, sur les traitements et émoluments, y compris les pensions, dus par la Cour à un juge, au greffier, à un fonctionnaire ou autre agent, ou à un ancien juge, greffier, fonctionnaire ou autre agent;

(d) en cas de demande reconventionnelle directement liée à une action en justice intentée par la Cour.

2. Les biens de la Cour, quel que soit le lieu où ils se trouvent, sont exempts:

(a) de toute forme de réquisition, confiscation ou expropriation;

(b) de toute forme de séquestre, de contrainte administrative ou de mesures préalables à un jugement sauf dans les cas prévus au paragraphe précédent.

Article 3

Les archives de la Cour et tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables, quel que soit le lieu où ils se trouvent.

Article 4

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, la Cour peut:

(a) détenir tous fonds ou devises et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

(b) transférer librement ses fonds ou devises d'un pays dans

un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque, et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu du paragraphe 1 du présent article, la Cour tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par tout Etat partie au présent protocole dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses intérêts.

Article 5

1. La Cour, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés:

(a) de tout impôt direct; toutefois, la Cour ne demandera pas l'exonération des impôts, taxes ou redevances qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;

(b) de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation, à l'égard des articles directement importés ou exportés par la Cour et destinés à son usage officiel. Les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auront été introduits, sauf à des conditions agréées par le gouvernement de cet Etat.

(c) de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

2. Lorsque des achats ou services d'un montant important, nécessaires aux activités officielles de la Cour, sont effectués ou utilisés par celle-ci, et que leur prix comprend des taxes ou droits, l'Etat partie au présent protocole, qui

a perçu ces taxes ou droits, prend les dispositions appropriées en vue de l'exonération de ces taxes ou droits ou de leur remboursement, lorsque ces derniers peuvent être identifiés.

Article 6

1. La Cour bénéficie sur le territoire de chaque Etat partie au présent protocole, pour ses communications officielles, d'un traitement non moins favorable que celui accordé par le gouvernement de cet Etat aux autres organisations internationales comparables, en matière de priorités, tarifs et taxes pour les postes et télécommunications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

2. La correspondance officielle et les autres communications officielles de la Cour ne pourront être censurées.

3. La Cour a le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

PARTIE II

Les juges, le greffier et les autres agents de la Cour

Article 7

Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions.

La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des Etats de l'AELE, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

Article 8

1. Les juges, le greffier et les autres agents jouissent des privilèges et immunités suivants:

(a) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

(b) exemption de toute obligation relative au service national, y compris le service militaire;

(c) exemption, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer, des dispositions limitant l'immigration et régissant l'immatriculation des étrangers;

(d) mêmes facilités de rapatriement pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer que celles accordées normalement, en période de crise internationale, aux membres du personnel des organisations internationales;

(e) même traitement en matière de réglementation monétaire ou relative au contrôle des changes que celui généralement accordé aux membres du personnel des organisations internationales;

(f) exonération de tout impôt national sur les traitements et émoluments versés par la Cour, à l'exclusion des pensions et autres prestations analogues versées par la Cour. Les Etats parties au présent protocole se réservent le droit de prendre en compte lesdits traitements et émoluments pour le calcul du montant des impôts à percevoir sur les revenus émanant d'autres sources.

2. Outre les privilèges et immunités accordés au paragraphe 1 du présent article, le greffier, les fonctionnaires et les autres agents jouissent de l'immunité de juridiction, même après qu'ils ont cessé d'être au service de la Cour, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leur fonction. Cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules, commise par le greffier, un fonctionnaire ou autre agent ou de dommage causé par un autre véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui.

3. La Cour déterminera les catégories des fonctionnaires et autres agents auxquels s'appliquent les paragraphes 1 et 2 et en donnera communication aux Etats de l'AELE. Les noms des fonctionnaires et autres agents compris dans ces catégories seront régulièrement communiqués aux Etats de l'AELE.

Article 9

Outre les privilèges et immunités accordés à l'article 8 (1), les juges bénéficient:

(a) de l'immunité de juridiction et d'exécution civiles et administratives accordées aux agents diplomatiques, sauf en cas de dommage causé par un véhicule leur appartenant ou conduit par eux;

(b) le même traitement de contrôle douanier de leurs bagages personnels que celui accordé aux agents diplomatiques.

PARTIE III

Dispositions générales

Article 10

1. La Cour doit lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans porter préjudice à ses intérêts.

2. Les privilèges et immunités sont accordés au greffier, aux fonctionnaires et autres agents dans l'intérêt de la Cour et non pour leur bénéfice personnel. La Cour peut et doit lever l'immunité accordée au greffier, à un fonctionnaire ou autre agent dans tout cas où, à son avis, cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans porter préjudice à ses intérêts.

Article 11

Aucun Etat partie au présent protocole n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés à l'article 8 (1), (b), (c) et (d) à ses propres ressortissants ni aux résidents à titre permanent.

Article 12

Les dispositions du présent protocole ne peuvent mettre en cause le droit que possède chaque Etat partie au présent

protocole de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 13

Si un Etat partie au présent protocole estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent protocole, des consultations auront lieu entre cet Etat et la Cour en vue de déterminer si un tel abus s'est produit, et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Un Etat qui considère qu'une personne a abusé d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent protocole peut exiger d'elle qu'elle quitte son territoire.

ANNEXE I

**LISTE PREVUE PAR L'ARTICLE 24, SECOND PARAGRAPHE, DE
L'ACCORD ENTRE LES ETATS DE L'AELE RELATIF A L'INSTITUTION
D'UNE AUTORITE DE SURVEILLANCE ET D'UNE COUR DE JUSTICE ¹**Notification préalable des projets d'aide d'Etat et autres
règles de procédure

1. C/252/80/p. 2: La notification des aides accordées par les Etats à la Commission conformément à l'article 93 (3) du traité CEE; le manquement des Etats membres à leurs obligations (JO no C 252 du 30.9.1980, p. 2)
2. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (81) 12740 du 2 octobre 1981
3. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (89) D/5521 du 27 avril 1989
4. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (87) D/5540 du 30 avril 1989: procédure suivant l'article 93 (2) du traité CEE - limites de temps.
5. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (90) D/28091 du 11 octobre 1990: aides d'Etat - cas d'aides à l'égard desquels la Commission n'a pas soulevé d'objections.
6. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (91) D/4577 du 4 mars 1991: communication aux Etats membres concernant les modalités de notification des projets d'aides et les modalités de procédure au sujet des aides mises en vigueur en violation des règles de l'article 93 (3) du traité CEE.

¹ Conformément aux articles 5 (2) (b) et 24 du présent accord, l'Autorité de surveillance AELE, lors de l'entrée en vigueur du présent accord, est tenue d'adopter les actes correspondant à ceux mentionnés dans la présente annexe. L'Autorité de surveillance AELE agit conformément aux dispositions du présent accord pour amender ces actes ou adopter d'autres actes dans ce domaine.

Evaluation des aides d'importance mineure

7. C/40/90/p. 2: notification de régimes d'aides d'importance mineure (JO no C 40 du 20.2.1990, p. 2)

Prises de participations des autorités publiques

8. Application des articles 92 et 93 du traité CEE aux prises de participations des autorités publiques (Bulletin CE 9-1984)

Aides accordées illégalement

9. C/318/83/ p. 3: Communication de la Commission concernant les aides accordées illégalement (JO no C 318 du 24.11.1983, p. 3)

Garanties d'Etat

10. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (89) D/4328 du 5 avril 1989

Industrie du textile et de la confection

12. Communication de la Commission aux Etats membres sur l'encadrement communautaire des aides à l'industrie textile (SEC (71) 363 final - juillet 1971)
13. Lettre de la Commission aux Etats membres SG(77) D/1190 du 4 février 1977 et annexe (Doc. SEC (77) 317 du 25.1.1977) : Examen de la situation actuelle concernant en matière d'aides à l'industrie du textile/de la confection

Industrie des fibres synthétiques

14. C/173/89/p. 5: Communication de la Commission concernant les aides à l'industrie communautaire des fibres synthétiques (JO no C 173 du 8.7.1989, p. 5)

Industrie automobile

15. C/123/89/p. 3 : Encadrement communautaire des aides d'Etat dans le secteur de l'automobile (JO no C 123 du 18.5.1989, p. 3)
16. C/81/91/p. 4 : Encadrement communautaire des aides d'Etat dans le secteur de l'automobile (JO no C 81 du 26.3.1991, p. 4)

Encadrements des régimes généraux d'aides à finalité régionale

17. 471 Y 1104: Résolution du Conseil du 20 octobre 1971, concernant les régimes généraux d'aides à finalité régionale (JO no C 111 du 4.11.1971, p. 1)
18. C/111/71/p. 7: Communication de la Commission au Conseil concernant les régimes généraux d'aides à finalité régionale (JO no C 111 du 4.11.1971, p. 7)
19. Communication de la Commission au Conseil sur les régimes généraux d'aides à finalité régionale (COM (75) 77, final)
20. C/31/79/p. 9: Communication de la Commission, du 21 décembre 1978, sur les régimes d'aides à finalité régionale (JO no C 31 du 3.2.1979, p. 9)
21. C/212/88/p. 2: Communication de la Commission sur la méthode pour l'application de l'article 92 (3) (a) et (c) aux aides régionales (JO no C 212 du 12.8.1988, p. 2)
22. C/10/90/p. 8: Communication de la Commission sur la révision de la Communication du 21 décembre 1978 (JO no C 10 du 16.1.1990, p. 8)
23. C/163/90/p. 5: Communication de la Commission sur la méthode pour l'application de l'article 92 (3) (c) aux aides régionales (JO no C 163 du 4.7.1990, p. 5)
24. C/163/90/p. 6: Communication de la Commission sur la méthode pour l'application de l'article 92 (3) (a) aux aides régionales (JO No C 163, 4.7.1990, p.6)

Encadrement communautaire des aides d'Etat dans le domaine de l'environnement

25. Lettre de la Commission aux Etats membres S/74/30.807 du 7 novembre 1974
26. Lettre de la Commission aux Etats membres SG(80) D/8287 du 7 juillet 1980
27. Communication de la Commission aux Etats membres (annexe à la lettre du 7 juillet 1980)
28. Lettre de la Commission aux Etats membres SG (87) D/3795 du 29 mars 1987

Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche et au développement

29. C/83/86/p. 2: Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche-développement (JO no C 83 du 11.4.1986, p. 2)

30. Lettre de la Commission aux Etats membres SG(90)
D/01620 du 5 février 1990

Règles applicables aux régimes généraux d'aides

31. Lettre de la Commission aux Etats membres SG(79)
D/10478 du 14 septembre 1979
32. Contrôle des aides de sauvetage et d'accompagnement
(Huitième rapport sur la politique de concurrence,
point 228)

Règles applicables au cumul d'aides à finalités différentes

33. C/3/85/p. 3: Communication de la Commission sur le
cumul des aides à finalités différentes (JO no C 3 du
5.1.1985, p. 3)

Aides à l'emploi

34. Seizième rapport sur la politique de concurrence, point
253
35. XXème rapport sur la politique de concurrence, point
280

Contrôle des aides à l'industrie sidérurgique

36. C/320/88/p. 3: Encadrement de certains secteurs
sidérurgiques hors CECA (JO no C 320 du 13.12.1988, p.
3)

ANNEXE II

LISTE PREVUE A L'ARTICLE 25, SECOND PARAGRAPHE, DE
L'ACCORD ENTRE LES ETATS DE L'AELE RELATIF A L'INSTITUTION
D'UNE AUTORITE DE SURVEILLANCE ET D'UNE COUR DE JUSTICE ¹Contrôle des opérations de concentration

1. C/203/90/p. 5: Communication de la Commission relative aux restrictions accessoires aux opérations de concentration (JO no C 203 du 14.8.1990, p. 5)
2. C/203/90/p. 10: Communication de la Commission concernant les opérations de concentration et de coopération au titre du règlement du Conseil (CEE) no 4064/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises (JO no C 203 du 14.8.1990, p. 10)

Accords de distribution exclusive

3. C/101/84/p. 2: Communication de la Commission relative aux règlements (CEE) no 1983/83 et (CEE) no 1984/83 de la Commission, du 22 juin 1983, concernant l'application de l'article 85 (3) du traité à des catégories respectivement d'accords de distribution exclusive et d'accords d'achat exclusif (JO no C 101 du 13.4.1984, p. 2)
4. C/17/85/p. 4: Communication de la Commission concernant son règlement (CEE) no 123/85 du 12 décembre 1984, relatif à l'application de l'article 85 (3) du traité à des catégories d'accords de distribution et de service de vente et d'après-vente de véhicules automobiles (JO no C 17 du 18.1.1985, p. 4)

¹ Conformément aux articles 5 (2) (b) et 25 du présent accord, l'Autorité de surveillance AELE, lors de l'entrée en vigueur du présent accord, est tenue d'adopter les actes correspondant à ceux mentionnés dans la présente annexe. L'Autorité de surveillance AELE agit conformément aux dispositions du présent accord pour amender ces actes ou adopter d'autres actes dans ce domaine.

Divers

5. 362 X 1224 (01): Communication de la Commission relative aux contrats de représentation exclusive conclus avec des représentants de commerce (JO no 139 du 24.12.1962, p. 2921)
6. C/75/68/p. 3: Communication de la Commission relative aux accords, décisions et pratiques concertées concernant la coopération entre entreprises (JO no C 75 du 29.7.1968, p.3), rectifiée au JO no C 84 du 28.8.1968, p.14
7. C/111/72/p. 13: Avis de la Commission relatif à l'importation dans la Communauté de produits japonais tombant sous l'application du traité de Rome (JO no C 111 du 21.10.1972, p. 13)
8. C/1/79/p. 2: Communication de la Commission du 18 décembre 1978 concernant l'appréciation des contrats de sous-traitance au regard des dispositions de l'article 85 (1) du traité instituant la Communauté économique européenne (JO no C 1 du 3.1.1979, p. 2)
9. C/231/86/p. 2: Communication de la Commission, du 3 septembre 1986, concernant les accords d'importance mineure qui ne sont pas visés par les dispositions de l'article 85 (1) du traité instituant la Communauté économique européenne (JO no C 231 du 12.9.1986, p. 2)
10. C/233/91/p. 2: Lignes directrices concernant l'application des règles de concurrence de la Communauté au secteur des télécommunications (JO no C 233 du 6.9.1991, p. 2)

DES NEGOCIATIONS CONCERNANT UN ACCORD ENTRE LES ETATS DE
L'AELE RELATIF A L'INSTITUTION D'UNE AUTORITE DE
SURVEILLANCE ET D'UNE COUR DE JUSTICE

Les Etats de l'AELE sont convenus que:

Ad protocole 4, article 10, paragraphe 1 du chapitre II; article 16, paragraphe 2 du chapitre VI; article 15 paragraphe 2 du chapitre IX; article 8, paragraphe 2 du chapitre XI et article 19, paragraphe 2 du chapitre XIII

la transmission des informations aux autorités compétentes des Etats de l'AELE concerne toutes les demandes et les notifications reçues par l'Autorité de surveillance AELE, y compris celles communiquées par les opérateurs économiques en raison d'une représentation erronée des règles matérielles ou des règles contenues à l'article 56 de l'Accord EEE.

Ad protocole 4, article 14, paragraphe 2 du chapitre II; article 21, paragraphe 2 du chapitre VI; article 18, paragraphe 2 du chapitre IX et article 13 paragraphe 2 du chapitre XIII

l'autorisation accordée par l'Autorité de surveillance AELE aux représentants de la Commission des CE est uniquement de nature déclarative.

Ad protocole 6, article 7, paragraphe 1 et protocole 7, article 8, paragraphe 1

les accords sur le siège central prévoient que les membres, les fonctionnaires et autres agents de l'Autorité de surveillance AELE, ainsi que les juges, le greffier, les fonctionnaires et autres agents de la Cour jouissent du droit d'importer en franchise leurs effets personnels et leur mobilier, y compris un véhicule à moteur réservé à leur usage personnel, à l'occasion de leur prise de fonctions sur le territoire d'un Etat partie au présent protocole, ainsi que le droit de les exporter en franchise lors de la cessation de leurs fonctions, sous réserve des conditions prévues par les règles et règlements de l'Etat en question partie à ce protocole,

les biens importés qui sont exonérés conformément aux dispositions du présent paragraphe ne peuvent être vendus, loués ou prêtés, à titre onéreux ou gratuit, qu'aux conditions fixées par les Etats parties à ce protocole ayant accordé les exonérations,

ils s'efforceraient d'atteindre le même résultat avec les accords de siège conclus avec d'autres parties, selon le cas.

FAIT à Oporto le 2 mai 1992

en un seul exemplaire faisant foi, en langue anglaise, qui sera déposé auprès du gouvernement de la Suède. Le dépositaire en transmettra copie certifiée conforme à tous les Etats signataires et adhérents au présent accord.

AVTAL MELLAN EFTA-STATERNA OM UPPRÄTTANDE AV EN ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET OCH EN DOMSTOL

REPUBLIKEN FINLAND, REPUBLIKEN ISLAND, FURSTENDÖMET LIECHTENSTEIN, KONUNGARIKET NORGE, SCHWEIZISKA EDSFÖRBUNDET, KONUNGARIKET SVERIGE OCH REPUBLIKEN ÖSTERRIKE,

SOM BEAKTAR EES-avtalet,

SOM BEAKTAR att EFTA-staterna, i enlighet med artikel 108.1 i EES-avtalet, skall upprätta en oberoende övervakningsmyndighet (EFTA:s övervakningsmyndighet) samt skapa förfaranden liknande dem som finns inom gemenskapen, liksom förfaranden för att säkerställa att skyldigheterna enligt EES-avtalet uppfylls och för att kontrollera lagenligheten av åtgärder av EFTA:s övervakningsmyndighet på konkurrensområdet,

SOM VIDARE BEAKTAR att EFTA-staterna i enlighet med artikel 108.2 i EES-avtalet skall upprätta en domstol för EFTA-staterna,

SOM ERINRAR om målsättningen för de avtalslutande parterna i EES-avtalet att, med full hänsyn till domstolarnas oberoende ställning, nå och upprätthålla en enhetlig tolkning och tillämpning av EES-avtalet samt de bestämmelser i gemenskapslagstiftningen som i sak återges i det avtalet samt att nå lika behandling av enskilda och företag vad avser de fyra friheterna och konkurrensvillkoren,

SOM UPPREPAR att EFTA:s övervakningsmyndighet och Europeiska gemenskapernas kommission skall samarbeta, utbyta information och samråda i frågor om övervakningspolicy och i enskilda ärenden,

SOM BEAKTAR att ingresserna till rättsakter som antagits med tillämpning av fördragen om upprättande av Europeiska ekonomiska gemenskapen och om Europeiska kol- och stålgemenskapen, i den mån som dessa rättsakter motsvarar bestämmelserna i protokollen 1–4 och bestämmelserna i de rättsakter som motsvarar dem som är uppräknade i bilagorna I och II till detta avtal, skall vara relevanta i den utsträckning som är nödvändig för en riktig tolkning och tillämpning av bestämmelserna i dessa protokoll och bilagor,

EFTERSOM, vid tillämpning av protokollen 1–4 till detta avtal, vederbörlig hänsyn skall tas till rättspraxis och administrativ sedvänja inom Europeiska gemenskapernas kommission från tiden före detta avtals ikraftträdande,

HAR BESLUTAT att ingå följande avtal.

Artikel 1

I detta avtal avses med

- a) "EES-avtalet" huvuddelen av EES-avtalet, dess protokoll och bilagor samt de rättsakter som det hänvisas till i dessa,
- b) "EFTA-stat" den avtalsslutande part som är medlem av Europeiska frihandelsammanslutningen samt part i EES-avtalet och i förevarande avtal.

Artikel 2

EFTA-staterna skall vidta alla lämpliga åtgärder, både allmänna och särskilda, för att säkerställa att de skyldigheter som följer av detta avtal fullgörs.

De skall avstå från varje åtgärd som kan äventyra att avtalets mål uppnås.

Artikel 3

1. Utan att föregripa en framtida utveckling av rättspraxis skall bestämmelserna i protokollen 1–4 och bestämmelserna i de rättsakter som motsvarar dem som är uppräknade i bilagorna I och II till detta avtal, i den mån de i sak är identiska med motsvarande bestämmelser i Fördraget om upprättande av Europeiska ekonomiska gemenskapen och i Fördraget om upprättande av Europeiska kol- och stål gemenskapen samt med rättsakter som antagits med tillämpning av dessa två fördrag, vid genomförande och tillämpning tolkas i enlighet med relevanta avgöranden av Europeiska gemenskapernas domstol, vilka meddelats före dagen för undertecknandet av detta avtal.

2. Vid tolkning och tillämpning av EES-avtalet och förevarande avtal skall EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-domstolen ta vederbörlig hänsyn till de principer som fastställts genom relevanta avgöranden av Europeiska gemenskapernas domstol, som meddelats efter dagen för undertecknandet av EES-avtalet och som avser tolkningen av det avtalet eller av sådana bestämmelser i Fördraget om upprättande av Europeiska ekonomiska gemenskapen och i Fördraget om upprättande av Europeiska kol- och stål gemenskapen som i sak är identiska med bestämmelserna i EES-avtalet eller bestämmelserna i protokollen 1–4 och bestämmelserna i de rättsakter som motsvarar dem som finns förtecknade i bilagorna I och II till förevarande avtal.

EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET

Artikel 4

En oberoende övervakningsmyndighet för EFTA-staterna, EFTA:s övervakningsmyndighet, upprättas härmed.

Artikel 5

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i enlighet med bestämmelserna i detta avtal och i EES-avtalet och i syfte att säkerställa att EES-avtalet fungerar väl,

- a) säkerställa att EFTA-staterna uppfyller sina skyldigheter enligt EES-avtalet och förevarande avtal,
- b) säkerställa att EES-avtalets konkurrensregler tillämpas,
- c) övervaka att EES-avtalet tillämpas av de övriga avtalslutande parterna i nämnda avtal.

2. I detta syfte skall EFTA:s övervakningsmyndighet

- a) fatta beslut och vidta andra åtgärder i de fall som avses i detta avtal och i EES-avtalet,
- b) avfatta rekommendationer, avge yttranden och utfärda meddelanden eller riktlinjer i frågor som behandlas i EES-avtalet, om det avtalet eller förevarande avtal uttryckligen föreskriver det eller om EFTA:s övervakningsmyndighet anser det nödvändigt,
- c) genomföra samarbete, informationsutbyte och samråd med Europeiska gemenskapernas kommission i enlighet med bestämmelserna i detta avtal och i EES-avtalet,
- d) fullgöra de uppgifter som, med tillämpning av protokoll I till EES-avtalet, följer av de rättsakter som det hänvisas till i bilagorna till det avtalet, enligt vad som närmare anges i protokoll I till förevarande avtal.

Artikel 6

I enlighet med bestämmelserna i detta avtal och i EES-avtalet för EFTA:s övervakningsmyndighet, när den utför de uppgifter som ålagts den, begära in all nödvändig information från EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter samt från företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 7

EFTA:s övervakningsmyndighet skall bestå av sju medlemmar, som skall utses på grundval av sin allmänna duglighet och vilkas oberoende inte kan ifrågasättas.

Endast medborgare i EFTA-staterna får vara medlemmar av EFTA:s övervakningsmyndighet.

Medlemmarna av EFTA:s övervakningsmyndighet skall vara helt oberoende när de fullgör sina skyldigheter. Vid fullgörandet av dessa skyldigheter skall de inte vare sig begära eller ta emot instruktioner från någon regering eller något annat organ. De skall avhålla sig från varje handling som är oförenlig med deras skyldigheter. Varje EFTA-stat förbinder sig att respektera denna princip och att inte söka påverka övervakningsmyndighetens medlemmar när de fullgör sina uppgifter.

Medlemmarna av EFTA:s övervakningsmyndighet får inte under sin ämbetsperiod utöva någon annan avlönad eller oavlönad yrkesverksamhet.

De skall när de tillträder avge en högtidlig försäkran att såväl under som efter sin ämbetsperiod respektera de förpliktelser som följer med ämbetet, särskilt skyldigheten att iaktta redbarhet och omdöme vid mottagande av vissa uppdrag eller förmåner efter ämbetsperioden. Om dessa förpliktelser åsidosätts får EFTA-domstolen, på begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet, allt efter omständigheterna besluta antingen att den berörda medlemmen skall avsättas från ämbetet eller berövas rätten till pension eller andra förmåner i dess ställe.

Artikel 9

Medlemmarna av EFTA:s övervakningsmyndighet skall utses av EFTA-staternas regeringar i samförstånd.

Deras mandatperiod är fyra år. Mandatet kan förnyas.

Artikel 10

Frånsett vid normala nytillsättningar och vid dödsfall, skall ämbetet för en medlem i EFTA:s övervakningsmyndighet upphöra när medlemmen begär sitt entledigande eller avsätts. För den avgående medlemmens återstående mandatperiod skall en ersättare utses.

Artikel 11

Om en medlem av EFTA:s övervakningsmyndighet inte längre uppfyller de krav som ställs för att han skall kunna fullgöra sina uppgifter eller om han gjort sig skyldig till en allvarlig försummelse, får EFTA-domstolen på begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet avsätta honom.

Artikel 12

Ordföranden i EFTA:s övervakningsmyndighet skall utses bland dess medlemmar för en period av två år i samförstånd mellan EFTA-staternas regeringar.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall själv anta sin arbetsordning.

Artikel 14

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utse tjänstemän och andra anställda, så att den kan fungera.

EFTA:s övervakningsmyndighet får konsultera experter eller besluta att tillsätta sådana kommittéer och andra organ som den anser vara nödvändiga för att bistå den med att fullgöra sina uppgifter.

När de fullgör sina skyldigheter, får tjänstemän och andra anställda i EFTA:s övervakningsmyndighet varken begära eller ta emot instruktioner från någon regering eller någon organisation utanför EFTA:s övervakningsmyndighet.

Medlemmar av EFTA:s övervakningsmyndighet, tjänstemän och övriga anställda samt ledamöter i kommittéer skall, även efter det att deras uppdrag upphört, vara förpliktade att inte lämna ut upplysningar som omfattas av tystnadsplikt, särskilt uppgifter om företag, deras affärsförbindelser eller deras kostnadsförhållanden.

Artikel 15

EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta beslut med majoriteten av sina medlemmar. Vid lika röstetal har ordföranden utslagsröst.

I arbetsordningen skall fastställas när beslutsförhet föreligger.

Artikel 16

Beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet skall ange vilka skäl de grundas på.

Artikel 17

Om inte annat anges i detta avtal eller i EES-avtalet, skall beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet delges dem som de riktar sig till och bli gällande efter en sådan delgivning.

Artikel 18

Beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöras i enlighet med bestämmelserna i detta avtal och i EES-avtalet.

Artikel 19

Beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet som medför betalningsskyldighet för andra än stater skall vara verkställbara i enlighet med artikel 110 i EES-avtalet.

Enskilda personer och företag skall ha rätt att kommunicera med EFTA:s övervakningsmyndighet på något av EFTA-staternas och Europeiska gemenskapernas alla officiella språk vad gäller anmälningar, ansökningar och klagomål. Detta skall även gälla alla stadier av ett förfarande, vare sig detta inletts genom anmälan, ansökan eller klagomål eller på eget initiativ av EFTA:s övervakningsmyndighet.

Artikel 21

EFTA:s övervakningsmyndighet skall varje år offentliggöra en allmän rapport om sin verksamhet.

DEL III

EFTA-STATERNAS FULLGÖRANDE AV SINA SKYLDIGHETER ENLIGT EES-AVTALET OCH FÖREVARANDE AVTAL

Artikel 22

För att säkerställa en riktig tillämpning av EES-avtalet skall EFTA:s övervakningsmyndighet övervaka hur EFTA-staterna tillämpar bestämmelserna i EES-avtalet och i förevarande avtal.

Artikel 23

EFTA:s övervakningsmyndighet skall, i enlighet med artiklarna 22 och 37 i detta avtal samt artiklarna 65.1 och 109 i, och bilaga XVI, till EES-avtalet och med förbehåll för bestämmelserna i protokoll 2 till förevarande avtal, säkerställa att bestämmelserna om upphandling i EES-avtalet tillämpas av EFTA-staterna.

Artikel 24

EFTA:s övervakningsmyndighet skall, i enlighet med artiklarna 49, 61–64 och 109 i, samt protokollen 14, 26, 27, bilagorna XIII, avsnitt I.iv och XV till EES-avtalet och med förbehåll för bestämmelserna i protokoll 3 till förevarande avtal, förverkliga bestämmelserna om statsstöd i EES-avtalet samt säkerställa att dessa bestämmelser tillämpas av EFTA-staterna.

Med tillämpning av artikel 5.2 b skall EFTA:s övervakningsmyndighet, sedan detta avtal har trätt i kraft, i synnerhet anta rättsakter som motsvarar dem som är uppräknade i bilaga I.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i enlighet med artiklarna 53–60 och 109 i, samt protokollen 21–25 och bilaga XIV till, EES-avtalet och med förbehåll för bestämmelserna i protokoll 4 till förevarande avtal, förverkliga bestämmelserna i EES-avtalet om genomförandet av konkurrensregler tillämpliga på företag samt säkerställa att dessa bestämmelser tillämpas.

Med tillämpning av artikel 5.2 b skall EFTA:s övervakningsmyndighet, sedan detta avtal har trätt i kraft, i synnerhet anta rättsakter som motsvarar dem som är uppräknade i bilaga II.

Artikel 26

Bestämmelser om samarbete, informationsutbyte och samråd mellan EFTA:s övervakningsmyndighet och Europeiska gemenskapernas kommission om tillämpningen av EES-avtalet finns i artikel 109 samt i artiklarna 58 och 62.2 i, och protokollen 1, 23, 24 och 27 till EES-avtalet.

DEL IV

EFTA-DOMSTOLEN

Artikel 27

En domstol för EFTA-staterna, nedan kallad EFTA-domstolen, upprättas härmed. Den skall fullgöra de uppgifter som följer av bestämmelserna i detta avtal och i EES-avtalet.

Artikel 28

Domstolen skall bestå av sju domare.

Artikel 29

EFTA-domstolen skall sammanträda i plenum. Domstolens beslut skall vara giltiga endast om ett ojämnt antal av dess ledamöter är närvarande. Domstolens beslut skall vara giltiga om fem ledamöter är närvarande. På domstolens begäran får EFTA-staternas regeringar i samförstånd bemyndiga domstolen att inrätta avdelningar.

Artikel 30

Domarna skall utses bland personer vilkas oavhängighet inte kan ifrågasättas och som uppfyller nödvändiga villkor för utnämning till de högsta domarämbetena i hemlandet eller är jurister med allmänt erkända kvalifikationer. De skall utses för sex år av EFTA-staternas regeringar i samförstånd.

En partiell nytillsättning av domarna skall äga rum vart tredje år. Den skall gälla omväxlande tre och fyra domare. De tre domare som skall ersättas efter de första tre åren skall utses genom lottning.

Avgående domare kan utnämnas på nytt.

Domarna skall bland sig välja domstolens ordförande för en tid av tre år. Han kan återväljas.

Artikel 31

Om EFTA:s övervakningsmyndighet anser att en EFTA-stat har underlåtit att uppfylla en skyldighet enligt EES-avtalet eller förevarande avtal, skall den, om inte annat föreskrivs i förevarande avtal, avge ett motiverat yttrande i ärendet efter att ha givit den berörda staten möjlighet att inkomma med sina synpunkter.

Om den berörda staten inte rättar sig efter yttrandet inom den tid som angivits av EFTA:s övervakningsmyndighet, får denna föra ärendet vidare till EFTA-domstolen.

Artikel 32

EFTA-domstolen skall vara behörig att avgöra tvister mellan två eller flera EFTA-stater angående tolkningen eller tillämpningen av EES-avtalet, avtalet om en ständig kommitté för EFTA-staterna eller förevarande avtal.

Artikel 33

De berörda EFTA-staterna skall vidta nödvändiga åtgärder för att efterkomma EFTA-domstolens domar.

Artikel 34

EFTA-domstolen skall vara behörig att avge rådgivande yttranden angående tolkningen av EES-avtalet.

När en sådan fråga väcks vid en domstol i en EFTA-stat, får den domstolen, om den anser att det är nödvändigt för att döma i saken, begära att EFTA-domstolen avger ett sådant yttrande.

I sin interna lagstiftning kan en EFTA-stat begränsa rätten att begära ett sådant rådgivande yttrande till domstolar mot vilkas avgöranden det inte finns något rättsmedel enligt nationell lagstiftning.

Artikel 35

EFTA-domstolen skall ha obegränsad behörighet i fråga om påföljder som ålagts av EFTA:s övervakningsmyndighet.

EFTA-domstolen skall vara behörig att pröva en EFTA-stats talan mot ett beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet rörande bristande behörighet, åsidosättande av väsentliga formföreskrifter, åsidosättande av detta avtal, av EES-avtalet eller av någon bestämmelse som gäller dessas tillämpning eller rörande maktmissbruk.

Varje fysisk eller juridisk person får på samma villkor föra talan vid EFTA-domstolen mot ett beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet som är riktat till honom eller mot ett beslut riktat till en annan person, om detta direkt och personligen berör honom.

Talan som avses i denna artikel skall anhängiggöras inom två månader från dagen då åtgärden offentliggjorts eller delgivits klaganden eller, om så inte skett, från den dag då denne fick kännedom om åtgärden, allt efter omständigheterna.

Om talan är välgrundad, skall beslutet av EFTA:s övervakningsmyndighet förklaras ogiltigt.

Artikel 37

Om EFTA:s övervakningsmyndighet, i strid med detta avtal eller bestämmelserna i EES-avtalet, underlåter att vidta åtgärder, får en EFTA-stat anhängiggöra talan vid EFTA-domstolen för att få överträdelsen fastslagen.

En sådan talan skall endast tas upp om EFTA:s övervakningsmyndighet dessförinnan anmodats att vidta åtgärder. Om myndigheten inom två månader efter denna anmodan inte tagit ställning, får talan anhängiggöras inom en ytterligare frist av två månader.

Varje fysisk eller juridisk person får på de villkor som slagits fast i föregående stycken föra talan vid EFTA-domstolen över att EFTA:s övervakningsmyndighet har underlåtit att rikta ett beslut till personen i fråga.

Artikel 38

Om ett beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet har förklarats ogiltigt, eller om det har fastställts att EFTA:s övervakningsmyndighet i strid med detta avtal eller bestämmelserna i EES-avtalet underlåtit att vidta åtgärder, skall EFTA:s övervakningsmyndighet vidta de åtgärder som är nödvändiga för att följa domen.

Denna skyldighet skall inte påverka någon skyldighet som kan följa av tillämpningen av artikel 46 andra stycket.

Artikel 39

Om inte annat föreskrivs i protokoll 7 till detta avtal, skall EFTA-domstolen vara behörig i mål mot EFTA:s övervakningsmyndighet avseende ersättning för skada i enlighet med bestämmelserna i artikel 46 andra stycket.

Talan som förs vid EFTA-domstolen skall inte hindra verkställighet. EFTA-domstolen får dock, om den anser att omständigheterna så kräver, förordna om uppskov med verkställigheten av den påtalade åtgärden.

Artikel 41

I ärenden som anhängiggjorts vid EFTA-domstolen får denna föreskriva nödvändiga interimistiska åtgärder.

DEL V

ALLMÄNNA BESTÄMMELSER OCH SLUTBESTÄMMELSER

Artikel 42

Protokollen och bilagorna till detta avtal skall utgöra en integrerad del av avtalet.

Artikel 43

1. EFTA-domstolens stadga finns i protokoll 5 till detta avtal.
2. EFTA-domstolen skall anta sina procedurregler, som skall godkännas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd.

Artikel 44

1. Den rättskapacitet, de privilegier och den immunitet som skall erkännas och beviljas av EFTA-staterna vad gäller EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-domstolen är angivna i protokollen 6 och 7 till detta avtal.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-domstolen får med regeringen i den stat på vars territorium de har sitt säte ingå ett avtal avseende de privilegier och den immunitet som skall erkännas och beviljas i samband härmed.

Artikel 45

EFTA:s övervakningsmyndighets och EFTA-domstolens säte skall fastställas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd.

Artikel 46

EFTA:s övervakningsmyndighets kontraktsmässiga ansvar skall regleras av den lag som är tillämplig på avtalet i fråga.

När det är fråga om icke kontraktsmässigt ansvar, skall EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med allmänna rättsprinciper ersätta varje skada som den eller dess anställda har förorsakat under fullgörande av sina uppgifter.

Artikel 47

EFTA-staternas regeringar skall, på förslag av EFTA:s övervakningsmyndighet och efter samråd med en kommitté bestående av de parlamentsledamöter från EFTA-staterna som är ledamöter i EES gemensamma parlamentariskommitté, årligen före den 1 januari i samförstånd upprätta en budget för det nästkommande året samt fördela dessa utgifter mellan EFTA-staterna.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall höras innan ett beslut fattas som på något sätt medför ändring i dess budgetförslag.

Artikel 48

EFTA-staternas regeringar skall, på förslag av EFTA-domstolen, årligen före den 1 januari gemensamt upprätta en budget för EFTA-domstolen för det nästkommande året samt fördela dessa utgifter mellan sig.

Artikel 49

EFTA-staternas regeringar får, om inte annat föreskrivs i detta avtal, på förslag av eller efter att ha hört EFTA:s övervakningsmyndighet, i samförstånd ändra huvudavtalet och protokollen 1–4 samt 6 och 7. En sådan ändring skall underställas EFTA-staterna för godtagande och träda i kraft under förutsättning att den godkänts av alla EFTA-stater. Godtagandeinstrumenten skall deponeras hos Sveriges regering, som skall anmäla detta till alla andra EFTA-stater.

Artikel 50

1. Varje EFTA-stat som frånträder EES-avtalet skall upphöra att vara part i detta avtal samma dag som frånträdan blir gällande.
2. Varje EFTA-stat som ansluter sig till Europeiska gemenskapen skall upphöra att vara part i detta avtal samma dag som anslutningen blir gällande.
3. Regeringarna i de återstående EFTA-staterna skall i samförstånd besluta om de nödvändiga ändringar som skall göras i detta avtal.

Artikel 51

Varje EFTA-stat som ansluter sig till EES-avtalet skall ansluta sig till förevarande avtal på de villkor och betingelser som får fastställas av

EFTA-staterna i samförstånd. Anslutningsinstrumentet skall deponeras hos Sveriges regering, som skall anmäla detta till övriga EFTA-stater.

Artikel 52

EFTA-staterna skall underrätta EFTA:s övervakningsmyndighet om de åtgärder som vidtagits för att genomföra detta avtal.

Artikel 53

1. Detta avtal, som upprättats i ett enda original på engelska språket, skall ratificeras av de avtalsslutande parterna i enlighet med deras respektive konstitutionella bestämmelser.

Innan detta avtal träder i kraft skall det också upprättas och autentifieras på finska, franska, isländska, italienska, norska, svenska och tyska språken.

2. Detta avtal skall deponeras hos Sveriges regering, som skall överlämna en bestyrkt kopia till varje EFTA-stat.

Ratifikationsinstrumenten skall deponeras hos Sveriges regering som skall anmäla detta till alla övriga EFTA-stater.

3. Detta avtal träder i kraft den 1 januari 1993 om EES-avtalet träder i kraft den dagen och under förutsättning att ratifikationsinstrumenten för förevarande avtal har deponerats av alla EFTA-stater.

Om EES-avtalet inte träder i kraft den dagen, träder förevarande avtal i kraft den dag då EES-avtalet träder i kraft eller när alla ratifikationsinstrument för förevarande avtal har deponerats av alla EFTA-stater, beroende på vilken dag som inträffar senast.

TILL BEVIS HÄR PÅ har undertecknade befullmäktigade undertecknat detta avtal.

SOM SKEDDE i Oporto, Portugal, den andra maj nittonhundranittiofva.

PROTOKOLL 1

OM EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHETS UPPGIFTER OCH BEFOGENHETER SOM MED TILLÄMPNING AV PROTOKOLL 1 TILL EES-AVTALET FÖLJER AV DE RÄTTSAKTER SOM DET HÄNVISAS TILL I BILAGORNA TILL DET AVTALET

SOM BEAKTAR EES-avtalet och särskilt protokoll 1 till detta,

SOM BEAKTAR att punkterna 4 d och 5 i protokoll 1 till EES-avtalet innehåller hänvisningar till EFTA:s övervakningsmyndighet och till Ständiga kommittén,

SOM VIDARE BEAKTAR att det i punkt 4 d i protokoll 1 till EES-avtalet hänvisas till förfaranden som fastställts mellan EFTA-staterna,

EFTERSOM det för en riktig tillämpning av de rättsakter som det hänvisas till i bilagorna till EES-avtalet är nödvändigt att bland EFTA-staterna fastställa de uppgifter som motsvarar EG-kommissionens uppgifter, som genom tillämpning av protokoll 1 till EES-avtalet skall fullgöras antingen av EFTA:s övervakningsmyndighet eller Ständiga kommittén, samt att fastställa vilka förfaranden som skall tillämpas mellan EFTA-staterna för detta ändamål.

Artikel 1

1. När de rättsakter som det hänvisas till i bilagorna till EES-avtalet innehåller bestämmelser om förfaranden enligt vilka EG-kommissionen

- a) underrättar en medlemsstat om huruvida en förebyggande åtgärd eller skyddsåtgärd som vidtagits av en medlemsstat var befogad,
- b) skall höras av en medlemsstat innan ett undantag eller en avvikelse från en bestämmelse i en rättsakt beviljas eller genomförs av staten i fråga,
- c) kan, innan ett undantag eller en avvikelse från en bestämmelse i en rättsakt beviljas eller genomförs av en medlemsstat, ge sitt samtycke eller bemyndiga staten att göra detta, samt vid behov närmar ange på vilka villkor som tillståndet beviljas eller fastställa detaljerade regler rörande dess tillämpning,
- d) skall vid behov samråda med de berörda medlemsstaterna eller deras behöriga myndigheter i syfte att bilägga meningsskiljaktigheter och tvister samt, i förekommande fall, föreslå lämpliga lösningar,
- e) på det veterinära och fytosanitära området
 - kan göra eller föranstalta om utvärderingar, undersökningar och kontroller på platsen,
 - kan ge godkännanden eller liknande, eller avge rekommendationer avseende planering, program, vaccinationer i nödsituationer, högriskområden, m. m.,
 - skall göra förteckningar, såsom förteckningar över experter,

godkända områden, godkända gårdar osv., och i förekommande fall vidarebefordra dem till medlemsstaterna,

- f) på det veterinära området
 - får vidta lämpliga åtgärder i samband med tvister,
- g) på området tekniska föreskrifter, standarder, provning och certifiering – skall underrätta medlemsstaterna om nationella tekniska föreskrifter, som antas överensstämma med de väsentliga säkerhetskraven och, i förekommande fall, inleda förfaranden när den anser att ett sådant antagande om överensstämmelse måste återkallas,
- h) på livsmedelsområdet
 - kan besluta om huruvida vissa villkor är uppfyllda,
- i) på energiområdet
 - skall genomföra de förfaranden som föreskrivs i gemenskapsrätten,
- j) på området för offentlig upphandling
 - kan begära information från medlemsstaterna eller deras behöriga myndigheter och/eller skall fastställa arten av den tilläggsstatistik som behövs,
 - kan upprätta förteckningar över de kategorier av verksamheter eller tjänster som den anser omfattas av ett undantag,
 - skall fastställa villkoren för meddelanden från upphandlande enheter om resultaten av ett anbudsförfarande,

skall dessa och liknande uppgifter för EFTA-staterna utföras av EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med de förfaranden som anges i de rättsakter som det hänvisas till.

2. Om EG-kommissionen skulle åläggas andra liknande uppgifter, skall motsvarande uppgifter också fullgöras av EFTA:s övervakningsmyndighet.

Artikel 2

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall ta emot information som en EFTA-stat eller en behörig myndighet i enlighet med EES-reglerna skall lämna den samt vidarebefordra informationen till EG-kommissionen.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall vidare ta emot motsvarande information från EG-kommissionen för spridning till EFTA-staterna eller deras behöriga myndigheter.

Artikel 3

När EG-kommissionen, enligt en rättsakt som det hänvisas till i bilagorna till EES-avtalet och som innehåller de förfaranden som beskrivs i artikel 1, skall lämna ett utkast till ett beslut om åtgärd som skall vidtas, till, eller på annat sätt samråda med, en EG-kommitté, skall EFTA:s övervakningsmyndighet, i enlighet med motsvarande förfaranden som skall fastställas

av Ständiga kommittén, samråda med en eventuell motsvarande kommitté, som upprättas eller utses i enlighet med avtalet om en ständig kommitté för EFTA-staterna.

Artikel 4

EFTA:s övervakningsmyndighet skall, om inte annat överenskomms med EG-kommissionen, samtidigt med EG-kommissionen på lämpligt sätt upprätta rapporter, utvärderingar eller liknande med avseende på EFTA-staterna i de ärenden som med tillämpning av punkt 5 i protokoll 1 till EES-avtalet följer av de rättsakter som det hänvisas till i bilagorna till det avtalet och som inte direkt har samband med Ständiga kommitténs uppgifter enligt protokoll 1 till avtalet om en ständig kommitté för EFTA-staterna. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samråda och utbyta synpunkter med EG-kommissionen när deras respektive rapporter upprättas, av vilka kopior skall sändas till Gemensamma EES-kommittén.

PROTOKOLL 2

OM DE UPPGIFTER OCH BEFOGENHETER SOM EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET HAR PÅ UPPHANDLINGSOMRÅDET

Artikel 1

1. Utan att det påverkar tillämpningen av artikel 31 i detta avtal kan EFTA:s övervakningsmyndighet inleda det förfarande som förevarande artikel föreskriver när den, innan ett avtal har träffats, anser att en klar och konkret överträdelse av bestämmelserna i EES-avtalet på upphandlingsområdet har ägt rum i samband med ett upphandlingsförfarande inom tillämpningsområdet för de rättsakter som det hänvisas till i punkterna 2 och 3 i bilaga XVI i EES-avtalet.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall underrätta EFTA-staten och den upphandlande enheten som berörs om skälen till varför man anser att en klar och konkret överträdelse ägt rum och begära att rättelse sker.

3. Inom 21 dagar efter mottagande av underrättelsen enligt punkt 2 skall den berörda EFTA-staten till EFTA:s övervakningsmyndighet översända:

- a) dess bekräftelse på att överträdelsen rättats, eller
- b) en motiverad inlaga om varför ingen rättelse har skett, eller
- c) ett meddelande om att upphandlingsförfarandet har ställts in tills vidare antingen av den upphandlande enheten på eget initiativ eller med stöd av de befogenheter som anges i artikel 2.1.a i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 5 i bilaga XVI till EES-avtalet.

4. Den motiverade inlagen enligt punkt 3.b i denna artikel kan bland annat grundas på det faktum att den påstådda överträdelsen redan är föremål för rättsligt förfarande eller annan granskning eller översyn enligt artikel 2.8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 5 i bilaga XVI i EES-avtalet. I så fall skall EFTA-staten informera EFTA:s övervakningsmyndighet om resultaten av dessa förfaranden så snart de blir kända.

5. När meddelande har lämnats att ett upphandlingsförfarande har ställts in tills vidare enligt punkt 3.c i denna artikel skall EFTA-staten anmäla till EFTA:s övervakningsmyndighet när upphandlingen återupptagits eller annat upphandlingsförfarande inletts avseende samma ärende i dess helhet eller del därav. Denna anmälan skall bekräfta att den påstådda överträdelsen har rättats eller innefatta en motiverad inlaga om varför rättelse inte skett.

Artikel 2

1. Senast den 1 januari 1996 skall EFTA:s övervakningsmyndighet tillsammans med en rådgivande kommitté, sammansatt av representanter från EFTA-staterna, granska det sätt varpå bestämmelserna i detta protokoll samt bestämmelserna i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 5 i bilaga XVI i EES-avtalet har genomförts och, om så anses nödvändigt, komma med förslag till ändringar. Till ordförande i denna kommitté skall utses en representant från EFTA:s övervakningsmyndighet.

Ordföranden sammankallar kommittén på eget initiativ eller på begäran av en av dess ledamöter.

2. Senast den 1 mars varje år skall EFTA-staterna till EFTA:s övervakningsmyndighet översända information om granskningsförfaranden som förekommit på det nationella planet under föregående kalenderår. Vad denna information skall innehålla fastställs av EFTA:s övervakningsmyndighet i samråd med rådgivande kommittén.

PROTOKOLL 3

OM DE UPPGIFTER OCH BEFOGENHETER SOM EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET HAR PÅ STATSSTÖDSOMRÅDET

Artikel 1

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i samarbete med EFTA-staterna fortlöpande granska alla stödprogram som förekommer i dessa stater. Den skall till EFTA-staterna lämna förslag till lämpliga åtgärder som krävs med hänsyn till den fortlöpande utvecklingen eller EES-avtalets funktion.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha gett berörda parter tillfälle att yttra sig, finner att stöd som lämnas av en EFTA-stat eller med medel från en EFTA-stat inte är förenligt med EES-avtalet enligt vad som

anges i artikel 61 i EES-avtalet, eller att sådant stöd missbrukas, skall den besluta om att EFTA-staten i fråga skall upphäva eller ändra dessa stödåtgärder inom den tidsfrist som övervakningsmyndigheten fastställer.

Om EFTA-staten i fråga inte rättar sig efter detta beslut inom föreskriven tid får EFTA:s övervakningsmyndighet eller andra berörda EFTA-stater, med avvikelse från artiklarna 31 och 32 i detta avtal, hänskjuta ärendet direkt till EFTA-domstolen.

På ansökan av en EFTA-stat kan EFTA-staterna i samförstånd besluta att stöd som denna stat lämnar eller avser att lämna skall anses vara förenligt med EES-avtalet, med avvikelse från bestämmelserna i artikel 61 i EES-avtalet, om ett sådant beslut är motiverat på grund av exceptionella omständigheter. Om EFTA:s övervakningsmyndighet beträffande stödet i fråga redan inlett det förfarande som anges i denna punkts första stycke, skall den i de fall staten i fråga har lämnat in en ansökan till EFTA-staterna skjuta upp detta förfarande tills EFTA-staterna i samförstånd har tillkännagivit sin inställning till ansökan.

Om EFTA-staterna inte har tillkännagivit sin inställning till nämnda ansökan inom tre månader efter det att den inlämnats, skall EFTA:s övervakningsmyndighet fatta beslut i ärendet.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet skall underrättas i så god tid, att den kan yttra sig, om alla planer på att vidta eller ändra stödåtgärder. Om den anser att någon sådan plan inte är förenlig med EES-avtalet enligt vad som anges i artikel 61 i EES-avtalet, skall den utan dröjsmål inleda det förfarande som anges i punkt 2. Staten i fråga får inte genomföra åtgärden förrän detta förfarande lett till ett slutgiltigt beslut.

Artikel 2

1. En rådgivande kommitté skall bistå EFTA:s övervakningsmyndighet vid granskningen av stöd som lämnats för transporter på järnväg, landsväg och inre vattenvägar. Kommittén skall som ordförande ha en representant från EFTA:s övervakningsmyndighet och skall bestå av representanter utnämnda av varje enskild EFTA-stat. Kallelse till kommitténs sammanträden skall skickas ut minst tio dagar i förväg och innehålla en detaljerad dagordning. Denna tid kan dock i brådskande fall förkortas.

2. Kommittén får granska och lämna synpunkter på samtliga frågor som rör tillämpningen av bestämmelserna i EES-avtalet beträffande stöd inom transportsektorn.

3. Kommittén skall hållas underrättad om arten och omfattningen av det stöd som lämnats till transportföretag och, i allmänhet, om alla relevanta detaljer om sådant stöd, så snart detta anmälts till EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med bestämmelserna i bilaga XIII, avsnitt I.iv, i EES-avtalet som reglerar stödåtgärder inom transportsektorn.

OM DE UPPGIFTER OCH BEFOGENHETER SOM
EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET HAR PÅ
KONKURRENSOMRÅDET

Innehållsförteckning med hänvisningar till motsvarande EG-rättsakter eller bestämmelser i EES-avtalet

DEL I ALLMÄNNA REGLER

- Kapitel I Inledning
- Kapitel II Allmänna procedurregler för tillämpning av artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet (jfr förordning nr 17/62)
- Kapitel III Form, innehåll och övriga enskildheter beträffande ansökningar och anmälningar (jfr förordning nr 27/62)
- Kapitel IV Förhör enligt artikel 19.1 och 2 i kapitel II (jfr förordning nr 99/63)
- Kapitel V Preskription av möjligheten att ålägga ekonomiska påföljder enligt transport- och konkurrensreglerna i kapitel II–IV och VI–XIV och att verkställa sådana påföljder (jfr förordning nr 2988/74)

DEL II TRANSPORT

- Kapitel VI Tillämpning av konkurrensregler på transporter på järnväg, landsväg och inre vattendrag (jfr förordning nr 1017/68, artikel 6 och artikel 10–31)
- Kapitel VII Form, innehåll och övriga enskildheter beträffande klagomål enligt artikel 10, ansökningar enligt artikel 12 och anmälningar enligt artikel 14.1 i kapitel VI (jfr förordning nr 1629/69)
- Kapitel VIII Förhör enligt artikel 26.1 i kapitel VI (jfr förordning nr 1630/69)
- Kapitel IX Regler för tillämpning av artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet på sjöfarten (jfr förordning nr 4056/86, avsnitt II)
- Kapitel X Anmälningsskyldighet, form, innehåll och övriga enskildheter beträffande klagomål, ansökningar och förhör enligt kapitel IX (jfr förordning nr 4260/88)

- Kapitel XI Proceduren för tillämpning av konkurrensreglerna på företag inom luftfartssektorn (jfr förordning nr 3975/87)
- Kapitel XII Form, innehåll och övriga enskildheter beträffande klagomål, ansökningar och förhör enligt kapitel XI, som fastställer proceduren för tillämpning av konkurrensreglerna på företag inom luftfartssektorn (jfr förordning nr 4261/88)

DEL III KONTROLL AV KONCENTRATIONER

- Kapitel XIII Regler för kontroll av företagskoncentrationer (jfr förordning nr 4064/89, artikel 6–25)
- Kapitel XIV Närmare bestämmelser om anmälningar, tidsfrister och förhör beträffande företagskoncentrationer (jfr förordning nr 2367/90)

DEL IV KOL OCH STÅL

- Kapitel XV Bestämmelser tillämpliga på företag på kol- och stålområdet
- Avsnitt I Allmänna bestämmelser om avtal och koncentrationer (jmf. artikel 65.2, styckena 3–5, punkt 3, punkt 4, stycke 2, och punkt 5, artikel 66.2, styckena 2–4, och punkt 4–6 samt artikel 47, 36.1 och 82 i CECA-fördraget).
- Avsnitt II Uppgiftsskyldighet (artikel 2.4 i avsnitt I) (jmf. beslut nr 26/54)
- Avsnitt III Preskription av möjligheten att ålägga ekonomiska påföljder enligt protokoll 25 till EES-avtalet och detta kapitel och att verkställa sådana påföljder (jfr beslut nr 715/78)
- Avsnitt IV Befogenheter för EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän och befullmäktigade företrädare som har till uppgift att genomföra kontroller enligt bestämmelserna i protokoll 25 till EES-avtalet och i detta kapitel (jfr beslut nr 379/84)

- Kapitel XVI Övergångsbestämmelser
- Avsnitt I Bestämmelser som är tillämpliga på kapitel II–XII och XV (jfr artikel 5 ff i protokoll 21 till EES-avtalet)
- Avsnitt II Bestämmelser som är tillämpliga på kapitel XIII och XIV (jfr artikel 25.2 i förordning nr 4064/89)

TILLÄGG

- Tillägg 1 Formulär som avses i artikel 4.1 och 4 i kapitel III
- Tillägg 2 Förteckning över helgdagar som avses i artikel 11.3 i kapitel IV, artikel 11.3 i kapitel VIII, artikel 15.3 i kapitel X och artikel 14.3 i kapitel XII
- Tillägg 3 Formulär som avses i artikel 1.1 i kapitel VII
- Tillägg 4 Formulär som avses i artikel 3.1 i kapitel VII
- Tillägg 5 Formulär som avses i artikel 3.2 i kapitel VII
- Tillägg 6 Formulär som avses i artikel 4.1 i kapitel VII
- Tillägg 7 Förteckning över vissa tekniska avtal inom luftfartssektorn som avses i artikel 2 i kapitel XI
- Tillägg 8 Formulär som avses i artikel 3.1 i kapitel XII
- Tillägg 9 Formulär som avses i artikel 2.1 i kapitel XIV
- Tillägg 10 Förteckning över helgdagar som avses i artikel 19 i kapitel XIV

DEL I ALLMÄNNA REGLER

KAPITEL I INLEDNING

Artikel 1

Detta protokoll innehåller bestämmelser för genomförandet av EES-avtalets konkurrensregler som är tillämpliga på företag, särskilt beträffande genomförandet av protokollen 21 – 25 till det avtalet.

Artikel 2

1. Om inte annat anges, är kapitel II–V, XIII och XIV tillämpliga på samtliga områden som omfattas av EES-avtalet.
2. Kapitlen II–IV skall inte tillämpas på avtal, beslut eller samordnade förfaranden på transportområdet som har till syfte eller resultat att fastställa transportpriser och transportvillkor, begränsa eller kontrollera transportutbudet eller dela upp transportmarknader. De skall inte heller tillämpas på missbruk av en dominerande ställning, som avses i artikel 54 i EES-avtalet, på transportmarknaden. Sådana fall omfattas av kapitlen VI–XII.
3. Kapitlen II–V, XIII och XIV skall inte tillämpas på sådana fall som omfattas av kapitel XV enligt de förutsättningar som anges där.

Artikel 3

Kapitel XVI innehåller de övergångsbestämmelser som skall tillämpas beträffande kapitlen II–XV.

Artikel 4

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med artikel 49 i detta avtal till EFTA-staternas regeringar lämna förslag till ändringar i detta protokoll med bilagor.

KAPITEL II ALLMÄNNA PROCEDURREGLER FÖR TILLÄMPNING AV ARTIKLARNAS 53 OCH 54 I EES-AVTALET

Artikel 1

Principbestämmelse

Om inte annat följer av bestämmelserna i artikel 6 i detta kapitel och artikel 3 i kapitel XVI, är sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet samt sådant missbruk av en dominerande ställning på marknaden som avses i artikel 54 i EES-avtalet förbjudna utan att det krävs föregående beslut om detta.

Artikel 2

Icke-ingripandebesked

EFTA:s övervakningsmyndighet kan efter ansökan av berörda företag eller företagssammanslutningar fastslå att det på grundval av de omständigheter som har kommit till dess kännedom inte finns anledning för den att ingripa med stöd av artikel 53.1 eller artikel 54 i EES-avtalet mot ett avtal, beslut eller förfarande.

Artikel 3

Åläggande att upphöra med överträdelser

1. Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet, efter ansökan eller på eget initiativ, en överträdelse av bestämmelserna i artikel 53 eller artikel 54 i EES-avtalet, kan den ålägga de berörda företagen eller företagssammanslutningarna att upphöra med överträdelsen.

2. Rätt att framställa ansökan om detta har

- a) EFTA-stater,
- b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.

3. Om inte annat följer av andra bestämmelser i detta protokoll kan EFTA:s övervakningsmyndighet, innan den fattar beslut enligt punkt 1, rikta rekommendationer till de berörda företagen eller företagssammanslutningarna för att få dem att upphöra med överträdelsen.

Artikel 4

Anmälan av nya avtal, beslut och förfaranden

1. Sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet, som har tillkommit efter det att EES-avtalet har trätt i kraft och beträffande vilka parterna önskar åberopa bestämmelserna i artikel 53.3 i EES-avtalet skall anmälas till EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med artikel 56 i EES-avtalet, de regler som anges i artikel 1 – 3 i protokoll 21 och i protokoll 23 till EES-avtalet samt i kapitlen III, VI, VII, IX, X, XI, XII och XV. Så länge en sådan anmälan inte har gjorts, kan beslut om tillämpning av artikel 53.3 inte fattas.

2. Punkt 1 gäller inte avtal, beslut och samordnade förfaranden om

- a) endast företag från en och samma EG-medlemsstat eller EFTA-stat är parter och avtalen, besluten eller förfarandena inte berör import eller export mellan avtalsslutande parter i EES-avtalet,
- b) högst två företag är parter och avtalen endast innebär
 - i) att ena partens frihet att bestämma priser eller affärsvillkor begränsas vid återförsäljning av varor som denne förvärvat av den andra parten, eller

- ii) att den som förvärvar eller utnyttjar rättigheter som åtnjuter industriellt rättsskydd — särskilt patent, bruksmönster, mönster eller varumärken — eller den som enligt avtal om överlåtelse eller upplåtelse har rätt att använda en tillverkningsmetod eller kunskaper om användning och tillämpning av industriella processer åläggs begränsningar i utnyttjandet av dessa rättigheter,
- c) de endast syftar till
 - i) utarbetande eller enhetlig tillämpning av standarder eller typer, eller
 - ii) gemensam forskning eller utveckling, eller
 - iii) specialisering beträffande tillverkningen av produkter, inklusive de avtal som är nödvändiga för att genomföra denna
 - om de produkter som är föremål för specialisering inte inom en väsentlig del av det territorium som omfattas av detta avtal svarar för mer än 15 % av affärsvolymen för identiska produkter eller produkter som med hänsyn till sina egenskaper, sitt pris och sin användning av konsumenterna uppfattas som likartade, och
 - om de berörda företagens sammanlagda årsomsättning inte överstiger 200 milj. ecu.

Dessa avtal, beslut och samordnade förfaranden kan anmälas till EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med artikel 56 i EES-avtalet, de regler som anges i artikel 1–3 i protokoll 21 och i protokoll 23 till EES-avtalet samt i kapitlen III, VI, VII, IX, X, XI, XII och XV.

Artikel 5

Anmälan av gällande avtal, beslut och förfaranden

(Se artikel 1 i kapitel XVI)

Artikel 6

Beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet skall den ange den dag då beslutet träder i kraft. Denna dag skall inte sättas tidigare än dagen för anmälan.

2. Andra meningen i punkt 1 gäller inte sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 4.2 i detta kapitel och artikel 1.2 i kapitel XVI och inte heller sådana som avses i artikel 1.1 i kapitel XVI och som har anmälts inom den tidsfrist som anges där.

Artikel 7

Särskilda bestämmelser om befintliga avtal, beslut och förfaranden

(Se artikel 3 i kapitel XVI)

Giltighetstid för och återkallande av beslut enligt artikel 53.3

1. Beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet ges för en bestämd period och kan förenas med villkor och ålägganden.
2. Beslut kan på ansökan förnyas, om villkoren i artikel 53.3 i EES-avtalet fortfarande är uppfyllda.
3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan återkalla eller ändra sitt beslut eller förbjuda parterna att vidta vissa åtgärder
 - a) om de faktiska förhållanden som låg till grund för beslutet ändras i något väsentligt avseende,
 - b) om parterna åsidosätter ett åläggande som har förenats med beslutet,
 - c) om beslutet grundar sig på oriktiga uppgifter eller har utverkats på ett bedrägligt sätt, eller
 - d) om parterna missbrukar undantag från bestämmelsen i artikel 53.1 i EES-avtalet som har beviljats dem genom beslutet.

I fall enligt b, c och d kan beslutet återkallas med retroaktiv verkan.

Artikel 9

Behörighet

1. Med förbehåll för EFTA-domstolens prövning av beslutet enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och tillämpliga bestämmelser i förevarande avtal är EFTA:s övervakningsmyndighet ensam behörig att i enlighet med de villkor som anges i artikel 56 i EES-avtalet förklara med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet att bestämmelserna i artikel 53.1 inte är tillämpliga.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet är behörig att tillämpa artiklarna 53.1 och 54 i EES-avtalet, även om de tidsfrister för anmälan som anges i artiklarna 1.1 och 3.2 i kapitel XVI inte har löpt ut.
3. Så länge EFTA:s övervakningsmyndighet inte har inlett ett förfarande enligt artiklarna 2, 3 eller 6, är myndigheterna i de berörda EFTA-staterna alltjämt behöriga att tillämpa artiklarna 53.1 och 54, även om de tidsfrister för anmälan som anges i artiklarna 1.1 och 3.2 i kapitel XVI inte har löpt ut.

Artikel 10

Samverkan med EFTA-staternas myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av ansökningar och anmälningar samt även av de viktigaste handlingarna som tillställs EFTA:s övervakningsmyndighet för att överträdelse av artikel 53 eller 54 i EES-avtalet skall kunna konstateras eller för att negativttest eller beslut om

tillämpning av artikel 53.3 skall kunna erhållas.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar, klagomål och uppgifter om inledande av förfaranden på eget initiativ som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artiklarna 2 och 10 i protokoll 23 till EES-avtalet.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av handlingar som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artikel 7 i protokoll 23 till EES-avtalet.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall vidta åtgärder enligt punkt 1, första stycket, i nära och ständig samverkan med EFTA-staternas behöriga myndigheter, som har rätt att framföra sina synpunkter på dessa åtgärder.

3. Samråd skall ske med en Rådgivande kommitté för kartell- och monopolfrågor före beslut som följer på åtgärder enligt punkt 1 samt beslut om att förnya, ändra eller återkalla beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet.

Samråd skall ske med Rådgivande kommittén innan ett sådant förslag som avses i artikel 22 läggs fram.

4. Rådgivande kommittén skall vara sammansatt av tjänstemän som är sakkunniga i kartell- och monopolfrågor. Varje EFTA-stat skall utse en tjänsteman som representant, som vid förhinder kan ersättas av en annan tjänsteman.

EG-kommissionen och EG-medlemsstaterna skall ha rätt att närvara vid Rådgivande kommitténs sammanträden och att framföra sina synpunkter där. Deras representanter skall dock inte ha rösträtt.

5. Samrådet skall äga rum vid ett gemensamt sammanträde som sammankallas av EFTA:s övervakningsmyndighet och som hålls tidigast 14 dagar efter det att kallelse har skett. Till kallelsen skall fogas en redogörelse för varje ärende som skall behandlas, med uppgift om de viktigaste handlingarna samt ett preliminärt utkast till beslut.

Med hänsyn till det deltagande som avses i punkt 4, andra stycket, skall EG-kommissionen erhålla en inbjudan till sammanträdet samt den information som avses i artikel 6 i protokoll 23 till EES-avtalet.

6. Rådgivande kommittén kan avge ett yttrande även om en del ledamöter eller deras ersättare inte är närvarande. En redogörelse för resultatet av överläggningarna skall bifogas utkastet till beslut. Redogörelsen skall inte offentliggöras.

Artikel 11

Begäran om upplysningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får EFTA:s övervakningsmyndighet inhämta alla

nödvändiga upplysningar hos EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter samt hos företag och företagssammanslutningar.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet riktar en begäran om upplysningar till ett företag eller en företagssammanslutning, skall den samtidigt sända en kopia av denna begäran till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

3. I sin begäran skall EFTA:s övervakningsmyndighet ange den rättsliga grunden för och syftet med begäran samt de påföljder som avses i artikel 15.1 b om oriktiga uppgifter lämnas.

4. Skyldiga att lämna de begärda upplysningarna är företagens ägare eller deras företrädare och, när det gäller juridiska personer och bolag, eller sammanslutningar som inte är juridiska personer, de som är utsedda att företräda dessa enligt lag eller stadgar.

5. Om ett företag eller en företagssammanslutning inte lämnar de begärda upplysningarna inom den tidsfrist som har fastställts av EFTA:s övervakningsmyndighet eller lämnar ofullständiga uppgifter, skall EFTA:s övervakningsmyndighet begära upplysningarna genom beslut. I beslutet skall anges vilka upplysningar som begärs, fastställas en lämplig tidsfrist inom vilken upplysningarna skall lämnas och anges de påföljder som avses i artiklarna 15.1 b och 16.1 c samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

6. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samtidigt sända en kopia av sitt beslut till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

Artikel 12

Utredning av branscher

1. Om inom en bransch utvecklingen av handeln, prisrörelser, prisstelheter eller andra omständigheter tyder på att konkurrensen inom det territorium som omfattas av EES-avtalet är begränsad eller snedvriden i branschen i fråga, kan EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med bestämmelserna i protokoll 23 till EES-avtalet besluta att företa en allmän utredning och i samband därmed begära att företagen i denna bransch lämnar de upplysningar som är nödvändiga för att förverkliga de principer som är uppställda i artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet och för att fullgöra de uppgifter som har anförtrotts EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan särskilt begära att alla företag och företagsgrupper inom den berörda branschen informerar den om samtliga avtal, beslut och samordnade förfaranden som i enlighet med artikel 4.2 i detta kapitel och artikel 1.2 i kapitel XVI är undantagna från anmälningskyldighet.

3. När EFTA:s övervakningsmyndighet företar utredningar enligt punkt 2, skall den även begära att företag eller företagsgrupper, vars storlek tyder på att de har en dominerande ställning på det territorium som omfattas av EES-avtalet eller på en väsentlig del av det, lämnar de uppgifter om företagets struktur och beteende som är nödvändiga för att bedöma deras ställning mot bakgrund av bestämmelserna i artikel 54 i EES-avtalet.

4. Artiklarna 10.3–6, 11, 13 och 14 äger motsvarande tillämpning.

Artikel 13

Undersökningar genomförda av EFTA-staternas myndigheter

1. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet skall EFTA-staternas behöriga myndigheter genomföra de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet anser påkallade enligt artikel 14.1 eller som den har beslutat om enligt artikel 14.3. De tjänstemän hos EFTA-staternas behöriga myndigheter som har till uppgift att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt utfärdad av den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras. Fullmakten skall ange föremålet för och syftet med undersökningen.

2. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet eller den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän biträda myndighetens tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

Artikel 14

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenheter vid undersökningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får den genomföra alla nödvändiga undersökningar hos företag och företagssammanslutningar inom en EFTA-stats territorium. För detta ändamål har de av EFTA:s övervakningsmyndighet be- myndigade tjänstemännen befogenhet

- a) att granska böcker och andra affärshandlingar,
- b) att göra kopior av eller utdrag ur böcker och affärshandlingar,
- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,
- d) att få tillträde till företagets samtliga lokaler, markområden och transportmedel.

2. De tjänstemän som av EFTA:s övervakningsmyndighet har fått i uppdrag att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av skriftlig fullmakt, som anger föremålet för och syftet med undersökningen samt de påföljder som avses i artikel 15.1 c för det fall att begärda böcker eller andra affärshandlingar inte framläggs på ett fullstän-

digt sätt. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid före undersökningen underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om undersökningssuppdraget samt om de bemyndigade tjänstemännens identitet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall också utfärda sådant bemyndigande för de representanter för EG-kommissionen som skall delta i undersökningen enligt artikel 8.4 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Företag och företagssammanslutningar är skyldiga att underkasta sig de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om. I beslutet skall anges föremålet för och syftet med undersökningen, fastställas när den skall börja och anges de påföljder som avses i artiklarna 15.1 c och 16.1 d samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta beslut enligt punkt 3 efter att ha samrått med den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras.

5. Tjänstemännen hos den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan, på begäran av myndigheten eller EFTA:s övervakningsmyndighet, hjälpa EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

6. Om ett företag motsätter sig en undersökning som har beslutats med stöd av denna artikel, skall den berörda EFTA-staten lämna de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen den hjälp som behövs för att de skall kunna utföra sitt undersökningssuppdrag.

7. För detta ändamål skall EFTA-staterna, efter samråd med EFTA:s övervakningsmyndighet vidta nödvändiga åtgärder inom sex månader efter det att EES-avtalet har trätt i kraft.

Artikel 15

Böter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag eller företagssammanslutningar böter om lägst 100 och högst 5000 ecu, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) lämnar oriktiga eller vilseledande uppgifter i en ansökan enligt artikel 2 eller i en anmälan enligt artikel 4 i detta kapitel eller artikel 1 i kapitel XVI, eller
- b) lämnar oriktiga uppgifter till svar på en begäran enligt artiklarna 11.3, 11.5 eller 12 eller inte lämnar en uppgift inom den tidsfrist som har fastställts genom beslut enligt artikel 11.5, eller
- c) vid undersökningar som genomförs enligt artikel 13 eller 14 framlägger begärda böcker eller andra affärshandlingar på ett ofullständigt sätt eller inte underkastar sig en undersökning som har beslutats enligt artikel 14.3.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag och företagssammanslutningar böter om lägst 1 000 och högst 1 000 000 ecu, eller ett högre belopp som dock inte får överstiga 10% av föregående räkenskapsårs omsättning för varje företag som har deltagit i överträdelsen, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) överträder bestämmelserna i artikel 53.1 eller artikel 54 i EES-avtalet, eller
- b) åsidosätter ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 8.1.

När bötesbeloppet fastställs skall hänsyn tas både till överträdelsens svårighetsgrad och till dess varaktighet.

3. Artikel 10.3–6 är tillämplig.

4. Beslut fattade med stöd av punkterna 1 och 2 har inte straffrättslig karaktär.

5. Böter enligt punkt 2 a kan inte åläggas för åtgärder

- a) som har vidtagits efter anmälan till EFTA:s övervakningsmyndighet och före dess beslut om tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet, förutsatt att åtgärderna ligger inom ramen för den verksamhet som har beskrivits i anmälan,
- b) som har vidtagits före anmälan inom ramen för sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som föreligger när EES-avtalet träder i kraft, förutsatt att denna anmälan har gjorts inom de tidsfrister som anges i artikel 1.1 och artikel 3.2 i kapitel XVI.

6. Bestämmelserna i punkt 5 är inte tillämpliga när EFTA:s övervakningsmyndighet har meddelat de berörda företagen att den efter preliminär undersökning anser att artikel 53.1 i EES-avtalet är tillämplig och att det inte finns skäl att tillämpa artikel 53.3.

Artikel 16

Viten

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga företag eller företagssammanslutningar viten om lägst 50 och högst 1 000 ecu om dagen, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dessa

- a) att upphöra med en överträdelse av artikel 53 eller 54 i EES-avtalet i överensstämmelse med EFTA:s övervakningsmyndighets beslut enligt artikel 3 i detta kapitel,
- b) att upphöra med varje åtgärd som har förbjudits enligt artikel 8.3,
- c) att på ett fullständigt och riktigt sätt lämna upplysningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har begärt genom beslut enligt artikel 11.5,
- d) att underkasta sig en sådan undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om enligt artikel 14.3.

2. Om företag eller företagssammanslutningar har fullgjort skyldigheten för vars uppfyllande vitet har förelagts, kan EFTA:s övervakningsmyndighet fastställa det slutliga vitet till ett belopp som är lägre än det som skulle ha följt av det ursprungliga beslutet.

3. Artikel 10.3–6 är tillämplig.

Artikel 17

EFTA-domstolens prövning

EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt prövningsrätt, på det sätt som anges i artikel 35 i förevarande avtal, i fråga om överklaganden av beslut genom vilka EFTA:s övervakningsmyndighet har fastställt böter eller viten. Domstolen kan upphäva, sätta ned eller höja ålagda böter eller viten.

Artikel 18

Ecu

Vid tillämpning av artiklarna 15–17 skall med ecu förstås ecun såsom den har definierats av Europeiska gemenskapernas behöriga myndigheter.

Artikel 19

Förhör med parterna och tredje man

1. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet fattar beslut enligt artiklarna 2, 3, 6, 8, 15 och 16 i detta kapitel och artikel 3 i kapitel XVI skall den lämna de berörda företagen och företagssammanslutningarna tillfälle att yttra sig över dess anmärkningar.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet eller EFTA-staternas behöriga myndigheter anser det nödvändigt, kan de även höra andra fysiska eller juridiska personer. Begäran från sådana personer att få yttra sig skall bifallas, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att utfärda icke-ingripande-besked med stöd av artikel 2 eller meddela beslut med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet, skall den offentliggöra ansökan eller anmälan i sammandrag och lämna berörd tredje man tillfälle att framföra sina synpunkter inom den tidsfrist som EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer och som inte skall understiga en månad. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 20

Sekreteress

1. Om inte annat följer av artikel 9.3 i protokoll 23 till EES-avtalet, får upplysningar som har inhämtats med stöd av artikel 11 – 14 i detta kapitel eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet endast användas för det med begäran eller undersökningen avsedda ändamålet.
2. Om inte annat följer av artiklarna 19 och 21, får EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter samt dessas tjänstemän och övriga anställda inte avslöja upplysningar som de har inhämtat med stöd av detta protokoll eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess. Denna skyldighet skall gälla även representanter för EG-kommissionen och de EG-medlemsstater som deltar i Rådgivande kommittén enligt artikel 10.4 och i förhör enligt artikel 8.2 i kapitel IV.
3. Bestämmelserna i punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för offentliggörande av allmän information eller undersökningar som inte innehåller uppgifter om enskilda företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 21

Offentliggörande av beslut

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöra de beslut den fattar enligt artiklarna 2, 3, 6, och 8 i detta kapitel och artikel 3 i kapitel XVI.
2. I offentliggörandet skall anges de berörda parternas namn och huvuddragen av beslutet. Därvid skall hänsyn tas till företagets legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 22

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får förelägga EFTA-staterna, för samråd inom Ständiga kommittén enligt artikel 2 i avtalet om EFTA-staternas Ständiga kommitté, förslag om att med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet undanta vissa grupper av avtal, beslut och samordnade förfaranden från förbudet i artikel 53.1 i sistnämnda avtal.

KAPITEL III FORM, INNEHÅLL OCH ÖVRIGA ENSKILDHETER BETRÄFFANDE ANSÖKNINGAR OCH ANMÄLNINGAR

SÖ 1993: 25

Artikel 1

Personer som är berättigade att inlämna ansökningar och anmälningar

1. Varje företag som deltar i sådana avtal, beslut eller förfaranden som avses i artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet får inlämna en ansökan enligt artikel 2 i kapitel II eller en anmälan enligt artikel 4 i kapitel II och artikel 1 i kapitel XVI. Om ansökan eller anmälan inlämnas av några av de berörda företagen, men inte av alla, skall de underrätta de övriga företagen om detta.

2. Om ansökningar eller anmälningar enligt artiklarna 2, 3.1, 3.2 b och 4 i kapitel II och artikel 1 i kapitel XVI undertecknas av företrädare för företag, företagssammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.

3. Vid gemensamma ansökningar eller anmälningar bör en gemensam företrädare utses.

Artikel 2

Inlämnande av ansökningar och anmälningar

1. Varje ansökan och anmälan skall inlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet i nio exemplar.

2. De bifogade handlingarna skall vara antingen original eller kopior. Kopiornas överensstämmelse med originalen skall bestyrkas.

3. Ansökningar och anmälningar skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Övriga handlingar skall lämnas in på originalspråket. Om originalspråket inte är något av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk, skall en översättning till ett av dessa språk bifogas.

Artikel 3

Giltighetsdatum för ansökningar och anmälningar

Datum för ansökan eller anmälan skall, om inte annat följer av artikel 11 i protokoll 23 till EES-avtalet, vara den dag när den inkommer till EFTA:s övervakningsmyndighet. Om ansökan eller anmälan skickas med rekommenderat brev, skall den dock anses ha inkommit den dag som framgår av avsändningsortens poststämpel.

Artikel 4

Innehållet i ansökningar och anmälningar

1. Ansökningar enligt artikel 2 i kapitel II som avser tillämpligheten av artikel 53.1 i EES-avtalet samt anmälningar enligt artikel 4 i kapitel II eller artikel 1.2 i kapitel XVI skall inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd, enligt vad som framgår av tillägg 1, eller av EG-kommissionen.
2. Ansökningarna och anmälningarna skall innehålla de uppgifter som begärs i formulären.
3. Flera deltagande företag får göra ansökan eller anmälan på ett enda formulär.
4. Ansökningar enligt artikel 2 i kapitel II som avser tillämpligheten av artikel 54 i EES-avtalet skall innehålla en fullständig redogörelse för förhållandena och skall särskilt ange förfarandet i fråga samt företagets eller företagens ställning inom det territorium som omfattas av EES-avtalet, eller en väsentlig del av det, beträffande de varor eller tjänster som omfattas av förfarandet. De formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd, enligt vad som framgår av tillägg 1, eller av EG-kommissionen kan användas.

Artikel 5

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär och kompletterande anmärkningar.

KAPITEL IV FÖRHÖR ENLIGT ARTIKEL 19.1 OCH 2 I KAPITEL II

Artikel 1

Innan EFTA:s övervakningsmyndighet samråder med Rådgivande kommittén för kartell- och monopolfrågor skall den hålla ett förhör enligt artikel 19.1 i kapitel II.

Artikel 2

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall skriftligt meddela företag och företagssammanslutningar de anmärkningar som har framställts mot dem. Meddelandet skall tillställas vart och ett av dem eller ett gemensamt ombud som de har utsett.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan meddela parterna genom kungörelse i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning, om

omständigheterna i ärendet motiverar detta, särskilt om meddelandet skall riktas till flera företag och inget gemensamt ombud har utsetts. I kungörelsen skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Böter eller viten kan åläggas företag eller företagssammanslutningar endast om anmärkningarna har meddelats på det sätt som anges i punkt 1.

4. Då EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar anmärkningar skall den fastställa en tidsfrist inom vilken företagen och företagssammanslutningarna kan framföra sina synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet.

Artikel 3

1. Företag och företagssammanslutningar skall inom den fastställda tidsfristen skriftligt framföra sina synpunkter på de anmärkningar som har framställts mot dem.

2. De får i sina skriftliga yttranden anföra alla omständigheter som är av betydelse för deras försvar.

3. De får bifoga alla handlingar som behövs för att styrka de åberopade omständigheterna. De får även föreslå att EFTA:s övervakningsmyndighet hör personer som kan bekräfta dessa omständigheter.

Artikel 4

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i sina beslut endast ta upp sådana anmärkningar mot företag och företagssammanslutningar beträffande vilka dessa har haft tillfälle att yttra sig.

Artikel 5

Om fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken begär att få yttra sig enligt artikel 19.2 i kapitel II, skall EFTA:s övervakningsmyndighet lämna dem tillfälle att yttra sig skriftligt inom den tidsfrist som den fastställer.

Artikel 6

Om EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit en ansökan enligt artikel 3.2 i kapitel II, anser att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns tillräckligt underlag för att bifalla ansökan, skall den meddela sökandena sina skäl och fastställa en tidsfrist inom vilken de får inkomma med ytterligare skriftliga synpunkter.

Artikel 7

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lämna personer, som i sina skriftliga yttranden begärt att få framföra sina synpunkter muntligt, tillfälle att göra detta, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken eller om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att ålägga dem böter eller viten.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan även lämna varje annan person tillfälle att muntligt framföra sina synpunkter.

Artikel 8

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall kalla de personer som skall höras att infinna sig vid den tidpunkt som den bestämmer.
2. Den skall genast översända en kopia av kallelsen till EFTA-staternas behöriga myndigheter, som kan utse en tjänsteman att delta i förhöret. EFTA:s övervakningsmyndighet skall även bjuda in EG-kommissionen att låta sig representeras vid förhöret. Inbjudan skall även omfatta EG-medlemsstaterna.

Artikel 9

1. Förhören skall ledas av de personer som EFTA:s övervakningsmyndighet utser för detta ändamål.
2. Personer som kallas att närvara skall infinna sig personligen eller genom sina juridiska ombud eller stadgeenliga ställföreträdare. Företag och företagssammanslutningar kan dessutom företrädas av ett vederbörligen befullmäktigat ombud som har utsetts bland deras ordinarie personal.
Personer som hörs av EFTA:s övervakningsmyndighet kan biträdas av advokater eller akademiska lärare som har rätt att föra talan vid EFTA-domstolen eller av andra kvalificerade personer.
3. Förhören skall inte vara offentliga. Personerna skall höras enskilt eller i närvaro av andra personer som har kallats. I det senare fallet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.
4. Det väsentliga innehållet i de yttranden som avges av varje person som hörs skall antecknas i ett protokoll som skall läsas och godkännas av honom.

Artikel 10

Med förbehåll för bestämmelserna i artikel 2.2 skall meddelanden och kallelser från EFTA:s övervakningsmyndighet skickas till mottagarna i rekommenderat brev med mottagningsbevis eller överlämnas till dem mot kvitto.

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer de tidsfrister som anges i artiklarna 2, 5 och 6 skall den ta hänsyn till den tid som behövs för att förbereda yttranden och till om ärendet är av brådskande natur. Tidsfristen skall inte understiga två veckor och skall kunna förlängas.
2. När tidsfristerna fastställs skall inte den dag inräknas då handlingen har tagits emot eller getts in.
3. Skriftliga yttranden skall inkomma till EFTA:s övervakningsmyndighet eller vara avsända i rekommenderat brev före tidsfristens utgång. Infaller tidsfristens sista dag på en söndag eller helgdag, skall den förlängas till utgången av påföljande arbetsdag. Vid beräkningen av den förlängda tidsfristen skall hänsyn tas, när det gäller dagen för mottagandet av skriftliga yttranden, till de helgdagar som anges i tillägg 2 till detta protokoll och när det gäller avsändningsdagen till de lagstadgade helgdagarna i avsändningslandet.

KAPITEL V PRESKRPTION AV MÖJLIGHETEN ATT ÅLÄGGA EKONOMISKA PÅFÖLJDER ENLIGT TRANSPORT- OCH KONKURRENSREGLERNA I KAPITLEN II–IV OCH VI–XIV OCH ATT VERK- STÄLLA SÅDANA PÅFÖLJDER

Artikel 1

Preskriptionstider vid förfaranden

1. Följande preskriptionstider gäller EFTA:s övervakningsmyndighets befogenhet att ålägga böter eller viten för överträdelse av transport- och konkurrensreglerna i EES-avtalet:

- a) tre år vid överträdelse av bestämmelser om företags eller företags-sammanslutningars ansökningar eller anmälningar, begäran om upplysningar eller genomförande av undersökningar,
- b) fem år vid övriga överträdelse.

2. Preskriptionstiden skall räknas från den dag när överträdelsen begås. När det gäller fortsatta eller upprepade överträdelse skall dock tiden räknas från den dag när överträdelsen upphör.

Artikel 2

Avbrott av preskriptionstider vid förfaranden

1. Preskriptionstiden vid förfaranden avbryts av åtgärder som vidtas av EFTA:s övervakningsmyndighet eller av EG-kommissionen på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran enligt artikel 8 i protokoll 23 till EES-

avtalet eller av en EFTA-stat på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran i syfte att få till stånd en förberedande undersökning eller ett förfarande beträffande en överträdelse. Avbrottet i preskriptionstiden gäller från den dag när minst ett företag eller en företagssammanslutning som har deltagit i överträdelsen har underrättats om åtgärden.

Åtgärder som avbryter preskriptionstiden omfattar särskilt

- a) skriftliga framställningar om upplysningar, som görs av EFTA:s övervakningsmyndighet eller av den behöriga myndigheten i en EFTA-stat på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran, eller beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet i vilka de begärda upplysningarna krävs,
- b) skriftliga bemyndiganden att genomföra undersökningar som har lämnats till dess tjänstemän av EFTA:s övervakningsmyndighet eller, på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran, av den behöriga myndigheten i en EFTA-stat, eller beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet om att beordra en undersökning,
- c) EFTA:s övervakningsmyndighets inledande av ett förfarande,
- d) meddelanden om EFTA:s övervakningsmyndighets anmärkningar.

2. Avbrottet i preskriptionstiden gäller alla företag eller företagssammanslutningar som har deltagit i överträdelsen.

3. Efter varje avbrott börjar preskriptionstiden att löpa på nytt. Preskriptionstiden skall dock utlöpa senast när en period som är lika med dubbla preskriptionstiden har förflutit utan att EFTA:s övervakningsmyndighet har ålagt böter eller viten. Denna period skall förlängas med den tid under vilken preskriptionen tillfälligt har upphävts enligt artikel 3.

Artikel 3

Tillfälligt avbrott i preskriptionstiden vid förfaranden

Preskriptionstiden beträffande påföljder löper inte så länge EFTA:s övervakningsmyndighets beslut är föremål för prövning vid EFTA-domstolen enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal.

Artikel 4

Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder

1. En preskriptionstid på fem år gäller för EFTA:s övervakningsmyndighets befogenhet att genomdriva beslut om åläggande av böter, sanktionsavgifter eller viten för överträdelser av transport- eller konkurrensreglerna i EES-avtalet.

2. Preskriptionstiden skall räknas från den tidpunkt när beslutet träder i kraft.

Avbrott i preskriptionstiden vid verkställande av påföljder

1. Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder avbryts
 - a) genom meddelande av ett beslut om ändring av det ursprungliga bötes-, sanktionsavgifts- eller vitesbeloppet eller om avslag på en begäran om en sådan ändring,
 - b) genom åtgärder som vidtas av EFTA:s övervakningsmyndighet eller av en EFTA-stat på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran för att driva in böter, sanktionsavgifter eller viten.
2. Efter varje avbrott börjar preskriptionstiden att löpa på nytt.

Artikel 6

Tillfälligt avbrott i preskriptionstiden vid verkställande av påföljder

Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder skall ej löpa så länge som

- a) en betalningsfrist har medgetts, eller
- b) indrivningen har skjutits upp enligt ett beslut av EFTA-domstolen enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal.

DEL II TRANSPORT

KAPITEL VI TILLÄMPNING AV KONKURRENSREG- LER PÅ TRANSPORTER PÅ JÄRNVÄG, LANDSVÄG OCH INRE VATTENVÄGAR

På grund av uppdelningen av texten i förordning (EEG) nr 1017/68 mellan bilaga XIV till EES-avtalet (materiella bestämmelser) och detta kapitel (procedurbestämmelser) återfinns texten till artikel 1–5 och 7–9, med anpassningar, i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68). EFTA:s övervakningsmyndighet skall besluta om sådana fall enligt bestämmelserna i artikel 56 i EES-avtalet, särskilt punkt 1 a och b och punkt 3.

Artikel 1–5

(Ingen text)

Artikel 6

Avtal avsedda att minska störningar till följd av transportmarknadens struktur

1. Till dess att lämpliga åtgärder vidtas för att säkerställa en stabil transportmarknad kan förbudet i artikel 2 i den rättsakt som det hänvisas till i

punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) förklaras icke tillämpligt på avtal, beslut och samordnade förfaranden som kan minska störningar på marknaden i fråga.

2. Beslut enligt det förfarande som anges i artikel 14 om att inte tillämpa förbudet i artikel 2 i nämnda rättsakt får inte fattas förrän Ständiga kommittén på grundval av ett utlåtande från EFTA:s övervakningsmyndighet har konstaterat att det föreligger ett krisläge på hela transportmarknaden eller en del av den.

3. Med förbehåll för bestämmelserna i punkt 2, kan förbudet i artikel 2 i nämnda rättsakt förklaras ej tillämpligt endast om

- a) avtalet, beslutet eller det samordnade förfarandet inte ålägger de berörda företagen begränsningar som inte är nödvändiga för att minska störningarna, och
- b) inte ger dessa företag möjlighet att sätta konkurrensen ur spel när det gäller en väsentlig del av den berörda transportmarknaden.

Artikel 7-9

(Ingen text)

Artikel 10

Förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

EFTA:s övervakningsmyndighet skall efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ inleda förfaranden för att få överträdelser av bestämmelserna i artikel 2 eller 8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) att upphöra eller för att säkerställa att artikel 4.2 i nämnda rättsakt iakttas.

Rätt att framställa klagomål har

- a) EFTA-staterna,
- b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.

Artikel 11

Genomförandet av förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

1. Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet att det har skett en överträdelse av artikel 2 eller 8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68), kan den genom beslut ålägga de berörda företagen eller företagssammanslutningarna att upphöra med överträdelsen.

Om inte annat följer av andra bestämmelser i detta kapitel och i nämnda rättsakt, kan EFTA:s övervakningsmyndighet, innan den fattar beslut

enligt föregående stycke, rikta rekommendationer till de berörda företagen eller företagssammanslutningarna för att få dem att upphöra med överträdelser.

2. Punkt 1 gäller även sådana fall som avses i artikel 4.2 i nämnda rättsakt.

3. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål, att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns skäl för att ingripa med stöd av artikel 2, 4.2 eller 8 i nämnda rättsakt mot ett avtal, beslut eller förfarande, skall den genom beslut tillbakavisa klagomålet som obefogat.

4. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ, att ett avtal, beslut eller samordnat förfarande uppfyller villkoren i både artiklarna 2 och 5 i nämnda rättsakt, skall den meddela ett beslut om tillämpning av artikel 5. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för beslutet.

Artikel 12

Tillämpningen av artikel 5 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) – invändningar

1. Företag och företagssammanslutningar som önskar återropa artikel 5 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) beträffande sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som avses i artikel 2 i nämnda rättsakt och i vilka de deltar kan framställa ansökningar till EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att den förfogar över allt tillgängligt bevismaterial och att en ansökan kan medges och har inga åtgärder enligt artikel 10 vidtagits mot det ifrågavarande avtalet, beslutet eller samordnade förfarandet, skall den snarast offentliggöra ansökan i sammandrag i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning och lämna berörda tredje män tillfälle att framföra synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet inom 30 dagar. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet inte inom 90 dagar från tidpunkten för ett sådant offentliggörande i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning meddelar sökandena att det finns allvarliga tvivel beträffande tillämpligheten av artikel 5 i nämnda rättsakt, skall avtalet, beslutet eller det samordnade förfarandet, förutsatt att det överensstämmer med den beskrivning som har lämnats i ansökan, anses undantaget från förbudet för den tid som redan har förflutit och under ytterligare högst tre år från offentliggörandet av ansökan i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning.

Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet, efter utgången av nittiodagarsfristen men före utgången av treårsfristen, att villkoren för tillämpning av artikel 5 i nämnda rättsakt inte är uppfyllda, skall den genom beslut meddela att förbudet i artikel 2 i nämnda rättsakt gäller. Detta beslut kan ges retroaktiv verkan, om de berörda parterna har lämnat oriktiga uppgifter eller missbrukat undantaget från bestämmelserna i artikel 2 i nämnda rättsakt.

4. Om EFTA:s övervakningsmyndighet inom nittiodagarsfristen lämnar sökandena meddelande i enlighet med punkt 3, första stycket, skall den undersöka om villkoren i artiklarna 2 och 5 i nämnda rättsakt är uppfyllda.

Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att villkoren i artiklarna 2 och 5 i nämnda rättsakt är uppfyllda, skall den besluta om tillämpning av artikel 5. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för ansökan.

Artikel 13

Giltighetstiden för och återkallande av beslut om tillämpning av artikel 5 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68)

1. I beslut om tillämpning av artikel 5 i nämnda rättsakt som fattas med stöd av artikel 11.4 eller 12.4, andra stycket, skall anges för vilken tid det skall gälla. Normalt skall denna tid inte understiga sex år. Beslutet kan förenas med villkor och ålägganden.

2. Beslutet kan förnyas, om förutsättningarna för tillämpning av artikel 5 i nämnda rättsakt fortfarande gäller.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan återkalla eller ändra sitt beslut eller förbjuda parterna att vidta vissa åtgärder

- a) om de faktiska förhållanden som låg till grund för beslutet har ändrats i något väsentligt avseende,
- b) om parterna åsidosätter ett åläggande som har förenats med beslutet,
- c) om beslutet grundar sig på oriktiga uppgifter eller har utverkats på ett bedrägligt sätt, eller
- d) om parterna missbrukar det undantag från bestämmelserna i artikel 2 i nämnda rättsakt som har beviljats dem genom beslutet.

I fall enligt b, c och d kan beslutet återkallas med retroaktiv verkan.

Artikel 14

Beslut om tillämpning av artikel 6

1. Sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet

(förordning (EEG) nr 1017/68) och beträffande vilka parterna önskar åberopa artikel 6 skall anmälas till EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. Beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet om tillämpning av artikel 6 i nämnda rättsakt skall träda i kraft först vid tidpunkten för beslutet. I beslutet skall anges för vilken tid det skall gälla. Denna tid skall inte överstiga tre år från den tidpunkt när Ständiga kommittén konstaterar att det föreligger ett krisläge enligt artikel 6.2.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan förnya beslutet, om Ständiga kommittén i enlighet med det förfarande som anges i artikel 6.2 på nytt konstaterar att det föreligger ett krisläge och om de övriga villkoren i artikel 6 fortfarande är uppfyllda.

4. Beslutet kan förenas med villkor och ålägganden.

5. EFTA:s övervakningsmyndighets beslut skall upphöra att gälla senast sex månader efter det att de åtgärder som anges i artikel 6.1 har genomförts.

6. Artikel 13.3 är tillämplig.

Artikel 15

Behörighet

Med förbehåll för EFTA-domstolens prövning av beslutet enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och tillämpliga bestämmelser i förevarande avtal är EFTA:s övervakningsmyndighet ensam behörig att i enlighet med villkoren i artikel 56 i EES-avtalet

- ålägga skyldigheter enligt artikel 4.2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68),
- meddela beslut enligt artiklarna 5 i nämnda rättsakt och 6 i detta kapitel.

Så länge EFTA:s övervakningsmyndighet varken har inlett ett förfarande för att meddela beslut i ett visst fall eller översänt ett meddelande enligt artikel 12.3, första stycket, är EFTA-staternas myndigheter behöriga att avgöra om bestämmelserna i artikel 2 eller 8 i nämnda rättsakt är tillämpliga på fallet.

Artikel 16

Samverkan med EFTA-staternas myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall genomföra de förfaranden som föreskrivs i detta kapitel i nära och ständig samverkan med EFTA-staternas behöriga myndigheter, som har rätt att framföra sina synpunkter på dessa förfaranden.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-stater-
nas behöriga myndigheter översända kopior av klagomål och ansökningar
samt även av de viktigaste handlingarna som tillställs EFTA:s övervak-
ningsmyndighet eller som den skickar ut i samband med dessa förfaran-
den.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas
behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar, klagomål och
uppgifter om inledande av förfaranden på eget initiativ som den har
mottagit från EG-kommissionen enligt artiklarna 2 och 10 i protokoll 23
till EES-avtalet.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas
behöriga myndigheter översända kopior av handlingar som den har motta-
git från EG-kommissionen enligt artikel 7 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Samråd skall ske med en Rådgivande kommitté för kartell- och mono-
polfrågor inom transportsektorn före beslut som följer på ett förfarande
enligt artikel 10 eller beslut enligt artikel 12.3, andra stycket, eller enligt
punkt 4, andra stycket, i samma artikel eller enligt punkt 2 eller 3 i artikel
14. Samråd skall också ske med Rådgivande kommittén före överlämnand-
et av sådana förslag som avses i artikel 29.

4. Rådgivande kommittén skall vara sammansatt av tjänstemän som är
sakkunniga i kartell- och monopolfrågor på transportområdet. Varje
EFTA-stat skall utse två tjänstemän som representanter, som var och en
vid förhinder kan ersättas av en annan tjänsteman.

EG-kommissionen och EG-medlemsstaterna skall ha rätt att närvara vid
Rådgivande kommitténs sammanträden och att framföra sina synpunkter
där. Deras representanter skall dock inte ha rösträtt.

5. Samrådet skall äga rum vid ett gemensamt sammanträde som samman-
kallas av EFTA:s övervakningsmyndighet och som hålls tidigast 14 dagar
efter det att kallelse har skett. Till kallelsen skall fogas en redogörelse för
varje ärende som skall behandlas, med uppgift om de viktigaste handling-
arna samt ett preliminärt utkast till beslut.

Med hänsyn till det deltagande som avses i punkt 4, andra stycket, skall
EG-kommissionen erhålla en inbjudan till sammanträdet samt den infor-
mation som avses i artikel 6 i protokoll 23 till EES-avtalet.

6. Rådgivande kommittén kan avge ett yttrande även om en del ledamöter
eller deras ersättare inte är närvarande. En redogörelse för resultatet av
överläggningarna skall bifogas utkastet till beslut. Redogörelsen skall inte
offentliggöras.

Artikel 17

Ständiga kommitténs behandling av de principfrågor rörande transport-
bestämmelserna i EES-avtalet som uppkommer i särskilda fall

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall inte meddela ett beslut för vilket
samråd enligt artikel 16 är obligatoriskt förrän efter utgången av en frist på
20 dagar från den dag när Rådgivande kommittén har avgett sitt yttrande.

2. Före utgången av den frist som anges i punkt 1 får varje EFTA-stat begära att Ständiga kommittén sammankallas för att tillsammans med EFTA:s övervakningsmyndighet behandla de principfrågor rörande transportbestämmelserna i EES-avtalet som enligt EFTA-statens uppfattning har samband med det ärende som skall avgöras.

Ständiga kommittén skall inom 30 dagar efter en begäran från den berörda EFTA-staten sammanträda uteslutande för att behandla sådana principfrågor.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall inte meddela sitt beslut förrän efter Ständiga kommitténs sammanträde.

3. Ständiga kommittén kan vidare när som helst på begäran av en EFTA-stat eller EFTA:s övervakningsmyndighet behandla allmänna frågor som uppkommer i samband med genomförandet av konkurrenspolitiken inom transportsektorn.

4. I samtliga fall där det begärs att Ständiga kommittén sammanträder för att behandla principfrågor enligt punkt 2 eller allmänna frågor enligt punkt 3 skall EFTA:s övervakningsmyndighet inom ramen för detta kapitel ta hänsyn till de riktlinjer som framkommer vid sammanträdet.

Artikel 18

Utredningar av transportbranscher

1. Om transportutvecklingen, prisrörelser eller prisstelheter på transportområdet eller andra omständigheter tyder på att konkurrensen på transportområdet är begränsad eller snedvriden inom det territorium som omfattas av EES-avtalet i ett särskilt geografiskt område eller i samband med en eller flera transportleder, eller i fråga om person- eller godsbefordran av en eller flera bestämda kategorier, kan EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med bestämmelserna i protokoll 23 till EES-avtalet besluta att företa en allmän utredning av den berörda branschen och i samband därmed begära att transportföretagen i denna bransch lämnar de upplysningar och de handlingar som är nödvändiga för att förverkliga de principer som är uppställda i artiklarna 2–5, 7 och 8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) och i artikel 6 i detta kapitel.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet företar utredningar enligt punkt 1, skall den även begära att företag eller grupper av företag, vars storlek tyder på att de har en dominerande ställning inom det territorium som omfattas av EES-avtalet eller en väsentlig del av det, lämnar de uppgifter om företagets struktur och beteende som är nödvändiga för att bedöma deras ställning mot bakgrund av bestämmelserna i artikel 8 i nämnda rättsakt.

3. Artiklarna 16.2–6, 17, 19, 20 och 21 är tillämpliga.

Begäran om upplysningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får EFTA:s övervakningsmyndighet inhämta alla nödvändiga upplysningar hos EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter samt hos företag och företagssammanslutningar.
2. När EFTA:s övervakningsmyndighet riktar en begäran om upplysningar till ett företag eller en företagssammanslutning, skall den samtidigt sända en kopia av denna begäran till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget har sitt säte.
3. I sin begäran skall EFTA:s övervakningsmyndighet ange den rättsliga grunden för och syftet med begäran samt de påföljder som avses i artikel 22.1 b om riktiga uppgifter lämnas.
4. Skyldiga att lämna de begärda upplysningarna är företagets ägare eller deras företrädare och, när det gäller juridiska personer och bolag, eller sammanslutningar som inte är juridiska personer, de som är utsedda att företräda dessa enligt lag eller stadgar.
5. Om ett företag eller en företagssammanslutning inte lämnar de begärda upplysningarna inom den tidsfrist som har fastställts av EFTA:s övervakningsmyndighet eller lämnar ofullständiga uppgifter, skall EFTA:s övervakningsmyndighet begära upplysningarna genom beslut. I beslutet skall anges vilka upplysningar som begärs, fastställas en lämplig tidsfrist inom vilken upplysningarna skall lämnas och anges de påföljder som avses i artiklarna 22.1 b och 23.1 c samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.
6. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samtidigt sända en kopia av sitt beslut till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

Artikel 20

Undersökningar genomförda av EFTA-staternas myndigheter

1. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet skall EFTA-staternas behöriga myndigheter genomföra de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet anser påkallade enligt artikel 21.1 eller som den har beslutat om enligt artikel 21.3. De tjänstemän hos EFTA-staternas behöriga myndigheter som har till uppgift att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt utfärdad av den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras. Fullmakten skall ange föremålet för och syftet med undersökningen.

2. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet eller den behöriga myndigheten i den EFTA-stat vars territorium undersökningen skall genomföras kan EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän biträda myndighetens tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

Artikel 21

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenheter vid undersökningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får den genomföra alla nödvändiga undersökningar hos företag och företagssammanslutningar inom en EFTA-stats territorium. För detta ändamål har de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen befogenhet

- a) att granska böcker och andra affärshandlingar,
- b) att göra kopior av eller utdrag ur böcker och affärshandlingar,
- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,
- d) att få tillträde till företagens samtliga lokaler, markområden och transportmedel.

2. De tjänstemän som av EFTA:s övervakningsmyndighet har fått i uppdrag att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt, som anger föremålet för och syftet med undersökningen samt de påföljder som avses i artikel 22.1 c för det fall att begärda böcker eller andra affärshandlingar inte framläggs på ett fullständigt sätt.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid före undersökningen underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om undersökningsuppdraget samt om de bemyndigade tjänstemännens identitet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall också utfärda sådant bemyndigande för de representanter för EG-kommissionen som skall delta i undersökningen enligt artikel 8.4 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Företag och företagssammanslutningar är skyldiga att underkasta sig de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om. I beslutet skall anges föremålet för och syftet med undersökningen, fastställas när den skall börja och anges de påföljder som avses i artiklarna 22.1 c och 23.1 d samt upplysas om rätten att föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta beslut enligt punkt 3 efter att ha samrått med den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras.

5. Tjänstemännen hos den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan, på begäran av

myndigheten eller EFTA:s övervakningsmyndighet, hjälpa EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

6. Om ett företag motsätter sig en undersökning som har beslutats med stöd av denna artikel, skall den berörda EFTA-staten lämna de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen den hjälp som behövs för att de skall kunna utföra sitt undersökningsuppdrag. För detta ändamål skall EFTA-staterna efter samråd med EFTA:s övervakningsmyndighet vidta nödvändiga åtgärder inom sex månader efter det att EES-avtalet har trätt i kraft.

Artikel 22

Böter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag eller företagssammanslutningar böter om lägst 100 och högst 5 000 ecu, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) lämnar oriktiga eller vilseledande uppgifter i en ansökan enligt artikel 12 eller i en anmälan enligt artikel 14, eller
- b) lämnar oriktiga uppgifter till svar på en begäran enligt artikel 18 eller 19, punkt 3 eller 5, eller inte lämnar en uppgift inom den tidsfrist som har fastställts genom beslut enligt artikel 19.5, eller
- c) vid undersökningar som genomförs enligt artikel 20 eller 21 framlägger begärda böcker eller andra affärshandlingar på ett ofullständigt sätt eller inte underkastar sig en undersökning som har beslutats enligt artikel 21.3.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag och företagssammanslutningar böter om lägst 1 000 och högst 1 000 000 ecu, eller ett högre belopp som dock inte får överstiga 10% av föregående räkenskapsårs omsättning för varje företag som har deltagit i överträdelsen, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) överträder bestämmelserna i artikel 2 eller 8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68), eller
- b) åsidosätter ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 13.1 eller 14.4.

När bötesbeloppet fastställs skall hänsyn tas både till överträdelsens svårighetsgrad och till dess varaktighet.

3. Artiklarna 16.3–6 och 17 är tillämpliga.

4. Beslut fattade med stöd av punkterna 1 och 2 har inte straffrättslig karaktär.

Viten

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga företag eller företagssammanslutningar viten om lägst 50 och högst 1 000 ecu om dagen, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dessa

- a) att upphöra med en överträdelse av artikel 2 eller 8 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) enligt ett åläggande med stöd av artikel 11 eller att efterkomma ett åläggande enligt artikel 4.2 i nämnda rättsakt,
- b) att upphöra med varje åtgärd som har förbjudits enligt artikel 13.3,
- c) att på ett fullständigt och riktigt sätt lämna upplysningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har begärt genom beslut enligt artikel 19.5,
- d) att underkasta sig en sådan undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om enligt artikel 21.3.

2. Om företag eller företagssammanslutningar har fullgjort skyldigheten för vars uppfyllande vitet har förelagts, kan EFTA:s övervakningsmyndighet fastställa det slutliga vitet till ett belopp som är lägre än det som skulle ha följt av det ursprungliga beslutet.

3. Artiklarna 16.3–6 och 17 är tillämpliga.

Artikel 24

EFTA-domstolens prövning

EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt prövningsrätt, på det sätt som anges i artikel 35 i förevarande avtal, i fråga om överklaganden av beslut genom vilka EFTA:s övervakningsmyndighet har fastställt böter eller viten. Domstolen kan upphäva, sätta ned eller höja ålagda böter eller viten.

Artikel 25

Ecu

Vid tillämpning av artiklarna 22–24 skall med ecu förstås ecun såsom den har definierats av Europeiska gemenskapernas behöriga myndigheter.

Artikel 26

Förhör med parterna och tredje man

1. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet fattar beslut enligt artiklarna 11, 12.3, andra stycket, 12.4, 13.3, 14.2 och 3, 22 och 23, skall den lämna

berörda företag och företagssammanslutningar tillfälle att yttra sig över dess anmärkningar.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet eller EFTA-staternas behöriga myndigheter anser det nödvändigt, kan de även höra andra fysiska eller juridiska personer. Begäran från sådana personer att få yttra sig skall bifallas, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att utfärda icke-ingripande-besked med stöd av artikel 5 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) eller artikel 6 i detta kapitel, skall den offentliggöra ifrågavarande avtal, beslut eller samordnade förfarande i sammandrag och lämna varje berörd tredje man tillfälle att framföra sina synpunkter inom den tidsfrist som EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer och som inte skall understiga en månad. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 27

Sekretess

1. Om inte annat följer av artikel 9 i protokoll 23 till EES-avtalet, får upplysningar som har inhämtats med stöd av artikel 18–21 i detta kapitel eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet endast användas för det med begäran eller undersökningen avsedda ändamålet.

2. Om inte annat följer av artiklarna 26 och 28 får EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter samt dessas tjänstemän och övriga anställda inte avslöja upplysningar som de har inhämtat med stöd av detta protokoll eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess. Denna skyldighet skall gälla även representanter för EG-kommissionen och de EG-medlemsstater som deltar i Rådgivande kommittén enligt artikel 16.4 och i förhör enligt artikel 8.2 i kapitel VIII.

3. Bestämmelserna i punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för offentliggörande av allmän information eller undersökningar som inte innehåller uppgifter om enskilda företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 28

Offentliggörande av beslut

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöra de beslut den fattar enligt artiklarna 11, 12.3, andra stycket, 12.4, 13.3 och 14.2 och 3.

2. I offentliggörandet skall anges de berörda parterna och huvuddragen av beslutet. Därvid skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär som skall användas för klagomål enligt artikel 10, ansökningar enligt artikel 12 och anmälningar enligt artikel 14.1 samt förslag till kompletterande anmärkningar till dessa formulär.

KAPITEL VII FORM, INNEHÅLL OCH ÖVRIGA ENSKILDHETER BETRÄFFANDE KLAGOMÅL ENLIGT ARTIKEL 10, ANSÖKNINGAR ENLIGT ARTIKEL 12 OCH ANMÄLNINGAR ENLIGT ARTIKEL 14.1 I KAPITEL VI

Artikel 1

Klagomål

1. Klagomål enligt artikel 10 i kapitel VI skall inlämnas skriftligt på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. De kan inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-stater-
nas regeringar i samförstånd, enligt vad som framgår av tillägg 3, eller av EG-kommissionen.
2. Om sådana klagomål undertecknas av ombud för företag, företagssammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.

Artikel 2

Personer som är berättigade att inlämna ansökningar och anmälningar

1. Varje företag som deltar i sådana avtal, beslut eller förfaranden som avses i artikel 2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 10 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68) får inlämna en ansökan enligt artikel 12 eller en anmälan enligt artikel 14.1 i kapitel VI. Om ansökan eller anmälan inlämnas av några av de berörda företagen, men inte av alla, skall de underrätta de övriga företagen om detta.
2. Om ansökningar eller anmälningar enligt artiklarna 12 och 14.1 i kapitel VI undertecknas av ombud för företag, företagssammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.
3. Vid gemensamma ansökningar eller anmälningar skall ett gemensamt ombud utses.

Inlämning av ansökningar och anmälningar

1. Ansökningar enligt artikel 12 i kapitel VI skall inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd, enligt vad som framgår av tillägg 4, eller av EG-kommissionen.
2. Anmälningar enligt artikel 14.1 i kapitel VI skall inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar i samförstånd, enligt vad som framgår av tillägg 5, eller av EG-kommissionen.
3. Flera deltagande företag får göra ansökan eller anmälan på ett enda formulär.
4. Ansökningarna och anmälningarna skall innehålla de uppgifter som begärs i formulären.
5. Varje ansökan, anmälan och bifogad handling skall inlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet i nio exemplar.
6. De bifogade handlingarna skall vara antingen original eller kopior. Kopiornas överensstämmelse med originalen skall bestyrkas.
7. Ansökningar och anmälningar skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Övriga handlingar skall lämnas in på originalspråket. Om originalspråket inte är något av de officiella språken, skall en översättning till ett av dessa språk bifogas.

Artikel 4

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär och kompletterande anmärkningar.

KAPITEL VIII FÖRHÖR ENLIGT ARTIKEL 26.1 I KAPITEL VI

Artikel 1

Innan EFTA:s övervakningsmyndighet samråder med Rådgivande kommittén för kartell- och monopolfrågor inom transportsektorn skall den hålla ett förhör enligt artikel 26.1 i kapitel VI.

Artikel 2

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall skriftligt meddela företag och företagssammanslutningar de anmärkningar som har framställts mot dem. Meddelandet skall tillställas vart och ett av dem eller ett gemensamt ombud som de har utsett.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan meddela parterna genom kungörelse i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning, om omständigheterna i ärendet motiverar detta, särskilt om meddelandet skall riktas till flera företag och inget gemensamt ombud har utsetts. I kungörelsen skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Böter eller viten kan åläggas företag eller företagssammanslutningar endast om anmärkningarna har meddelats på det sätt som anges i punkt 1.

4. Då EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar anmärkningar skall den fastställa en tidsfrist inom vilken företagen och företagssammanslutningarna kan framföra sina synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet.

Artikel 3

1. Företag och företagssammanslutningar skall inom den fastställda tidsfristen skriftligt framföra sina synpunkter på de anmärkningar som har framställts mot dem.

2. De får i sina skriftliga yttranden anföra alla omständigheter som är av betydelse för deras försvar.

3. De får bifoga alla handlingar som behövs för att styrka de åberopade omständigheterna. De får även föreslå att EFTA:s övervakningsmyndighet hör personer som kan bekräfta dessa omständigheter.

Artikel 4

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i sina beslut endast ta upp sådana anmärkningar mot företag och företagssammanslutningar beträffande vilka dessa har haft tillfälle att yttra sig.

Artikel 5

Om fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken begär att få yttra sig enligt artikel 26.2 i kapitel VI, skall EFTA:s övervakningsmyndighet lämna dem tillfälle att yttra sig skriftligt inom den tidsfrist som den fastställer.

Artikel 6

Om EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit en ansökan enligt artikel 10.2 i kapitel VI, anser att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns tillräckligt underlag för att bifalla ansökan, skall den meddela sökandena sina skäl och fastställa en tidsfrist inom vilken de får inkomma med ytterligare skriftliga synpunkter.

Artikel 7

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lämna personer, som i sina skriftliga yttranden begärt att få framföra sina synpunkter muntligt, tillfälle att göra detta, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken eller om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att ålägga dem böter eller viten.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan även lämna varje annan person tillfälle att muntligt framföra sina synpunkter.

Artikel 8

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall kalla de personer som skall höras att infinna sig vid den tidpunkt som den bestämmer.
2. Den skall genast översända en kopia av kallelsen till EFTA-staternas behöriga myndigheter, som kan utse en tjänsteman att delta i förhöret. EFTA:s övervakningsmyndighet skall även bjuda in EG-kommissionen att låta sig representeras vid förhöret. Inbjudan skall även omfatta EG-medlemsstaterna.

Artikel 9

1. Förhören skall ledas av de personer som EFTA:s övervakningsmyndighet utser för detta ändamål.
2. Personer som kallas att närvara skall infinna sig personligen eller genom sina juridiska ombud eller stadgeenliga ställföreträdare. Företag och företagssammanslutningar kan dessutom företrädas av ett vederbörligen befullmäktigat ombud som har utsetts bland deras ordinarie personal.
Personer som hörs av EFTA:s övervakningsmyndighet kan biträdas av jurister eller akademiska lärare som har rätt att föra talan vid EFTA-domstolen eller av andra kvalificerade personer.
3. Förhören skall inte vara offentliga. Personerna skall höras enskilt eller i närvaro av andra personer som har kallats. I det senare fallet skall hänsyn tas till företagets legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.
4. Det väsentliga innehållet i de yttranden som avges av varje person som hörs skall antecknas i ett protokoll som skall läsas och godkännas av honom.

Artikel 10

Med förbehåll för bestämmelserna i artikel 2.2 skall meddelanden och kallelser från EFTA:s övervakningsmyndighet skickas till mottagarna i rekommenderat brev med mottagningsbevis eller överlämnas till dem mot kvitto.

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer de tidsfrister som anges i artiklarna 2, 5 och 6 skall den ta hänsyn till den tid som behövs för att förbereda yttranden och till om ärendet är av brådskande natur. Tidsfristen skall inte understiga två veckor och skall kunna förlängas.

2. När tidsfristerna fastställs skall inte den dag inräknas då handlingen har tagits emot eller getts in.

3. Skriftliga yttranden skall inkomma till EFTA:s övervakningsmyndighet eller vara avsända i rekommenderat brev före tidsfristens utgång. Infaller tidsfristens sista dag på en söndag eller helgdag, skall den förlängas till utgången av påföljande arbetsdag. Vid beräkningen av den förlängda tidsfristen skall hänsyn tas, när det gäller dagen för mottagandet av skriftliga yttranden, till de helgdagar som anges i tillägg 2 till detta protokoll och när det gäller avsändningsdagen till de lagstadgade helgdagarna i avsändningslandet.

KAPITEL IX REGLER FÖR TILLÄMPNING AV ARTIKLARNA 53 OCH 54 I EES-AVTALET PÅ SJÖFARTEN

På grund av uppdelningen av texten i förordning (EEG) nr 4056/86 mellan bilaga XIV till EES-avtalet (materiella bestämmelser) och detta kapitel (procedurbestämmelser) återfinns texten till avsnitt I, artikel 1–9, med anpassningar, i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86). EFTA:s övervakningsmyndighet skall besluta om sådana fall enligt bestämmelserna i artikel 56 i EES-avtalet, särskilt punkt 1 a och b och punkt 3.

AVSNITT I

Artikel 1–9

(Ingen text)

AVSNITT 11

PROCEDURREGLER

Artikel 10

Förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

EFTA:s övervakningsmyndighet skall efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ inleda förfaranden för att få överträdelser av bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet att upphöra eller för att säkerställa att artikel 7 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86) iakttas.

Rätt att framställa klagomål har

- a) EFTA-staterna,
- b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.

Artikel 11

Genomförandet av förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

1. Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet att det har skett en överträdelse av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet, kan den genom beslut ålägga de berörda företagen eller företagssammanslutningarna att upphöra med överträdelsen.

Om inte annat följer av andra bestämmelser i detta kapitel eller i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86) kan EFTA:s övervakningsmyndighet, innan den fattar beslut enligt föregående stycke, rikta rekommendationer till de berörda företagen eller företagssammanslutningarna för att få dem att upphöra med överträdelsen.

2. Punkt 1 gäller även sådana fall som avses i artikel 7 i nämnda rättsakt.

3. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål, att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns skäl för att ingripa med stöd av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet eller artikel 7 i nämnda rättsakt mot ett avtal, beslut eller förfarande, skall den genom beslut tillbakavisa klagomålet som obefogat.

4. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ, att ett avtal, beslut eller samordnat förfarande uppfyller villkoren i både artikel 53.1 och 53.3 i EES-avtalet, skall den meddela ett beslut om tillämpning av artikel 53.3. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för beslutet.

Artikel 12

Tillämpningen av artikel 53.3 i EES-avtalet – invändningar

1. Företag och företagssammanslutningar som önskar åberopa artikel 53.3 i EES-avtalet beträffande sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 och i vilka de deltar skall, om inte annat följer av artikel 11 i protokoll 23 till EES-avtalet, framställa ansökningar till EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att den förfogar över allt tillgängligt bevismaterial och att en ansökan kan medges och har inga åtgärder enligt artikel 10 vidtagits mot det ifrågavarande avtalet, beslutet eller samordnade förfarandet, skall den snarast offentliggöra ansökan i

sammandrag i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning och lämna berörda tredje män och EFTA-staterna tillfälle att framföra synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet inom 30 dagar. Vid offentlighörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet inte inom 90 dagar från tidpunkten för ett sådant offentlighörande i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning meddelar sökandena att det finns allvarliga tvivel beträffande tillämpligheten av artikel 53.3, skall avtalet, beslutet eller det samordnade förfarandet, i den mån som det överensstämmer med den beskrivning som har lämnats i ansökan, anses undantaget från förbudet för den tid som redan har förflutit och under ytterligare högst sex år från offentlighörandet av ansökan i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning.

Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet, efter utgången av nittiodagarsfristen men före utgången av sexårsfristen, att villkoren för tillämpning av artikel 53.3 inte är uppfyllda, skall den genom beslut meddela att förbudet i artikel 53.1 gäller. Detta beslut kan ges retroaktiv verkan, om de berörda parterna har lämnat oriktiga uppgifter eller missbrukat undantaget från bestämmelserna i artikel 53.1.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet kan lämna sökandena meddelande i enlighet med punkt 3, första stycket, och skall göra detta om en EFTA-stat så begär inom 45 dagar från det att en ansökan har skickats till staten enligt artikel 15.2. Denna begäran skall vara motiverad med hänsyn till konkurrensreglerna i EES-avtalet.

Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att villkoren i artiklarna 53.1 och 53.3 är uppfyllda, skall den besluta om tillämpning av artikel 53.3. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för ansökan.

Artikel 13

Giltighetstiden för och återkallande av beslut om tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet

1. I ett beslut om tillämpning av artikel 53.3 som fattas med stöd av artikel 11.4 eller 12.4, andra stycket, skall anges för vilken tid det skall gälla. Normalt skall denna tid inte understiga sex år. Beslutet kan förenas med villkor och ålägganden.

2. Beslutet kan förnyas, om förutsättningarna för tillämpning av artikel 53.3 fortfarande gäller.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan återkalla eller ändra sitt beslut eller förbjuda parterna att vidta vissa åtgärder

- a) om de faktiska förhållanden som låg till grund för beslutet har ändrats i något väsentligt avseende,

- b) om parterna åsidosätter ett åläggande som har förenats med beslutet,
- c) om beslutet grundar sig på oriktiga uppgifter eller har utverkats på ett bedrägligt sätt, eller
- d) om parterna missbrukar det undantag från bestämmelserna i artikel 53.1 som har beviljats dem genom beslutet.

I fall enligt b, c och d kan beslutet återkallas med retroaktiv verkan.

Artikel 14

Behörighet

Med förbehåll för EFTA-domstolens prövning av beslutet enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och tillämpliga bestämmelser i förevarande avtal är EFTA:s övervakningsmyndighet ensam behörig att i enlighet med de villkor som anges i artikel 56 i EES-avtalet

- ålägga skyldigheter enligt artikel 7 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86),
- meddela beslut med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet.

Så länge EFTA:s övervakningsmyndighet varken har inlett ett förfarande för att meddela beslut i ett visst fall eller översänt ett meddelande enligt artikel 12.3, första stycket, är EFTA-staternas myndigheter behöriga att avgöra om bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 är tillämpliga på fallet.

Artikel 15

Samverkan med EFTA-staternas myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall genomföra de förfaranden som föreskrivs i detta kapitel i nära och ständig samverkan med EFTA-staternas behöriga myndigheter, som har rätt att framföra sina synpunkter på dessa förfaranden.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av klagomål och ansökningar samt även av de viktigaste handlingarna som tillställs EFTA:s övervakningsmyndighet eller som den skickar ut i samband med dessa förfaranden.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar, klagomål och uppgifter om inledande av förfaranden på eget initiativ som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artiklarna 2 och 10 i protokoll 23 till EES-avtalet.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av handlingar som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artikel 7 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Samråd skall ske med en Rådgivande kommitté för kartell- och monopolfrågor inom sjöfartssektorn före beslut som följer på ett förfarande enligt artikel 10 eller beslut enligt artikel 12.3, andra stycket, eller enligt punkt 4, andra stycket, i samma artikel. Samråd skall också ske med Rådgivande kommittén före överlämnandet av sådana förslag som avses i artikel 26.

4. Rådgivande kommittén skall vara sammansatt av tjänstemän som är sakkunniga i sjötransportfrågor samt frågor om karteller och monopol. Varje EFTA-stat skall utse två tjänstemän som representanter, som var och en vid förhinder kan ersättas av en annan tjänsteman.

EG-kommissionen och EG-medlemsstaterna skall ha rätt att närvara vid Rådgivande kommitténs sammanträden och att framföra sina synpunkter där. Deras representanter skall dock inte ha rösträtt.

5. Samrådet skall äga rum vid ett gemensamt sammanträde som sammankallas av EFTA:s övervakningsmyndighet och som hålls tidigast 14 dagar efter det att kallelse har skett. Till kallelsen skall fogas en redogörelse för varje ärende som skall behandlas, med uppgift om de viktigaste handlingarna samt ett preliminärt utkast till beslut.

Med hänsyn till det deltagande som avses i punkt 4, andra stycket, skall EG-kommissionen erhålla en inbjudan till sammanträdet samt den information som avses i artikel 6 i protokoll 23 till EES-avtalet.

6. Rådgivande kommittén kan avge ett yttrande även om en del ledamöter eller deras ersättare inte är närvarande. En redogörelse för resultatet av överläggningarna skall bifogas utkastet till beslut. Redogörelsen skall inte offentliggöras.

Artikel 16

Begäran om upplysningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får EFTA:s övervakningsmyndighet inhämta alla nödvändiga upplysningar hos EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter samt hos företag och företagssammanslutningar.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet riktar en begäran om upplysningar till ett företag eller en företagssammanslutning, skall den samtidigt sända en kopia av denna begäran till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

3. I sin begäran skall EFTA:s övervakningsmyndighet ange den rättsliga grunden för och syftet med begäran samt de påföljder som avses i artikel 19.1 b om oriktiga uppgifter lämnas.

4. Skyldiga att lämna de begärda upplysningarna är företagets ägare eller deras företrädare och, när det gäller juridiska personer och bolag, eller

sammanslutningar som inte är juridiska personer, de som är utsedda att företräda dessa enligt lag eller stadgar.

5. Om ett företag eller en företagssammanslutning inte lämnar de begärda upplysningarna inom den tidsfrist som har fastställts av EFTA:s övervakningsmyndighet eller lämnar ofullständiga uppgifter, skall EFTA:s övervakningsmyndighet begära upplysningarna genom beslut. I beslutet skall anges vilka upplysningar som begärs, fastställas en lämplig tidsfrist inom vilken upplysningarna skall lämnas och anges de påföljder som avses i artiklarna 19.1 b och 20.1 c samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

6. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samtidigt sända en kopia av sitt beslut till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

Artikel 17

Undersökningar genomförda av EFTA-staternas myndigheter

1. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet skall EFTA-staternas behöriga myndigheter genomföra de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet anser påkallade enligt artikel 18.1 eller som den har beslutat om enligt artikel 18.3. De tjänstemän hos EFTA-staternas behöriga myndigheter som har till uppgift att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt utfärdad av den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras. Fullmakten skall ange föremålet för och syftet med undersökningen.

2. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet eller den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän biträda myndighetens tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

Artikel 18

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenheter vid undersökningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får den genomföra alla nödvändiga undersökningar hos företag och företagssammanslutningar inom en EFTA-stats territorium.

För detta ändamål har de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen befogenhet

- a) att granska böcker och andra affärshandlingar,
- b) att göra kopior av eller utdrag ur böcker och affärshandlingar,

- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,
- d) att få tillträde till företagens samtliga lokaler, markområden och transportmedel.

2. De tjänstemän som av EFTA:s övervakningsmyndighet har fått i uppdrag att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av skriftlig fullmakt, som anger föremålet för och syftet med undersökningen samt de påföljder som avses i artikel 19.1 c för det fall att begärda böcker eller andra affärshandlingar inte framläggs på ett fullständigt sätt. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid före undersökningen underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om undersökningsuppdraget samt om de bemyndigade tjänstemännens identitet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall också utfärda sådant bemyndigande för de representanter för EG-kommissionen som skall delta i undersökningen enligt artikel 8.4 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Företag och företagssammanslutningar är skyldiga att underkasta sig de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om. I beslutet skall anges föremålet för och syftet med undersökningen, fastställas när den skall börja och anges de påföljder som avses i artiklarna 19.1 c och 20.1 d samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta beslut enligt punkt 3 efter att ha samrått med den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras.

5. Tjänstemännen hos den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan, på begäran av myndigheten eller EFTA:s övervakningsmyndighet, hjälpa EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

6. Om ett företag motsätter sig en undersökning som har beslutats med stöd av denna artikel, skall den berörda EFTA-staten lämna de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen den hjälp som behövs för att de skall kunna utföra sitt undersökningsuppdrag. För detta ändamål skall EFTA-staterna efter samråd med EFTA:s övervakningsmyndighet vidta nödvändiga åtgärder inom sex månader efter det att EES-avtalet har trätt i kraft.

Artikel 19

Böter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag eller företagssammanslutningar böter om lägst 100 och högst 5 000 ecu, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) lämnar oriktiga eller vilseledande uppgifter i en anmälan enligt artikel 5.5 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86) eller i en ansökan enligt artikel 12 i detta kapitel, eller
- b) lämnar oriktiga uppgifter till svar på en begäran enligt artikel 16.3 eller 5 eller inte lämnar en uppgift inom den tidsfrist som har fastställts genom beslut enligt artikel 16.5, eller
- c) vid undersökningar som genomförs enligt artikel 17 eller 18 framlägger begärda böcker eller andra affärshandlingar på ett ofullständigt sätt eller inte underkastar sig en undersökning som har beslutats enligt artikel 18.3.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag och företagssammanslutningar böter om lägst 1 000 och högst 1 000 000 ecu, eller ett högre belopp som dock inte får överstiga 10% av föregående räkenskapsårs omsättning för varje företag som har deltagit i överträdelsen, om de uppsåtliga eller av oaktsamhet

- a) överträder bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet, eller inte fullgör en skyldighet som har ålagts enligt artikel 7 i nämnda rättsakt,
- b) åsidosätter ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 5 i nämnda rättsakt eller artikel 13.1.

När bötesbeloppet fastställs skall hänsyn tas både till överträdelsens svårighetsgrad och till dess varaktighet.

3. Artikel 15.3 och 4 är tillämplig.

4. Beslut fattade med stöd av punkterna 1 och 2 har inte straffrättslig karaktär.

Böter enligt punkt 2 a skall inte åläggas för åtgärder som har vidtagits efter anmälan till EFTA:s övervakningsmyndighet och före dess beslut om tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet, förutsatt att åtgärderna ligger inom ramen för den verksamhet som har beskrivits i anmälan.

Denna bestämmelse är dock inte tillämplig om EFTA:s övervakningsmyndighet har meddelat de berörda företagen att den efter preliminär undersökning anser att artikel 53.1 i EES-avtalet är tillämplig och att det inte finns skäl att tillämpa artikel 53.3.

Artikel 20

Viten

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga företag eller företagssammanslutningar viten om lägst 50 och högst 1 000 ecu om dagen, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dessa

- a) att upphöra med en överträdelse av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet enligt ett åläggande med stöd av artikel 11 eller att fullgöra en skyldighet som har ålagts enligt artikel 7 i den rättsakt som det

hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86),

- b) att upphöra med varje åtgärd som har förbjudits enligt artikel 13.3,
- c) att på ett fullständigt och riktigt sätt lämna upplysningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har begärt genom beslut enligt artikel 16.5,
- d) att underkasta sig en sådan undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om enligt artikel 18.3.

2. Om företag eller företagssammanslutningar har fullgjort skyldigheten för vars uppfyllande vitet har förelagts, kan EFTA:s övervakningsmyndighet fastställa det slutliga vitet till ett belopp som är lägre än det som skulle ha följt av det ursprungliga beslutet.

3. Artikel 15.3 och 4 är tillämplig.

Artikel 21

EFTA-domstolens prövning

EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt prövningsrätt, på det sätt som anges i artikel 35 i förevarande avtal, att avgöra överklagande av beslut genom vilka EFTA:s övervakningsmyndighet har fastställt böter eller viten. Domstolen kan upphäva, sätta ned eller höja ålagda böter eller viten.

Artikel 22

Ecu

Vid tillämpning av artiklarna 19–21 skall med ecu förstås ecun såsom den har definierats av Europeiska gemenskapernas behöriga myndigheter.

Artikel 23

Förhör med parterna och tredje man

1. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet fattar beslut enligt artiklarna 11, 12.3, andra stycket, 12.4, 13.3, 19 och 20, skall den lämna berörda företag och företagssammanslutningar tillfälle att yttra sig över dess anmärkningar.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet eller EFTA-staternas behöriga myndigheter anser det nödvändigt, kan de även höra andra fysiska eller juridiska personer. Begäran från sådana personer att få yttra sig skall bifallas, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att utfärda icke-ingripande-besked med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet, skall den offentliggöra ifrågavarande avtal, beslut eller samordnade förfarande i sammandrag och lämna varje berörd tredje man tillfälle att framföra sina synpunkter inom

den tidsfrist som EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer och som inte skall understiga en månad. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 24

Sekretess

1. Om inte annat följer av artikel 9 i protokoll 23 till EES-avtalet, får upplysningar som har inhämtats med stöd av artiklarna 17 och 18 i detta kapitel eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet endast användas för det med begäran eller undersökningen avsedda ändamålet.

2. Om inte annat följer av artiklarna 23 och 25 får EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter samt dessas tjänstemän och övriga anställda inte avslöja upplysningar som de har inhämtat med stöd av detta protokoll eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess. Denna skyldighet skall gälla även representanter för EG-kommissionen och de EG-medlemsstater som deltar i Rådgivande kommittén enligt artikel 15.4 och i förhör enligt artikel 12.2 i kapitel X.

3. Bestämmelserna i punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för offentliggörande av allmän information eller undersökningar som inte innehåller uppgifter om enskilda företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 25

Offentliggörande av beslut

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöra de beslut den fattar enligt artiklarna 11, 12.3, andra stycket, 12.4 och 13.3.

2. I offentliggörandet skall anges de berörda parterna och huvuddragen av beslutet. Därvid skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 26

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär som skall användas för klagomål enligt artikel 10 och ansökningar enligt artikel 12 samt förslag till kompletterande anmärkningar till dessa formulär.

KAPITEL X ANMÄLNINGSSKYLDIGHET, FORM, INNEHÅLL OCH ÖVRIGA ENSKILDHETER BETRÄFFANDE KLAGOMÅL, ANSÖKNINGAR OCH FÖRHÖR ENLIGT KAPITEL IX

AVSNITT I

ANMÄLNINGAR, KLAGOMÅL OCH ANSÖKNINGAR

Artikel 1

Anmälningar

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall underrättas om av parterna godtagna skiljedomar och rekommendationer av förlikningsmän när dessa avser lösning av tvister om de sedvänjor inom konferenser som avses i artiklarna 4 och 5.2 och 3 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4056/86).

2. Anmälningsskyldigheten gäller varje part i en tvist som har lösts genom skiljedom eller rekommendation.

3. Anmälningar skall inlämnas utan dröjsmål i rekommenderat brev med mottagningsbevis eller överlämnas mot kvitto. De skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk.

Övriga handlingar skall vara antingen original eller kopior. Kopiornas överensstämmelse med originalen skall bestyrkas. De skall inlämnas på originalspråket. Om originalspråket inte är något av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk, skall en översättning till ett av dessa språk bifogas.

4. Om sådana anmälningar undertecknas av företrädare för företag, företagsammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.

Artikel 2

Klagomål

1. Klagomål enligt artikel 10 i kapitel IX skall inlämnas skriftligt på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Klagandena får själva bestämma deras form, innehåll och övriga enskildheter efter eget gottfinnande.

2. Rätt att framställa klagomål har

- a) EFTA-staterna,
- b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.

3. Om sådana klagomål undertecknas av företrädare för företag, företagsammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall dessa företrädare förete en skriftlig fullmakt.

Artikel 3

Personer som har rätt att inlämna ansökningar

1. Varje företag som deltar i sådana avtal, beslut eller förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet får inlämna en ansökan enligt artikel 12 i kapitel IX. Om ansökan inlämnas av några av de berörda företagen, men inte av alla, skall de underrätta de övriga företagen om detta.
2. Om ansökningar enligt artikel 12 i kapitel IX undertecknas av företrädare för företag, företagssammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.
3. Vid gemensamma ansökningar bör en gemensam företrädare utses.

Artikel 4

Inlämnande av ansökningar

1. Ansökningar enligt artikel 12 i kapitel IX skall inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen.
2. Flera deltagande företag får göra ansökan på ett enda formulär.
3. Ansökningar skall innehålla de uppgifter som begärs i formuläret.
4. Varje ansökan och bifogad handling skall inlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet i nio exemplar.
5. De bifogade handlingarna skall vara antingen original eller kopior. Kopiornas överensstämmelse med originalen skall bestyrkas.
6. Ansökningar skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Övriga handlingar skall lämnas in på originalspråket. Om originalspråket inte är något av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk, skall en översättning till ett av dessa språk bifogas.
7. Datum för ansökan skall, om inte annat följer av artikel 11 i protokoll 23 till EES-avtalet, vara den dag när den inkommer till EFTA:s övervakningsmyndighet. Om ansökan skickas med rekommenderat brev, skall den dock anses ha inkommit den dag som framgår av avsändningsortens poststämpel.
8. Om en ansökan enligt artikel 12 i kapitel IX faller utanför det kapitlets tillämpningsområde, skall EFTA:s övervakningsmyndighet utan dröjsmål meddela sökanden att den avser att pröva ansökan enligt bestämmelserna i den av de övriga i bilaga XIV till EES-avtalet avsedda rättsakter som är tillämplig på fallet. Datum för inlämnande av en ansökan skall dock vara den dag som följer av punkt 7. EFTA:s övervakningsmyndighet skall meddela sökanden sina skäl och bestämma en tidsfrist inom vilken han skriftligt får framföra sina synpunkter innan den gör sin bedömning enligt bestämmelserna i den tillämpliga rättsakten.

FÖRHÖR

Artikel 5

Innan EFTA:s övervakningsmyndighet samråder med Rådgivande kommittén för kartell- och monopolfrågor inom sjöfartssektorn skall den hålla ett förhör enligt artikel 23.1 i kapitel IX.

Artikel 6

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall skriftligt meddela företag och företagssammanslutningar de anmärkningar som har framställts mot dem. Meddelandet skall tillställas vart och ett av dem eller ett gemensamt ombud som de har utsett.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan meddela parterna genom kungörelse i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning, om omständigheterna i ärendet motiverar detta, särskilt om meddelandet skall riktas till flera företag och inget gemensamt ombud har utsetts. I kungörelsen skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Böter eller viten kan åläggas företag eller företagssammanslutningar endast om anmärkningarna har meddelats på det sätt som anges i punkt 1.

4. Då EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar anmärkningar skall den fastställa en tidsfrist inom vilken företagen och företagssammanslutningarna kan framföra sina synpunkter till den.

Artikel 7

1. Företag och företagssammanslutningar skall inom den fastställda tidsfristen skriftligt framföra sina synpunkter på de anmärkningar som har framställts mot dem.

2. De får i sina skriftliga yttranden anföra alla omständigheter som är av betydelse för deras försvar.

3. De får bifoga alla handlingar som behövs för att styrka de åberopade omständigheterna. De får även föreslå att EFTA:s övervakningsmyndighet hör personer som kan bekräfta dessa omständigheter.

Artikel 8

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i sina beslut endast ta upp sådana anmärkningar mot företag och företagssammanslutningar beträffande vilka dessa har haft tillfälle att yttra sig.

Om fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken begär att få yttra sig enligt artikel 23.2 i kapitel IX, skall EFTA:s övervakningsmyndighet lämna dem tillfälle att yttra sig skriftligt inom den tidsfrist som den fastställer.

Artikel 10

Om EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit ett klagomål enligt artikel 10 i kapitel IX, anser att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns tillräckligt underlag för att bifalla klagomålet, skall den meddela klagandena sina skäl och fastställa en tidsfrist inom vilken de får inkomma med ytterligare skriftliga synpunkter.

Artikel 11

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lämna personer, som i sina skriftliga yttranden begärt att få framföra sina synpunkter muntligt, tillfälle att göra detta, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken eller om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att ålägga dem böter eller viten.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan även lämna varje annan person tillfälle att muntligt framföra sina synpunkter.

Artikel 12

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall kalla de personer som skall höras att infinna sig vid den tidpunkt som den bestämmer.
2. Den skall genast översända en kopia av kallelsen till EFTA-staternas behöriga myndigheter, som kan utse en tjänsteman att delta i förhöret. EFTA:s övervakningsmyndighet skall även bjuda in EG-kommissionen att låta sig representeras vid förhöret. Inbjudan skall även omfatta EG-medlemsstaterna.

Artikel 13

1. Förhören skall ledas av de personer som EFTA:s övervakningsmyndighet utser för detta ändamål.
2. Personer som kallas att närvara skall infinna sig personligen eller genom sina juridiska ombud eller stadgeenliga ställföreträdare. Företag och företagssammanslutningar kan dessutom företrädas av ett vederbörligen befullmäktigat ombud som har utsetts bland deras ordinarie personal.

Personer som hörs av EFTA:s övervakningsmyndighet kan biträdas av jurister eller akademiska lärare som har rätt att föra talan vid EFTA-domstolen eller av andra kvalificerade personer.

3. Förhören skall inte vara offentliga. Personerna skall höras enskilt eller i närvaro av andra personer som har kallats. I det senare fallet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

4. Det väsentliga innehållet i de yttranden som avges av varje person som hörs skall antecknas i ett protokoll som skall läsas och godkännas av honom.

Artikel 14

Med förbehåll för bestämmelserna i artikel 6.2 skall meddelanden och kallelser från EFTA:s övervakningsmyndighet skickas till mottagarna i rekommenderat brev med mottagningsbevis eller överlämnas till dem mot kvitto.

Artikel 15

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer de tidsfrister som anges i artiklarna 4.8, 6, 9 och 10 skall den ta hänsyn till den tid som behövs för att förbereda yttranden och till om ärendet är av brådskande natur. Tidsfristen skall inte understiga två veckor och skall kunna förlängas.

2. När tidsfristerna fastställs skall inte den dag inräknas då handlingen har tagits emot eller getts in.

3. Skriftliga yttranden skall inkomma till EFTA:s övervakningsmyndighet eller vara avsända i rekommenderat brev före tidsfristens utgång. Infaller tidsfristens sista dag på en söndag eller helgdag, skall den förlängas till utgången av påföljande arbetsdag. Vid beräkningen av den förlängda tidsfristen skall hänsyn tas, när det gäller dagen för mottagandet av skriftliga yttranden, till de helgdagar som anges i tillägg 2 till detta protokoll och när det gäller avsändningsdagen till de lagstadgade helgdagarna i avsändningslandet.

Artikel 16

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär och kompletterande anmärkningar.

KAPITEL XI PROCEDUREN FÖR TILLÄMPNING AV KONKURRENSREGLERNA PÅ FÖRETAG INOM LUFTFARTSSEKTORN

Artikel 1

Tillämpningsområde

1. I detta kapitel anges detaljerade regler för tillämpning av artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet på lufttransporttjänster.
2. Detta kapitel skall tillämpas endast på internationell luftfart mellan flygplatser inom det territorium som omfattas av EES-avtalet.

Artikel 2

Undantag för vissa tekniska avtal

1. Det förbud som anges i artikel 53.1 i EES-avtalet skall inte gälla de avtal, beslut och samordnade förfaranden som uppräknas i tillägg 7 till detta protokoll i den mån de endast har till syfte och resultat att uppnå tekniska förbättringar eller samarbete. Uppräkningen är inte uttömmande.
2. Vid behov får EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med artikel 49 i detta avtal till EFTA-staternas regeringar lämna förslag till ändringar i uppräkningen i tillägg 7.

Artikel 3

Förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ inleda förfaranden för att få överträdelse av bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet att upphöra.

Rätt att framställa klagomål har

- a) EFTA-staterna,
 - b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan efter ansökan av berörda företag eller företagssammanslutningar fastslå att det på grundval av de omständigheter som har kommit till dess kännedom inte finns anledning för den att ingripa med stöd av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet mot ett avtal, beslut eller samordnat förfarande.

Artikel 4

Genomförandet av förfaranden efter klagomål eller på EFTA:s övervakningsmyndighets eget initiativ

1. Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet att det har skett en överträdelse av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet, kan den genom beslut ålägga de berörda företagen eller företagssammanslutningarna att upphöra med överträdelsen.

Om inte annat följer av andra bestämmelser i detta kapitel kan EFTA:s övervakningsmyndighet, innan den fattar beslut enligt föregående stycke, rikta rekommendationer till de berörda företagen eller företagssammanslutningarna för att få dem att upphöra med överträdelsen.

2. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål, att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns skäl för att ingripa med stöd av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet mot ett avtal, beslut eller samordnat förfarande, skall den genom beslut tillbakavisa klagomålet som obefogat.

3. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit klagomål eller på eget initiativ, att ett avtal, beslut eller samordnat förfarande uppfyller villkoren i både artikel 53.1 och 53.3 i EES-avtalet, skall den meddela ett beslut om tillämpning av punkt 3 i samma artikel. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för beslutet.

Artikel 4a

Interimsåtgärder mot konkurrensbegränsande förfaranden

1. Om inte annat följer av tillämpningen av artikel 4.1 kan EFTA:s övervakningsmyndighet, om den förfogar över klara prima facie-bevis för att vissa förfaranden strider mot artikel 53 eller 54 i EES-avtalet och har till syfte eller resultat att direkt hota en flygförbindelses existens och om begagnandet av det normala förfarandet kan vara otillräckligt för att skydda flygförbindelsen eller det berörda flygbolaget, genom beslut vidta interimsåtgärder för att säkerställa att dessa förfaranden inte vidtas eller att de upphör samt lämna sådana anvisningar som behövs för att hindra förekomsten av dessa förfaranden till dess att ett beslut fattas enligt artikel 4.1.

2. Ett beslut som fattas i enlighet med punkt 1 skall gälla i högst sex månader. Artikel 8.5 är inte tillämplig.

EFTA:s övervakningsmyndighet kan under en tid av högst tre månader med eller utan ändring ompröva det ursprungliga beslutet. I så fall skall artikel 8.5 vara tillämplig.

Artikel 5

Tillämpningen av artikel 53.3 i EES-avtalet – invändningar

1. Företag och företagssammanslutningar som önskar åberopa artikel 53.3 i EES-avtalet beträffande sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som avses i punkt 1 i samma artikel och i vilka de deltar skall framställa ansökningar till EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att den förfogar över allt tillgängligt bevismaterial och att en ansökan kan medges och har inga åtgärder enligt artikel 3 vidtagits mot det ifrågavarande avtalet, beslutet eller samordnade förfarandet, skall den snarast offentliggöra ansökan i sammandrag i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning och lämna berörda tredje män och EFTA-staterna tillfälle att framföra synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet inom 30 dagar. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet inte inom 90 dagar från tidpunkten för ett sådant offentliggörande i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning meddelar sökandena att det finns allvarliga tvivel beträffande tillämpligheten av artikel 53.3 i EES-avtalet, skall avtalet, beslutet eller det samordnade förfarandet, i den mån som det överensstämmer med den beskrivning som har lämnats i ansökan, anses undantaget från förbudet för den tid som redan har förflutit och under ytterligare högst sex år från offentliggörandet av ansökan i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning.

Konstaterar EFTA:s övervakningsmyndighet, efter utgången av nittiodagarsfristen men före utgången av sexårsfristen, att villkoren för tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet inte är uppfyllda, skall den genom beslut meddela att förbudet i artikel 53.1 gäller. Detta beslut kan ges retroaktivt verkan, om de berörda parterna har lämnat oriktiga uppgifter eller missbrukat undantaget från bestämmelserna i artikel 53.1 eller har överträtt artikel 54.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet kan lämna sökandena meddelande i enlighet med punkt 3, första stycket, och skall göra detta om en EFTA-stat så begär inom 45 dagar från det att en ansökan har skickats till staten enligt artikel 8.2. Denna begäran skall vara motiverad med hänsyn till konkurrensreglerna i EES-avtalet.

Finner EFTA:s övervakningsmyndighet att villkoren i artiklarna 53.1 och 53.3 i EES-avtalet är uppfyllda, skall den besluta om tillämpning av artikel 53.3. I beslutet skall anges tidpunkten då det träder i kraft. Denna tidpunkt kan vara tidigare än tidpunkten för ansökan.

Artikel 6

Giltighetstiden för och återkallande av beslut om tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet

1. I ett beslut om tillämpning av artikel 53.3 som fattas med stöd av artikel 4 eller 5 i detta kapitel skall anges för vilken tid det skall gälla. Normalt skall denna tid inte understiga sex år. Beslutet kan förenas med villkor och ålägganden.

2. Beslutet kan förnyas, om förutsättningarna för tillämpning av artikel 53.3 fortfarande gäller.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan återkalla eller ändra sitt beslut eller förbjuda parterna att vidta vissa åtgärder

- a) om de faktiska förhållanden som låg till grund för beslutet har ändrats i något väsentligt avseende,
- b) om parterna åsidosätter ett åläggande som har förenats med beslutet,
- c) om beslutet grundar sig på oriktiga uppgifter eller har utverkats på ett bedrägligt sätt, eller
- d) om parterna missbrukar det undantag från bestämmelserna i artikel 53.1 i EES-avtalet som har beviljats dem genom beslutet.

I fall enligt b, c och d kan beslutet återkallas med retroaktiv verkan.

Artikel 7

Behörighet

Med förbehåll för EFTA-domstolens prövning av beslutet enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och tillämpliga bestämmelser i förevarande avtal är EFTA:s övervakningsmyndighet ensam behörig att i enlighet med de villkor som anges i artikel 56 i EES-avtalet meddela beslut med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet.

Så länge EFTA:s övervakningsmyndighet varken har inlett ett förfarande för att meddela beslut i ett visst fall eller översänt ett meddelande enligt artikel 5.3, första stycket, i detta kapitel är EFTA-staternas myndigheter behöriga att avgöra om bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet är tillämpliga på fallet.

Artikel 8

Samverkan med EFTA-staternas myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall genomföra de förfaranden som föreskrivs i detta kapitel i nära och ständig samverkan med EFTA-staternas behöriga myndigheter, som har rätt att framföra sina synpunkter på dessa förfaranden.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av klagomål och ansökningar samt även av de viktigaste handlingarna som tillställs EFTA:s övervakningsmyndighet eller som den skickar ut i samband med dessa förfaranden.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar, klagomål och uppgifter om inledande av förfaranden på eget initiativ som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artiklarna 2 och 10 i protokoll 23 till EES-avtalet.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av handlingar som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artikel 7 i protokoll 23 till EES-avtalet.

3. Samråd skall ske med en Rådgivande kommitté för kartell- och monopolfrågor inom luftfartssektorn före beslut som följer på ett förfarande enligt artikel 3 eller beslut enligt artikel 5.3, andra stycket, eller enligt punkt 4, andra stycket, i samma artikel eller enligt artikel 6. Samråd skall också ske med Rådgivande kommittén före överlämnandet av sådana förslag som avses i artikel 19.

4. Rådgivande kommittén skall vara sammansatt av tjänstemän som är sakkunniga i luftfartsfrågor samt frågor om karteller och monopol. Varje EFTA-stat skall utse två tjänstemän som representanter, som var och en vid förhinder kan ersättas av en annan tjänsteman.

EG-kommissionen och EG-medlemsstaterna skall ha rätt att närvara vid Rådgivande kommitténs sammanträden och att framföra sina synpunkter där. Deras representanter skall dock inte ha rösträtt.

5. Samrådet skall äga rum vid ett gemensamt sammanträde som sammankallas av EFTA:s övervakningsmyndighet och som hålls tidigast 14 dagar efter det att kallelse har skett. Till kallelsen skall fogas en redogörelse för varje ärende som skall behandlas, med uppgift om de viktigaste handlingarna samt ett preliminärt utkast till beslut.

Med hänsyn till det deltagande som avses i punkt 4, andra stycket, skall EG-kommissionen erhålla en inbjudan till sammanträdet samt den information som avses i artikel 6 i protokoll 23 till EES-avtalet.

6. Rådgivande kommittén kan avge ett yttrande även om en del ledamöter eller deras ersättare inte är närvarande. En redogörelse för resultatet av överläggningarna skall bifogas utkastet till beslut. Redogörelsen skall inte offentliggöras.

Artikel 9

Begäran om upplysningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får EFTA:s övervakningsmyndighet inhämta alla nödvändiga upplysningar hos EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter samt hos företag och företagssammanslutningar.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet riktar en begäran om upplysningar till ett företag eller en företagssammanslutning, skall den samtidigt sända en kopia av denna begäran till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

3. I sin begäran skall EFTA:s övervakningsmyndighet ange den rättsliga grunden för och syftet med begäran samt de påföljder som avses i artikel 12.1 b om oriktiga uppgifter lämnas.

4. Skyldiga att lämna de begärda upplysningarna är företagens ägare eller deras företrädare och, när det gäller juridiska personer och bolag, eller

sammanslutningar som inte är juridiska personer, de som är utsedda att företräda dessa enligt lag eller stadgar.

5. Om ett företag eller en företagssammanslutning inte lämnar de begärda upplysningarna inom den tidsfrist som har fastställts av EFTA:s övervakningsmyndighet eller lämnar ofullständiga uppgifter, skall EFTA:s övervakningsmyndighet begära upplysningarna genom beslut. I beslutet skall anges vilka upplysningar som begärs, fastställas en lämplig tidsfrist inom vilken upplysningarna skall lämnas och anges de påföljder som avses i artiklarna 12.1 b och 13.1 c samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

6. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samtidigt sända en kopia av sitt beslut till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

Artikel 10

Undersökningar genomförda av EFTA-staternas myndigheter

1. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet skall EFTA-staternas behöriga myndigheter genomföra de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet anser påkallade enligt artikel 11.1 eller som den har beslutat om enligt artikel 11.3. De tjänstemän hos EFTA-staternas behöriga myndigheter som har till uppgift att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt utfärdad av den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras. Fullmakten skall ange föremålet för och syftet med undersökningen.

2. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet eller den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän biträda myndighetens tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

Artikel 11

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenheter vid undersökningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 23 och bilaga XIV till EES-avtalet eller genom bestämmelserna i detta kapitel får den genomföra alla nödvändiga undersökningar hos företag och företagssammanslutningar. För detta ändamål har de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen befogenhet

- a) att granska böcker och andra affärshandlingar,
- b) att göra kopior av eller utdrag ur böcker och affärshandlingar,
- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,

- d) att få tillträde till företagens samtliga lokaler, markområden och transportmedel.
2. De av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen skall utöva sina befogenheter efter företeende av skriftlig fullmakt, som anger föremålet för och syftet med undersökningen samt de påföljder som avses i artikel 12.1 c för det fall att begärda böcker eller andra affärshandlingar inte framläggs på ett fullständigt sätt. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid före undersökningen underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om undersökningsuppdraget samt om de bemyndigade tjänstemännens identitet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall också utfärda sådant bemyndigande för de representanter för EG-kommissionen som skall delta i undersökningen enligt artikel 8.4 i protokoll 23 till EES-avtalet.
3. Företag och företagssammanslutningar är skyldiga att underkasta sig de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om. I beslutet skall anges föremålet för och syftet med undersökningen, fastställas när den skall börja och anges de påföljder som avses i artiklarna 12.1 c och 13.1 d samt upplysas om rätten att föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.
4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta beslut enligt punkt 3 efter att ha samrått med den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras.
5. Tjänstemännen hos den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan, på begäran av myndigheten eller EFTA:s övervakningsmyndighet, hjälpa EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.
6. Om ett företag motsätter sig en undersökning som har beslutats med stöd av denna artikel, skall den berörda EFTA-staten lämna de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen den hjälp som behövs för att de skall kunna utföra sitt undersökningsuppdrag. För detta ändamål skall EFTA-staterna efter samråd med EFTA:s övervakningsmyndighet vidta nödvändiga åtgärder inom sex månader efter det att EES-avtalet har trätt i kraft.

Artikel 12

Böter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag eller företagssammanslutningar böter om lägst 100 och högst 5 000 ecu, om de uppsåtligt eller av oaktsamhet
- a) lämnar oriktiga eller vilseledande uppgifter i en ansökan enligt artikel 3.2 eller artikel 5, eller
 - b) lämnar oriktiga uppgifter till svar på en begäran enligt artikel 9.3 eller 5 eller inte lämnar en uppgift inom den tidsfrist som har fastställts genom beslut enligt artikel 9.5, eller

- c) vid undersökningar som genomförs enligt artikel 10 eller 11 framlägger begärda böcker eller andra affärshandlingar på ett ofullständigt sätt eller inte underkastar sig en undersökning som har beslutats enligt artikel 11.3.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga företag och företagssammanslutningar böter om lägst 1 000 och högst 1 000 000 ecu, eller ett högre belopp som dock inte får överstiga 10% av föregående räkenskapsårs omsättning för varje företag som har deltagit i överträdelsen, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) överträder bestämmelserna i artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet, eller
b) åsidosätter ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 6.1 i detta kapitel.

När bötesbeloppet fastställs skall hänsyn tas både till överträdelsens svårighetsgrad och till dess varaktighet.

3. Artikel 8 är tillämplig.

4. Beslut fattade med stöd av punkterna 1 och 2 har inte straffrättslig karaktär.

5. Böter enligt punkt 2 a skall inte åläggas för åtgärder som har vidtagits efter anmälan till EFTA:s övervakningsmyndighet och före dess beslut om tillämpning av artikel 53.3 i EES-avtalet, förutsatt att åtgärderna ligger inom ramen för den verksamhet som har beskrivits i anmälan.

Denna bestämmelse är dock inte tillämplig om EFTA:s övervakningsmyndighet har meddelat de berörda företagen eller företagssammanslutningarna att den efter preliminär undersökning anser att artikel 53.1 i EES-avtalet är tillämplig och att det inte finns skäl att tillämpa artikel 53.3.

Artikel 13

Viten

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga företag eller företagssammanslutningar viten om lägst 50 och högst 1 000 ecu om dagen, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dessa

- a) att upphöra med en överträdelse av artikel 53.1 eller 54 i EES-avtalet enligt ett åläggande med stöd av artikel 4 i detta kapitel,
b) att upphöra med varje åtgärd som har förbjudits enligt artikel 6.3,
c) att på ett fullständigt och riktigt sätt lämna upplysningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har begärt genom beslut enligt artikel 9.5,
d) att underkasta sig en sådan undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om enligt artikel 11.3,
e) att vidta varje åtgärd som har beslutats enligt artikel 4a.

2. Om företag eller företagssammanslutningar har fullgjort skyldigheten för vars uppfyllande vitet har förelagts, kan EFTA:s övervakningsmyndighet fastställa det slutliga vitet till ett belopp som är lägre än det som skulle ha följt av det ursprungliga beslutet.

3. Artikel 8 är tillämplig.

Artikel 14

EFTA-domstolens prövning

EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt prövningsrätt, på det sätt som anges i artikel 35 i förevarande avtal, att avgöra överklaganden av beslut genom vilka EFTA:s övervakningsmyndighet har fastställt böter eller viten. Domstolen kan upphäva, sätta ned eller höja ålagda böter eller viten.

Artikel 15

Ecu

Vid tillämpning av artiklarna 12–14 skall med ecu förstås ecun så som den har definierats av Europeiska gemenskapernas behöriga myndigheter.

Artikel 16

Förhör med parterna och tredje man

1. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet avslår en ansökan om attest enligt artikel 3.2 eller fattar beslut enligt artiklarna 4, 4a, 5.3, andra stycket, 5.4, 6.3, 12 och 13, skall den lämna berörda företag och företagsammanslutningar tillfälle att yttra sig över dess anmärkningar.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet eller EFTA-staternas behöriga myndigheter anser det nödvändigt, kan de även höra andra fysiska eller juridiska personer. Begäran från sådana personer att få yttra sig skall bifallas, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att utfärda icke-ingripande-besked med stöd av artikel 53.3 i EES-avtalet, skall den offentliggöra ifrågavarande avtal, beslut eller samordnade förfarande i sammandrag och lämna varje berörd tredje man tillfälle att framföra sina synpunkter inom den tidsfrist som EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer och som inte skall understiga en månad. Vid offentliggörandet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Sekreteress

1. Om inte annat följer av artikel 9 i protokoll 23 till EES-avtalet, får upplysningar som har inhämtats med stöd av artiklarna 9–11 i detta kapitel eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet endast användas för det med begäran eller undersökningen avsedda ändamålet.

2. Om inte annat följer av artiklarna 16 och 18, får EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter samt dessas tjänstemän och övriga anställda inte avslöja upplysningar som de har inhämtat med stöd av detta protokoll eller artikel 58 i EES-avtalet samt protokoll 23 till avtalet och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess. Denna skyldighet skall gälla även representanter för EG-kommissionen och de EG-medlemsstater som deltar i Rådgivande kommittén enligt artikel 8.4 och i förhör enligt artikel 11.2 i kapitel XII.

3. Bestämmelserna i punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för offentliggörande av allmän information eller undersökningar som inte innehåller uppgifter om enskilda företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 18

Offentliggörande av beslut

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöra de beslut den fattar enligt artiklarna 3.2, 4, 5.3, andra stycket, 5.4 och 6.3.

2. I offentliggörandet skall anges de berörda parterna och huvuddragen av beslutet. Därvid skall hänsyn tas till företagets legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 19

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär som skall användas för klagomål enligt artikel 3 och ansökningar enligt artikel 3.2 och artikel 5 samt förslag till kompletterande anmärkningar till dessa formulär.

KAPITEL XII FORM, INNEHÅLL OCH ÖVRIGA
ENSKILDHETER BETRÄFFANDE KLAGOMÅL,
ANSÖKNINGAR OCH FÖRHÖR ENLIGT KAPITEL XI,
SOM FASTSTÄLLER PROCEDUREN FÖR
TILLÄMPNING AV KONKURRENSREGLERNA PÅ
FÖRETAG INOM LUFTFARTSSEKTORN

AVSNITT I

KLAGOMÅL OCH ANSÖKNINGAR

Artikel 1

Klagomål

1. Klagomål enligt artikel 3.1 i kapitel XI skall inlämnas skriftligt på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Klagandena får själva bestämma deras form, innehåll och övriga enskildheter efter eget gottfinnande.
2. Rätt att framställa klagomål har
 - a) EFTA-staterna,
 - b) fysiska eller juridiska personer som åberopar ett legitimt intresse i saken.
3. Om sådana klagomål undertecknas av företrädare för företag, företagsammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall dessa företrädare förete en skriftlig fullmakt.

Artikel 2

Personer som har rätt att inlämna ansökningar

1. Varje företag som deltar i sådana avtal, beslut eller förfaranden som avses i artiklarna 53 och 53.1 i EES-avtalet får inlämna en ansökan enligt artikel 3.2 och artikel 5 i kapitel XI. Om ansökan inlämnas av några av de berörda företagen, men inte av alla, skall de underrätta de övriga företagen om detta.
2. Om ansökningar enligt artikel 3.2 och artikel 5 i kapitel XI undertecknas av företrädare för företag, företagsammanslutningar eller fysiska eller juridiska personer, skall de förete skriftlig fullmakt.
3. Vid gemensamma ansökningar bör en gemensam företrädare utses.

Artikel 3

Inlämnande av ansökningar

1. Ansökningar enligt artikel 3.2 och artikel 5 i kapitel XI skall inlämnas på de formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen och som framgår av bilaga 8.

2. Flera deltagande företag får göra ansökan på ett enda formulär.
3. Ansökningar skall innehålla de uppgifter som begärs i formuläret.
4. Varje ansökan och bifogad handling skall inlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet i nio exemplar.
5. De bifogade handlingarna skall vara antingen original eller kopior. Kopiornas överensstämmelse med originalen skall bestyrkas.
6. Ansökningar skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk. Övriga handlingar skall lämnas in på originalspråket. Om originalspråket inte är något av EFTA-staternas eller Europeiska gemenskapens officiella språk, skall en översättning till ett av dessa språk bifogas.
7. Datum för ansökan skall, om inte annat följer av artikel 11 i protokoll 23 till EES-avtalet, vara den dag när den inkommer till EFTA:s övervakningsmyndighet. Om ansökan skickas med rekommenderat brev, skall den dock anses ha inkommit den dag som framgår av avsändningens poststämpel.
8. Om en ansökan enligt artikel 3.2 och artikel 5 i kapitel XI faller utanför det kapitlets tillämpningsområde, skall EFTA:s övervakningsmyndighet utan dröjsmål meddela sökanden att den avser att pröva ansökan enligt bestämmelserna i den av de övriga i bilaga XIV till EES-avtalet avsedda rättsakter som är tillämplig på fallet. Datum för inlämnande av en ansökan skall dock vara den dag som följer av punkt 7. EFTA:s övervakningsmyndighet skall meddela sökanden sina skäl och bestämma en tidsfrist inom vilken han skriftligt får framföra sina synpunkter innan den gör sin bedömning enligt bestämmelserna i den tillämpliga rättsakten.

AVSNITT II

FÖRHÖR

Artikel 4

Innan EFTA:s övervakningsmyndighet samråder med Rådgivande kommittén för kartell- och monopolfrågor inom luftfartssektorn skall den hålla ett förhör enligt artikel 16.1 i kapitel XI.

Artikel 5

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall skriftligt meddela företag och företagssammanslutningar de anmärkningar som har framställts mot dem. Meddelandet skall tillställas vart och ett av dem eller ett gemensamt ombud som de har utsett.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan meddela parterna genom kungörelse i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning, om

omständigheterna i ärendet motiverar detta, särskilt om meddelandet skall riktas till flera företag och inget gemensamt ombud har utsetts. I kungörelsen skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

3. Böter eller viten kan åläggas företag eller företagssammanslutningar endast om anmärkningarna har meddelats på det sätt som anges i punkt 1.

4. Då EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar anmärkningar skall den fastställa en tidsfrist inom vilken företagen och företagssammanslutningarna kan framföra sina synpunkter till den.

Artikel 6

1. Företag och företagssammanslutningar skall inom den fastställda tidsfristen skriftligt framföra sina synpunkter på de anmärkningar som har framställts mot dem.

2. De får i sina skriftliga yttranden anföra alla omständigheter som är av betydelse för deras försvar.

3. De får bifoga alla handlingar som behövs för att styrka de åberopade omständigheterna. De får även föreslå att EFTA:s övervakningsmyndighet hör personer som kan bekräfta dessa omständigheter.

Artikel 7

EFTA:s övervakningsmyndighet skall i sina beslut endast ta upp sådana anmärkningar mot företag och företagssammanslutningar beträffande vilka dessa har haft tillfälle att yttra sig.

Artikel 8

Om fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken begär att få yttra sig enligt artikel 16.2 i kapitel XI, skall EFTA:s övervakningsmyndighet lämna dem tillfälle att yttra sig skriftligt inom den tidsfrist som den fastställer.

Artikel 9

Om EFTA:s övervakningsmyndighet, efter att ha mottagit ett klagomål enligt artikel 3.1 i kapitel XI, anser att det på grundval av den information som den har tillgång till inte finns tillräckligt underlag för att bifalla klagomålet, skall den meddela klagandena sina skäl och fastställa en tidsfrist inom vilken de får inkomma med ytterligare skriftliga synpunkter.

Artikel 10

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lämna personer, som i sina skriftliga yttranden begärt att få framföra sina synpunkter muntligt, tillfälle att

göra detta, om de kan påvisa ett tillräckligt intresse i saken eller om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att ålägga dem böter eller viten.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan även lämna varje annan person tillfälle att muntligt framföra sina synpunkter.

Artikel 11

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall kalla de personer som skall höras att infinna sig vid den tidpunkt som den bestämmer.

2. Den skall genast översända en kopia av kallelsen till EFTA-staternas behöriga myndigheter, som kan utse en tjänsteman att delta i förhöret. EFTA:s övervakningsmyndighet skall även bjuda in EG-kommissionen att låta sig representeras vid förhöret. Inbjudan skall även omfatta EG-medlemsstaterna.

Artikel 12

1. Förhören skall ledas av de personer som EFTA:s övervakningsmyndighet utser för detta ändamål.

2. Personer som kallas att närvara skall infinna sig personligen eller genom sina juridiska ombud eller stadgeenliga ställföreträdare. Företag och företagssammanslutningar kan dessutom företrädas av ett vederbörligen befullmäktigat ombud som har utsetts bland deras ordinarie personal.

Personer som hörs av EFTA:s övervakningsmyndighet kan biträdas av advokater eller akademiska lärare som har rätt att föra talan vid EFTA-domstolen eller av andra kvalificerade personer.

3. Förhören skall inte vara offentliga. Personerna skall höras enskilt eller i närvaro av andra personer som har kallats. I det senare fallet skall hänsyn tas till företagens legitima intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

4. Det väsentliga innehållet i de yttranden som avges av varje person som hörs skall antecknas i ett protokoll som skall läsas och godkännas av honom.

Artikel 13

Med förbehåll för bestämmelserna i artikel 5.2 skall meddelanden och kallelser från EFTA:s övervakningsmyndighet skickas till mottagarna i rekommenderat brev med mottagningsbevis eller överlämnas till dem mot kvitto.

Artikel 14

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer de tidsfrister som anges i artiklarna 3.8, 5, 8 och 9 skall den ta hänsyn till den tid som behövs för att förbereda yttranden och till om ärendet är av brådskande natur. Tidsfristen skall inte understiga två veckor och skall kunna förlängas.

2. När tidsfristerna fastställs skall inte den dag inräknas då handlingen har tagits emot eller getts in.
3. Skriftliga yttranden skall inkomma till EFTA:s övervakningsmyndighet eller vara avsända i rekommenderat brev före tidsfristens utgång. Infaller tidsfristens sista dag på en söndag eller helgdag, skall den förlängas till utgången av påföljande arbetsdag. Vid beräkningen av den förlängda tidsfristen skall hänsyn tas, när det gäller dagen för mottagandet av skriftliga yttranden, till de helgdagar som anges i tillägg 2 till detta protokoll och när det gäller avsändningsdagen till de lagstadgade helgdagarna i avsändningslandet.

Artikel 15

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär och kompletterande anmärkningar.

DEL III KONTROLL AV KONCENTRATIONER

KAPITEL XIII REGLER FÖR KONTROLL AV FÖRETAGSKONCENTRATIONER

På grund av uppdelningen av texten i förordning (EEG) nr 4064/89 mellan bilaga XIV till EES-avtalet (materiella bestämmelser) och detta kapitel (procedurbestämmelser) återfinns texten till artikel 1 – 5, med anpassningar, i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89). EFTA:s övervakningsmyndighet skall genomföra kontrollen av koncentrationer enligt bestämmelserna i artikel 57 i EES-avtalet, särskilt punkt 2 b.

Artikel 1–5

(Ingen text)

Artikel 6

Prövning av anmälan och inledande av förfaranden

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall pröva anmälan så snart den har mottagits.
 - a) Om EFTA:s övervakningsmyndighet finner att den anmälda koncentrationen inte omfattas av den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89), skall den fastslå detta genom beslut.
 - b) Om EFTA:s övervakningsmyndighet finner att den anmälda koncentrationen, fastän den omfattas av nämnda rättsakt, inte ger

anledning till allvarliga tvivel beträffande dess förenlighet med EES-avtalets funktion, skall den besluta att inte göra invändning mot den och skall förklara att den är förenlig med EES-avtalets funktion.

- c) Om EFTA:s övervakningsmyndighet däremot finner att den anmälda koncentrationen omfattas av nämnda rättsakt och ger anledning till allvarliga tvivel beträffande dess förenlighet med EES-avtalets funktion, skall den besluta att inleda ett förfarande.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall snarast underrätta de berörda företagen och EFTA-staternas behöriga myndigheter om sitt beslut.

Artikel 7

Uppskjutande av koncentrationer

1. Vid tillämpningen av punkt 2 skall en koncentration enligt artikel 1 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) varken genomföras före anmälan eller inom de första tre veckorna efter anmälan.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet efter en preliminär prövning av anmälan inom den tidsfrist som anges i punkt 1 bedömer det nödvändigt för att säkerställa den fulla verkan av ett senare beslut som fattas med stöd av artikel 8.3 och 4, kan den på eget initiativ besluta att en koncentration inte får genomföras, helt eller delvis, till dess att EFTA:s övervakningsmyndighet fattar ett slutligt beslut eller att vidta andra interimistiska åtgärder med samma innebörd.

3. Punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för genomförandet av ett offentligt bud om övertagande som har anmälts till EFTA:s övervakningsmyndighet enligt artikel 4.1 i nämnda rättsakt före den tidpunkt när det offentliggörs, förutsatt att förvärvaren inte utövar de rösträttigheter som följer med värdepapperen i fråga eller gör det endast för att upprätthålla det fulla värdet av dessa investeringar och på grundval av en dispens som har lämnats av EFTA:s övervakningsmyndighet enligt punkt 4.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet kan på begäran medge dispens från de skyldigheter som åläggs enligt punkterna 1, 2 eller 3 för att förhindra att ett eller flera företag som berörs av en koncentration eller tredje man åsamkas allvarlig skada. En sådan dispens kan förenas med villkor och ålägganden för att säkerställa förutsättningarna för en effektiv konkurrens. En dispens kan begäras och medges när som helst, även före anmälan eller efter transaktionen.

5. Giltigheten av en transaktion som genomförs i strid mot punkt 1 eller 2 skall vara beroende av ett beslut enligt artikel 6.1 b eller 8.2 eller 3 eller det antagande som avses i artikel 10.6.

Denna artikel skall dock inte påverka giltigheten av transaktioner med värdepapper, inklusive sådana som kan konverteras till andra värdepapper, som kan vara föremål för handel på en marknad som står under

offentligt erkända myndigheters kontroll och tillsyn, som fungerar regelmässigt och som direkt eller indirekt är tillgänglig för allmänheten, såvida inte köparen och säljaren visste eller borde ha vetat att transaktionen genomfördes i strid mot punkt 1 eller 2.

Artikel 8

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenhet att fatta beslut

1. Om inte annat följer av artikel 9, skall varje förfarande som inleds med stöd av artikel 6.1 c avslutas genom beslut enligt punkt 2–5.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet finner att en koncentration som har anmälts uppfyller det kriterium som anges i artikel 2.2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89), eventuellt sedan de berörda företagen har vidtagit ändringar, skall den meddela ett beslut enligt vilket koncentrationen förklaras förenlig med EES-avtalets funktion.

EFTA:s övervakningsmyndighet kan förena beslutet med villkor och ålägganden i syfte att säkerställa att de berörda företagen fullgör sina åtaganden gentemot EFTA:s övervakningsmyndighet när det gäller att ändra den ursprungliga koncentrationsplanen.

Beslutet om att koncentrationen är förenlig med EES-avtalets funktion skall även omfatta sådana begränsningar som har direkt samband med och är nödvändiga för genomförandet av koncentrationen.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet finner att en koncentration uppfyller det kriterium som anges i artikel 2.3 i nämnda rättsakt, skall den meddela ett beslut enligt vilket koncentrationen förklaras oförenlig med EES-avtalets funktion.

4. Om en koncentration redan har genomförts kan EFTA:s övervakningsmyndighet genom ett beslut enligt punkt 3 eller genom ett särskilt beslut kräva att de sammanförda företagen eller tillgångarna delas upp eller att den gemensamma kontrollen upphör eller att andra åtgärder som är nödvändiga för att återupprätta förutsättningarna för en effektiv konkurrens vidtas.

5. EFTA:s övervakningsmyndighet kan återkalla det beslut som den har fattat enligt punkt 2, om

- a) förklaringen om förenlighet med EES-avtalets funktion grundar sig på oriktiga uppgifter för vilka ett av de berörda företagen är ansvarigt eller om den har utverkats på ett bedrägligt sätt, eller
- b) de berörda företagen åsidosätter ett åläggande som var förenat med beslutet.

6. I sådana fall som avses i punkt 5 kan EFTA:s övervakningsmyndighet fatta ett beslut enligt punkt 3 utan att vara bunden av den tidsfrist som avses i artikel 10.3.

Hänskjutande till EFTA-staternas behöriga myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom ett beslut som snarast meddelas de berörda företagen och de övriga EFTA-staternas behöriga myndigheter hänskjuta en anmäld koncentration till den berörda EFTA-statens behöriga myndigheter under följande omständigheter.
2. Inom tre veckor från det att den har mottagit en kopia av anmälan kan en EFTA-stat underrätta EFTA:s övervakningsmyndighet, som skall underrätta de berörda företagen, om att en koncentration hotar att skapa eller förstärka en sådan dominerande ställning som medför att den effektiva konkurrensen märkbart skulle hämmas på en marknad inom EFTA-staten som uppvisar alla kännetecken på en avgränsad marknad, oavsett om det rör sig om en väsentlig del av EFTA-staternas territorium.
3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet med hänsyn till marknaden för ifrågavarande varor och tjänster och den geografiska referensmarknaden enligt definitionen i punkt 7 anser att det föreligger en sådan avgränsad marknad och ett sådant hot, skall den antingen
 - a) själv behandla fallet för att upprätthålla eller återupprätta en effektiv konkurrens på marknaden i fråga, eller
 - b) hänskjuta fallet till den berörda EFTA-statens behöriga myndigheter för att denna stats nationella konkurrenslagstiftning skall tillämpas.

Om EFTA:s övervakningsmyndighet däremot anser att en sådan avgränsad marknad eller ett sådant hot inte föreligger, skall den fatta ett beslut med den innebörden som den skall rikta till den berörda EFTA-staten.

4. Ett beslut om hänskjutande enligt punkt 3 skall fattas
 - a) som huvudregel inom den sexveckorsfrist som anges i artikel 10.1 om EFTA:s övervakningsmyndighet inte har inlett ett förfarande enligt artikel 6.1 b, eller
 - b) senast inom tre månader efter det att den berörda koncentrationen har anmälts, om EFTA:s övervakningsmyndighet har inlett ett förfarande enligt artikel 6.1 c utan att ha gjort förberedelser i syfte att vidta nödvändiga åtgärder enligt artikel 8.2, andra stycket, 3 eller 4 för att upprätthålla eller återupprätta en effektiv konkurrens på marknaden i fråga.
5. Om EFTA:s övervakningsmyndighet trots påminnelse från den berörda EFTA-staten inte inom den tremånadersfrist som avses i punkt 4 b har fattat något beslut om hänskjutande enligt punkt 3 eller gjort de förberedelser som avses i punkt 4 b, skall den anses ha beslutat att hänskjuta fallet till den berörda EFTA-staten enligt punkt 3 b.
6. Rapporter om eller tillkännagivanden av resultatet av den berörda EFTA-statens behöriga myndighets undersökning av koncentrationen

skall offentliggöras senast fyra månader efter EFTA:s övervakningsmyndighets hänskjutande.

7. Med geografisk referensmarknad skall förstås det område inom vilket de berörda företagen medverkar i utbudet av varor eller tjänster, där konkurrensförhållandena är tillräckligt likartade och som kan skiljas från angränsande områden framför allt därför att konkurrensvillkoren är väsentligt annorlunda inom de områdena. Vid denna bedömning skall hänsyn tas bl. a. till de berörda varornas eller tjänsternas beskaffenhet och egenskaper, eventuella hinder för inträde på marknaden, konsumentpreferenser, väsentliga skillnader i företagens marknadsandelar inom angränsande områden eller betydande prisskillnader.

8. Vid tillämpningen av denna artikel får den berörda EFTA-staten endast vidta sådana åtgärder som är absolut nödvändiga för att säkerställa eller återupprätta en effektiv konkurrens på marknaden i fråga.

9. Enligt de tillämpliga bestämmelserna i EES-avtalet kan varje EFTA-stat enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal anföra besvär till EFTA-domstolen, och särskilt begära tillämpning av artikel 41 i förevarande avtal, för att få tillämpa sin nationella konkurrenslagstiftning.

10. Denna artikel kommer att tas upp till förnyad prövning före utgången av 1993.

Artikel 10

Tidsfristerna för inledande av förfaranden och för beslut

1. De beslut som avses i artikel 6.1 skall fattas senast inom en månad. Denna frist skall löpa från dagen efter det att en anmälan har mottagits eller, om de upplysningar som skall lämnas med anmälan är ofullständiga, från dagen efter det att de fullständiga uppgifterna har mottagits. Denna frist skall förlängas till sex veckor om EFTA:s övervakningsmyndighet mottar en begäran från en EFTA-stat enligt artikel 9.2.

2. Beslut enligt artikel 8.2 om anmälda koncentrationer skall fattas så snart det visar sig att de allvarliga tvivel som avses i artikel 6.1 c har avlägsnats, särskilt till följd av ändringar som har vidtagits av de berörda företagen, och senast före utgången av den frist som anges i punkt 3.

3. Om inte annat följer av artikel 8.6, skall beslut enligt artikel 8.3 om anmälda koncentrationer fattas inom högst fyra månader efter den tidpunkt när förfarandet har inletts.

4. Den tidsfrist som anges i punkt 3 skall i undantagsfall tillfälligt avbrytas om EFTA:s övervakningsmyndighet på grund av omständigheter för vilka ett av de företag som deltar i koncentrationen är ansvarigt har varit tvungen att begära upplysningar genom beslut enligt artikel 11 eller beordra en undersökning genom beslut enligt artikel 13.

5. Om domstolen avkunnar en dom som helt eller delvis upphäver ett beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet enligt detta kapitel, skall de tidsfrister som anges i detta kapitel börja löpa på nytt från dagen när domen avkunnades.

6. Om EFTA:s övervakningsmyndighet inte har fattat något beslut enligt artikel 6.1 b eller c eller artikel 8.2 eller 3 inom de tidsfrister som anges i punkt 1 respektive punkt 3, skall koncentrationen anses ha förklarats förenlig med EES-avtalets funktion, om inte annat följer av artikel 9.

Artikel 11

Begäran om upplysningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 57 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 24 och bilaga XIV till EES-avtalet och genom bestämmelserna i detta kapitel får EFTA:s övervakningsmyndighet inhämta alla nödvändiga upplysningar hos EFTA-staternas regeringar och behöriga myndigheter, från de personer som avses i artikel 3.1 b i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) samt från företag och företagssammanslutningar.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet riktar en begäran om upplysningar till en person, ett företag eller en företagssammanslutning, skall den samtidigt sända en kopia av denna begäran till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium personen är bosatt eller företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

3. I sin begäran skall EFTA:s övervakningsmyndighet ange den rättsliga grunden för och syftet med begäran samt de påföljder som avses i artikel 14.1 c för det fall att oriktiga uppgifter lämnas.

4. Skyldiga att lämna de begärda upplysningarna är, när det gäller företag, företagets ägare eller deras företrädare och, när det gäller juridiska personer, bolag eller företag, eller sammanslutningar som inte är juridiska personer, de som är utsedda att företräda dessa enligt lag eller stadgar.

5. Om en person, ett företag eller en företagssammanslutning inte lämnar de begärda upplysningarna inom den tidsfrist som har fastställts av EFTA:s övervakningsmyndighet eller lämnar ofullständiga upplysningar, skall EFTA:s övervakningsmyndighet begära upplysningarna genom beslut. I beslutet skall anges vilka upplysningar som begärs, fastställas en lämplig tidsfrist inom vilken upplysningarna skall lämnas och anges de påföljder som avses i artiklarna 14.1 c och 15.1 a samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

6. EFTA:s övervakningsmyndighet skall samtidigt sända en kopia av sitt beslut till den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territo-

rium personen är bosatt eller företaget eller företagssammanslutningen har sitt säte.

Artikel 12

Undersökningar genomförda av EFTA-staternas myndigheter

1. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet skall EFTA-staternas behöriga myndigheter genomföra de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet anser nödvändiga enligt artikel 13.1 eller som den har beslutat om enligt artikel 13.3. De tjänstemän hos EFTA-staternas behöriga myndigheter som har till uppgift att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt utfärdad av den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras. Fullmakten skall ange föremålet för och syftet med undersökningen.

2. På begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet eller den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän biträda myndighetens tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

Artikel 13

EFTA:s övervakningsmyndighets befogenheter vid undersökningar

1. Vid fullgörandet av de uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet har tilldelats genom artiklarna 57 och 58 i EES-avtalet, genom bestämmelserna i protokoll 24 och bilaga XIV till EES-avtalet och genom bestämmelserna i detta kapitel får den genomföra alla nödvändiga undersökningar hos företag och företagssammanslutningar.

För detta ändamål har de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen befogenhet

- a) att granska böcker och andra affärshandlingar,
- b) att göra eller begära kopior av eller utdrag ur böcker och affärshandlingar,
- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,
- d) att få tillträde till företagens lokaler, markområden och transportmedel.

2. De tjänstemän som av EFTA:s övervakningsmyndighet har fått i uppdrag att genomföra undersökningarna skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt, som anger föremålet för och syftet med undersökningen samt de påföljder som avses i artikel 14.1 d för det fall att begärda böcker eller andra affärshandlingar inte framläggas på ett fullständigt sätt. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid före undersökningen skriftligt underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om undersökningen samt om de bemyndigade tjänstemännens identitet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall också utfärda ett sådant bemyndigande för de

representanter för EG-kommissionen som skall delta i undersökningen enligt artikel 8.5 i protokoll 24 till EES-avtalet.

3. Företag och företagssammanslutningar är skyldiga att underkasta sig de undersökningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om. I beslutet skall anges föremålet för och syftet med undersökningen, fastställas när den skall börja och anges de påföljder som avses i artiklarna 14.1 d och 15.1 b samt upplysas om rätten att enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 36, föra talan mot beslutet vid EFTA-domstolen.

4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall i god tid skriftligt underrätta den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras om sin avsikt att fatta beslut enligt punkt 3. Den skall samråda med den behöriga myndigheten innan den fattar sitt beslut.

5. Tjänstemännen hos den behöriga myndigheten i den EFTA-stat inom vars territorium undersökningen skall genomföras kan, på begäran av myndigheten eller EFTA:s övervakningsmyndighet, hjälpa EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

6. Om ett företag motsätter sig en undersökning som har beslutats med stöd av denna artikel, skall den berörda EFTA-staten lämna de av EFTA:s övervakningsmyndighet bemyndigade tjänstemännen den hjälp som behövs för att de skall kunna utföra sitt undersökningsuppdrag. För detta ändamål skall EFTA-staterna efter samråd med EFTA:s övervakningsmyndighet vidta nödvändiga åtgärder inom sex månader efter det att EES-avtalet har trätt i kraft.

Artikel 14

Böter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut ålägga sådana personer som avses i artikel 3.1 b i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89), företag eller företagssammanslutningar böter om lägst 1 000 och högst 50 000 ecu, om de uppsåtligen eller av oaktsamhet

- a) underlåter att anmäla en koncentration enligt artikel 4 i nämnda rättsakt,
- b) lämnar oriktiga eller vilseledande uppgifter i en anmälan enligt artikel 4 i nämnda rättsakt,
- c) lämnar oriktiga uppgifter till svar på en begäran enligt artikel 11 eller inte lämnar en uppgift inom den tidsfrist som har fastställts genom beslut enligt artikel 11,
- d) vid undersökningar som genomförs enligt artikel 12 eller 13 framlägger begärda böcker eller andra affärshandlingar på ett ofullständigt sätt eller inte underkastar sig en undersökning som har beslutats enligt artikel 13.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut ålägga de berörda personerna eller företagen böter som inte överstiger 10% av de berörda

företagens sammanlagda omsättning enligt artikel 5 i nämnda rättsakt, om de uppsåtliga eller av oaktsamhet

- a) åsidosätter ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 7.4 eller 8.2, andra stycket,
- b) genomför en koncentration i strid mot artikel 7.1 eller åsidosätter ett beslut enligt artikel 7.2,
- c) genomför en koncentration som genom beslut enligt artikel 8.3 har förklarats oförenlig med EES-avtalets funktion eller underlåter att vidta de åtgärder som har beslutats enligt artikel 8.4.

3. När bötesbeloppet fastställs skall hänsyn tas både till överträdelsens art och svårighetsgrad.

4. Beslut fattade med stöd av punkterna 1 och 2 har inte straffrättslig karaktär.

Artikel 15

Viten

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga sådana personer som avses i artikel 3.1 b i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) eller berörda företag eller företagssammanslutningar viten om högst 25 000 ecu för varje dag som dröjsmålet varar, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dem

- a) att på ett fullständigt och riktigt sätt lämna de upplysningar som EFTA:s övervakningsmyndighet har begärt genom beslut enligt artikel 11, eller
- b) att underkasta sig en sådan undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet har beslutat om enligt artikel 13.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom beslut förelägga sådana personer som avses i artikel 3.1 b i nämnda rättsakt eller företag viten om högst 100 000 ecu för varje dag som dröjsmålet varar, räknat från den dag som anges i beslutet, för att förmå dem

- a) att iaktta ett åläggande som har beslutats med stöd av artikel 7.4 eller 8.2, andra stycket, eller
- b) att vidta de åtgärder som har beslutats enligt artikel 8.4.

3. Om de personer som avses i artikel 3.1 b i nämnda rättsakt eller företag eller företagssammanslutningar har fullgjort skyldigheten för vars uppfyllande vitet har förelagts, kan EFTA:s övervakningsmyndighet fastställa det slutliga vitet till ett belopp som är lägre än det som skulle ha följt av det ursprungliga beslutet.

EFTA-domstolens prövning

EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt prövningsrätt, på det sätt som anges i artikel 35 i förevarande avtal, i fråga om överklaganden av beslut genom vilka EFTA:s övervakningsmyndighet har fastställt böter eller viten. Domstolen kan upphäva, sätta ned eller höja ålagda böter eller viten.

Artikel 17

Sekretess

1. Om inte annat följer av artikel 9 i protokoll 24 till EES-avtalet, får upplysningar som har inhämtats med stöd av artiklarna 57 och 58 i EES-avtalet, protokoll 24 till avtalet och artiklarna 11, 12, 13 och 18 i detta kapitel endast användas för det med begäran, undersökningen eller förhåret avsedda ändamålet.

2. Om inte annat följer av artiklarna 4.3 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) och artiklarna 18 och 20 i detta kapitel, får EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter samt dessas tjänstemän och övriga anställda inte avslöja upplysningar som de har inhämtat med stöd av protokoll 24 till EES-avtalet, den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) eller detta kapitel och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess.

3. Punkterna 1 och 2 skall inte utgöra hinder för offentliggörande av allmän information eller undersökningar som inte innehåller uppgifter om enskilda företag eller företagssammanslutningar.

Artikel 18

Förhör med parterna och tredje man

1. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet fattar beslut enligt artikel 7.2 och 4, artikel 8.2, andra stycket, och 3–5, artikel 14 och artikel 15, skall den lämna de berörda personerna, företagen och företagssammanslutningarna tillfälle att i varje skede av förfarandet fram till samrådet med Rådgivande kommittén yttra sig över de anmärkningar som framförs mot dem.

2. Med avvikelse från punkt 1 kan ett interimistiskt beslut om att förlänga tidsfristen under vilken en koncentration uppskjuts eller medge dispens enligt artikel 7.2 respektive 4 fattas utan att de berörda personerna, företagen eller företagssammanslutningarna lämnas tillfälle att på förhand framföra sina synpunkter, förutsatt att EFTA:s övervakningsmyndighet lämnar dem tillfälle att göra detta så snart som möjligt efter det att den har fattat sitt beslut.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet skall fatta sitt beslut endast på grundval av de anmärkningar beträffande vilka parterna har haft möjlighet att framföra synpunkter. Vid förfarandet skall parternas rätt att gå i svaromål respekteras till fullo. Åtminstone de direkt berörda parterna skall få ta del av akten, varvid hänsyn skall tas till företagens berättigade intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

4. I den mån EFTA:s övervakningsmyndighet och EFTA-staternas behöriga myndigheter anser det nödvändigt kan de inhämta yttranden även från andra fysiska eller juridiska personer. Fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett berättigat intresse i saken, särskilt ledamöter av de berörda företagens administrativa eller styrande organ eller erkända arbetstagarrepresentanter från dessa företag, skall efter ansökan ha rätt att yttra sig.

Artikel 19

Samverkan med EFTA-staternas myndigheter

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall inom tre arbetsdagar till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar samt, så snart som möjligt, även av de viktigaste handlingar som tillställs eller utfärdas av EFTA:s övervakningsmyndighet enligt den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) och detta kapitel.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall vidta åtgärder enligt nämnda rättsakt och detta kapitel i nära och ständig samverkan med EFTA-staternas behöriga myndigheter, som har rätt att framföra sina synpunkter på dessa åtgärder. För tillämpningen av artikel 9 skall den inhämta upplysningar från EFTA-statens behöriga myndighet enligt punkt 2 i samma artikel och lämna den tillfälle att yttra sig i varje skede av förfarandet fram till det att ett beslut fattas i enlighet med punkt 3 i samma artikel. För detta ändamål skall EFTA:s övervakningsmyndighet låta den ta del av akten.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av anmälningar och uppgifter som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artiklarna 3 och 10 i protokoll 24 till EES-avtalet.

EFTA:s övervakningsmyndighet skall utan dröjsmål till EFTA-staternas behöriga myndigheter översända kopior av handlingar som den har mottagit från EG-kommissionen enligt artikel 8 i protokoll 24 till EES-avtalet.

3. Samråd skall ske med en Rådgivande kommitté för koncentrationer innan beslut fattas enligt artikel 8.2–5, 14 eller 15 eller ett sådant förslag som avses i artikel 23 överlämnas.

4. Rådgivande kommittén skall vara sammansatt av representanter för EFTA-staternas myndigheter. Varje EFTA-stat skall utse en eller två representanter, som vid förhinder kan ersättas av andra representanter. Minst en av dessa representanter skall vara sakkunnig i frågor som rör karteller och monopol.

5. Samråd skall äga rum vid ett gemensamt sammanträde som sammankallas av EFTA:s övervakningsmyndighet och med EFTA:s övervakningsmyndighet som ordförande. Till kallelsen skall fogas en redogörelse för varje ärende som skall behandlas, med de viktigaste handlingarna samt ett preliminärt utkast till beslut. Sammanträdet skall hållas tidigast 14 dagar efter det att kallelse har skett. I undantagsfall kan EFTA:s övervakningsmyndighet förkorta denna frist där så är påkallat för att förhindra att ett eller flera av de företag som berörs av en koncentration åsamkas allvarlig skada.

6. Rådgivande kommittén skall avge ett yttrande om EFTA:s övervakningsmyndighets utkast till beslut, efter omröstning om så behövs. Rådgivande kommittén kan avge ett yttrande även om några ledamöter är frånvarande och orepresenterade. Yttrandet skall vara skriftligt och skall bifogas utkastet till beslut. EFTA:s övervakningsmyndighet skall ta största möjliga hänsyn till kommitténs yttrande. Den skall underrätta kommittén om i vilken utsträckning dess yttrande har beaktats.

7. Rådgivande kommittén kan förorda att dess yttrande offentliggörs. EFTA:s övervakningsmyndighet kan företa ett sådant offentliggörande. I beslutet att offentliggöra yttrandet skall vederbörlig hänsyn tas till företagens berättigade intresse av att deras affärshemligheter skyddas och till de berörda företagens intresse av att ett sådant offentliggörande sker.

Artikel 20

Offentliggörande av beslut

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall offentliggöra de beslut som den fattar enligt artikel 8.2–5 i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning.
2. I offentliggörandet skall anges parternas namn och huvuddragen av beslutet. Därvid skall hänsyn tas till företagens berättigade intresse av att deras affärshemligheter skyddas.

Artikel 21

Behörighet

1. Med förbehåll för EFTA-domstolens prövning enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och tillämpliga bestämmelser i förevarande avtal är EFTA:s övervakningsmyndighet ensam behörig att i enlighet med de villkor som anges i artikel 58 i EES-avtalet meddela sådana beslut som avses i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) och detta kapitel.
2. EFTA-staterna skall inte tillämpa sin nationella konkurrenslagstiftning på en koncentration med en EFTA-dimension enligt definitionen i artikel 1 i nämnda rättsakt.

Bestämmelsen i första stycket skall inte utgöra hinder för en EFTA-stats

befogenhet att företa de undersökningar som behövs för tillämpning av artikel 9.2 eller att efter hänskjutande enligt artikel 9.3 b eller 9.5 vidta de åtgärder som absolut är nödvändiga för tillämpning av artikel 9.8.

3. Utan hinder av punkterna 1 och 2 kan EFTA-staterna vidta nödvändiga åtgärder för att skydda andra legitima intressen än de som omfattas av nämnda rättsakt och detta kapitel och som är förenliga med de allmänna principer och övriga bestämmelser som direkt eller indirekt fastställs i EES-avtalet.

Med legitima intressen enligt första stycket avses allmän säkerhet, mediernas mångfald och tillsynsregler.

Alla andra allmänna intressen skall meddelas EFTA:s övervakningsmyndighet av den berörda EFTA-staten och skall erkännas av EFTA:s övervakningsmyndighet efter en bedömning av deras förenlighet med gemenskapsrättens allmänna principer och övriga bestämmelser innan ovannämnda åtgärder kan vidtas. EFTA:s övervakningsmyndighet skall underrätta den berörda EFTA-staten om sitt beslut inom en månad efter meddelandet.

Artikel 22

Tillämpningen av den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) och av detta kapitel

1. Endast den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) och detta kapitel är tillämpliga på koncentrationer enligt definitionen i artikel 3 i nämnda rättsakt.

2. Kapitlen II, VI, IX och XI och de rättsakter som det hänvisas till i punkterna 10 och 11 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 1017/68 och förordning (EEG) nr 4056/86) är inte tillämpliga på koncentrationer enligt definitionen i artikel 3 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89).

3. Om på begäran av en EFTA-stat EFTA:s övervakningsmyndighet konstaterar att en koncentration enligt definitionen i artikel 3 i nämnda rättsakt som inte har någon EFTA-dimension enligt artikel 1 i nämnda rättsakt skapar eller förstärker en sådan dominerande ställning som medför att den effektiva konkurrensen inom den berörda EFTA-statens territorium märkbart skulle hämmas, kan den, i den mån koncentrationen påverkar handeln mellan EFTA-staterna, fatta beslut enligt artikel 8.2, andra stycket, 3 och 4.

4. Artiklarna 2.1 a och b och 5 i nämnda rättsakt och artiklarna 6, 8 och 10–20 i detta kapitel är tillämpliga. Den frist inom vilken ett förfarande enligt artikel 10.1 kan inledas skall löpa från dagen när begäran från EFTA-staten inkommer. En sådan begäran skall framställas senast en månad efter det att koncentrationen har anmälts till EFTA-staten eller genomförts. Denna frist skall löpa från den tidpunkt när den första av dessa händelser inträffar.

5. Enligt punkt 3 skall EFTA:s övervakningsmyndighet endast vidta de åtgärder som absolut är nödvändiga för att upprätthålla eller återupprätta en effektiv konkurrens inom territoriet i den EFTA-stat på vars begäran den ingriper.

6. Punkt 3–5 skall gälla till dess att de tröskelvärden som anges i artikel 1.2 i nämnda rättsakt har tagits upp till förnyad prövning.

Artikel 23

Särskild bestämmelse

EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med bestämmelserna i artikel 49 i detta avtal förelägga EFTA-staternas regeringar förslag om formulär som skall användas för anmälningar enligt artikel 4 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) samt förslag till kompletterande anmärkningar till dessa formulär.

Artikel 24

Relationer med länder som inte är parter i EES-avtalet

1. EFTA-staterna skall underrätta EFTA:s övervakningsmyndighet om allmänna svårigheter som deras företag möter när det gäller koncentrationer enligt definitionen i artikel 3 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) i länder som inte är parter i EES-avtalet.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall, första gången senast ett år efter det att EES-avtalet har trätt i kraft och därefter med jämna mellanrum, utarbeta en rapport om behandlingen av EFTA-företag ur de synpunkter som avses i punkt 3–4 när det gäller koncentrationer i länder som inte är parter i EES-avtalet. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lägga fram dessa rapporter, tillsammans med eventuella rekommendationer, för Ständiga kommittén.

3. Om EFTA:s övervakningsmyndighet, antingen på grundval av de rapporter som avses i punkt 2 eller andra upplysningar, konstaterar att ett tredje land inte behandlar EFTA-företag på ett sätt som motsvarar EFTA-staternas behandling av företag från landet i fråga, kan den lägga fram förslag för EFTA-staternas regeringar i syfte att uppnå motsvarande behandling för EFTA-företag.

4. Åtgärder som vidtas med stöd av denna artikel skall vara i överensstämmelse med EFTA-staternas förpliktelser enligt internationella överenskommelser, vare sig dessa är bilaterala eller multilaterala.

Artikel 25

(Se artikel 10 i kapitel XVI)

KAPITEL XIV NÄRMARE BESTÄMMELSER OM ANMÄLNINGAR, TIDSFRISTER OCH FÖRHÖR BETRÄFFANDE FÖRETAGSKONCENTRATIONER

AVSNITT I

ANMÄLNINGAR

Artikel 1

Personer som är berättigade att inlämna anmälningar

1. Anmälningar skall inlämnas av de personer eller företag som avses i artikel 4.2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89).
2. Om anmälningar undertecknas av ställföreträdare för personer eller företag, skall dessa ställföreträdare förete en skriftlig fullmakt.
3. Gemensamma anmälningar bör inlämnas av en gemensam ställföreträdare som har fullmakt att överlämna och ta emot handlingar för alla anmälarnas räkning.

Artikel 2

Inlämnande av anmälningar

1. Anmälningar skall inlämnas på det sätt som föreskrivs i det formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen och som framgår av bilaga 9. Gemensamma anmälningar skall inlämnas på ett enda formulär.
2. Nio exemplar av varje anmälan och av de bifogade handlingarna skall inlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet under den adress som anges i det formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse.
3. De bifogade handlingarna skall vara antingen original eller kopior. I det senare fallet skall anmälarna bestyrka att kopiorna överensstämmer med originalen och att de är fullständiga.
4. Anmälningar skall vara avfattade på ett av EFTA-staternas eller gemenskapens officiella språk. Om företaget väljer att kommunicera med EFTA:s övervakningsmyndighet på ett språk som varken är officiellt språk i någon av de stater som ligger inom myndighetens behörighet eller ett av dess arbetspråk, skall de samtidigt till samtliga handlingar bifoga en översättning till ett av myndighetens officiella språk eller ett av dess arbetspråk. Det språk som väljs för översättningen skall avgöra vilket språk som skall användas av EFTA:s övervakningsmyndighet när den kommunicerar med företaget. Bifogade handlingar skall lämnas in på originalspråket. Om originalspråket inte är något av de officiella språk som avses ovan, skall en översättning till språket för förfarandet bifogas.

Uppgifter som skall lämnas

1. Anmälningar skall innehålla de uppgifter som begärs i det formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen. Uppgifterna skall vara korrekta och fullständiga.
2. Väsentliga förändringar i de i anmälan redovisade förhållanden som anmälarna känner till eller borde känna till skall meddelas EFTA:s övervakningsmyndighet utan anmodan och så snart som möjligt.
3. Oriktiga eller vilseledande uppgifter skall anses vara ofullständiga uppgifter.

Artikel 4

Giltighetsdatum för anmälningar

1. Om inte annat följer av punkt 2 eller av artikel 11 i protokoll 24 till EES-avtalet, skall anmälningar gälla från den dag när de inkommer till EFTA:s övervakningsmyndighet.
2. Om uppgifter i anmälan är ofullständiga i något väsentligt avseende, skall EFTA:s övervakningsmyndighet, om inte annat följer av punkt 3, snarast skriftligt underrätta anmälarna eller den gemensamma ställföreträdaren om detta och bestämma en lämplig tidsfrist inom vilken uppgifterna skall kompletteras. I sådana fall skall anmälan gälla från den dag när de fullständiga uppgifterna har inkommit till EFTA:s övervakningsmyndighet.
3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ge dispens från skyldigheten att lämna vissa uppgifter som begärs i det formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen, om den anser att dessa uppgifter inte behövs för ärendets prövning.
4. EFTA:s övervakningsmyndighet skall snarast lämna anmälarna eller den gemensamma ställföreträdaren skriftlig bekräftelse om att den har mottagit anmälan och svar på ett brev som den har skickat enligt punkt 2 ovan.

Artikel 5

Omvandling av anmälningar

1. Om EFTA:s övervakningsmyndighet konstaterar att den anmälda transaktionen inte utgör en koncentration enligt artikel 3 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89), skall den skriftligt underrätta anmälarna eller den gemensamma ställföreträdaren om detta. Om anmälarna begär det, kan

EFTA:s övervakningsmyndighet i sådana fall, där så är lämpligt och om inte annat följer av punkt 2 nedan, behandla anmälan som en ansökan enligt artikel 2 eller en anmälan enligt artikel 4 i kapitel II, som en ansökan enligt artikel 12 i kapitel VI, som en ansökan enligt artikel 12 i kapitel IX eller som en ansökan enligt artikel 3.2 eller artikel 5 i i kapitel XI.

2. I sådana fall som avses i punkt 1, andra meningen, kan EFTA:s övervakningsmyndighet kräva att de uppgifter som lämnas i anmälan kompletteras inom en lämplig tidsfrist som den bestämmer, i den mån detta behövs för att bedöma transaktionen på grundval av ovannämnda kapitel. Ansökan eller anmälan skall anses uppfylla kraven i dessa kapitel från tidpunkten för den ursprungliga anmälan, förutsatt att EFTA:s övervakningsmyndighet mottar de kompletterande uppgifterna inom den bestämda tidsfristen.

AVSNITT II

TIDSRIFTER FÖR INLEDANDE AV FÖRFARANDEN OCH FÖR BESLUT

Artikel 6

Tidsfristens början

1. De tidsfrister som anges i artikel 10.1 i kapitel XIII skall börja löpa från och med dagen efter giltighetsdatum för anmälan enligt artikel 4.1 och 2 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89).
2. Den tidsfrist som anges i artikel 10.3 i kapitel XIII skall börja löpa från och med dagen efter den dag när förfarandet inleddes.
3. Om den första dagen i en frist inte är en arbetsdag enligt artikel 19, skall fristen löpa från och med följande arbetsdag.

Artikel 7

Tidsfristens utgång

1. Den frist som avses i artikel 10.1, första stycket, i kapitel XIII skall löpa ut vid utgången av den dag i månaden efter den månad i vilken fristen började att löpa, som har samma datum som den dag då fristen börjar löpa. Om en sådan dag inte förekommer i den månaden, skall fristen löpa ut vid utgången av månadens sista dag.
2. Den frist som avses i artikel 10.1, andra stycket, i kapitel XIII skall löpa ut vid utgången av den dag i sjätte veckan efter den vecka i vilken fristen började att löpa, som är samma veckodag som den dag då fristen började löpa.
3. Den frist som avses i artikel 10.3 i kapitel XIII skall löpa ut vid utgången av den dag i i fjärde månaden efter den månad i vilken fristen

började att löpa, som har samma datum som den dag då fristen började löpa. Om en sådan dag inte förekommer i den månaden, skall fristen löpa ut vid utgången av månadens sista dag.

4. Om sista dagen i fristen inte är en arbetsdag enligt artikel 19, skall fristen löpa ut vid utgången av följande arbetsdag.

5. Punkt 1–4 ovan gäller om inte annat följer av bestämmelserna i artikel 8.

Artikel 8

Förlängning av tidsfrister vid helgdagar

Om helgdagar eller andra fridagar fastställda av EFTA:s övervakningsmyndighet enligt artikel 19 infaller inom de frister som avses i artikel 10.1 och 3 i kapitel XIII, skall dessa frister förlängas med motsvarande antal dagar.

Artikel 9

Tillfälligt avbrytande av tidsfristen

1. Den frist som avses i artikel 10.3 i kapitel XIII skall tillfälligt upphöra att löpa om EFTA:s övervakningsmyndighet måste fatta beslut enligt artikel 11.5 eller 13.3 i kapitel XIII därför att

- a) uppgifter som EFTA:s övervakningsmyndighet med stöd av artikel 11.2 i kapitel XIII har begärt från ett företag som deltar i en koncentration inte lämnas, eller inte lämnas på ett fullständigt sätt, inom den tidsfrist som har bestämts av EFTA:s övervakningsmyndighet,
- b) ett företag som deltar i koncentrationen har vägrat att underkasta sig en undersökning som EFTA:s övervakningsmyndighet anser nödvändig med stöd av artikel 13.1 i kapitel XIII eller att samarbeta vid genomförandet av en sådan undersökning enligt ovan nämnda bestämmelse,
- c) anmälarna har underlåtit att underrätta EFTA:s övervakningsmyndighet om väsentliga förändringar i de förhållanden som redovisas i anmälan.

2. Den frist som avses i artikel 10.3 i kapitel XIII skall tillfälligt upphöra att löpa,

- a) i sådana fall som avses i punkt 1 a ovan, under tiden mellan utgången av den tidsfrist som har bestämts i begäran om uppgifter och mottagandet av de fullständiga och korrekta uppgifter som krävs genom beslutet,
- b) i sådana fall som avses i punkt 1 b ovan, under tiden mellan det misslyckade försöket att genomföra undersökningen och avslutandet av den genom beslutet beordrade undersökningen,

- c) i sådana fall som avses i punkt 1 c ovan, under tiden mellan det att den förändring i förhållandena som omtalas där inträffar och mottagandet av de fullständiga och korrekta uppgifter som krävs genom beslutet eller avslutandet av den genom beslutet beordrade undersökningen.

3. Avbrottet i tidsfristen börjar dagen efter den dag när händelsen som föranledde avbrytandet inträffade. Avbrottet skall upphöra vid utgången av den dag när anledningen därtill bortfaller. Om denna dag inte är en arbetsdag enligt artikel 19, skall avbrottet i tidsfristen upphöra vid utgången av följande arbetsdag.

Artikel 10

Iakttagande av tidsfristen

De tidsfrister som avses i artikel 10.1 och 3 i kapitel XIII skall iakttas om EFTA:s övervakningsmyndighet har fattat beslutet i fråga före utgången av fristen. De berörda företagen skall meddelas beslutet utan dröjsmål.

AVSNITT III

FÖRHÖR MED PARTERNA OCH TREDJE MAN

Artikel 11

Beslut om uppskjutande av koncentrationer

1. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att fatta ett beslut enligt artikel 7.2 i kapitel XIII eller enligt artikel 7.4 i samma kapitel som är till nackdel för parterna, skall den enligt artikel 18.1 i samma kapitel skriftligt meddela de berörda parterna sina anmärkningar och bestämma en tidsfrist inom vilken de får yttra sig.

2. Om EFTA:s övervakningsmyndighet enligt artikel 18.2 i kapitel XIII interimistiskt har fattat ett sådant beslut som avses i punkt 1 utan att ha lämnat de berörda parterna tillfälle att yttra sig, skall den snarast och i varje fall före utgången av den period under vilken koncentrationen uppskjuts skicka dem texten till det interimistiska beslutet samt bestämma en tidsfrist inom vilken de får yttra sig.

När de berörda parterna har yttrat sig skall EFTA:s övervakningsmyndighet fatta ett slutligt beslut om att upphäva, ändra eller bekräfta det interimistiska beslutet. Om de berörda parterna inte har yttrat sig inom den bestämda tidsfristen blir EFTA:s övervakningsmyndighets interimistiska beslut slutligt vid utgången av denna frist.

3. De berörda parterna skall yttra sig skriftligt eller muntligt inom den bestämda tidsfristen. De kan skriftligt bekräfta sina muntliga yttranden.

Beslut i sak

1. Om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att fatta ett beslut enligt artikel 8.2, andra stycket, artikel 8.3, 4 och 5, artikel 14 eller artikel 15 i kapitel XIII, skall den innan den samråder med den rådgivande kommittén för koncentrationer inhämta yttranden från de berörda parterna enligt artikel 18 i nämnda kapitel.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall skriftligt meddela de berörda parterna sina anmärkningar. Sådant meddelande skall riktas till anmälnarna eller den gemensamme företrädaren. När EFTA:s övervakningsmyndighet meddelar sina anmärkningar skall den bestämma en tidsfrist inom vilken de berörda parterna får framföra sina synpunkter till EFTA:s övervakningsmyndighet.

3. När EFTA:s övervakningsmyndighet har meddelat parterna sina anmärkningar skall den på begäran låta de berörda parterna ta del av akten för att kunna förbereda sina yttranden. De skall dock inte ges tillgång till handlingar som innehåller andra berörda parter eller tredje mans affärshemligheter eller andra konfidentiella uppgifter, inklusive känslig kommersiell information vars avslöjande skulle kunna vara till betydande skada för den som har lämnat den, eller till myndigheternas interna handlingar.

4. De berörda parterna skall inom den bestämda tidsfristen skriftligt yttra sig om EFTA:s övervakningsmyndighets anmärkningar. De får i sina skriftliga yttranden redogöra för alla förhållanden som är av betydelse för ärendet och får bifoga alla handlingar som kan styrka förhållandena. De kan även föreslå att EFTA:s övervakningsmyndighet hör personer som kan styrka förhållandena.

Artikel 13

Muntliga förhör

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall lämna de berörda parter, som i sina skriftliga yttranden har begärt det, tillfälle att framföra sina synpunkter muntligt, om dessa personer visar att de har ett berättigat intresse därav eller om EFTA:s övervakningsmyndighet avser att ålägga dem böter eller viten. Den kan även i andra fall ge de berörda parterna tillfälle att framföra sina synpunkter muntligt.

2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall kalla de personer som skall höras att infinna sig vid den tidpunkt som den bestämmer.

3. Den skall genast översända en kopia av kallelsen till EFTA-staternas behöriga myndigheter, som kan utse en tjänsteman att delta i förhöret.

Förhör

1. Förhören skall ledas av de personer som EFTA:s övervakningsmyndighet utser för detta ändamål.
2. Personer som kallas att närvara skall infinna sig personligen eller genom ombud eller ställföreträdare. Företag och företagssammanslutningar kan företrädas av ett vederbörligen befullmäktigat ombud som har utsetts bland deras ordinarie personal.
3. Personer som hörs av EFTA:s övervakningsmyndighet kan biträdas av jurister eller rådgivare som har rätt att föra talan vid EFTA-domstolen eller av andra kvalificerade personer.
4. Förhören skall inte vara offentliga. Personerna skall höras enskilt eller i närvaro av andra personer som har kallats. I det senare fallet skall hänsyn tas till företagets berättigade intresse av att deras affärshemligheter skyddas.
5. De yttranden som avges av varje person som hörs skall protokollföras.

Artikel 15

Yttranden från tredje man

1. Om fysiska eller juridiska personer som kan påvisa ett berättigat intresse i saken, särskilt medlemmar av de berörda företagens administrativa eller styrande organ eller erkända arbetstagarrepresentanter från dessa företag, skriftligt begär att få yttra sig enligt artikel 18.4, andra meningen, i kapitel XIII, skall EFTA:s övervakningsmyndighet skriftligt underrätta dem om förfarandets karaktär och innehåll och fastställa en tidsfrist inom vilken de kan framföra sina synpunkter.
2. De personer som avses i punkt 1 ovan skall yttra sig skriftligt eller muntligt inom den fastställda tidsfristen. De kan skriftligt bekräfta sina muntliga yttranden.
3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan på samma sätt lämna varje annan person tillfälle att framföra sina synpunkter.

AVSNITT IV

DIVERSE BESTÄMMELSER

Artikel 16

Överlämnande av handlingar

1. Handlingar och kallelser från EFTA:s övervakningsmyndighet kan tillställas adressaterna på något av följande sätt:
 - a) med bud mot kvitto,
 - b) i rekommenderat brev med mottagningsbevis,

- c) med telefax med begäran om mottagningserkännande,
- d) med telex.

2. Om inte annat följer av artikel 18.1, gäller punkt 1 ovan även när berörd part eller tredje man tillställer EFTA:s övervakningsmyndighet handlingar.

3. Om en handling skickas med telex eller telefax skall den anses ha kommit adressaten tillhanda samma dag som den har avsänts.

Artikel 17

Fastställande av tidsfrister

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer de tidsfrister som anges i artiklarna 4.2, 5.2, 11.1 och 2, 12.2 och 15.1 skall den ta hänsyn till den tid som behövs för att förbereda yttranden och till om ärendet är av brådskande natur. Den skall också ta hänsyn till helgdagar i mottagarlandet.

2. Tidsfrist börjar löpa dagen efter den dag då adressaten mottar ett meddelande.

Artikel 18

EFTA:s övervakningsmyndighets mottagande av handlingar

1. Om inte annat följer av artikel 4.1, skall anmälningar överlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet under den adress som anges i det formulär som för detta ändamål utfärdas av EFTA-staternas regeringar enligt gemensam överenskommelse eller av EG-kommissionen eller skickas i rekommenderat brev före utgången av den frist som anges i artikel 4.1 i den rättsakt som det hänvisas till i punkt 1 i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89). Ytterligare uppgifter som begärs för att göra anmälningar fullständiga enligt artikel 4.2 eller för att komplettera anmälningar enligt artikel 5.2 i nämnda rättsakt skall vara EFTA:s övervakningsmyndighet tillhanda under ovannämnda adress eller skickas i rekommenderat brev före utgången av den tidsfrist som har bestämts i varje särskilt fall. Skriftliga yttranden över EFTA:s övervakningsmyndighets meddelanden enligt artiklarna 11.1 och 2, 12.2 och 15.1 skall överlämnas till EFTA:s övervakningsmyndighet under ovannämnda adress före utgången av den tidsfrist som har bestämts i varje särskilt fall.

2. Om sista dagen i en frist för mottagande av handlingar som avses i punkt 1 inte är en arbetsdag enligt definitionen i artikel 19, skall fristen löpa ut vid utgången av följande arbetsdag.

3. Om sista dagen i en frist för avsändande av handlingar som avses i punkt 1 är en lördag, söndag eller helgdag i avsändningslandet, skall fristen löpa ut vid utgången av följande arbetsdag i det landet.

Definition av EFTA:s övervakningsmyndighets arbetsdagar

Med arbetsdagar i artiklarna 6.3, 7.4, 9.3 och 18.2 avses alla andra dagar än lördagar, söndagar, helgdagar enligt bilaga 10 till detta protokoll och andra fridagar som fastställs av EFTA:s övervakningsmyndighet och offentliggörs i EES-delen av Europeiska gemenskapernas officiella tidning före början av varje år.

DEL IV KOL OCH STÅL

KAPITEL XV BESTÄMMELSER TILLÄMPLIGA PÅ FÖRETAG PÅ KOL- OCH STÅLOMRÅDET

AVSNITT I ALLMÄNNA BESTÄMMELSER OM AVTAL OCH KONCENTRATIONER

Artikel 1

1. Ett godkännande enligt artikel 1.2 i protokoll 25 till EES-avtalet kan ges på vissa villkor och för en begränsad tid. I sådana fall skall EFTA:s övervakningsmyndighet förnya godkännandet en eller flera gånger om den konstaterar att kraven i artikel 1.2 a – c i protokoll 25 till EES-avtalet vid tidpunkten för förnyelsen fortfarande är uppfyllda.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall återkalla eller ändra godkännandet om den konstaterar att avtalet till följd av ändrade förhållanden inte längre uppfyller dessa krav eller att de faktiska följderna av avtalet eller av dess tillämpning strider mot de krav som har uppställts för godkännandet.
3. Beslut som innebär att godkännanden ges, förnyas, ändras, vägras eller återkallas, liksom grunderna för besluten, skall offentliggöras. De begränsningar som åläggs enligt artikel 3.2 skall inte vara tillämpliga.
4. EFTA:s övervakningsmyndighet får i enlighet med artikel 3 inhämta alla uppgifter som behövs för tillämpningen av artikel 1 i protokoll 25 till EES-avtalet och av denna artikel, antingen genom en särskild begäran till de berörda parterna eller genom beslut som anger vilka slags avtal, beslut eller förfaranden som skall anmälas.
5. EFTA:s övervakningsmyndighet är, med förbehåll för rätten att föra talan vid EFTA-domstolen enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, ensam behörig att i enlighet med de villkor som anges i artikel 55 i EES-avtalet samt protokollen 22 och 25 till avtalet avgöra om sådana avtal eller beslut står i överensstämmelse med artikel 1 i protokoll 25 till EES-avtalet.
6. EFTA:s övervakningsmyndighet får ålägga ett företag böter eller viten om det har ingått ett avtal som automatiskt är ogiltigt enligt artikel 1.3 i protokoll 25 till EES-avtalet eller om det genom skiljedomsförfarande, avtalsvite, bojkott eller på något annat sätt har tillämpat, eller försökt tillämpa, ett avtal eller beslut som automatiskt är ogiltigt eller ett avtal för

vilket godkännande har vägrats eller återkallats eller har utverkat ett godkännande genom medvetet oriktiga eller vilseledande uppgifter eller har deltagit i förfaranden som är förbjudna enligt artikel 1.1 i protokoll 25 till EES-avtalet. Det högsta bötes- eller vitesbeloppet får inte överstiga det dubbla värdet av omsättningen för de varor som berörs av det i artikel 1.1 i protokoll 25 till EES-avtalet förbjudna avtalet, beslutet eller förfarandet. Om syftet med avtalet, beslutet eller förfarandet har varit att begränsa produktion, teknisk utveckling eller investeringar, kan detta belopp dock höjas, vad gäller böter, till 10% av det berörda företagens årsomsättning och, vad gäller viten, till 20% av dagsomsättningen.

Artikel 2

1. Vid bedömningen av huruvida kraven i artikel 2.2 i protokoll 25 till EES-avtalet är uppfyllda skall EFTA:s övervakningsmyndighet, i överensstämmelse med principen om icke-diskriminering, ta hänsyn till storleken på liknande företag inom det territorium som omfattas av EES-avtalet i den utsträckning som den anser det motiverat för att undvika eller utjämna de nackdelar som har uppkommit till följd av skillnader i konkurrensvillkoren.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet får uppställa de villkor för godkännandet som den anser nödvändiga för att uppnå syftet med artikel 2.2 i protokoll 25 till EES-avtalet.
3. Innan EFTA:s övervakningsmyndighet tar ställning till en transaktion som berör företag av vilka minst ett inte omfattas av artikel 3 i protokoll 25 till EES-avtalet, skall den inhämta de berörda regeringarnas synpunkter.
4. Om inte annat följer av tillämpningen av artikel 3 på företag som lyder under EFTA:s övervakningsmyndighet, får denna från de fysiska eller juridiska personer som har förvärvat eller sammanslagit, eller avser att förvärva eller sammanslå, ifrågavarande rättigheter eller tillgångar inhämta alla de uppgifter som behövs för tillämpningen av artikel 2 i protokoll 25 till EES-avtalet och av förevarande artikel beträffande transaktioner som kan leda till det resultat som avses i artikel 2.1 i protokoll 25 till EES-avtalet.
5. Om en koncentration har kommit till stånd beträffande vilken EFTA:s övervakningsmyndighet konstaterar att den har genomförts i strid med bestämmelserna i artikel 2.1 i protokoll 25 till EES-avtalet men trots detta uppfyller kraven i artikel 2.2 i protokoll 25 till EES-avtalet, skall den godkänna koncentrationen endast under förutsättning att de personer som har förvärvat eller sammanslagit ifrågavarande rättigheter eller tillgångar erlägger böter enligt punkt 12 b. Om det är uppenbart att ett godkännande borde ha sökts, skall bötesbeloppet inte understiga hälften av det högsta belopp som anges i punkt 12 b. Erlägg inte detta belopp, skall EFTA:s övervakningsmyndighet vidta de åtgärder som anges nedan i fråga om koncentrationer som befinns vara otillåtna.

6. Om en koncentration har kommit till stånd beträffande vilken EFTA:s övervakningsmyndighet konstaterar att de allmänna eller särskilda villkor som har uppställts för ett godkännande enligt artikel 2.2 i protokoll 25 till EES-avtalet inte är uppfyllda, skall EFTA:s övervakningsmyndighet genom ett motiverat beslut förklara att koncentrationen är otillåten och, efter ha gett de berörda parterna tillfälle att framföra sina synpunkter, förordna om uppdelning av de sammanförda företagen eller tillgångarna eller om upphörande av den gemensamma kontrollen samt om vidtagande av alla andra åtgärder som den anser nödvändiga för att de berörda företagen åter skall drivas eller tillgångarna utnyttjas självständigt och för att återupprätta normala konkurrensvillkor. Varje direkt berörd person kan i enlighet med artikel 108.2 b i EES-avtalet och artikel 18 i förevarande avtal föra talan mot sådana beslut. EFTA-domstolen har enligt artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal oinskränkt rätt att pröva huruvida den genomförda transaktionen utgör en koncentration enligt artikel 2.1 i protokoll 25 till EES-avtalet och de rättsakter om kol och stål som anges i bilaga XIV till EES-avtalet. Väckande av sådan talan skall medföra att beslutet skjuts upp. Talan får endast väckas efter det att ovannämnda åtgärder har påbjudits, såvida inte EFTA:s övervakningsmyndighet samtycker till att särskild talan väcks mot det beslut genom vilket transaktionen har förklarats otillåten.

7. EFTA:s övervakningsmyndighet kan när som helst, med förbehåll för tillämpning av artikel 41 i EES-avtalet, vidta eller föranstalta om sådana förebyggande interimsåtgärder som den anser nödvändiga för att skydda konkurrerande företags eller tredje mans intressen samt för att avvärja varje åtgärd som skulle hinna hindra att dess beslut verkställs. Om inte EFTA-domstolen beslutar annorlunda, skall talan inte medföra anstånd i fråga om sådana interimsåtgärder.

8. EFTA:s övervakningsmyndighet skall medge de berörda parterna en skälig frist för att efterkomma dess beslut. Efter utgången av denna frist får den förelägga dagsviten om högst en tiondel av 1 % av värdet av ifrågavarande rättigheter eller tillgångar.

9. Om de berörda parterna inte uppfyller sina skyldigheter, skall EFTA:s övervakningsmyndighet dessutom själv vidta åtgärder för att få sitt beslut verkställt.

10. EFTA:s övervakningsmyndighet har dessutom befogenhet att rikta sådana rekommendationer till de berörda EFTA-staterna som kan behövas för att säkerställa att de åtgärder som avses i föregående stycken verkställs inom ramen för deras nationella lagstiftning.

11. Vid utövandet av sina befogenheter skall EFTA:s övervakningsmyndighet beakta de rättigheter som tredje man har förvärvat i god tro.

12. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga böter till ett belopp som inte överstiger.

- a) 3% av värdet av de tillgångar som har förvärvats eller sammanslagits, eller som skall förvärvas eller sammanslås, för fysiska eller

juridiska personer som har undandragit sig de skyldigheter som anges i punkt 4,

- b) 10% av värdet av de tillgångar som har förvärvats eller sammanlagits för fysiska eller juridiska personer som har undandragit sig de skyldigheter som anges i artikel 2.1 i protokoll 25 till EES-avtalet, varvid detta maximibelopp efter utgången av tolfte månaden efter det att transaktionen har genomförts skall höjas med en tjugofjärdedel för varje ytterligare månad som förflyter till dess att EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer att en överträdelse har skett,
- c) 10% av värdet av de tillgångar som har förvärvats eller sammanlagits, eller som skall förvärvas eller sammanslås, för fysiska eller juridiska personer som genom oriktiga eller vilseledande uppgifter har erhållit eller försökt erhålla ett godkännande enligt artikel 2.2 i protokoll 25 till EES-avtalet,
- d) 15% av värdet av de tillgångar som har förvärvats eller sammanlagits för företag under dess behörighet som har deltagit i eller medverkat vid transaktioner som strider mot bestämmelserna i artikel 2 i protokoll 25 till EES-avtalet eller i denna artikel.

13. Personer som åläggs böter enligt punkt 12 får väcka talan vid EFTA-domstolen enligt artikel 36 i detta avtal.

Artikel 3

1. EFTA:s övervakningsmyndighet får inhämta de uppgifter som den behöver för att fullgöra sina uppgifter. Den får låta utföra nödvändiga kontrollundersökningar.

2. Om inte annat följer av artikel 9 i protokoll 23 till EES-avtalet, får inte EFTA:s övervakningsmyndighet utlämna uppgifter som har erhållits till följd av tillämpningen av artiklarna 55 och 58 i EES-avtalet, protokoll 25 till avtalet och bestämmelserna i detta kapitel och som är av sådant slag att de omfattas av sekretess, särskilt uppgifter om företag, deras affärsförbindelser eller kostnadsfaktorer. Denna skyldighet skall också omfatta representanter för EG-kommissionen och EG-medlemsstaterna som deltar i Rådgivande kommittén enligt artikel 10.4 i kapitel II och i förhör enligt artikel 8.2 i kapitel IV.

Med detta förbehåll skall EFTA:s övervakningsmyndighet offentliggöra sådana uppgifter som kan vara till nytta för regeringar eller övriga berörda parter.

3. EFTA:s övervakningsmyndighet kan ålägga böter eller viten för företag som undandrar sig de skyldigheter som följer av beslut fattade enligt denna artikel eller som medvetet lämnar oriktiga uppgifter. Bötesbeloppet får uppgå till 1% av årsomsättningen, och vitesbeloppet får för varje dags dröjsmål uppgå till högst 5% av den genomsnittliga dagsomsättningen.

4. Om ett företag har åsamkats skada genom att EFTA:s övervakningsmyndighet har kränkt sekretessen, får skadeståndstalan väckas vid EFTA-

domstolen i enlighet med artikel 108.2 i EES-avtalet och de tillämpliga bestämmelserna i förevarande avtal, särskilt artikel 39.

Artikel 4

Innan EFTA:s övervakningsmyndighet ålägger böter eller viten enligt detta kapitel skall den ge den berörda parten tillfälle att framföra sina synpunkter.

Artikel 5

Den omsättning som skall ligga till grund för beräkning av böter och viten som åläggs företag enligt detta kapitel skall vara omsättningen på de varor som avses i protokoll 14 till EES-avtalet.

AVSNITT II UPPGIFTSSKYLDIGHET (ARTIKEL 2.4 I AVSNITT I)

DEL I

Anmälningsskyldighet

Artikel 1

Alla fysiska och juridiska personer, utom personer som inom det territorium som omfattas av EES-avtalet är verksamma inom produktion av kol och stål eller annan distribution av dessa produkter än försäljning till hushåll eller hantverksindustri, skall lämna de uppgifter som avses i detta avsnitt, om de genomför sådana transaktioner som avses i nedanstående artiklar.

Artikel 2

De personer som avses i artikel 1 skall till EFTA:s övervakningsmyndighet anmäla varje förvärv av rättigheter i ett företag som avses i artikel 3 i protokoll 25 till EES-avtalet samt varje förvärv av befogenhet att för egen eller tredje mans räkning utöva rättigheter i ett sådant företag, varigenom de förvärvar mer än 10% av rösträttigheterna vid sammanträden med företagets aktieägare eller andra delägare, om det sammanlagda värdet av deras rättigheter överstiger 100 000 ecu. Vid beräkningen skall medräknas alla rättigheter eller befogenheter att för annans räkning utöva rättigheter som innehas av de berörda personerna före transaktionen i fråga.

Artikel 3

Artikel 1 gäller även förvärv av rättigheter i ett företag som utövar kontroll över ett företag som avses i artikel 3 i protokoll 25 till EES-avtalet.

1. Banker och deras ombud är befriade från skyldigheten att anmäla de transaktioner som anges i artiklarna 2 och 3, om utövandet av rösträttigheterna hänför sig till

- aktier tillhörande kunder i dessa eller andra banker, eller
- aktier utställda på viss person eller beträffande vilka banken i egenskap av förvaltare har befogenhet att utöva rättigheterna för sina kunders räkning.

2. Punkt 1 påverkar inte

- bankernas skyldighet att lämna uppgifter om sådana transaktioner enligt artikel 7,
- kundernas skyldighet att anmäla sådana transaktioner enligt artiklarna 2 och 3 eller lämna uppgifter enligt artikel 7.

Artikel 5

EFTA:s övervakningsmyndighet kan genom särskilt tillstånd och på vissa villkor medge vederbörligen ackrediterade börsmäklare undantag från skyldigheten att anmäla de transaktioner som anges i artiklarna 2 och 3, om de inte utövar de rösträttigheter som är förenade med de värdepapper som de innehar.

Artikel 6

Den anmälan som avses i artiklarna 2 och 3 skall göras inom fyra veckor från den dag när den uppgiftsskyldige får kännedom om transaktionen i fråga.

DEL II

Särskild begäran om uppgifter

Artikel 7

1. EFTA:s övervakningsmyndighet kan från de personer som avses i artikel 1 genom särskild begäran inhämta alla uppgifter som behövs för tillämpning av artikel 2 i avsnitt I beträffande

- 1) förvärv av äganderätten till eller rätten att använda ett företags fastigheter, industrianläggningar eller koncessioner, om dessa fastigheter, anläggningar eller koncessioner före förvärvet användes i driften av företaget,
- 2) förvärv av rättigheter i ett företag som medför rösträtt vid sammanträden med företagets aktieägare eller andra delägare,
- 3) förvärv av befogenheten att för egen eller tredje mans räkning utöva sådana rättigheter som avses i 2) och som innehas av tredje man,

- 4) förvärv genom avtal av rätten att fatta beslut om redovisning eller disposition av ett företags vinster,
 - 5) förvärv av rätten att ensam eller tillsammans med andra delta i ledningen av ett företag, antingen som ägare, förmånshavare, företagsledare eller medlem av de styrande organen,
 - 6) utnämning till styrelseledamot i ett företag.
2. Likaså skall uppgiftsskyldiga på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran för denna uppgift den faktiska rättsinnehavarens namn och adress, om de har befogenhet
- att utöva de rättigheter som avses i punkt 1 i egenskap av förvaltare för tredje mans räkning,
 - att för egen eller tredje mans räkning utöva sådana rättigheter som avses i punkt 1 och som innehas av tredje man.

AVSNITT III PRESKRPTION AV MÖJLIGHETEN ATT ÅLÄGGA EKONOMISKA PÅFÖLJDER ENLIGT PROTOKOLL 25 TILL EES-AVTALET OCH DETTA KAPITEL OCH ATT VERKSTÄLLA SÅDANA PÅFÖLJDER

Artikel 1

Preskription vid förfaranden

1. För EFTA:s övervakningsmyndighets befogenhet att ålägga böter för överträdelse av bestämmelserna i artiklarna 53 och 54 i EES-avtalet samt protokoll 25 till avtalet eller av bestämmelserna i detta kapitel gäller följande preskriptionstider:

- a) tre år vid överträdelse av bestämmelser om parternas ansökningar eller meddelanden, begäran om upplysningar eller genomförande av undersökningar,
- b) fem år vid övriga överträdelse.

2. Preskriptionstiden skall räknas från den dag när överträdelsen begås. När det gäller fortsatta eller upprepade överträdelse skall dock tiden räknas från den dag när överträdelsen upphör.

Artikel 2

Avbrott av preskription vid förfaranden

1. Preskriptionstiden skall avbrytas av åtgärder som vidtas av EFTA:s övervakningsmyndighet i samband med en preliminär utredning eller ett förfarande avseende en överträdelse. Avbrottet i preskriptionstiden gäller från den dag när minst en part som har deltagit i överträdelsen har underrättats om åtgärden.

Preskriptionstiden skall avbrytas till följd av bl. a. följande åtgärder:

- a) skriftliga framställningar om upplysningar från EFTA:s övervakningsmyndighet eller beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet i

vilka de begärda upplysningarna krävs,

- b) EFTA:s övervakningsmyndighets utfärdande av skriftliga fullmakter för dess tjänstemän att genomföra undersökningar eller beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet om att en undersökning skall genomföras,
- c) EFTA:s övervakningsmyndighets inledande av ett förfarande,
- d) skriftliga meddelanden från EFTA:s övervakningsmyndighet om att den berörda parten enligt artikel 4 i avsnitt I skall ges tillfälle att framföra sina synpunkter.

2. Avbrottet i preskriptionstiden gäller alla parter som har deltagit i överträdelsen.

3. Efter varje avbrott börjar preskriptionstiden löpa på nytt. Preskriptionstiden skall dock löpa ut senast när en period som är lika med dubbla preskriptionstiden har förflutit utan att EFTA:s övervakningsmyndighet har ålagt böter eller viten. Denna period skall förlängas med den tid under vilken preskriptionen tillfälligt har upphävts enligt artikel 3.

Artikel 3

Tillfälligt avbrott i preskriptionstiden vid förfaranden

Preskriptionstiden vid förfaranden löper inte under den tid som EFTA:s övervakningsmyndighets beslut är föremål för prövning vid EFTA-domstolen.

Artikel 4

Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder

1. En preskriptionstid på fem år gäller för EFTA:s övervakningsmyndighets befogenhet att genomdriva beslut om åläggande av böter eller viten för överträdelser av bestämmelser i EES-avtalet eller föreskrifter som har utfärdats för dess tillämpning.

2. Preskriptionstiden skall räknas från den dag när beslutet träder i kraft.

Artikel 5

Avbrott i preskriptionstiden vid verkställande av påföljder

1. Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder skall avbrytas

- a) genom meddelande av ett beslut om ändring av det ursprungliga bötes- eller vitesbeloppet eller om avslag på en begäran om en sådan ändring,
- b) genom åtgärder som vidtas av EFTA:s övervakningsmyndighet eller av en EFTA-stat på EFTA:s övervakningsmyndighets begäran för att driva in böter eller viten.

2. Efter varje avbrott börjar preskriptionstiden löpa på nytt.

Tillfälligt avbrott i preskriptionstiden vid verkställande av påföljder
Preskriptionstiden vid verkställande av påföljder skall ej löpa under den
tid som

- a) en betalningsfrist har medgetts, eller
- b) indrivningen har skjutits upp enligt ett beslut av EFTA-domstolen.

AVSNITT IV BEFOGENHETER FÖR EFTA:S ÖVERVAKNINGSMYNDIGHETS TJÄNSTEMÄN OCH BEFULLMÄKTIGADE FÖRETRÄDARE SOM HAR TILL UPPGIFT ATT GENOMFÖRA KONTROLLER ENLIGT BESTÄMMELSERNA I PROTOKOLL 25 TILL EES-AVTALET OCH I DETTA KAPITEL

Artikel 1

1. EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän och befullmäktigade ombud som har till uppgift att genomföra kontroller av företag enligt protokoll 25 och bilaga XIV till EES-avtalet samt bestämmelserna i detta kapitel, särskilt artikel 3.1 i avsnitt I, har befogenhet

- a) att i den omfattning som behövs med hänsyn till syftet med kontrollen granska böcker och affärshandlingar, inklusive all dokumentation som finns lagrad i automatiserade system, oavsett var bokföringen och handlingarna förvaras,
- b) att göra kopior eller fotokopior av eller utdrag ur böckerna och affärshandlingarna, inklusive all dokumentation som finns lagrad i automatiserade system,
- c) att begära muntliga förklaringar på platsen,
- d) att få tillträde till samtliga lokaler, markområden och transportmedel hos företaget eller tredje man hos vilken dess böcker eller affärshandlingar förvaras, och att därvid få ta del av dessa handlingar för att kunna välja ut allt material som är av betydelse och som skall läggas fram för kontroll.

2. Den berörda staten skall underrättas i vederbörlig ordning om kommande besök av kontrollanter och om dessas ställning. Statens tjänstemän kan, på begäran av staten eller av EFTA:s övervakningsmyndighet, bistå EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän vid fullgörandet av deras uppgifter.

3. Företagen skall bistå EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän och befullmäktigade ombud vid fullgörandet av deras uppgifter.

EFTA:s övervakningsmyndighets tjänstemän och befullmäktigade ombud som har till uppgift att genomföra kontroller skall utöva sina befogenheter efter företeende av en skriftlig fullmakt som anger syftet med kontrollen. EFTA:s övervakningsmyndighet skall även förse representanter för EG-kommissionen som enligt artikel 8.4 i protokoll 23 till EES-avtalet skall delta i undersökningen med en sådan fullmakt.

Artikel 3

Företagen skall fullgöra de skyldigheter som följer av artikel 1 i detta avsnitt utan att det behövs ett särskilt beslut om detta. I annat fall kan de åläggas böter och viten enligt artikel 3.3 i avsnitt I.

DEL V ÖVERGÅNGSBESTÄMMELSER OCH ÖVRIGA BESTÄMMELSER

KAPITEL XVI ÖVERGÅNGSBESTÄMMELSER OCH ÖVRIGA BESTÄMMELSER

AVSNITT I BESTÄMMELSER SOM ÄR TILLÄMPLIGA PÅ KAPITEL II – XII OCH XV

Artikel 1

Anmälan av befintliga avtal, beslut och förfaranden

1. Sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet, som föreligger när avtalet träder i kraft och beträffande vilka parterna önskar åberopa bestämmelserna i artikel 53.3 i EES-avtalet skall anmälas till EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med bestämmelserna i artikel 56 i EES-avtalet, de regler som avses i artikel 1–3 i protokoll 21 och protokoll 23 till EES-avtalet, liksom kapitlen III, VI, VII, IX, X, XI, XII och XV inom sex månader från det att EES-avtalet har trätt i kraft.

2. Punkt I gäller inte sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet och som omfattas av artikel 4.2 i kapitel II. Dessa kan anmälas till EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med artikel 56 i EES-avtalet, de regler som avses i artikel 1–3 i protokoll 21 och protokoll 23 till EES-avtalet, liksom kapitlen III, VI, VII, IX, X, XI, XII och XV.

Beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet

1. När EFTA:s övervakningsmyndighet fattar beslut enligt artikel 53.3 i EES-avtalet, skall den ange den dag från vilken beslutet skall ha verkan. Denna dag skall inte sättas tidigare än dagen för anmälan.
2. Andra meningen i punkt 1 skall inte vara tillämplig på sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som omfattas av artikel 4.2 i kapitel II och artikel 1.2 i detta kapitel eller som omfattas av artikel 1.1 och som har anmälts inom den tidsfrist som anges i artikel 1.1.

Artikel 3

Särskilda bestämmelser beträffande befintliga avtal, beslut och förfaranden

1. Om sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artikel 53.1 i EES-avtalet, som föreligger när EES-avtalet träder i kraft och som har anmälts inom den tidsfrist som anges i artikel 1.1 i detta kapitel inte uppfyller villkoren i artikel 53.3 i EES-avtalet och de berörda företagen eller företagssammanslutningarna upphör att tillämpa dem eller ändrar dem på sådant sätt att de inte längre faller under förbudet i artikel 53.1 eller så att de uppfyller villkoren i artikel 53.3, skall förbudet i artikel 53.1 endast gälla för den tidsperiod som EFTA:s övervakningsmyndighet fastställer. Beslut av EFTA:s övervakningsmyndighet i enlighet med föregående mening gäller inte företag och företagssammanslutningar som inte uttryckligen har samtyckt till anmälan.
2. Punkt 1 gäller sådana avtal, beslut eller samordnade förfaranden som avses i artikel 4.2 i kapitel II och som föreligger när EES-avtalet träder i kraft, om de har anmälts inom sex månader från den dagen.

Artikel 4

Ansökningar och anmälningar som har inlämnats till EG-kommissionen innan EES-avtalet träder i kraft skall anses uppfylla bestämmelserna om ansökningar och anmälningar enligt detta avtal.

Den övervakningsmyndighet som är behörig enligt artikel 56 i EES-avtalet och artikel 10 i protokoll 23 till EES-avtalet kan kräva att ett vederbörligen ifyllt formulär, såsom är föreskrivet för tillämpningen av EES-avtalet, inlämnas till den inom en tidsfrist som den bestämmer. I så fall skall ansökningar och anmälningar anses ha skett på rätt sätt endast om formulären inlämnas inom den fastställda tiden och i enlighet med bestämmelserna i EES-avtalet och i kapitlen II, III, V, VII, X, XII och XV i detta protokoll.

*Artikel 5***Böter**

Böter för överträdelser av bestämmelserna i artikel 53.1 i EES-avtalet skall inte åläggas med avseende på en åtgärd som har vidtagits före anmälan av sådana avtal, beslut och samordnade förfaranden som avses i artiklarna 1 och 2 i detta kapitel och som har anmälts inom den tidsfrist som anges där.

Artikel 6

EFTA-staterna skall säkerställa att åtgärder vidtas inom sex månader från det att EES-avtalet har trätt i kraft för att ge EFTA:s övervakningsmyndighets och EG-kommissionens tjänstemän det biträde de behöver för att kunna genomföra sina undersökningar enligt avtalet.

Artikel 7

Beträffande avtal, beslut och samordnade förfaranden som föreligger när EES-avtalet träder i kraft och som omfattas av artikel 53.1 i EES-avtalet skall förbudet i artikel 53.1 inte gälla om avtalen, besluten eller förfarandena inom sex månader från det att EES-avtalet har trätt i kraft ändras på sådant sätt att de uppfyller villkoren för gruppundantag enligt bilaga XIV till EES-avtalet.

Artikel 8

Beträffande avtal, beslut av företagssammanslutningar och samordnade förfaranden som föreligger när EES-avtalet träder i kraft och som omfattas av artikel 53.1 i EES-avtalet skall förbudet i artikel 53.1 inte gälla från dagen för avtalets ikraftträdande om avtalen, besluten eller förfarandena inom sex månader från det att EES-avtalet har trätt i kraft ändras på sådant sätt att de inte längre omfattas av förbudet i artikel 53.1.

Artikel 9

Avtal, beslut av företagssammanslutningar och samordnade förfaranden som före EES-avtalets ikraftträdande har medgetts individuellt undantag enligt artikel 85.3 i Fördraget om upprättandet av Europeiska ekonomiska gemenskapen skall även i fortsättningen vara undantagna i förhållande till bestämmelserna i EES-avtalet till utgången av den period som har angetts i undantagsbeslutet eller till den tidpunkt som EG-kommissionen annars bestämmer, om denna infaller tidigare.

AVSNITT II BESTÄMMELSER SOM ÄR TILLÄMPLIGA PÅ KAPITEL XIII OCH XIV

Artikel 10

Varken den rättsakt som det hänvisas till i punkt I i bilaga XIV till EES-avtalet (förordning (EEG) nr 4064/89) eller kapitel XIII gäller koncentrationer som var föremål för ett avtal eller tillkännagivande eller om kontroll förvärvades enligt artikel 4.1 i nämnda rättsakt före tidpunkten för EES-avtalets ikraftträdande och de gäller inte under några omständigheter koncentrationer beträffande vilka en EFTA-stats myndighet med ansvar för konkurrens har inlett ett förfarande före den tidpunkten.

TILLÄGG

(...)

TILLÄGG 7

FÖRTECKNING ÖVER VISSA TEKNISKA AVTAL INOM LUFT- FARTSSEKTORN SOM AVSES I ARTIKEL 2 I KAPITEL XI

- a) Införande eller enhetlig tillämpning av obligatoriska eller rekommenderade tekniska standarder för flygplan, flygplansdelar, -utrustning och tillbehör, om sådana standarder har fastställts av en organisation som normalt åtnjuter internationellt erkännande eller av en tillverkare av flygplan eller flygplansutrustning,
- b) införande eller enhetlig tillämpning av tekniska standarder för fasta installationer för flygplan, om sådana standarder har fastställts av en organisation som normalt åtnjuter internationellt erkännande,
- c) utbyte, leasing, gemensam användning eller underhåll av flygplan, flygplansdelar, flygplansutrustning eller fasta installationer för flygtrafik samt gemensamt inköp av flygplansdelar, förutsatt att sådan verksamhet drivs på icke-diskriminerande grund,
- d) införande, drift och underhåll av tekniska kommunikationsnät, förutsatt att sådan verksamhet drivs på icke-diskriminerande grund,
- e) utbyte, gemensam användning eller utbildning av personal för tekniska eller driftsmässiga ändamål,
- f) organisation och utförande av ersättningstransporter för passagerare, post och resgods vid flygplanshaverier/-förseningar, antingen enligt charteravtal eller avtal om tillhandahållande av ersättningsflygplan,
- g) organisation och utförande av successiva eller kompletterande flygtransporter och fastställande och tillämpning av totalpriser och -villkor för sådan verksamhet,
- h) sammanslagning av enstaka försändelser,

- i) uppställande av enhetliga regler för tariffernas struktur och villkoren för tillämpningen av dessa, förutsatt att dessa regler inte direkt eller indirekt innebär att transportpriser och -villkor fastställs,
- j) arrangemang för försäljning, endossement och accept av biljetter mellan flygbolag (interlining) samt de för dessa ändamål upprättande återbetalnings-, proratafördelnings- och redovisningssystemen,
- k) clearing och avräkning mellan flygbolag genom en clearingcentral, inklusive sådana tjänster som är nödvändiga för detta eller hänger samman därmed, clearing och avräkning mellan flygbolag och deras utsedda ombud genom ett centraliserat och automatiserat avräkningssystem, inklusive sådana tjänster som är nödvändiga för detta eller hänger samman därmed.

PROTOKOLL 5

OM EFTA-DOMSTOLENS STADGA

Artikel 1

Den domstol som inrättats genom artikel 27 i detta avtal skall bildas och fullgöra sina uppgifter i enlighet med bestämmelserna i detta avtal och denna stadga.

Avdelning I

DOMARE

Artikel 2

Varje domare skall, innan han tillträder sitt ämbete, vid offentligt sammanträde avlägga ed att opartiskt och samvetsgrant utöva sitt ämbete och att inte yppa vad som förekommit vid domstolens överläggningar.

Artikel 3

Omedelbart efter edsavläggelsen skall domstolen övergå till att genom lottnings välja ut de domare vars ämbetsstid skall upphöra vid utgången av de första tre åren i enlighet med artikel 30 i avtalet.

Artikel 4

Domarna får inte inneha något politiskt eller administrativt ämbete.

De får inte utöva någon avlönad eller oavlönad yrkesverksamhet om inte EFTA staterna i samförstånd undantagsvis medger avvikelser härifrån.

De skall vid sitt tillträde avge en högtidlig försäkran att såväl under som efter sin ämbetsstid respektera de förpliktelser som följer av ämbetet, särskilt skyldigheten att iaktta redbarhet och omdöme vid mottagande av

vissa uppdrag eller förmåner efter ämbetstiden.
I tveksamma fall skall domstolen fatta beslut.

Artikel 5

En domares ämbete skall, frånsett vid normala nytillsättningar och vid dödsfall, upphöra genom att domaren begär sitt entledigande.

Om en domare begär sitt entledigande, skall avskedsansökan ställas till domstolens ordförande för vidarebefordran till EFTA-staternas regeringar. När så skett, skall platsen anses vakant.

Utom i fall som avses i artikel 6, skall domaren kvarstå i ämbetet till dess hans efterträdare har tillträtt.

Artikel 6

En domare får endast skiljas från sitt ämbete eller berövas rätten till pension eller andra motsvarande förmåner, om han enligt enhälligt beslut av domstolen i plenum inte längre uppfyller de förutsättningar som krävs eller fullgör de skyldigheter som följer av ämbetet. Den berörde domaren får inte delta i detta beslut.

Domstolens registrator skall underrätta EFTA-staternas regeringar om ett sådant beslut.

Artikel 7

En domare som skall ersätta en ledamot i domstolen vars ämbets tid inte har gått ut, skall utses för återstoden av företrädarens mandattid.

Avdelning II

ORGANISATION

Artikel 8

Domstolen skall fatta beslut med en majoritet av de närvarande domarna och i enlighet med de villkor som anges i procedurreglerna.

Artikel 9

Domstolen skall utse sin registrator och fastställa instruktion för denne.

Artikel 10

Registratorn skall inför domstolen avlägga ed att opartiskt och samvetsgrant utöva sitt ämbete och att inte yppa vad som förekommit vid domstolens överläggningar.

Domstolen skall utse en ställföreträdare för registratorn i händelse av förhinder för denne.

Artikel 12

Till domstolen skall knytas tjänsteman och andra anställda så att den kan fungera. Dessa skall ansvara inför registratorn under ordförandens överinseende.

Artikel 13

Domarna och registratorn är skyldiga att vara bosatta där domstolen har sitt säte.

Artikel 14

Domstolen skall tjänstgöra permanent. Den skall fastställa semesterperioder med vederbörlig hänsyn till verksamhetens krav.

Artikel 15

En domare får inte delta i behandlingen av ett ärende i vilket han tidigare uppträtt som parts ombud, rådgivare eller advokat eller i vilket han som medlem av en domstol, undersökningskommission eller i annan egenskap haft i uppgift att uttala sig.

Om en domare av särskilda skäl inte anser att han bör delta i avgörandet eller handläggningen av ett visst ärende, skall han underrätta ordföranden om detta. Om ordföranden av någon anledning anser att en domare inte bör delta i ett visst ärende, skall han underrätta vederbörande om detta.

Vid svårighet att tillämpa denna artikel skall domstolen besluta i saken.

En part får inte åberopa en domares nationalitet eller att en domare av hans egen nationalitet inte tillhör domstolen som skäl för att begära ändring i domstolens sammansättning.

Artikel 16

Regler för språken vid domstolen skall fastställas i domstolens procedur-regler.

PROCEDUR

Artikel 17

EFTA staterna, EFTA:s övervakningsmyndighet, Europeiska gemenskapen och EG-kommissionen skall vid domstolen företrädas av ett ombud som utses för varje ärende; ombudet får biträdas av en rådgivare eller av en advokat som är behörig att uppträda inför domstol hos någon av de avtalsslutande parterna i EES-avtalet.

Övriga parter skall företrädas av en jurist som är behörig att uppträda inför domstol hos någon av de avtalsslutande parterna i EES-avtalet.

Ombud, rådgivare och advokater som uppträder inför domstolen skall i enlighet med de villkor som föreskrivs i procedurreglerna ha de rättigheter och den immunitet som behövs för att de oavhängigt skall kunna fullgöra sina uppgifter.

Domstolen skall i enlighet med de villkor som föreskrivs i procedurreglerna gentemot de rådgivare och advokater som uppträder inför domstolen ha de befogenheter som domstolar normalt har.

Artikel 18

Förfarandet vid domstolen skall bestå av en skriftlig och en muntlig del.

Det skriftliga förfarandet skall innebära att parterna delges ansökningar, inlagor, svaromål samt förklaringar och eventuella bemötanden samt alla handlingar och dokument som åberopas, eller bestyrkta kopior av dessa.

Delgivning skall ombesörjas av registratorn i den ordning och inom de tidsfrister som föreskrivs i procedurreglerna.

Det muntliga förfarandet skall bestå i uppläsning av den föredragande domarens rapport, hörande av ombud, rådgivare och advokater samt i förekommande fall förhör med vittnen och sakkunniga.

Artikel 19

Talan skall anhängiggöras vid domstolen genom en skriftlig ansökan som är ställd till registratorn. Ansökningen skall innehålla uppgifter om sökandens namn och hemvist samt den undertecknandes ställning, motpartens namn, tvisteföremålet, yrkanden samt en kort framställning av grunderna för talan.

Ansökningen skall i förekommande fall åtföljas av uppgift om den åtgärd som begärs ogiltigförklarad eller av andra relevanta dokument. Om ansökningen inte åtföljs av dessa handlingar, skall registratorn anmoda vederbörande att inom skälig tid inge dem; dock får talan inte avvisas på den grund att dessa handlingar inkommit först efter att tiden för att väcka talan gått ut.

Så snart ett ärende anhängiggjorts vid domstolen skall registratören underätta EFTA-staternas regeringar, EFTA:s övervakningsmyndighet, gemenskapen och EG-kommissionen. Inom två månader efter underrättelsen har EFTA-staterna, EFTA:s övervakningsmyndighet, gemenskapen och EG-kommissionen rätt att till domstolen inkomma med inlagor eller skriftliga synpunkter.

Artikel 21

Domstolen får begära att en part inkommer med alla de dokument och upplysningar som domstolen anser önskvärda. Om parten vägrar skall domstolen ta detta till protokollet.

Domstolen får även begära att EFTA-stater som inte är parter i målet skall lämna alla upplysningar som domstolen anser behövs för handläggningen.

Artikel 22

Domstolen får när som helst efter eget val anförtro sakkunniguppdrag åt enskilda personer, organ, myndigheter, kommittéer eller organisationer.

Artikel 23

Vittnen får höras i enlighet med procedurreglerna.

Artikel 24

Vittnen och sakkunniga får höras under ed enligt procedurreglerna eller på det sätt som lagstiftningen i vittnets eller den sakkunniges hemland föreskriver.

Artikel 25

Domstolen får förordna att ett vittne eller en sakkunnig skall höras av den behöriga rättsliga myndigheten på hans bostadsort.

Detta förordnande skall tillställas den behöriga rättsliga myndigheten för åtgärd i enlighet med föreskrifter som fastställts i procedurreglerna. De handlingar som utfärdats med anledning av verkställelsen skall återsändas till domstolen enligt samma regler.

Domstolen skall stå för kostnaderna med förbehåll för att de i förekommande fall påläggs parterna.

Artikel 26

En EFTA-stat skall behandla tredskande vittnen eller mened som begåtts av en vittne eller en sakkunnig som om motsvarande brott begåtts inför

nationell domstol i tvistemål. På anmodan av domstolen skall den berörda EFTA-staten väcka åtal mot gärningsmannen vid behörig nationell domstol.

Artikel 27

Domstolens förhandlingar skall vara offentliga om inte domstolen när synnerliga skäl föreligger, på eget initiativ eller på begäran av parterna, förordnar annorlunda.

Artikel 28

Domstolen får under förhandlingarna höra sakkunniga och vittnen samt parterna själva. De sistnämnda får dock föra sin talan muntligt endast genom ombud.

Artikel 29

Protokoll skall föras vid varje förhandling och undertecknas av ordföranden och registratorn.

Artikel 30

Uppropslista för förhandlingarna skall fastställas av ordföranden.

Artikel 31

Domstolens överläggningar skall vara och förbli hemliga.

Artikel 32

Domar skall ange skälen för domsluten. De skall uppta namnen på de domare som deltog i överläggningarna.

Artikel 33

Domar skall undertecknas av ordföranden och registratorn. De skall avkunnas vid offentligt sammanträde.

Artikel 34

Domstolen skall besluta i fråga om rättegångskostnader.

Artikel 35

Genom ett förenklat förfarande, som vid behov får avvika från enskilda föreskrifter i detta avtal och som skall fastställas i i procedurreglerna, får domstolens ordförande besluta i fråga om framställning om uppskov som

avses i artikel 40 i detta avtal, om tillämpning av interimistiska åtgärder enligt artikel 41 i detta avtal, eller om uppskov med verkställighet enligt artikel 110, sista stycket, i EES-avtalet.

Vid förhinder för ordföranden skall denne ersättas av annan domare i enlighet med procedurreglerna.

Avgöranden av ordföranden eller den domare som ersätter honom skall endast vara interimistiska och på intet sätt föregripa domstolens beslut i huvudsaken.

Artikel 36

EFTA-stater, EFTA:s övervakningsmyndighet, Europeiska gemenskapen och EG-kommissionen får intervensera i tvister inför domstolen.

Samma rätt skall gälla för varje annan person som har ett berättigat intresse av utgången av den tvist som underställts domstolen; undantag utgör tvister mellan EFTA-stater eller mellan EFTA-stater och EFTA:s övervakningsmyndighet. Genom yrkanden i interventionsansökan får endast ena partens yrkanden biträdas.

Artikel 37

Om en rätteligen instämd part inte inkommer med skriftligt svaromål, skall treskodom meddelas mot honom. Talan mot domen får föras inom en månad efter delgivning. Sådan talan skall inte medföra uppskov med verkställigheten av treskodomen om inte domstolen beslutar annorlunda.

Artikel 38

Efta stater och fysiska och juridiska personer i övrigt får, i de fall och på de villkor som skall anges i procedurreglerna, i egenskap av tredje part föra talan mot en dom som meddelats utan att de blivit hörda, om domen berör deras rätt

Artikel 39

I händelse av tveksamhet rörande innebörden och räckvidden av en dom, skall det ankomma på domstolen att klargöra dess rätta innebörd på begäran av en part som har ett berättigat intresse därav, eller på begäran av EFTA:s övervakningsmyndighet.

Artikel 40

Framställning hos domstolen om ändring av en dom får endast grundas på upptäckten av en omständighet som kan ha haft ett avgörande inflytande på målets utgång och som när domen meddelats var okänd för domstolen och för den som begär ändring.

Ändringsförfarandet skall inledas med ett beslut av domstolen i vilket uttryckligen konstateras att förekomsten av den nya omständigheten är av

sådan art att det finns anledning till ändring och att framställningen av denna anledning kan tas upp till prövning.

Framställning om ändring får inte göras senare än tio år från den dag domen gavs.

Artikel 41

Tidsfrister med hänsyn till avstånd skall fastställas i domstolens procedurregler.

Försutten tid skall inte medföra rättsförlust, om vederbörande styrker förekomsten av oförutsebara omständigheter eller force majeure.

Artikel 42

Talan mot EFTA:s övervakningsmyndighet om ansvar i utomobligatoriska rättsförhållanden skall preskriberas fem år efter den händelse som föranleder ansvarstalan. Preskription skall avbrytas genom att talan väcks vid domstolen eller genom att den skadelidande dessförinnan gör framställning hos EFTA:s övervakningsmyndighet. I sistnämnda fall skall talan väckas inom två månader från åtgärdens offentliggörande, från dess delgivning med käranden, eller i avsaknad härav, från dagen då denne fick kännedom om den.

Del IV

ALLMÄNNA BESTÄMMELSER

Artikel 43

Domstolens procedurregler skall, förutom de bestämmelser som anges i denna stadga, innehålla alla övriga bestämmelser som behövs för stadgans tillämpning och, vid behov, för dess komplettering.

Artikel 44

EFTA-staternas regeringar får, på förslag av domstolen, eller efter dess hörande i samförstånd vidta ändringar av denna stadga.

OM RÄTTSKAPACITET, PRIVILEGIER OCH
IMMUNITET FÖR EFTA:s ÖVERVAKNINGS-
MYNDIGHET

DEL I

EFTA:s ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET

Artikel 1

EFTA:s övervakningsmyndighet skall vara en juridisk person. Den skall särskilt ha befogenhet att ingå avtal, förvärva och avyttra lös och fast egendom samt vara part i rättsliga förfaranden.

Artikel 2

1. Inom ramen för sin officiella verksamhet skall EFTA:s övervakningsmyndighet åtnjuta immunitet mot rättsliga förfaranden och verkställighet utom

- a) i den mån den uttryckligen har hävt sådan immunitet i något särskilt fall,
- b) vad gäller talan i tvistemål som väckts av tredje man angående skada till följd av olycka orsakad av ett fordon eller ett annat transportmedel som tillhör EFTA:s övervakningsmyndighet eller framförs för dess räkning, eller när det är fråga om trafikbrott där ett sådant transportmedel varit inblandat,
- c) i händelse av utmätning eller införsel, enligt beslut av administrativ eller juridisk myndighet, avseende lön eller annan ersättning, innefattande pension, som EFTA:s övervakningsmyndighet är skyldig en medlem, tjänsteman eller annan anställd, eller en tidigare ledamot, tjänsteman eller annan anställd,
- d) vad gäller motkrav som har direkt samband med rättsliga förfaranden som inletts av EFTA:s övervakningsmyndighet.

2. EFTA:s övervakningsmyndighets egendom skall, var den än befinner sig, åtnjuta immunitet mot

- a) varje form av rekvisition, konfiskation eller expropriation,
- b) varje form av beslagtagande eller kvarstadsbeläggande samt administrativa eller interimistiska rättsliga tvångsåtgärder, utom i de fall som föreskrivs i föregående punkt.

Artikel 3

EFTA:s övervakningsmyndighets arkiv och alla dokument som tillhör eller innehas av denna skall vara okränkbara, var de än befinner sig.

1. Utan hinder av finansiella kontroller, regleringar eller moratorier av något slag får EFTA:s övervakningsmyndighet

- a) inneha penningmedel eller valutor av alla slag och konton i vilken valuta som helst,
- b) fritt överföra sina penningmedel eller sin valuta från ett land till ett annat eller inom varje land samt växla vilken valuta som helst, som den innehar, till vilken annan valuta som helst.

2. När EFTA:s övervakningsmyndighet utövar sina rättigheter enligt punkt 1 i denna artikel, skall den ta vederbörlig hänsyn till de invändningar som kan ha gjorts av någon stat som är part i detta protokoll och skall tillgodose sådana invändningar i den mån det anses möjligt att göra det utan att skada EFTA:s övervakningsmyndighets intressen.

Artikel 5

1. EFTA:s övervakningsmyndighet, dess tillgångar, inkomster och annan egendom skall vara befriade

- a) från alla direkta skatter; EFTA:s övervakningsmyndighet får dock inte kräva befrielse från pålagor, skatter eller avgifter som påförs för samhällets tjänster,
- b) från tullar samt förbud och restriktioner avseende import och export av artiklar som importeras eller exporteras direkt av EFTA:s övervakningsmyndighet för användning i tjänsten. Artiklar som importeras enligt ett sådant undantag får inte säljas inom den stats territorium som de importerats till, utom vid import på villkor som överenskommits med ifrågavarande stats regering,
- c) från tullar samt förbud och restriktioner avseende import och export av dess publikationer.

2. När inköp eller tjänster av betydande värde, vilka är nödvändiga för EFTA:s övervakningsmyndighets tjänsteutövning, görs eller utnyttjas av EFTA:s övervakningsmyndighet, och när priset på sådana inköp och tjänster inkluderar skatter eller avgifter, skall den stat som är part i detta protokoll och har tagit ut skatterna och avgifterna vidta nödvändiga åtgärder för att efterskänka eller återbetala dem, om de kan identifieras.

Artikel 6

1. EFTA:s övervakningsmyndighet skall på varje territorium som tillhör en stat som är part i detta protokoll för sina tjänstemeddelanden åtnjuta en behandling som inte är mindre förmånlig än den som ifrågavarande stats regering beviljar andra jämförbara internationella organisationer vad gäller företrädesrättigheter, avgifter och skatter för post och telekommunikationer samt pressavgifter för information till press och radio.

2. Tjänstebrev och andra tjänstemeddelanden från EFTA:s övervakningsmyndighet skall inte beläggas med censur.
3. EFTA:s övervakningsmyndighet skall äga rätt att använda koder och att avsända och ta emot skrivelser med kurir eller i förseglade säckar, som skall åtnjuta samma immunitet och privilegier som diplomatiska kurirer och kurirsäckar.

DEL II

MEDLEMMAR, TJÄNSTEMÄN OCH ANDRA ANSTÄLLDA VID EFTA:s ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET

Artikel 7

1. Medlemmarna av EFTA:s övervakningsmyndighet, tjänstemännen och de andra anställda vid denna skall åtnjuta följande privilegier och immunitet:
 - a) immunitet mot rättsligt förfarande, även sedan deras tjänstgöring vid EFTA:s övervakningsmyndighet har upphört, vad avser åtgärder, inbegripet muntliga och skriftliga uttalanden, som de vidtagit vid fullgörandet av sina uppgifter. Sådan immunitet skall dock inte föreligga vid trafikbrott som begåtts av en medlem, tjänsteman eller annan anställd, och inte heller i samband med skada orsakad av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom,
 - b) okränkbarhet för alla handlingar och dokument som rör tjänsten,
 - c) befrielse från alla skyldigheter i fråga om nationell tjänstgöringsplikt, inbegripet militärtjänstgöring,
 - d) för egen del och för de familjemedlemmar som ingår i hushållet, befrielse från alla inreserestriktioner och formaliteter för registrering av utlänningar,
 - e) för egen del och för de familjemedlemmar som ingår i hushållet, samma möjligheter att återvända till hemlandet vid internationella kriser som vanligen medges internationella organisationers personal,
 - f) samma behandling i fråga om valuta- och växlingsbestämmelser som vanligen medges internationella organisationers personal,
 - g) befrielse från all nationell inkomstskatt på lön och ersättning som betalats ut till dem av EFTA:s övervakningsmyndighet, med undantag av pensioner och andra liknande förmåner som betalats av EFTA:s övervakningsmyndighet. De stater som är parter i detta protokoll förbehåller sig rätten att ta hänsyn till sådan lön och ersättning vid beräkning av skatt på inkomst från andra inkomstkällor.
2. EFTA:s övervakningsmyndighet skall specificera de kategorier av tjänstemän och andra anställda som punkt 1 är tillämplig på samt underrätta EFTA-staterna om sitt beslut. Namnen på de tjänstemän och andra an-

ställda som ingår i dessa kategorier skall regelbundet lämnas till EFTA-staterna för kännedom.

Artikel 8

Utöver de privilegier och den immunitet som föreskrivs i artikel 7.1 skall en medlem i EFTA:s övervakningsmyndighet åtnjuta

- a) immunitet mot anhållande eller annat frihetsberövande, utom när han ertappas med att begå, försöka begå eller just ha begått ett brott,
- b) den immunitet mot civil- och förvaltningsrättsligt förfarande och verkställighet som tillkommer diplomatiska företrädare, utom i samband med skada orsakad av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom,
- c) full immunitet mot straffrättsligt förfarande, utom när det är fråga om trafikbrott orsakat av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom, med förbehåll för bestämmelserna i a),
- d) samma lättnader vad avser tull på hans personliga bagage som medges diplomatiska företrädare.

DEL III

LEDAMÖTER AV RÅDGIVANDE ORGAN OCH EXPERTER

Artikel 9

1. Ledamöter av rådgivande organ som bistår EFTA:s övervakningsmyndighet i dess arbete skall åtnjuta följande privilegier och immunitet då de fullgör sina uppgifter för EFTA:s övervakningsmyndighet eller genomför uppdrag för dennas räkning:

- a) immunitet mot rättsligt förfarande, även efter avslutat uppdrag, vad avser åtgärder, inbegripet muntliga och skriftliga uttalanden, som de vidtagit vid fullgörandet av sina uppgifter. Sådan immunitet skall dock inte föreligga vid trafikbrott som begåtts av en ledamot av ett rådgivande organ, och inte heller i samband med skada orsakad av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom,
- b) okränkbarhet för alla handlingar och dokument som rör uppdraget,
- c) befrielse från alla inreserestriktioner och formaliteter för registrering av utlänningar,
- d) samma behandling i fråga om valuta- och växlingsbestämmelser som medges företrädare för utländska regeringar med tillfälliga officiella uppdrag.

2. Punkt 1 skall också tillämpas på experter som utför uppdrag för EFTA:s övervakningsmyndighet då de fullgör sina uppgifter samt på företrädare

DEL IV

ALLMÄNNA BESTÄMMELSER

Artikel 10

1. EFTA:s övervakningsmyndighet har skyldighet att häva sin immunitet i samtliga fall när förlitan på denna skulle hindra rättvisans gång och när den kan hävas utan att myndighetens intressen skadas.

2. Privilegier och immunitet medges medlemmar, tjänstemän och andra anställda i EFTA:s övervakningsmyndighets intresse och inte för att ge personliga fördelar åt de enskilda själva. EFTA:s övervakningsmyndighet har rätt, och är skyldig, att häva immuniteten för en medlem, en tjänsteman eller en annan anställd i samtliga fall när den, enligt myndighetens åsikt, skulle hindra rättvisans gång och kan hävas utan att myndighetens intressen skadas.

Artikel 11

Ingen stat som är part i detta protokoll är skyldig att bevilja sina egna medborgare eller fast bosatta invånare de privilegier och den immunitet som avses i artikel 7.1 c, d och e.

Artikel 12

Bestämmelserna i detta protokoll skall inte påverka rätten för någon stat som är part i detta protokoll att vidta alla försiktighetsåtgärder som är nödvändiga med hänsyn till dess säkerhet.

Artikel 13

Om någon stat som är part i detta protokoll anser att det förelegat missbruk av ett privilegium eller en immunitet som medges enligt detta protokoll, skall samråd äga rum mellan den staten och EFTA:s övervakningsmyndighet för att fastställa huruvida något sådant missbruk har ägt rum och, om så är fallet, för att säkerställa att detta inte upprepas. En stat som anser att en person har missbrukat något privilegium eller någon immunitet som medges honom enligt detta protokoll, får begära att han lämnar dess territorium.

PROTOKOLL 7

OM RÄTTSKAPACITET, PRIVILEGIER OCH
IMMUNITET FÖR EFTA-DOMSTOLEN

DEL I

EFTA-DOMSTOLEN

Artikel 1

EFTA-domstolen skall vara en juridisk person. Den skall särskilt ha befogenhet att ingå avtal, förvärva och avyttra lös och fast egendom samt vara part i rättsliga förfaranden.

Artikel 2

1. Inom ramen för sin officiella verksamhet skall domstolen åtnjuta immunitet mot rättsliga förfaranden och verkställighet utom

- a) i den mån den uttryckligen har hävt sådan immunitet i något särskilt fall,
- b) vad gäller talan i tvistemål som väckts av tredje man angående skada till följd av olycka orsakad av ett fordon eller ett annat transportmedel som tillhör EFTA-domstolen eller framförs för dess räkning, eller när det är fråga om trafikbrott där ett sådant transportmedel varit inblandat,
- c) i händelse av utmätning eller införsel, enligt beslut av administrativ eller juridisk myndighet, avseende lön eller annan ersättning, innefattande pension, som domstolen är skyldig en domare, registratorn, en tjänsteman eller annan anställd, eller en tidigare domare, registrator, tjänsteman eller annan anställd,
- d) vad gäller motkrav som har direkt samband med rättsliga förfaranden som inletts av domstolen.

2. Domstolens egendom skall, var den än befinner sig, åtnjuta immunitet mot

- a) varje form av rekvisition, konfiskation eller expropriation,
- b) varje form av beslagtagande och kvarstadsbeläggande samt administrativa eller interimistiska rättsliga tvångsåtgärder, utom i de fall som föreskrivs i föregående punkt.

Artikel 3

Domstolens arkiv och alla dokument som tillhör eller innehas av denna skall vara okränkbara, var de än befinner sig.

Artikel 4

1. Utan hinder av finansiella kontroller, regleringar eller moratorier av något slag får domstolen

- a) inneha penningmedel eller valutor av alla slag och konton i vilken valuta som helst,
- b) fritt överföra sina penningmedel eller sin valuta från ett land till ett annat eller inom varje land samt växla vilken valuta som helst, som den innehar, till vilken annan valuta som helst.

2. När domstolen utövar sina rättigheter enligt punkt 1 i denna artikel, skall den ta vederbörlig hänsyn till de invändningar som kan ha gjorts av någon stat som är part i detta protokoll och skall tillgodose sådana invändningar i den mån det anses möjligt att göra det utan att skada domstolens intressen.

Artikel 5

1. Domstolen, dess tillgångar, inkomster och annan egendom skall vara befriade:

- a) från alla direkta skatter; domstolen får dock inte kräva befrielse från pålagor, skatter eller avgifter som påförs för samhällets tjänster,
- b) från tullar samt förbud och restriktioner avseende import och export av artiklar som importerats eller exporterats direkt av domstolen för användning i tjänsten. Artiklar som importerats enligt ett sådant undantag får inte säljas inom den stats territorium som de importerats till, utom vid import på villkor som överenskommit med ifrågavarande stats regering,
- c) från tullar samt förbud och restriktioner avseende import och export av dess publikationer.

2. När inköp eller tjänster av betydande värde, vilka är nödvändiga för domstolens tjänsteutövning, görs eller utnyttjas av domstolen, och när priset på sådana inköp och tjänster inkluderar skatter eller avgifter, skall den stat som är part i detta protokoll och har tagit ut skatterna och avgifterna vidta nödvändiga åtgärder för att eftersänka eller återbetala dem, om de kan identifieras.

Artikel 6

1. Domstolen skall på varje territorium som tillhör en stat som är part i detta protokoll för sina tjänstemeddelanden åtnjuta en behandling som inte är mindre förmånlig än den som ifrågavarande stats regering beviljar andra jämförbara internationella organisationer vad gäller företrädesrättigheter, avgifter och skatter för post och telekommunikationer samt pressavgifter för information till press och radio.

2. Tjänstebrev och andra tjänstemeddelanden från domstolen skall inte beläggas med censur.

3. Domstolen skall äga rätt att använda koder och att avsända och ta emot skrivelser med kurir eller i förseglade säckar, som skall ha samma privilegier och immunitet som diplomatiska kurirer och kurirsäckar.

DOMARE, REGISTRATOR, TJÄNSTEMÄN OCH ANDRA ANSTÄLLDA VID DOMSTOLEN*Artikel 7*

1. Domare skall åtnjuta immunitet mot rättsligt förfarande. De skall åtnjuta immunitet vad avser åtgärder, inbegripet muntliga och skriftliga uttalanden, som de vidtagit i sin tjänsteutövning, även sedan deras uppdrag har upphört.
2. Domstolen får, efter beslut i plenum, häva immuniteten.
3. När immuniteten har hävts och straffrättsliga förfaranden vidtas mot en domare, får denne ställas inför rätta i någon av EFTA-staterna endast vid den domstol som är behörig att döma ledamöterna av de högsta nationella domstolarna.

Artikel 8

1. Domare, registrator, tjänstemän och andra anställda vid domstolen skall åtnjuta följande privilegier och immunitet:
 - a) okränkbarhet för alla handlingar och dokument som rör tjänsten,
 - b) befrielse från alla skyldigheter i fråga om nationell tjänstgöringsplikt, inbegripet militärtjänstgöring,
 - c) för egen del och för de familjemedlemmar som ingår i hushållet, befrielse från alla inreserestriktioner och formaliteter för registrering av utläningar,
 - d) för egen del och för de familjemedlemmar som ingår i hushållet, samma möjligheter att återvända till hemlandet vid internationella kriser som vanligen medges internationella organisationers personal,
 - e) samma behandling i fråga om valuta och växlingsbestämmelser som vanligen medges internationella organisationers personal,
 - f) befrielse från all nationell inkomstskatt på lön och ersättning som betalats ut till dem av domstolen, med undantag av pensioner och andra liknande förmåner som betalats av domstolen. De stater som är parter i detta protokoll förbehåller sig rätten att ta hänsyn till sådan lön och ersättning vid beräkning av skatt på inkomst från andra inkomstkällor.
2. Utöver de privilegier och den immunitet som föreskrivs ovan skall registratorn, tjänstemännen och andra anställda åtnjuta immunitet mot rättsligt förfarande, även sedan deras tjänstgöring vid domstolen har upphört, vad avser åtgärder, inbegripet muntliga och skriftliga uttalanden, som de vidtagit vid fullgörandet av sina uppgifter. Sådan immunitet skall dock inte föreligga vid trafikbrott som begåtts av registratorn, en tjänsteman eller annan anställd, och inte heller i samband med skada orsakad av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom.

3. Domstolen skall specificera de kategorier av tjänstemän och andra anställda som punkterna 1 och 2 är tillämpliga på samt underrätta EFTA-staterna om sitt beslut. Namnen på de tjänstemän och andra anställda som ingår i dessa kategorier skall regelbundet lämnas till EFTA-staterna för kännedom.

Artikel 9

Utöver de privilegier och den immunitet som föreskrivs i artikel 8.1 skall en domare åtnjuta

- a) den immunitet mot civil- och förvaltningsrättsligt förfarande och verkställighet som tillkommer diplomatiska företrädare, utom i samband med skada orsakad av ett fordon eller annat transportmedel som tillhör honom eller har framförts av honom,
- b) samma förmåner vad avser tull på hans personliga bagage som medges diplomatiska företrädare.

DEL III

ALLMÄNNA BESTÄMMELSER

Artikel 10

1. Domstolen har skyldighet att häva sin immunitet i samtliga fall när förlitan på denna skulle hindra rättvisans gång och när den kan hävas utan att domstolens intressen skadas.

2. Privilegier och immunitet medges registratorn, tjänstemän och andra anställda i domstolens intresse och inte för att ge personliga fördelar åt de enskilda själva. Domstolen har rätt, och är skyldig, att häva immuniteten för registratorn, en tjänsteman eller en annan anställd i samtliga fall när den, enligt domstolens åsikt, skulle hindra rättvisans gång och kan hävas utan att domstolens intressen skadas.

Artikel 11

Ingen stat som är part i detta protokoll är skyldig att bevilja sina egna medborgare eller fast bosatta invånare de privilegier och den immunitet som avses i artikel 8.1 b, c och d.

Artikel 12

Bestämmelserna i detta protokoll skall inte påverka rätten för någon stat som är part i detta protokoll att vidta alla försiktighetsåtgärder som är nödvändiga med hänsyn till dess säkerhet.

Om någon stat som är part i detta protokoll anser att det förelegat missbruk av ett privilegium eller en immunitet som medges enligt detta protokoll, skall samråd äga rum mellan den staten och domstolen för att fastställa huruvida något sådant missbruk har ägt rum och, om så är fallet, säkerställa att detta inte upprepas. En stat som anser att en person har missbrukat något privilegium eller någon immunitet som medges honom enligt detta protokoll, får begära att han lämnar dess territorium.

BILAGA I

FÖRTECKNING SOM AVSES I ARTIKEL 24, ANDRA STYCKET, I AVTALET MELLAN EFTA-STATERNA OM UPPRÄTTANDE AV EN ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET OCH EN DOMSTOL¹

Anmälan i förväg av statliga stödprogram och andra procedurregler

1. C/252/80/s.2: Anmälan av statligt stöd till kommissionen enligt artikel 93.3 i Rom fördraget. Medlemsstaternas underlåtenhet att iaktta sina förpliktelser (EGT nr C 252, 30.9.1980, s.2).
2. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(81) 12740 av den 2 oktober 1981.
3. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(89) D/5521 av den 27 april 1989.
4. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(87) D/5540 av den 30 april 1989. Förfarande enligt artikel 93.2 i Romfördraget – Tidsfrister.
5. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(90) D/28091 av den 11 oktober 1990. Statligt stöd – information till medlemsstaterna om fall av stödåtgärder som kommissionen inte har invändningar mot.
6. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(91) D/4577 av den 4 mars 1991. Meddelande till medlemsstaterna om förfaranden vid anmälan av planerade stödprogram och om förfaranden som är tillämpliga när stöd ges i strid mot bestämmelserna i artikel 93.3 i Romfördraget.

Bedömning av stöd av mindre betydelse

7. C/40/90/s.2: Anmälan av stödprogram av mindre betydelse (EGT nr C 40, 20.2.1990, s.2).

¹ Det följer av artiklarna 5.2.b och 24 i detta avtal att EFTA:s övervakningsmyndighet, efter avtalets ikraftträdande är skyldig att anta rättsakter som motsvarar dem som är upptagna i denna bilaga. Beträffande ändringar i dessa rättsakter eller antagandet av andra eller framtida rättsakter på detta område, har EFTA:s övervakningsmyndighet skyldigheter i överensstämmelse med sin behörighet enligt detta avtal.

8. Tillämpning av artikel 92 och 93 i Romfördraget på offentliga myndigheters innehav av kapital (Bulletin EC 9-1984).

Olagliga stödåtgärder

9. C/318/83/s.3: Meddelande från kommissionen om olagliga stödåtgärder (EGT nr C 318, 24.11.1983, s.3).

Statliga garantier

10. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(89) D/4328 av den 5 april 1989.

11. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(89) D/12772 av den 12 oktober 1989.

Textil- och beklädnadsindustrin

12. Meddelande från kommissionen till medlemsstaterna om gemenskapens rambestämmelser för stöd till textilindustrin (SEC(71) 363 Slutlig version – juli 1971).

13. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(77) D/1190 av den 4 februari 1977 och bilaga (dokument SEC(77) 317, 25.1.1977). Undersökning av nuläget beträffande stöd till textil- och beklädnadsindustrin.

Syntetfiberindustrin

14. C/173/89/s. 5: Meddelande från kommissionen om stöd till syntetfiberindustrin inom EG (EGT nr C 173, 8.7.1989, s. 5).

Bilindustrin

15. C/123/89/s. 3: Gemenskapens rambestämmelser för statligt stöd till bilindustrin (EGT nr C 123, 18.5.1989, s. 3).

16. C/81/91/s. 4: Gemenskapens rambestämmelser för statligt stöd till bilindustrin (EGT nr C 81, 26.3.1991, s. 4).

Rambestämmelser för allmänna program för regionalt stöd

17. 471 Y 1104: Rådets resolution av den 20 oktober 1971 om allmänna program för regionalt stöd (EGT nr C 111, 4.11.1971, s. 1).

18. C/111/71/s. 7: Meddelande från kommissionen om rådets resolution av den 20 oktober 1971 om allmänna regionala stödprogram (EGT nr C 111, 4.11.1971, s. 7).

19. Meddelande från kommissionen till rådet om allmänna regionala stödprogram (COM(75)77, slutlig version).
20. C/31/79/s. 9: Meddelande från kommissionen om regionala stödprogram (EGT nr C 31, 3.2.1979, s. 9).
21. C/212/88/s. 2: Meddelande från kommissionen om metoden för tillämpning av artikel 92.3 a och 92.3 c på regionalt stöd (EGT nr C 212, 12.8.1988, s. 2).
22. C/10/90/s. 8: Meddelande från kommissionen om revidering av meddelande av den 3 februari 1979 (EGT nr C 10, 16.1.1990, s. 8).
23. C/163/90/s. 5: Meddelande från kommissionen om metoden vid tillämpningen av artikel 92.3 c på regionalt stöd (EGT nr C 163, 4.7.1990, s. 5).
24. C/163/90/s. 6: Meddelande från kommissionen om metoden vid tillämpningen av artikel 92.3 a på regionalt stöd (EGT nr C 163, 4.7.1990, s. 6).

Gemenskapens rambestämmelser för statligt stöd på miljöområdet

25. Brev från kommissionen till medlemsstaterna S/74/30.807 av den 7 november 1974.
26. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(80) D/8287 av den 7 juli 1980.
27. Meddelande från kommissionen till medlemsstaterna (Bilaga till brev av den 7 juli 1980).
28. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(87) D/3795 av den 29 mars 1987.

Gemenskapens rambestämmelser för statligt stöd till forskning och utveckling

29. C/83/86/s. 2: Gemenskapens rambestämmelser för statligt stöd till forskning och utveckling (EGT nr C 83, 11.4.1986, s. 2).
30. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(90) D/01620 av den 5 februari 1990.

Tillämpningsregler för allmänna stödprogram

31. Brev från kommissionen till medlemsstaterna SG(79) D/10478 av den 14 september 1979.
32. Övervakning av undsättnings- och omstruktureringsstöd (Åttonde rapporten om konkurrenspolitik, punkt 228).

Tillämpningsregler vid kumulation av stöd för olika ändamål

33. C/3/85/s. 3: Meddelande från kommissionen om kumulation av stöd för olika ändamål (EGT nr C 3, 5.1.1985, s. 3).

Sysselsättningsstöd

34. Sextonde rapporten om konkurrenspolitik, punkt 253.

35. Tjugonde rapporten om konkurrenspolitik, punkt 280.

Övervakning av stöd till stålindustrin

36. C/320/88/s. 3: Rambestämmelser för vissa stålsektorer som inte omfattas av EKSG-fördraget (EGT nr C 320, 13.12.1988, s. 3).

BILAGA II**FÖRTECKNING SOM AVSES I ARTIKEL 25, ANDRA STYCKET, I AVTALET MELLAN EFTA-STATERNA OM UPPRÄTTANDE AV EN ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET OCH EN DOMSTOL²****Kontroll av koncentrationer**

1. C/203/90/s. 5: Kommissionens tillkännagivande om accessoriska begränsningar i samband med koncentrationer (EGT nr C 203, 14.8.1990, s. 5)

2. C/203/90/s. 10: Kommissionens tillkännagivande om begreppen koncentration och samarbete med avseende på rådets förordning (EEG) nr 4064/89 av den 21 december 1989 om kontroll av företagskoncentrationer (EGT nr C 203, 14.8.1990, s. 10)

Ensamåterförsäljaravtal

3. C/101/84/s. 2: Kommissionens tillkännagivande om kommissionens förordningar (EEG) nr 1983/83 och (EEG) nr 1984/83 av den 22 juni 1983 om tillämpning av fördragets artikel 85.3 på grupper av ensamåterförsäljaravtal och exklusiva inköpsavtal (EGT nr C 101, 13.4.1984, s. 2)

4. C/17/85/s. 4: Kommissionens tillkännagivande om förordning (EEG) nr 123/85 av den 12 december 1984 om tillämpning av fördragets artikel 85.3 på vissa grupper av försäljnings- och serviceavtal för motorfordon (EGT nr C 17, 18.1.1985, s. 4)

² Det följer av artiklarna 5.2b och 25 i detta avtal att EFTA:s övervakningsmyndighet, efter avtalets ikraftträdande är skyldig att anta rättsakter som motsvarar dem som är upptagna i denna bilaga. Beträffande ändringar i dessa rättsakter eller antagandet av andra eller framtida rättsakter på detta område, har EFTA: övervakningsmyndighet skyldigheter i överensstämmelse med sin behörighet enligt detta avtal.

5. 362 X 1224 (01): Kommissionens tillkännagivande om ensamåterförsäljaravtal med handelsagenter (EGT nr 139, 24.12.1962, s. 2921)
6. C/75/68/s. 39: Kommissionens tillkännagivande om avtal, beslut och samordnade förfaranden som avser samarbete mellan företag (EGT nr C 75, 29.7.1968, s. 39) i dess lydelse enligt EGT nr C 84, 28.8.1968, s. 14)
7. C/111/72/s. 13: Kommissionens tillkännagivande av den 21 oktober 1972 om import till gemenskapen av japanska varor som omfattas av Romfördraget (EGT nr C 111, 21.10.1972, s. 13)
8. C/1/79/s. 2: Kommissionens tillkännagivande av den 18 december 1978 om dess bedömning av vissa underleverantörsavtal i förhållande till artikel 85.1 i EEG-fördraget (EGT nr C 1, 3.1.1979, s. 2)
9. C/231/86/s. 2: Kommissionens tillkännagivande om avtal av mindre betydelse som inte omfattas av artikel 85.1 i Fördraget om upprättandet av Europeiska ekonomiska gemenskapen (EGT nr C 231, 12.9.1986, s. 2)
10. C/233/91/s. 2: Riktlinjer för tillämpningen av EEG:s konkurrensregler inom telekommunikationssektorn (EGT nr C 233, 6.9.1991, s. 2)

ÖVERENSKOMNA PROTOKOLLS- ANTECKNINGAR

FRÅN FÖRHANDLINGARNA OM ETT AVTAL MELLAN EFTA-STATERNA OM UPPRÄTTANDE AV EN ÖVERVAKNINGSMYNDIGHET OCH EN DOMSTOL

De avtalslutande parterna överenskom att:

I fråga om protokoll 4, artikel 10.1 i kapitel 11, artikel 16.2 i kapitel VI, artikel 15.2 i kapitel IX, artikel 8.2 i kapitel XI och artikel 19.2 i kapitel XIII

överföringen av information till EFTA-staternas behöriga myndigheter skall gälla alla ansökningar och anmälningar som EFTA:s övervakningsmyndighet mottagit, även sådana som är resultat av missförstånd av de företag beträffande de materiella reglerna eller reglerna som finns i artikel 56 i EES-avtalet,

I fråga om protokoll 4, artikel 14.2 i kapitel 11, artikel 21.2 i kapitel VI, artikel 18.2 i kapitel IX och artikel 13.2 i kapitel XIII

det bemyndigande som EFTA:s övervakningsmyndighet ger EG-kommissionens representanter skall endast vara av upplysningskaraktär,

I fråga om protokoll 6, artikel 7.1 och protokoll 7, artikel 8.1

det skall anges i värdstatsavtalen att medlemmarna i EFTA:s övervakningsmyndighet, tjänstemännen och andra anställda där, liksom domarna, registratorn, tjänstemännen och andra anställda vid domstolen skall ha rätt att tullfritt och fritt från andra avgifter importera sitt bohag och andra personliga tillhörigheter, inklusive motorfordon för personligt bruk, när de påbörjar sin anställning på en avtalsslutande parts territorium, samt ha rätt att avgiftsfritt exportera dem vid avslutad tjänstgöring med förbehåll för villkor som fastställts i lagar och förordningar hos den berörda avtalsslutande parten,

varor som importerats och undantagits på detta sätt får inte säljas, hyras ut, lånas ut eller ges bort, mot eller utan betalning utom i enlighet med de villkor som fastställs av den avtalsslutande part som medgett undantagen,

de skall eftersträva att uppnå samma sak i värdstatsavtalen med andra stater.

SOM SKEDDE i Oporto den 2 maj 1992, i ett enda autentiskt exemplar på engelska språket som skall deponeras hos Sveriges regering. Depositarien skall överlämna bestyrkta kopior till alla signatärstater och stater som ansluter sig till detta avtal.

